

Les petits pas du président De Klerk

MALGRÉ le scepticisme des listes noires en exil, les choses bougent en Afrique du Sud. En annonçant la libération prochaine de huit prisonniers politiques, dont plusieurs proches compagnons de Nelson Mandela, M. De Klerk a fait un nouveau pas dans une politique consistant à atténuer des mesures de portée limitée mais hautement symboliques et des déclarations peut-être ambiguës mais de nature à ébranler les certitudes de certains Blancs quant à la pérennité de l'apartheid.

A la différence de son prédécesseur, M. Pieter Botha, le nouveau chef de l'Etat sud-africain semble prendre en considération l'opinion de l'Europe et des Etats-Unis. Lundi, il avait reçu M. Mario Soares, le président du Portugal, venu lui exposer « les espoirs et les soucis » de la CEE, est sorti de cet entretien avec la conviction que son interlocuteur a « l'intention de mettre un terme à l'apartheid ». Peu après ce tour d'horizon avec le responsable d'un pays concerné par l'évolution de la région en raison de son passé colonial en Angola et au Mozambique, M. De Klerk prenait son téléphone pour informer personnellement M. Thatcher de la libération de Walter Sisulu et de ses camarades avant même d'annoncer sa décision au pays.

Le premier ministre britannique a aussitôt salué ce « pas important dans la bonne direction ». Celui-ci lui donne un argument contre la politique des sanctions, jugée inefficace par les conservateurs. Il met aussi la « Dame de fer » dans une position plus confortable pour affronter les surenchères lors de la conférence du Commonwealth, le 18 octobre, à Kuala Lumpur.

M. De Klerk tient compte des conséquences d'un relatif boycott international de l'économie sud-africaine. Surtout, il paraît comprendre que son pays ne pourra pas demeurer dans un splendide isolement diplomatique alors que l'Occident et les Soviétiques veulent en finir avec certains conflits régionaux, notamment en Afrique. Sans doute estime-t-il aussi que les difficultés croissantes du continent noir, trente ans après les indépendances, peuvent influencer sur les esprits, à l'intérieur et à l'extérieur, pour la recherche d'un compromis qui prendrait en compte l'apport des Blancs au développement de la région.

La promesse des libérations prépare ceux-ci à l'élargissement total de Nelson Mandela, le vieux chef du Congrès national africain, avec lequel le gouvernement dialogue déjà. Elle permettra aussi de tester les réactions des opposants légaux à l'apartheid, notamment parmi les religieux, dont M. De Klerk devait recevoir les dirigeants mercredi, l'évêque Desmond Tutu en tête.

Mais M. De Klerk se retrouvera dans une impasse s'il n'opte pas un jour pour la libération de l'ANC, en qui se reconnaît la majorité noire. Pour qu'il puisse l'imposer aux siens, il serait bon que les nationalistes adoptent une attitude responsable après l'élection d'une Assemblée constituante en Namibie, où une minorité blanche devra sans doute accepter la loi du plus grand nombre le mois prochain ; cet événement influera sans doute sur l'évolution de l'Afrique du Sud.

Lire nos informations page 5



3790147004500 10120

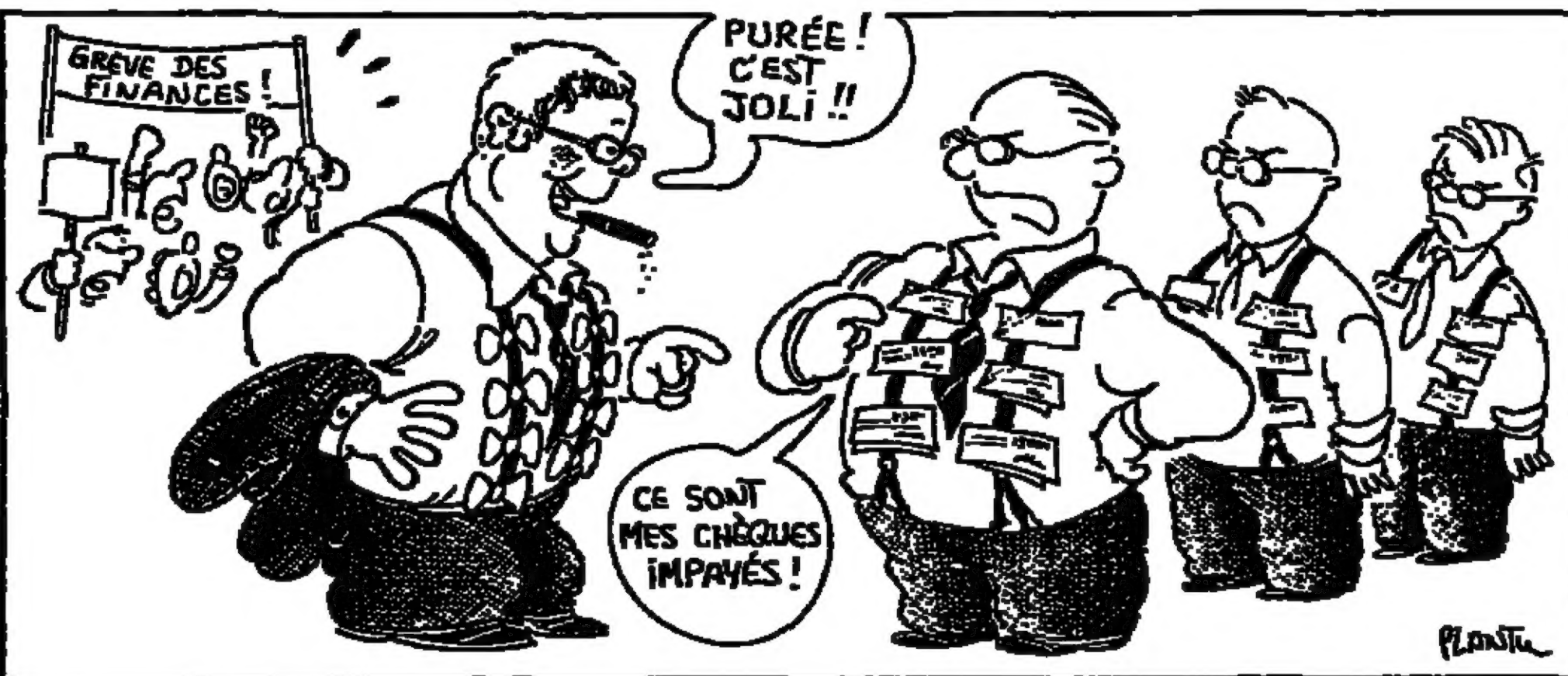
Tentatives de déblocage des conflits sociaux

Le gouvernement propose d'augmenter la « prime de croissance » des fonctionnaires

Les deux points chauds de l'actualité sociale offrent le spectacle d'une guerre de positions qui s'éternise. Chez PSA, les propositions du conciliateur sont, pour l'instant, restées sans résultat. Malgré les encouragements de leurs instances nationales, les syndicats CFDT et CFTC de Peugeot-Mulhouse réclament à la direction toujours plus de garanties pour quitter la forge, alors que l'état-major de la firme accepte les conclu-

sions du conciliateur mais laisse entendre qu'elle n'a pas grand-chose à proposer aux grévistes.

Aux finances, les syndicats refusent les discussions décentralisées et menacent de bloquer le versement des traitements et des pensions. Le gouvernement a proposé, mercredi, de porter la prime de croissance de 1 000 F à 1 200 F pour l'ensemble des fonctionnaires.



Lire « Dialogue de sourds chez Peugeot », par JEAN-MICHEL NORMAND et « Les syndicats reprennent l'initiative dans le conflit des impôts », page 27 - section C

Drogue : la tentation de la tolérance

Une conférence internationale sur la lutte contre le trafic et la production de cocaïne a été tenue à Lima, au Pérou, du 10 au 12 octobre. Cette décision a été annoncée, mardi 10 octobre, par les présidents de la Bolivie, de la Colombie et du Pérou, réunis à Lima, au sud de Lima. La proposition a été accueillie favorablement à Washington. La Communauté économique européenne sera associée à cette initiative.

M. François Mitterrand, en visite en Equateur, a confirmé mardi son « accord complet » ; il avait récemment adressé une missive aux chefs d'Etat et de gouvernement des Douze pour qu'ils désignent leurs délégués dans le cadre de la concertation souhaitée par les pays latino-américains.

Devant la montée du trafic en Europe - principalement dans la péninsule ibérique, tête

de pont du marché de la cocaïne - et devant l'impudence des policiers internationaux, qui, malgré de spectaculaires saisies, ne parviennent pas à démanteler les réseaux les plus importants, certains posent aujourd'hui la question de la dépenalisation des drogues. Ce débat, qui divise « libéraux » et « prohibitionnistes », a lieu dans des pays comme la Suisse, la RFA ou les Pays-Bas.

M. Claude Evin, ministre français de la santé, s'est fermement prononcé contre toute mesure de libéralisation.

Lire page 36 - section C
Partie de
JEAN-YVES LHOMEAU
et page 13 - section B
les articles de
REATRICHE RANTMAN,
CHRISTIAN CHARTIER
et THIERRY MALINIAK

La nouvelle révolution mexicaine

Le Parti révolutionnaire institutionnel est de plus en plus contesté en dépit des efforts du président Salinas pour enrayer la crise

MEXICO

de notre envoyé spécial

La place de la Constitution est bien le cœur battant de cette agglomération qui, avec ses vingt millions d'habitants, abrite le quart de la population du Mexique ! Le « Zocalo », comme on le nomme généralement (1), est comme la pointe de cette « pyramide » à laquelle l'écrivain Octavio Paz compare son pays : pour sa géographie (ordonnée, par degrés, du haut-plateau central jusqu'aux plaines côtières du golfe Atlantique et de l'océan Pacifique) ; mais aussi pour sa vie politique « verticaliste », où le chef de l'Etat demeure, malgré de récentes avancées, comme le lointain successeur des « tlatoanis » aztèques qui régneront à partir de ce

même lieu - comme en témoignent les vestiges du Templo Mayor pré-hispanique récemment livrés à l'admiration curieuse des foules.

Sur les côtes de l'immense quadrilatère, orgueil de l'urbanisme du Nouveau Monde, sont disposés les symboles du pouvoir : sombre façade de pierre volcanique du Palais national, derrière laquelle le président de la République travaille, en alternance avec la résidence privée de Los Pinos, davantage retirée, en bordure du grand parc de Chapultepec ; la cathédrale, avec son « Sagrario » fort penché, beau symbole d'un pouvoir religieux officiellement aboli par la Constitution révolutionnaire de

1917 et cependant bien présent dans ce qui est, après le Brésil, le plus grand pays catholique du monde ; et l'Ayuntamiento, la « mairie », occupée par un « régent » nommé, dont la tâche est, comme le dit joliment l'écrivain Carlos Monsivais, de « surveiller l'anarchie » de la plus grande cité de la planète.

Le Zocalo est donc le lieu où viennent battre les vagues d'une vie publique plus ou moins animée selon les époques. Manifestations officielles et protestations de toute nature y alternent.

JEAN-PIERRE CLERC
Lire la suite page 8

(1) Littéralement : « socle » : celui d'un monument à l'indépendance, prévu dès les derniers mois de 1810, et jamais réalisé.

La contestation en RDA

Les groupes d'opposition se multiplient et s'organisent
page 3

Les résistances à la perestroïka

Offensive des syndicats officiels contre M. Gorbatchev
page 4

Hausse des taux au Japon

Tokyo a suivi les pays européens pour tenter d'enrayer la hausse du dollar
page 27 - section C

Le PS et le gouvernement

A la recherche d'un compromis sur le projet de budget
page 11

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section C

Ouverture du MIPCOM à Cannes

Le Marché international des programmes de télévision est l'occasion, pour l'Europe, de faire le point sur la manière de concurrencer les productions américaines
page 23 - section B

Le guérisseur et l'exorciste

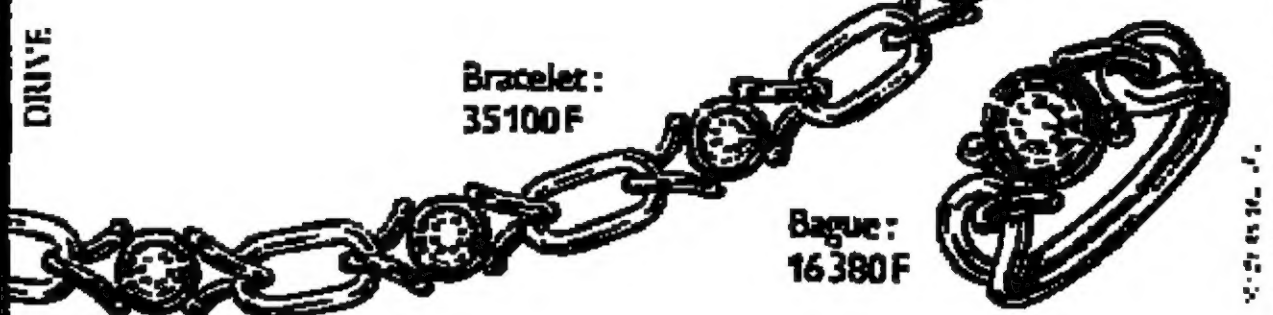
Dans la Drôme, les pratiques plus ou moins ésotériques ont trouvé un terrain favorable
page 16 - section B

CAMPUS

● Les ordinateurs à l'école : la panne après le plan informatique de 1985... mais toujours des passionnés ● Une femme-médecin devient institutrice ● Les stages de la semaine
pages 19 à 22 - section B

FRED les diamants font la chaîne

Fred a capturé des diamants pour habiller ces chaînes aux maillons entrelacés de gris et de jaune ; collier, bracelet, pendants d'oreilles, bague.



6, rue Royale, Paris 8^e 42.60.30.65
Le Claridge, 74, Champs-Élysées.
Hôtel Méridien - Espace "Galerie Lafayette", Paris.
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Colas, Deauville.
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - New York.

DÉBATS

Juif : adjectif ou substantif

II. - Les spinosants

par Edgar Morin

Nous achevons la publication de l'article d'Edgar Morin commencée dans le Monde du 11 octobre.

J'ÉTAIS allé porter au nettoyage un costume d'été en coton léger. Au moment de le reprendre, mon pantalon fut aussitôt trouvé, mais non la veste. Le préposé inspecta à plusieurs reprises les vestes alignées, téléphona au sous-sol, vérifia que la veste n'était pas dans une machine ou rangée pour une seconde opération de nettoyage, mais la veste demeura introuvable et on me demanda de revenir le lendemain. Le lendemain, même scène, mêmes vérifications vaines, jusqu'au moment où le blanchisseur vérifia distraitement du côté des chemises et la découvrit par son numéro.

Effectivement cette veste avait une forme de chemise et, détachée de son pantalon, pouvait naturellement être considérée comme chemise ; mais, en présence du pantalon, elle devenait veste. Ainsi cette veste en forme de chemise, cette chemise faisant veste, n'avait de nom en aucune blanchisserie, où il n'y avait aucun concept comme « vestie » ou « chemise » qui aurait pu la désigner. Et j'ai pensé : voilà ce qu'il en est de nous. Nous n'avons pas de nom à nous. Nous sommes des hybrides, des bâtards, des métis qui ne sont même pas reconnus comme tels. On veut nous classer de force dans l'une des deux catégories dont on fait et on ne fait pas partie.

Quand on ne peut entrer dans des catégories mutuelles, il faut proposer des catégories plus complexes. Il y a un terme, « marrane », qui porte en lui la double identité. Les marranes sont les juifs espagnols convertis qui ont gardé plus ou moins longtemps leur identité juive à l'intérieur de leur identité espagnole. Mais le terme marrane connote une conversion de peur. Je me suis nommé « néomarrane » et je crois que les juifs latins sont en fait des néomarranes ou plutôt des spinosants. Le spinosant est celui pour qui le mot juif, cessant d'être substantif, devient adjectif ; c'est un adjectif parmi d'autres, mais pas de même nature que les autres, parce qu'il porte en lui beaucoup de souffrances et une insupportable différence. Le néomarrane, lui, porte en lui, en même temps que cet adjectif, de multiples communautés et une double différence.

Abraham, Moïse et la suite

Situons-nous tout d'abord par rapport à la religion de Moïse. Je suis de ceux qui non seulement sont incapables de croire en une religion révélée, mais je suis aussi de ceux qui n'enferment pas la religion juive dans son ultime avatar après l'an 70 de son être.

Rappelons que le concept religieux d'un juif a subi de grandes variations historiques, des expressions diverses et divergentes ; ainsi la religion actuellement orthodoxe est la fille d'une des sectes, celle des formalistes pharisiens, née

deux siècles avant notre ère, alors qu'il y avait, sous l'occupation romaine, les conservateurs élitistes sadducéens, les nationalistes zélotes, les mystiques esséniens, et enfin les disciples du juif Jésus qui se différencieront de la souche sous l'impulsion du juif ex-pharisaïen Saul de Tarse, devenu Paul.

La richesse polymorphe du judaïsme avant l'an 70, elle-même fruit de l'immersion de la culture juive dans le monde gréco-latin, a éclaté en miettes après 70 et la secte des pharisiens est devenue religion officielle. Mais je peux, sans être pour autant chrétien, préférer le message du juif Jésus, qui comporte miséricorde et qui, avec Paul, s'est ouvert sans équivoque aux Grecs et aux gentils. Je peux réprouver la fermeture orthodoxe de cette religion qui, prise à la lettre, interdit toute commensalité avec le gentil. Je peux, comme Spinoza, être étranger à toute idée de peuple élu. Je peux et veux fonder ma philosophie sur le message de la démocratie et des philosophes d'Athènes et non sur celui des Tables de la Loi.

Ecoute, Israël

En ce qui concerne Israël, je ne suis pas seulement de ceux qui n'analysent pas de devenir israélien, mais je suis de ceux qui se refusent à être des machines à justifier Israël, et je suis de ceux qui reconnaissent les mêmes droits au peuple palestinien et au peuple israélien.

Tant qu'Israël était menacé plus que menaçant, tant qu'il apparaissait comme une nation démocratique exemplaire dans un voisinage despotique et rétrograde, tant que ses ennemis proclamaient ouvertement leur intention de l'anéantir, alors il n'y avait pas de fossé trop profond entre les juifs sionistes et ceux qui s'opposaient à la création d'un État juif. Mais le spinosant est celui qui fait des néomarranes ou plutôt des spinosants. Le spinosant est celui pour qui le mot juif, cessant d'être substantif, devient adjectif ; c'est un adjectif parmi d'autres, mais pas de même nature que les autres, parce qu'il porte en lui beaucoup de souffrances et une insupportable différence. Le néomarrane, lui, porte en lui, en même temps que cet adjectif, de multiples communautés et une double différence.

Le sionisme communautaire et le socialisme des fondateurs a été dévoré par une société « normale », laquelle est en cours de se faire dévorer par le nationalisme et un nouveau colonialisme. Tshahal, instrument de survie d'Israël, est devenue la solution à tout problème. On va vers une « sud-africainisation » d'un type nouveau. Quand on s'est efforcé toute sa vie de se refuser à l'indignation borghoise et à la justification unilatérale, on ne peut fermer l'œil critique et justifier Israël. Mais le pire est toujours justifié par les officiels du judaïsme français qui continuent à faire d'Israël la jeune vierge du Cantique de Salomon et qui voient

tout au plus d'inévitables bavures là où est en train de s'opérer un changement de nature.

L'horrible processus génocidaire de 1942-1945 ne conduit pas à sacrifier l'État d'Israël de 1949. Shoah ne doit pas vouloir dire qu'on doit continuer à considérer comme des victimes ceux qui tirent par balles sur des enfants palestiniens lanceurs de pierres, ainsi que ceux qui approuvent ces meurtres.

Ceux que leur particularité juive avait amené à se sentir solidaires de tous les persécutés se voient aujourd'hui tragiquement confrontés à un Israël nationaliste, dominateur, arrogant, répressif, qui sera inévitablement entraîné dans une dérive fatale pour ses voisins et lui-même si des interventions internes et externes ne se conjuguent pas pour arrêter ce processus.

En ce qui concerne l'idée de peuple juif, je suis de ceux chez qui cette notion de peuple s'est estompée. Je suis de ceux qui demeurent dans l'univers syncrétique et laïque où ils se sont formés, je suis de ceux qui ont pris femme ou mari chez les gentils, qui ont des enfants, et ceux-ci, à la différence du chat de Schrödinger, lequel s'est trouvé campé en deux demi-chats, ne sont ni demi-juifs ni demi-gentils.

Mais surtout je suis de ceux qui ne peuvent accepter que la singularité unique du destin juif nourrisse une fermeture particulariste par rapport aux autres expériences atroces, aux autres dénis de justice, aux autres horreurs de l'histoire.

La conscience d'Anuschwitz ne me fait pas penser que cette horreur transcende l'histoire. Il a fallu le traité de Versailles de 1918 et la crise économique de 1929 pour créer les conditions favorables au développement de l'antisémitisme nazi en Allemagne. Si l'extermination est virtuelle dans la haine atroce portée aux juifs dès *Mein Kampf*, il a fallu attendre l'année de guerre paroxysmique de 1942 pour que Hitler décide de la solution finale. En outre, le sort inique fait aux juifs n'a pas été unique. Shoah, le mot est très juste en lui-même, mais moi je dis tentative d'extermination ou de génocide, et cela a frappé aussi les Tziganes. D'autres ont été massacrés par Hitler, et bien d'autres, plus nombreux encore, par Staline.

Je suis de ceux qui ne se sentent nullement représentés dans l'image punitive du juif, pourchassant quarante-cinq ans après les bourreaux devenus ennemis, poursuivant en justice tout propos antisémite, extorquant même une érection au premier Antant-Lara venu pour le désigner à la vindicte. Je suis de ceux qui ne renvoient pas sur l'antisémitisme la marque indélébile que celui-ci a imprimée au juif. Je suis de ceux qui attendent le repentir du méchant. Je suis de ceux qui n'ont jamais enfermé l'homme qui a commis un crime dans le concept de criminel qui le recouvre en entier.

L'expérience du camp de concentration a conduit ses victimes à deux leçons contraires. Il y eut ceux qui, comme Robert

Antelme, se refusèrent désormais à humilier quiconque, y compris leurs bourreaux, et ceux qui au contraire furent prêts à mettre dans les mêmes camps ceux qui les y avaient mis. De même, l'on voit que la leçon de l'antisémitisme conduit les uns à refuser toute humiliation contre les Arabes, alors qu'elle conduit les autres à les humilier. C'est là une ligne de partage des eaux.

Il y a désormais une bipolarité dans le champ recouvert par le mot juif. A un pôle, ce mot est le substantif qui définit leur être par leur appartenance au peuple et à la religion de la Bible, et par leur relation ombilicale avec l'État-nation d'Israël. A l'autre pôle, le mot est un adjectif pour définir une des qualités, un des traits de l'identité. Entre les deux pôles, il y a toute une gamme de positions intermédiaires. C'est pour cela que la notion de juif est devenue confuse, équivoque, complexe, parfois contradictoire.

Les eaux mêlées

Ceux pour qui être juif est un des adjectifs qui les caractérisent ne se reconnaissent ni dans le syncrétisme ni dans l'État d'Israël. Ils sont assimilés, mais ils sont aussi d'ailleurs. Ils ont gardé quelque chose de l'exil, et ils sont d'autant plus exilés qu'ils sont cette fois volontairement exilés d'Israël, et qu'ils n'ont pas la référence hiérolatryenne. Ils ont pu souffrir de manque, d'insuffisance, de carence, et ils le peuvent encore puisqu'ils ne sont plus juifs comme les autres, sans être pour autant gentils. Ils savent aussi que cette même culture européenne qui les a émancipés leur a aussi apporté la pire persécution, qu'elle a dans le monde apporté non seulement les Lumières et l'humanisme, mais aussi la domination et l'unicité d'un destin persécuté, au lieu de les renfermer dans le particularisme supérieur du peuple élu, les a ouverts sur l'universalité de la cause des humiliés et offensés. C'est pourquoi, sans pouvoir se donner une autre non que celle, provisoire, de spinosants, ils veulent reprendre comme leur idéal et dans sa plénitude véritablement humaniste la recherche qu'avait formulée l'homme à double identité Saül/Paul d'un monde où juifs et gentils ne se définiraient pas de façon substantive ni exclusive, la substance commune étant l'humanité.

- FIN -

Edgar Morin est directeur de recherches au CNRS.

Emploi

L'économie contre l'exclusion

Un « carrefour de travail » sur le thème « L'insertion par l'économie : comment faire ? », réservé aux élus, est organisé le jeudi 12 octobre à l'Opéra-Bastille, à partir de 9 heures. L'initiative de cette rencontre, à laquelle participeront plus de quatre cents personnes, revient à la Fondation de France, en liaison avec divers ministères et associations intéressées par l'insertion. Un guide pratique à destination des élus sera publié dans les prochaines semaines ainsi que les actes du « carrefour », auquel doivent participer le premier ministre ainsi que les ministres du travail et de la santé (1). Notre journal s'est associé à cette journée pour assurer, avec le *Quotidien du maire*, l'animation des quatre tables rondes. Nous avons demandé à M. Francis Bailleu, sociologue (CNRS), d'expliquer la nécessité pour les élus de s'impliquer dans de nouvelles formes de lutte contre l'exclusion.

par Francis Bailleu

La réduction brutale de la croissance économique, les transformations des conditions de production et d'échanges ont profondément modifié les conditions d'accès à la vie active.

Depuis plusieurs années, de nouvelles démarches sont apparues pour faciliter l'accès à l'emploi des personnes qui ne pouvaient plus emprunter les voies traditionnelles. Le terme d'insertion est celui qui, aujourd'hui, est utilisé pour désigner ces nouvelles approches. Parmi celles-ci, l'insertion par l'économie est l'une des plus prometteuses.

Insérer par l'économie, c'est offrir à des personnes en difficulté la possibilité d'occuper un poste de travail sur un contrat à durée déterminée afin de leur permettre de se préparer, dans de bonnes conditions, à intégrer un emploi stable. Sur cette base, depuis la fin des années 70, différentes expériences ont été conduites, principalement par des travailleurs sociaux.

La forme la plus novatrice, issue de ce lent mouvement d'action et de réflexion, est l'entreprise intermédiaire, devenue par la suite entreprise d'insertion.

Financer l'insertion

Elle se présente, à première vue, comme une entreprise traditionnelle vendant un produit ou un service sur un marché. Elle s'en distingue pourtant par le double objectif qu'elle poursuit et qui marque toute son activité : une finalité économique : se développer dans un espace local en offrant des produits ou des services à un prix concurrentiel sur le marché ; une finalité sociale : insérer ou réinsérer sur le marché du travail des personnes en difficulté qui ne peuvent, pour de multiples raisons, bénéficier des différentes formes de formation proposées par les pouvoirs publics.

Cette entreprise offre donc deux types de service à la collectivité : une activité productive nécessaire au développement économique local ; une activité d'insertion permettant de réinsérer, dans de bonnes conditions, des exclus.

La question qui se pose immédiatement est de savoir comment de telles initiatives ont pu se développer depuis dix ans, alors même que les entreprises traditionnelles assurent de moins en moins les

coûts liés à la préparation à l'emploi et avaient tendance à licencier toutes les personnes fragilisées par les nouvelles conditions de production. Il est parfaitement clair que, par rapport aux entreprises concurrentes, les entreprises d'insertion supportent un surcoût qui provient essentiellement :

- de la sous-productivité des personnes salariées (de l'ordre en moyenne de 50 % au moment de l'embauche, avant d'atteindre en fin de préparation (de six à neuf mois en moyenne) une productivité normale, c'est-à-dire au moment de quitter l'entreprise ;

- de l'encadrement nécessaire pour assurer dans de bonnes conditions, d'une part, la production et, d'autre part, l'adaptation/formation des personnes employées (selon les créneaux, un cadre technique pour deux à cinq personnes) ;

- de la rotation permanente des personnes salariées - liée à cette fonction sociale, - qui déorganise les équipes de travail et qui ne permet pas de récupérer les investissements en formation.

Ce surcoût, pour les entreprises qui ont atteint leur vitesse de croisière, les empêche de rassembler, par autofinancement, les fonds nécessaires au développement économique, qui passe tant par le financement de la modernisation des outils de production que par des investissements immobiliers, recherche de nouveaux créneaux, mise au point d'une nouvelle organisation du travail, réseau commercial, aménagement des produits...

Dans ces conditions particulières et en regard au service éminent rendu à la collectivité, ces entreprises ont besoin de l'aide des pouvoirs publics : en moyenne, 60 % des personnes passées par ce type de structure ont pu réintégrer le marché du travail dans de bonnes conditions. Ce qui, au regard de la productivité et du coût des différentes procédures mises en place depuis 1975, est une belle réussite.

Le rôle des élus

Le soutien qui a pu être apporté ces dernières années par l'État s'est révélé trop aléatoire et a été distribué sous des formes qui ont souvent fragilisé les entreprises au lieu d'aider à leur consolidation.

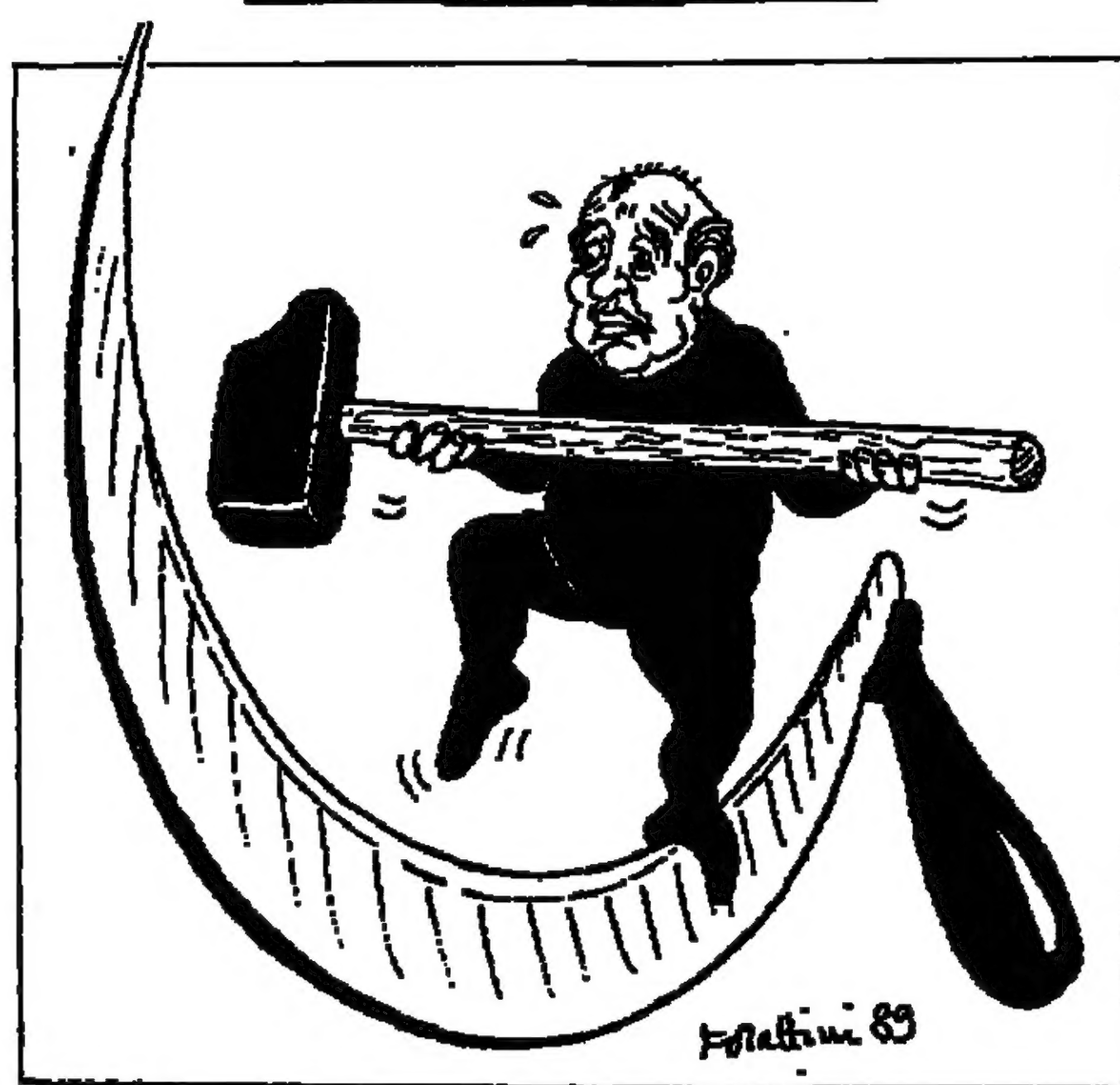
C'est en partant de ce constat et des transformations en cours aujourd'hui - liées principalement aux nouvelles responsabilités des collectivités territoriales (l'exemple du RMI, avec le volet insertion) - qu'il est apparu urgent de sensibiliser les élus locaux à ces expériences.

Ce sont eux, aujourd'hui, les élus à même de juger de l'utilité de ces entreprises et de les aider à s'inscrire sur le marché, en assurant cette fonction d'insertion à travers une activité qui fait du social et de l'économie les deux dimensions indispensables d'un développement local équilibré, c'est-à-dire sans exclusion.

En s'appuyant sur des constats semblables - fruits d'un long travail de soutien à ces expériences, - la Fondation de France veut, avec l'aide de ses partenaires, mobiliser les élus afin qu'ils apportent à ces entreprises le soutien dont elles ont besoin pour s'ancrer sur le territoire et se développer au profit des collectivités locales.

(1) Pour tout renseignement s'adresser à la Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 42-25-66-66.

TRAIT LIBRE



La République du 23 septembre.

Dissuasion

Des armes ambiguës

par Claude Le Borgne

M. FRANÇOIS DE ROSE, relançant le débat théorique sur la stratégie nucléaire française, souligne dans le Monde du 5 octobre, sous le titre « Une masse trop lourde », l'incongruité de cette relance à l'heure de la détente gorbatchévienne.

Il a raison pourtant de persévérer pour le stratège, personnage encombrant, le pire est toujours vraisemblable. Mais il faut aller au bout de ce triste devoir et se rappeler que la dissuasion nucléaire repose sur l'imaginaire précis de son échec.

M. de Rose s'interroge sur la cohérence de la politique de l'Elysée, laquelle, refusant toute perspective de bataille, envisage le premier emploi de l'arme nucléaire que pour éviter

l'agresseur que le cistacyrne va suivre. Il critique l'importance de l'arsenal préstratégique (Hadès et ASMP), à juste titre s'il ne s'agit plus de livrer bataille. Mais c'est là qu'est le nœud, inextricable, du problème.

L'agression militaire de l'Est, que le stratège est bien contraint de prévoir, ne sera point initialement nucléaire, mais classique. C'est à nous, défenseurs, qu'appartient la décision terrible du premier feu. Décision si terrible, si invraisemblable, que les dispositions prises par le dissuadeur ne visent qu'un seul but : convaincre à l'avance l'agresseur du potentiel de l'encheînement inéluctable dans lequel son initiative nous placerait, agresseur et

défenseur unis dans le même risque. On comprend aisément que la probabilité du déclenchement nucléaire est d'autant plus forte que les armes sont liées concrètement au déroulement de la bataille éventuelle.

C'est pourquoi la fonction des armes nucléaires à faible portée est double : avertissement ultime sans doute, mais aussi détecteur sensible. Tactique, préstratégique, ces quelques mots sont vaines ; l'arme nucléaire du champ de bataille est ambiguë. Cette ambiguïté justifie son existence. Gageons que le président de la République, s'il préfère ne parler que de l'avertissement, n'ignore pas pour autant le détecteur, qu'il s'en inquiète.

Claude Le Borgne est général du cadre de réserve.

ÉTRANGER

RDA : libération de nombreux manifestants

Les groupes d'opposition se multiplient et s'organisent

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

L'éventail des groupes politiques opposés au régime communiste en RDA s'est encore enrichi d'un nouveau venu, le Parti social-démocrate (SDP), qui entend promouvoir la démocratie et la justice sociale en recourant aux traditions politiques du pays. Officiellement constitué dimanche 8 octobre à Berlin-Est, le SDP, dont le porte-parole est un intellectuel peu connu, M. Ibrahim Böhm, a, dès mardi, présenté sa candidature à l'Internationale socialiste dans une lettre adressée à son président, M. Willy Brandt.

L'apparition, depuis le mois d'août, de toute une série de groupes et de mouvements politiques en Allemagne de l'Est répond au désir croissant d'une partie de la classe intellectuelle de proposer à la population un autre choix que la simple fuite en Allemagne de l'Ouest et des programmes qu'elle puisse comprendre. Jusqu'à présent en effet, l'opposition, une multiplicité de groupuscules, travaillant sur des thèmes très ponctuels : l'écologie, le pacifisme... sous la bannière de l'Eglise protestante, sans laquelle rien n'a pu se faire ces derniers années. Mais ce travail est resté limité à des cercles restreints. Compte tenu d'une situation économique qui permet au régime d'assurer à la grande majorité de la population un niveau matériel jugé suffisant, ces expériences politiques n'avaient jusqu'à présent pas réussi à marquer véritablement sur le grand public.

Autre problème : la dépendance de tous ces petits groupes à l'égard de l'Eglise. Tout en reconnaissant le rôle positif joué par cette dernière, beaucoup estiment aujourd'hui qu'il est nécessaire de s'affranchir d'une tutelle qui devient une gêne pour un rassemblement plus large. En outre, tenus par ses engagements envers l'Est, l'Eglise ne peut, dans son action politique, dépasser certaines limites, et cette obligation de réserve est considérée de plus en plus comme un obstacle au développement d'une véritable alternative politique.

Un rassemblement

« Neues Forum », le Nouveau Forum, dont le nom sert aujourd'hui de ralliement dans les manifestations, est apparu de loin le plus crédible à tous ceux qui souhaitent une telle émancipation des structures de l'Eglise. C'est ce

qui explique sans doute son succès actuel. Ses dirigeants, qui se sont vu refuser une reconnaissance comme formation politique légale, n'ont, en revanche, pas encore réussi à imposer dans le public une image claire de ce qu'ils recherchent, facilitant ainsi la contre-propagande du régime, qui les accuse de vouloir ni plus ni moins qu'une restauration du capitalisme.

Plus qu'un parti, le Nouveau Forum est, pour le moment, davantage un rassemblement de personnes de bonne volonté, venant d'horizons différents et unies par leur désir de rester en RDA et de lutter sur place pour obliger le régime à des réformes. Ses personnalités les plus en vue, l'avocat Rolf Henrich, ancien membre du Parti socialiste unifié (SPD), le peintre Berndt Böhm et le professeur Jan Reich, n'ont rien de politiques confirmés.

Un programme commun minimum

A la tête du mouvement Rupture démocratique, créé plus récemment, le pasteur Eppelmann souhaite au contraire constituer le plus rapidement possible un parti véritablement structuré, avec un programme clair. Les responsables de Rupture démocratique ont déjà rendu publiques les grandes lignes

de ce projet, qui insiste notamment sur leur volonté de lutter pour un socialisme à visage humain dans le cadre de deux États allemands.

Sept formations politiques dont le Nouveau Forum et Rupture démocratique ont publié le ver-



« Quel bordel ! »
(La République du 10 octobre 1989.)

dredi 6 octobre, une déclaration se fixant un programme commun minimum (1). Dans cet appel, elles affirment notamment que toutes « sont liées par la volonté de remodeler démocratiquement

l'Etat et la société » et se déclarent solidaires de « tous ceux qui sont poursuivis en raison de leur engagement envers ces objectifs ». Estimant nécessaire d'ouvrir une discussion sur l'introduction du vote démocratique en RDA, les signataires de l'appel demandent, en outre, que les prochaines élections se déroulent sous contrôle des Nations unies. Un des grands thèmes de mobilisation contre le régime, à l'heure actuelle, est effectivement l'accusation de fraude dont il se serait rendu coupable lors des élections locales du 1 mai dernier.

Le pasteur Eppelmann ne pense pas que la multiplication de ces formations puisse poser un problème de crédibilité auprès de l'opinion. Il estime légitime, après quarante ans de régime à parti unique, que la société aspire au pluralisme le plus large, à condition que toutes ces formations s'entendent naturellement pour prôner l'avènement d'une société démocratique.

Cette multiplication s'explique en fait autant par des questions de rivalités personnelles que par de véritables différences politiques. Pratiquement tous affirment vouloir non seulement la démocratie mais rester dans le cadre d'une société socialiste et dans celui des deux États allemands.

Ces formations vont devoir, dans l'immédiat, surmonter leur absence

de véritable expérience, et aussi de leaders politiques connus. L'hémorragie de militants vers l'Allemagne de l'Ouest explique également cette pénurie de cadres.

L'émergence de ces groupes paraît surtout traduire la volonté d'une partie de l'intelligentsia de sortir du ghetto dans lequel elle s'était laissée enfermer. La forme que prendrait le débat politique si le régime acceptait une ouverture du dialogue ou une évolution semblable à celle des autres pays d'Europe de l'Est est pour le moment difficile à imaginer. Il est probable, dans ce cas, qu'on assisterait à des « reclassements » et peut-être aussi à la réactivation des formations politiques du passé, comme le Parti chrétien-démocrate ou le Parti libéral, vestiges des partis de la République de Weimar qui n'ont pas disparu mais qui ont été complètement stérilisés par leur intégration au sein d'un front national entièrement dominé par les communistes du SED.

HENRI DE BRESSON

(1) Le mouvement Démocratie maintenant, Rupture démocratique, le groupe des Socialistes démocratiques, l'Initiative pour la paix et les droits de l'homme, le Parti social-démocrate, le Nouveau Forum et des représentants des Cercles pour la paix.

Des travailleurs chinois pour remplacer les exilés ?

Les responsables est-allemands souhaitent faire venir dans leur pays 80 000 travailleurs chinois pour remplacer les emplois qualifiés laissés vacants par leurs concitoyens partis récemment en Allemagne de l'Ouest. Le quotidien autrichien Der Standard, qui publie cette information, révèle en outre que les dirigeants est-allemands envisageraient de payer les travailleurs chinois en devises fortes.

Cette « importation » de main-d'œuvre n'est pas une pratique nouvelle en RDA puisque 40 000 Vietnamiens, 10 000 Mozambicains et de nombreux Cubains sont déjà arrivés dans le pays.

« Tant qu'elle ne sera pas résolue », la question de la réunification « continuera de heurter la conscience »

déclare M. Mitterrand

CARACAS

de notre envoyé spécial

M. Mitterrand a longuement évoqué la situation dans les pays de l'Est et le problème allemand, lors de la conférence de presse qui s'est tenue mardi 10 octobre à Caracas. A son avis, l'Allemagne de l'Est n'en est pas encore « au point final de sa crise interne ». On peut penser, a-t-il dit, que les choses se dérouleront comme en Pologne et en Hongrie, mais peut-être pas non plus. L'Allemagne de l'Est se trouve au carrefour d'intérêts internationaux, à la frontière de deux alliances militaires (...). En Tchecoslovaquie, en Bulgarie, en Pologne, je n'ai jamais vu dans ma pensée, dans mon discours, j'ai l'intention de continuer.

A propos de la réunification de l'Allemagne, il a remarqué que « le problème est posé depuis le premier jour » et qu'il a repris « une acuité depuis plusieurs années ». « C'est un problème inhérent au peuple allemand, qui souffre d'avoir été divisé », a-t-il ajouté. Bien qu'il soit devenu « plus actuel », ses données fondamentales « n'en ont pas pour autant changé ». Les puissances signataires des accords (de Yalta) sont-elles prêtes à cette modification ? La question se pose essentiellement à l'Union soviétique. Le président américain a exprimé une pensée plutôt favorable. La Grande-Bretagne et la France ont répété que l'aspiration du peuple allemand est naturellement légitime. Mais il faut que cela se fasse

pacifiquement et démocratiquement. Cela pose un problème d'équilibre international, un problème interne aux deux Allemagnes. La question de la réunification allemande, « tant qu'elle ne sera pas résolue continuera de heurter la conscience », a-t-il affirmé.

M. Mitterrand a conclu sur ce point en déclarant : « La construction de la Communauté européenne peut apporter un élément de contribution et même de réponse à ce que deviendront les problèmes allemands en cas de réunification. Il ne faut donc pas perdre de temps pour donner à la Communauté européenne les structures dont elle a besoin. »

JEAN-YVES LHOMEAU

Retour à la « question allemande »

Suite de la première page.

Certes, M. Gorbatchev voit toujours dans l'Allemagne de l'Est « un allié et un partenaire stratégique » avec lequel il est « en communauté de vues en ce qui concerne les relations internationales ». Mais il est clair que, sur « toutes les autres questions » dont il a parlé avec Honecker, « d'une façon très amicale », leurs approches à l'un et à l'autre sont loin de converger. Ce n'est évidemment pas sans intention que le porte-parole soviétique a mentionné à plusieurs reprises ce propos tenu par son patron au dirigeant est-allemand : « Quand on est en retard, on est puni par la vie. » Traduction libre : « Réagissez, vous à vous engager sur la voie des réformes, sans quoi la merite va vous sauter à la figure, et ne comptez pas trop sur nous, à ce moment-là, pour vous venir en aide. »

Il est trop tôt pour savoir si cet avertissement sera ou non efficace. Le fait que le milieu ait laissé la grande démonstration de Leipzig, le 9 octobre au soir, se dérouler sans intervenir, peut n'être qu'un signe d'embarras. Un certain dialogue s'est engagé à des niveaux modestes, entre pouvoir et opposants. Beaucoup de manifestants arrêtés ont été libérés. Mais on voit mal Honecker, à son âge, et avec son passé, se transformer en réformateur. Quant à imaginer un Gorbatchev est-allemand, The Independent est catégorique : il n'y en a pas.

Il n'y en a pas pour une bonne raison : l'existence même de la RDA n'a rien à voir avec la volonté populaire. C'est d'ailleurs pourquoi de Gaulle s'est toujours refusé à sa reconnaissance. La RDA n'a d'autre raison d'être que la division de l'Allemagne : à partir du moment où les alliés occidentaux, faute

d'avoir pu s'entendre avec Staline, avaient décidé, en 1948, de fusionner et d'organiser leurs zones d'occupation sans l'URSS, celle-ci n'avait d'autre solution, sauf à aller à Cancun, que d'organiser la sienne. Aussi bien la création de la République est-allemande, le 7 octobre 1949, est-elle postérieure de cinq mois à celle de la RFA.

Dans ces conditions, un porte-parole du régime est, allemand était fondé à dire, il y a quelques jours, que la seule « légitimité » dont puisse se réclamer son gouvernement est « idéologique ». La Pologne, la Hongrie, la Tchecoslovaquie, préexistaient au communisme et lui survivaient. La RDA n'existe que par le communisme. A l'heure où celui-ci est aussi brutalement remis en question dans les pays voisins, comment ne pas se demander ce qu'il adviendra d'elle si elle adjure à son tour le marxisme-léninisme ?

La télévision de l'Ouest aidant, qu'ils regardent tous quotidiennement, l'Allemagne occidentale fait figure d'eldorado aux yeux des sujets de Honecker. Ce sont ses images qui aujourd'hui poussent tant de jeunes de l'Est à passer à l'Ouest. Est-il fou d'imaginer que, demain cet aimant puisse attirer le pays lui-même ? Car ce pays, manifestement, n'a pas réussi à devenir une patrie. Aussi bien, n'est-ce pas par hasard que, depuis quelques semaines, le mot de « réunification » a refait son apparition dans le discours politique et à la une de journaux en RFA et aux États-Unis.

AINSI se rouvre cette « question allemande » qui a tellement occupé les esprits autrécifs et

que l'on croyait gelée ad vitam aeternam par la coupure de l'Europe en deux. Willy Brandt la traitait par la décision : « La question allemande, disait-il, est une question française. » Entendant par là qu'elle résulterait surtout de la crise éprouvée par Paris à l'idée de la présence à la frontière d'une Allemagne réunifiée, de 80 millions d'habitants, au potentiel économique et au dynamisme incomparables.

Cette crainte, apparemment, n'occupe plus guère les esprits, puisqu'un récent sondage IFOP-Libération (1) fait apparaître que 63 % de nos compatriotes sont favorables à la réunification. Ce n'est pas à dire qu'elle ne pose-rait pas à la France et aux autres pays de la CEE quelques problèmes. Mais, enfin, les institutions communautaires sont là pour aider à les résoudre.

EN réalité, la « question allemande » est d'abord, aujourd'hui, une question posée aux Soviétiques, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne soit posée qu'à eux. Depuis Gorbatchev, ils veulent sortir de la « logique des blocs » et affirmer la primauté des « valeurs communes de l'humanité ». Au nom de quoi pourraient-ils refuser aux Allemands, le droit à l'autodétermination qui est reconnu à tous les autres peuples ? Au nom de quoi peuvent-ils maintenir ce mur de Berlin qui demeurera, longtemps après son inévitable destruction, l'un des pires symboles de la guerre froide ?

Cependant, le mieux est l'ennemi du bien, et la plupart des Allemands de l'Ouest paraissent l'avoir compris. Loin de réclamer la lune, les dirigeants de Bonn, Helmut Kohl en tête, ne veulent à aucun prix contribuer à déstabiliser Gorbatchev : à supposer que l'envie lui en prenne, il

n'est pas sûr, en effet, que les chefs de l'armée rouge le laisseraient rendre leur liberté aux Allemands de l'Est. Rien, dans ce que dit ou fait, à l'heure actuelle, le gouvernement fédéral n'autorise à penser qu'il remette en cause l'existence de deux États allemands, même s'il persévère dans son légitime effort pour promouvoir « le changement par le rapprochement » (Wandel durch Annäherung).

Reste à savoir si cette attitude de « profil bas » suffit et si, compte tenu de la détérioration rapide de la situation en RDA, il ne serait pas urgent de provoquer une concertation approfondie entre la RFA et les trois puissances occidentales qui détiennent, du fait de la capitulation de Reich, des droits particuliers sur l'avenir de l'Allemagne : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. La guerre froide a interrompu depuis belle lurette la négociation d'un traité de paix allemand engagé au lendemain de la guerre. Serait-il si stupide de la reprendre ? Le moment paraît venu, en tout cas, de commencer à examiner sérieusement les scénarios à proposer à Gorbatchev sur l'aspect que pourrait revêtir, avant la fin de ce siècle, le « nouveau communisme européen » de ses rêves et la place que serait appelée à y tenir l'Allemagne. Le président fédéral von Weizsäcker et Henry Kissinger envisagent une confédération. L'ex-chancelier Helmut Schmidt serait partisan d'une réunification, associée au maintien des troupes soviétiques dans la zone qu'elles occupent actuellement. Qui dit mieux ?

ANDRÉ FONTAINE

(1) Libération du 4 octobre, cité dans le Monde du 5 octobre.

EN BREF

□ M. Marco Pannella abandonne son siège de député. — M. Pannella, dirigeant du Parti radical italien, a démissionné, mardi 10 octobre, de son mandat de député, pour protester contre le silence de la télévision et de la presse sur sa candidature aux élections municipales de Rome sur la liste « anti-prohibitionniste » pour la légalisation de la drogue. Le vieux militant libertaire a également déploré les « violences institutionnelles et sociales de caractère fasciste » qui se manifestent, selon lui, « à travers les médias ». — (AFP.)

□ Les députés d'extrême droite ne pourront représenter le Parlement

européen à l'extérieur. — Le Parlement européen a décidé, mardi 10 octobre, d'un nouveau mode de désignation des responsables des délégations le représentant auprès des Parlements dans le monde, qui devrait à terme exclure le groupe des droites européennes, dont M. Jean-Marie Le Pen est le président. Cette décision fait suite à la demande du président du groupe socialiste, M. Jean-Pierre Cot, que les membres du groupe des droites européennes, qui comptent des élus du Front national, soient « exclus de tout poste de responsabilité » au sein de l'Assemblée de Strasbourg. — (AFP.)

Jean Planchais

Un homme du Monde

Calmann-Lévy

« Ce qui me nait pour ma part, quand je lis ce livre charmant... c'est que Planchais n'a jamais été critique littéraire. » Bernard Frank, Le Nouvel Observateur

« Un style où la vacherie sait être élégante mais où la pensée, quand elle est dure, ne se masque pas derrière de vaines prudences... un régal. » Bruno Frappat, Le Monde

Un vol. 248 pages, 96 F.

EUROPE

HONGRIE : première réunion publique du nouveau Parti socialiste

Les réformateurs s'interrogent sur la véritable portée du changement

« Les masses du parti semblent éprouver un sentiment d'attente », a déclaré mardi 10 octobre le président du nouveau parti, M. Rezső Nyer, au cours du premier meeting public du nouveau Parti socialiste hongrois (PSH). L'assemblée reflétait bien l'état d'esprit auquel M. Nyer faisait allusion : l'assistance, installée sur les bancs d'un amphithéâtre, manquait visiblement d'enthousiasme.

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

La lecture de *Nepezhadazag*, l'ancien organe du PSH (Parti socialiste ouvrier hongrois - essentiellement communiste), devenu officiellement « quotidien socialiste », ne peut que donner raison à M. Nyer. Plusieurs lettres de lecteurs exprimaient mardi leur doute, voire leur colère ; l'une accusait de « trahison » les « liquidateurs du PSH », tandis qu'une autre reprochait aux délégués au congrès, « qui n'étaient pas mandatés pour mettre fin au PSH et créer un parti anticommuniste, d'avoir réussi à exclure les ouvriers du pouvoir ». Le nouvel organe dirigeant du parti, le préidium national, ne comporte en effet qu'un ouvrier sur vingt-trois membres.

Contradictions

Le compromis entre réformateurs et partisans d'une certaine continuité ou, selon la nouvelle terminologie hongroise, entre « socialistes réformateurs » et « communistes réformateurs », a permis d'éviter la scission mais ne paraît finalement satisfaire personne. Deux intellectuels exclus du PSH — peu avant le départ

de Kadar — pour avoir professé des idées trop réformatrices ont expliqué mardi dans la presse pourquoi ils ont refusé la proposition qui leur a été faite pendant le congrès d'entrer au PSH et à son préidium national.

Ce nouveau parti est pratiquement incapable de fonctionner puisqu'il a conservé toutes les contradictions de l'ancien », estime M. Mihály Bihari, qui aurait souhaité une scission. Pour son ami László Lengyel, « le parti a peu de chances de se transformer véritablement, trop de gens de la nouvelle direction sont pour de réels changements ».

Les premières réactions des mouvements d'opposition sont au mieux perplexes, parfois dédaigneuses. M. János Kis, théoricien de l'opposition radicale et membre de l'Alliance des démocrates libres, prévoit que « la crise va continuer au sein du parti. Ceux qui voulaient éviter la scission ont gagné, mais sur les grandes questions de fond il n'y a pas de changement net. Si le PSH pense avoir plus de chances aux élections en changeant de nom, il se trompe ».

Solutions d'attente

Le grand bâtiment du comité central du PSH au bord du Danube, que l'on surnomme à Budapest la « Maison blanche », est devenu mardi, presque naturellement, le siège du PSH. « A qui appartient ce bâtiment ? », interrogeait la télévision. La réponse fournie par un responsable administratif est claire : il appartient au PSH puisqu'il y a continuité juridique.

Cette réponse symbolise à elle seule toute l'ambiguïté du PSH, qui se veut un nouveau parti mais conserve l'héritage de l'ancien. Les deux dernières questions abordées par les délégués au congrès,

dans la nuit de lundi à mardi, avant d'entamer l'Internationale, n'ont pas permis non plus de voir émerger une rupture avec l'ancien Parti communiste.

En fait, sur trois questions cruciales qui divisaient réformateurs et conservateurs — garder ou non les biens du PSH, dissoudre ou non la milice ouvrier, « armée du parti », et autoriser ou non les organisations du parti sur les lieux de travail — le congrès a choisi des solutions d'attente qui ne résolvent rien dans l'immédiat.

Le congrès aura marqué peut-être une étape supplémentaire dans le processus de désintégration du communisme, qui paraît en Hongrie aussi inexorable qu'en Pologne. Mais on ne supprime pas du jour au lendemain un parti qui a régné seul plus de quarante ans sur un pays, d'autant plus qu'aucune des organisations d'opposition, morcelée et faible en Hongrie, ne serait capable aujourd'hui d'assumer le pouvoir.

L'irrésistible accélération des événements depuis dix-huit mois a dépassé le PSH, dont le préidium national avait déjà dû accepter les principes du multipartisme, de l'état de droit, de l'économie de marché et de la fin du rôle dirigeant du Parti communiste, tandis que la liberté d'expression devenait quasi totale.

Le véritable changement aurait été la fin du PSH en tant que rassemblement des principales tendances issues du communisme. Ce changement-là n'est pas intervenu puisque M. Rezső Nyer a tout fait pour préserver l'unité. Certains prêtent à cet homme d'une grande intégrité morale une mission, celle de permettre au Parti socialiste d'assurer la transition vers la démocratie en évitant les risques d'une vacance du pouvoir.

SYLVIE KAUFFMANN

URSS : exploitant un mécontentement croissant

Les syndicats officiels lancent une offensive contre M. Gorbatchev

Les syndicats officiels soviétiques tentent de se poser en porte-parole des catégories les plus démunies qui sont touchées par les nouvelles mesures économiques telles que le blocage des salaires et la pénurie de produits de base. Le président des syndicats a réclamé un gel immédiat des prix. Il s'oppose ainsi aux réformateurs de M. Gorbatchev.

MOSCOU

de notre correspondant

L'appareil conservateur s'est désormais trouvé une nouvelle stratégie et la développe avec succès. Incapable de mettre en difficulté M. Gorbatchev sur les terrains du respect de l'idéologie ou de l'économie d'Etat, il s'est en effet maintenant mis en défenseur de la justice sociale et cherche à se constituer ainsi la base populaire qui lui manque.

Soutenue par les principaux adversaires de M. Gorbatchev — et notamment par M. Zalkov, premier secrétaire de Moscou et membre du bureau politique, — cette offensive est organisée par les syndicats officiels, qui disposent d'argent, de députés, de journaux, de locaux dans tout le pays et naturellement de relais dans les entreprises.

Leur détermination à contrecarrer M. Gorbatchev est d'autant plus forte que leurs fonctionnaires se sentent doublement menacés par la perestroïka, puisqu'elle ne fait pas que les révéler, comme l'ensemble de l'appareil, mais met aussi leurs organisations. Simples « canaux de transmission » du parti dans le système stalinien-breznevien, les syndicats n'avaient en effet d'autre fonction que de nourrir une masse d'immittes, universellement méprisés. Ils ont été l'une des principales cibles des grandes grèves de mineurs d'avant l'été, et M. Gorbatchev ne cache guère l'opinion qu'il a d'eux.

Le dos au mur, ils tentent donc aujourd'hui de se faire porte-

parole d'un réel mécontentement des plus démunis, qui voient bloquer les salaires, s'envoler les prix, se vider les magasins et s'enrichir les coopératives.

Une chaude alerte

Ils ont déjà constitué des fronts ouvriers dans plusieurs régions (le Monde du 16 septembre), organisé une manifestation à Moscou, et, mardi 10 octobre, c'est le président des syndicats en personne, M. Chalaev, qui a abattu ses cartes en tentant de faire voter par le Soviet suprême un gel des prix.

Le premier vice-premier ministre, l'économiste réformateur Leonid Abalkin, est parvenu à stopper l'offensive en faisant valoir que cela signifierait l'arrêt de mort de toute réforme.

Le premier ministre, M. Rykov, a souligné que les revenus de la population avaient augmenté, au troisième trimestre, de 15,7 %, tandis que l'offre de marchandises n'avait progressé que de 1 %. Le gouvernement a donc (ce qui n'est plus la règle dans les débats parlementaires) fait front et bloc. L'alerte n'en a pas moins été chaude pour la simple raison qu'en l'absence de tout progrès socio-économique et de la moindre perspective d'amélioration, même à moyen terme, l'idée d'un gel des prix est aussi populaire que sont impopulaires les coopératives.

Des mois très difficiles

Imparable, le problème est que le pouvoir est aujourd'hui incapable de définir une politique économique cohérente pour deux raisons au moins. La première est que, même sur le papier, il n'y a pas de solution miracle et qu'il reste à accomplir, en tout état de cause, des choix politiques qui n'ont pas été faits entre le libéralisme sauvage (à ses partisans), la social-démocratie (qui n'est pas seulement populaire dans le parti

hongrois) et le titonement progressif.

Et même si ces choix étaient faits du jour au lendemain, il faudrait encore attendre que le congrès du parti ait, en octobre 1990, suffisamment renouvelé l'appareil pour qu'il y donne son feu vert. Jusque-là, M. Gorbatchev ne peut que temporiser, parer à gauche puis parer à droite et l'inverse, et les conservateurs ont en conséquence un an pour transformer l'avantage, faire monter le mécontentement et tenter ainsi d'arriver en bonne position au congrès.

Pourquoi alors ne pas précipiter les choses comme le demandent MM. Sakharov, Afanassiev ou Eltsine ? Réponse : parce qu'un congrès, convoqué pour le début de l'année, serait organisé — d'est-à-dire largement manipulé — par l'actuel appareil, dont M. Gorbatchev espère se débarrasser à la faveur des élections locales du printemps.

Chaque jour le confirme : l'année sera très difficile, le facteur temps capital, et M. Chalaev a déjà déclaré « inacceptable » l'engagement du gouvernement de (seulement) « renforcer le contrôle des prix ».

BERNARD GUETTA

□ M. Giscard d'Estaing : l'expérience économique de Gorbatchev ne réussira pas. — L'ancien président de la République, M. Giscard d'Estaing, a estimé, dans une interview publiée mardi 10 octobre par l'hédomadaire *Paris-Match*, que la perestroïka échouera. « Il faut être lucide : il [M. Gorbatchev] ne peut réussir », a notamment déclaré M. Giscard d'Estaing, qui estime que les Soviétiques sont en train de découvrir que la situation est pire que ce qu'ils croyaient « parce qu'ils ne savaient rien ». « Au fur et à mesure qu'ils découvrent la réalité, ils voient un gouffre sous leurs pas », a déclaré M. Giscard d'Estaing. — (AP.)

On finit toujours par remarquer celui qui a la meilleure technique.



Certains ont le courage de choisir, les premiers, les meilleures solutions techniques.

Ils ouvrent ainsi la route que suivront, plus tard, ceux qui se tiennent prudemment sur le bord. Parce qu'ils ont eu l'audace de

talent, l'assurance de la compétence, ils ont une longueur d'avance.

Chez NCR, nous sommes de ceux-là. Nous avons été l'un des premiers grands constructeurs à adopter les standards industriels du marché (environnement UNIX, grands protocoles de communication) auxquels les plus réfractaires se rallient aujourd'hui.

Nous jouons résolument la carte de la communication, en donnant

de panne, avec des systèmes dont l'architecture parallèle multi-processus répond à toutes les exigences de sécurité du traitement transactionnel.

Nous avons choisi, pour notre nouvelle gamme de postes de travail personnels, l'architecture incrémentale en « split board » : une approche modulaire qui donne le choix à l'utilisateur.

Tous nos systèmes comportent des « outils de productivité » faisant appel aux langages de la 4^e génération.

Peut-on encore passer à côté de nos choix techniques ? NCR France Tour Neptune. Cedex 20 92086 Paris La Défense Tél. : (1) 49.03.27.75

à nos produits des possibilités de transmission utilisables à grande échelle et s'intégrant dans tous les environnements réseaux hétérogènes.

Nous sommes aujourd'hui le seul grand constructeur à avoir développé le concept de tolérance

NCR

Pour créer la valeur

مكتبة الامم المتحدة

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

M. De Klerk annonce la libération prochaine de huit dirigeants nationalistes

Le président Frederik De Klerk a annoncé, mardi 10 octobre, la libération imminente de huit prisonniers politiques à l'exclusion de celle de Nelson Mandela, laquelle « n'est pas à l'ordre du jour ». Emprisonnés, pour sept d'entre eux, depuis le début des années 80, ces hommes seront élargis « dès que les formalités nécessaires seront accomplies, ce qui peut prendre un certain temps ».

JOHANNESBURG

Fait surprenant, ces libérations ont été discutées avec Nelson Mandela lui-même, dans la prison Victor-Verster de Paarl, à 70 kilomètres au nord du Cap. Le commu-

nié ne précise pas avec qui le leader historique de l'ANC (Congrès national africain) a eu ces entretiens, mais il est vraisemblable qu'il s'agit de membres du gouvernement. Pour justifier sa décision, M. De Klerk invoque « le climat favorable existant actuellement » dans le pays et espère que ces libérations « contribueront à l'esprit de réconciliation qui prévaut en ce moment ».

Le chef de l'Etat en a profité pour lancer un appel à tous les Sud-Africains pour prendre part à des discussions pacifiques, estimant que la plupart d'entre eux étaient « fatigués de l'effort ».

Pour le président De Klerk, il s'agit d'un test qui devrait permettre selon lui de débloquent le processus de négociations auquel il se déclare attaché, à condition que l'ordre soit maintenu. Parmi les huit prisonniers en instance de libération, figurent cinq compagnons de Nelson Mandela et notamment son ami, Walter Sisulu. Ces cinq hommes, Elias Mokoale, Ahmed Kathrada, Raymond Mhlaba, Andrew Mlangeni et Walter Sisulu, le plus âgé puisqu'il a aujourd'hui soixante-dix-sept ans, avaient été condamnés à la prison à vie en juin 1964 en compagnie de Nelson Mandela et de deux autres condamnés, Dennis Goldberg, libéré en février 1985, et Govan Mbeki, élargi en novembre 1987.

M. De Klerk a ajouté un militant du PAC (Pan African Congress), Jefe Masekela, condamné à la prison à vie en 1963. Wilton Mkwayi, (ANC), lui aussi condamné à la détention à perpétuité après avoir échappé à la rafle des compagnons de Nelson Mandela en juillet 1963 et, enfin, Oscar Mphahlele, le doyen, puisque âgé de quatre-vingt ans, qui devait de toute façon être libéré prochaine-

ment après avoir purgé une peine de cinq ans d'emprisonnement.

Nelson Mandela, arrêté le 5 août 1962 et condamné à la prison à vie le 12 juin 1964, ne fait donc pas partie du lot. Le président De Klerk a précisé dans son communiqué que ce dernier avait lui-même confirmé que sa libération n'était pas « à l'ordre du jour ». C'est est du moins les propos que lui prête le chef de l'Etat.

Le plus célèbre prisonnier politique du monde a sans doute accepté une sorte de marché, dont les termes ne sont pas connus, mais dont le principe consiste à différer sa remise en liberté en attendant de savoir de la communauté noire. Son tour viendra après, dans quelques mois peut-être, si les phases préliminaires du dialogue sont satisfaisantes.

D'ores et déjà, le pouvoir a reconnu le rôle capital que pouvait jouer cet homme emprisonné depuis plus de vingt-sept ans.

Ces libérations ont immédiatement été claironnées à travers le monde. M. Mitterrand, actuel président de la CEE, M. Baker, secrétaire d'Etat américain, et M. Thatcher, premier ministre britannique, en ont été informés personnellement. M. Thatcher pourra donc affronter avec plus d'aisance les membres du Commonwealth lors de la réunion de Kuala-Lumpur, à partir du 18 octobre.

Ces derniers sont en faveur de nouvelles sanctions contre le régime de Pretoria. M. De Klerk tenait donc à faire preuve concrètement de ses bonnes intentions avant cette échéance où la « dame de fer », hostile aux sanctions, s'apprêtait à esquisser les critiques de ses partenaires.

MICHEL BOLE-RICHARD

Walter Sisulu et d'autres compagnons de Nelson Mandela

WALTER SISULU, soixante-dix-sept ans, dirigeant historique du Congrès national africain qui sera libéré après plus de vingt-six ans de détention, était à la fois, avant son arrestation, le « grand frère » et le « bras droit » de Nelson Mandela. Après celui-ci, il est le personnage le plus vénéré dans les cités noires, où son nom n'évoque pas seulement un homme, mais une famille totalement engagée dans la lutte anti-apartheid.

Cer Sisulu, c'est aussi son épouse Albertine, soixante-dix ans, coprésidente du Front démocratique uni (vaste coalition interdite l'an dernier). C'est également son fils Zwellakhe, trente-neuf ans, un journaliste libéré en décembre, après deux ans de détention dans le cadre de l'état d'urgence.

En compagnie d'Oliver Tambo, l'actuel président de l'ANC, de Mandela et de quelques autres, Sisulu participe, en 1954, à la création de la Ligue de la jeunesse de l'ANC. En 1944, il était élu secrétaire général de l'ANC, poste qu'il abandonnait en 1954, forcé par le pouvoir de démissionner de l'ANC.

Les années 50 et le début des années 60 devaient être pour lui une suite ininterrompue d'arrestations, d'inculpations (il fut l'un des cent cinquante-six opposants accusés de haute trahison en 1956), d'emprisonnements (notamment en 1960, lors de la proclamation de l'état

d'urgence) et d'assignations à résidence.

Finalement, il fut condamné le 12 juin 1964 à la réclusion à perpétuité pour sabotage et complot contre le pouvoir, en compagnie de sept dirigeants de l'ANC, dont Mandela.

RAYMOND MHLABA, fils de policier, adhéra à l'âge de vingt-deux ans au Parti communiste sud-africain (SACP). En 1952, il pénétra à la tête d'un groupe de manifestants noirs dans la gare de Port Elizabeth en utilisant l'entrée réservée aux Blancs et devenant ainsi le premier dirigeant de l'ANC arrêté dans le cadre de la campagne de désobéissance civile lancée par le mouvement pour protester contre l'apartheid.

Après avoir suivi à l'étranger une formation militaire, il revenait en Afrique du Sud pour travailler dans la clandestinité au sein de la direction d'Umkhonto we Sizwe (MK), la branche armée de l'ANC. Arrêté le 11 juillet 1963, il fut lui aussi condamné, avec Nelson Mandela, à la prison à vie.

AHMED MOHAMMED KATHADA, le seul non noir parmi les dirigeants historiques de l'ANC encore emprisonnés, est aussi le benjamin de la vieille garde du mouvement nationaliste et un homme qui a passé de la moitié de son existence en prison.

Né en 1929 dans une famille indienne de confession islamique et adepte de Gandhi, il s'est

engagé très jeune dans la lutte politique, faisant son premier séjour en prison à dix-sept ans et adhérant durant cette période au Parti communiste (selon légal).

Elu secrétaire général du Congrès indien du Transvaal à vingt-trois ans, il a œuvré, dans les années 50, pour renforcer les liens entre cette organisation et l'ANC.

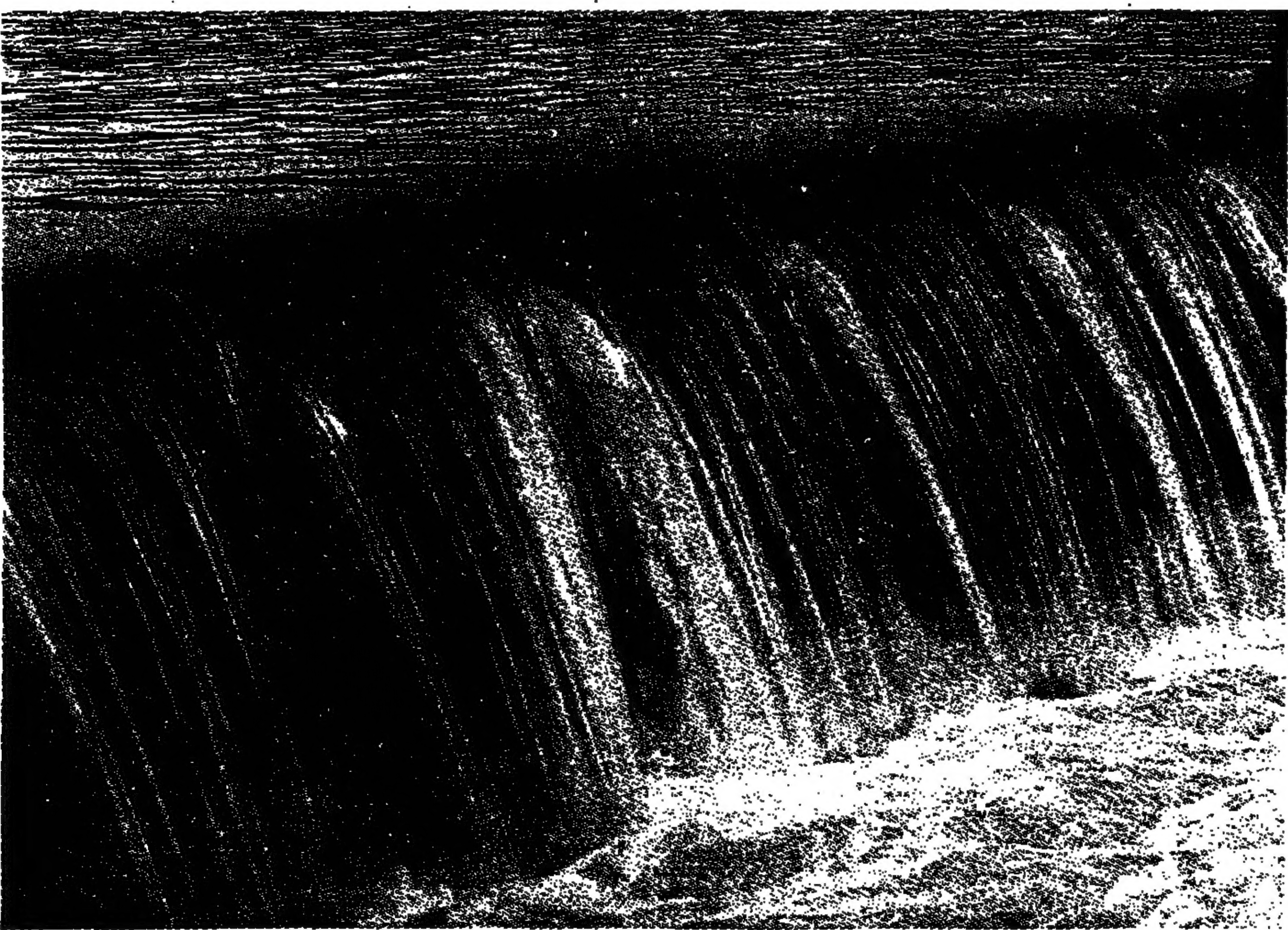
ELIAS MOTSOALEDI était au sein de l'ANC l'un des principaux représentants du syndicalisme noir. Dans les années 50, il cumula ses activités syndicales avec des responsabilités croissantes au sein de l'ANC. En 1960, il faisait trois mois de prison durant l'état d'urgence, avant d'entrer dans la clandestinité et de devenir membre du commandement régional pour Johannesburg de la branche armée de l'ANC.

ANDREW MOKETE MLANGENI, né en 1926, devint en 1956 secrétaire pour Johannesburg de la Ligue de la jeunesse de l'ANC. En 1961, il participe à la création d'Umkhonto we Sizwe (MK), la branche armée de l'ANC, devenant l'un des membres de son commandement pour la région de Johannesburg. Chargé d'héberger les recrues de MK et de les faire passer à l'étranger, mais aussi de l'approvisionnement en armes, il fut reconnu coupable en 1964 de sabotage et de complot pour renverser le régime par la révolution. (AFP.)

■ TUNISIE: M. Hedi Baccouche écarté du bureau politique du RCD. — Après avoir perdu ses fonctions de premier ministre, M. Hedi Baccouche a été remplacé par son successeur, M. Hamed Karoui, au poste de vice-président

du bureau politique du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). Il ne figure plus dans ce bureau, dont la composition a été diffusée le lundi 9 octobre. En revanche, M. Ismail Khelil, qui a

cessé d'appartenir au gouvernement mais qui reste gouverneur de la Banque centrale, demeure parmi les dix membres de la plus haute instance du parti au pouvoir, présidée par le chef de l'Etat tunisien. — (Reuters.)



AU-DELA D'UNE CERTAINE FREQUENCE D'ECHANGES, LE PROBLEME N'EST PLUS DE LES DEVELOPPER MAIS DE LES GERER.

Transpac, architecte de l'EDI, Echanges de Documents Informatisés.

Plus une entreprise se développe, et plus nombreux deviennent ses échanges avec son environnement économique et social.

Comment les rationaliser et les optimiser pour gagner en productivité? L'EDI met en œuvre une procédure à la fois plus rapide, plus économique et plus fiable. Il libère l'entreprise de la lourdeur bureaucratique et des dépenses qu'elle entraîne. Il lui procure un gain à tous les niveaux de son activité: production plus efficace, rotation des stocks accélérée, livraisons et paiements plus rapides, gestion de trésorerie améliorée.

L'EDI concerne toutes les entreprises et organisations industrielles et tertiaires. Fédérateur et plaque tournante de la communication inter-entreprises, partenaire central des acteurs de l'EDI, TRANSPAC se devait d'en être aussi l'architecte. C'est déjà une réalité dans l'automobile, le négoce, la presse, avec les programmes GALIA, EDONI, TAM. Ce le sera bientôt dans l'électronique, l'aéronautique, la banque, l'agro-alimentaire, l'assurance, l'administration. La compétitivité des entreprises françaises passe désormais par l'EDI. TRANSPAC leur en assure les moyens.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM). TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Tél.: (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

NER

ASIE

AFGHANISTAN

Washington affirme que des conseillers militaires soviétiques restent actifs

Les autorités américaines se sont déclarées convaincues, mardi 10 octobre, que des conseillers militaires soviétiques continuent d'être actifs en Afghanistan, mais elles n'ont pas confirmé les informations selon lesquelles des Soviétiques portent des uniformes afghans et participent aux combats contre les moudjahidines. « Des conseillers militaires soviétiques aident probablement l'armée afghane, mais nous ne pouvons pas en confirmer le nombre », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler.

Citant un rapport confidentiel, le *New York Times* a aussi affirmé que « toutes les fonctions liées à la sécurité, au transport, au stockage et au lancement des missiles Scud sont assurées par des conseillers soviétiques » portant des uniformes afghans. Depuis février, neuf cents missiles Scud ont été tirés, selon les responsables américains cités par le quotidien. Selon M. Peter Tomsen, l'envoyé spécial américain auprès de la résistance afghane, cité par le *New York Times*, au moins trois cents conseillers militaires soviétiques se trouvent en Afghanistan. M. Tutwiler a déclaré qu'elle ne pouvait confirmer ce chiffre.

Le département d'Etat n'est pas non plus en mesure de confirmer que des soldats soviétiques portent des uniformes afghans ou que des pilotes soviétiques effectuent des missions de combat contre les moudjahidines, a affirmé M. Tutwiler. Elle a déclaré que des Soviétiques participent à un pont aérien pour approvisionner Kaboul et d'autres villes afghanes, mais elle n'a pas précisé la nature de la cargaison qu'ils transportent.

Vingt-cinq morts à Kaboul

Entre-temps, vingt-cinq personnes ont été tuées et plus de cinquante blessées, mardi en plein centre de Kaboul, par une roquette tirée apparemment par la guérilla musulmane afghane. La roquette a atteint de plein fouet une station d'antenne située au bord de la rivière Kaboul, derrière la poste centrale. L'armée a aussitôt bombarde le secteur, tandis que des ambulances, toutes sirènes hurlantes, transportaient les blessés vers les hôpitaux.

Six roquettes au total ont atteint la capitale mardi, mais une seule a fait des victimes, a déclaré un porte-parole officiel. Cette attaque à la roquette, l'une des plus meurtrières de ces dernières semaines, est intervenue après quatre jours de relative accalmie. Quatre attaques consécutives, entre le 1^{er} et le 4 octobre, avaient fait au total vingt-trois morts et cinquante-trois blessés, à Kaboul, selon les autorités. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

La Chine
Le réveil du dragon

PATRICE DE BEER
LA CHINE
Le réveil du dragon

Un livre très ordonné, abondant, à la fois reportage et guide politique, qui éclaircit le lecteur.

JEAN-LUC DOMENACH
LE MONDE

D'un brio exceptionnel, la première relation détaillée des années Deng. ALAIN-GÉRARD SIAMA, LE FIGARO

Chez votre libraire 376 pages, 125 F

Centurion

Le séjour du pape en Indonésie

Un message œcuménique avant la délicate étape de Timor-Oriental

Dili (Timor Oriental)

Cent cinquante mille fidèles en délire, mardi 10 octobre, à Yogyakarta, au cœur de Java, dans le bastion des traditions culturelles et religieuses locales; 200 000 autres attendus mercredi après-midi à Maumere, à Flores, l'une des plus petites îles du magnifique chapelet de la Sonde, à l'est de Java. Fervor, musique, danses et acrobates chaleureux. Sœurs de monastère et jésuites de fruits à foison. Aux deuxième et troisième jours de sa tournée indonésienne, le pape a fait un moment oublier le chef d'un Etat qui, est l'un des partenaires diplomatiques avec lequel les nations ont appris à cohabiter.

Malgré le gros porteur militaire chargé de forces de sécurité expédiées dès mardi matin à Maumere; en dépit des quatre bâtiments de guerre — dont deux sous-marins — qui, de sources officielles, devaient croiser mercredi autour de l'île catholique (1), ce sont cependant, quarante-huit heures durant, des mots de paix, de liberté, d'unité et d'œcuménisme qui ont été employés par le pape.

Pour se rendre mercredi de Djakarta à Maumere, le pape et son entourage ont fait une escale technique à l'aéroport de Dili, la capitale de Timor-Oriental. Motif

officiel, celui de Maumere « n'est pas équipé pour recevoir les gros porteurs à réaction ». C'est dans un Hercules C-130 de l'armée indonésienne que le Saint-Père a poursuivi sa route. Comme prévu, sur le tarmac de l'aéroport, un immense pameau peint représentant le pape et ses fidèles est surmonté d'une bannière: « Bienvenue à Timor-Est, 27^e province de l'Indonésie ». La petite ville qui attend le pape jeudi, toute entière perdue dans les bananiers, est d'ailleurs pavée de drapeaux rouge et blanc, couleurs nationales de l'archipel indonésien.

Catholique à 85 %, les 600 000 Timorais de l'Est se sont réfugiés en masse dans une église qui aurait, selon l'Institut catholique des relations internationales (CIRI), « développé sa propre théologie basée sur un esprit de résistance ». En clair, comme en pratique, l'Eglise Dili, sans soutenir ouvertement les quelques centaines de maquisards — catholiques dans leur majorité — du Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Oriental (Fretilin), est fermement opposée à la manière brutale dont l'Indonésie consolide son annexation sans avoir jamais demandé leur avis aux populations du territoire.

Certaines d'entre elles, on le sait, ne souhaitent pas la venue du pape, craignant qu'elle ne

favorise les positions indonésiennes. Le jeune évêque de Belo (quarante et un ans), lui-même plutôt timide initialement, s'est finalement plié aux ordres de sa hiérarchie romaine. « Le pape, a-t-il écrit dans une lettre pastorale, sait qu'il, à Timor, en souffre, en meurt et en subit des abus de toute sorte (...). Il sait aussi que sa visite est susceptible d'être politiquement interprétée (...). Il a cependant tenu à venir (...). Allons-nous nous montrer indifférents, perplexes face au vicarisme du Christ? Nous devons l'accueillir avec foi, comme de vrais chrétiens, avec respect, obéissance et humilité ». Ailleurs, dans d'autres circonstances, Mgr Belo aurait sans doute ajouté « amour ». Mais, à Timor-Oriental occupé militairement par plus de quinze mille soldats des forces spéciales, ce mot, laissé-t-il entendre, n'a plus guère cours.

PATRICE CLAUDE

(1) Ainsi dénommée dans les prospectus touristiques parce que 85 % de ses 1,7 million d'habitants sont des fidèles de l'Eglise apostolique.

RECTIFICATIF. — La population de l'Indonésie est de 180 millions d'habitants, et non 18 millions comme une coquille nous l'a fait écrire dans le *Monde* daté 10 octobre, page 3.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : six mois de prison pour Abie Nathan

Un pacifiste encombrant

Jérusalem

Un grand dam d'une bonne partie du gouvernement, M. Abie Nathan est sans doute un des Israéliens les plus populaires — que l'on partage ou non ses idées politiques. Inlassable militant du dialogue israélo-arabe, vétéran des missions humanitaires dans le tiers-monde, inventeur de la Voie de la paix, une des radios les plus écoutées de la région, Abie, c'est l'agitateur sympathique, l'homme aux coups de colère généreux qui bouscule la classe politique.

Il a été conduit en prison mardi 10 octobre, sous forte escorte journalistique, pour y purger, à soixante-trois ans, une peine de six mois ferme. Motif: en rencontrant à deux reprises M. Yasser Arafat, en septembre 1988 à Tunis puis à Strasbourg, Abie Nathan a violé une loi d'août 1986 qui interdit les contacts entre Israéliens et membres de l'O.L.P. Il est le premier Israélien à être détenu en application d'une loi de plus en plus contestée dans le pays. Il avait déjà été condamné le 3 octobre dernier à dix-huit mois de prison dont douze avec sursis (*le Monde* du 4 octobre). En refusant de faire appel de la sentence et en rejetant toute peine de substitution, Abie Nathan a voulu mettre les politiques au pied du mur et souligner l'« aberration » d'une législation

que nombre de responsables jugent dépassée et hypocrite.

Jusqu'à présent, sur une centaine d'Israéliens coupables d'avoir rencontré à l'étranger des membres de l'O.L.P. depuis 1986, seule une poignée a été jugée et quatre parmi elle, condamnés à des peines de prison qui sont soit en instance d'appel soit ont été transformées en condamnations à des travaux d'intérêt collectif — garder les enfants ou surveiller les feux de forêt. C'est que la législation de 1986, votée à l'initiative de la droite nationaliste, est vague. Elle ne concerne pas les rencontres qui ont pu avoir lieu à l'occasion d'une conférence internationale ou d'une conférence de presse. Elle ne vise pratiquement pas les membres de la Knesset, qui bénéficient de l'immunité parlementaire. Certains élus de la gauche et de l'extrême gauche ne se sont pas privés d'en profiter.

L'homme qui créa en 1969 la Voie de la paix, cette radio émettant d'un bateau ancré au large de Tel-Aviv, une des favorites des chauffeurs de taxi et des jeunes appelés, n'en est pas à son premier coup. Ancien pilote de la RAF, il a été deux reprises, en 1966 et en 1967, posé son avion particulier en Égypte, à Port-Saïd. Ces vols de la paix, en violation de la loi, lui avaient — déjà — valu quarante jours de prison en Israël.

ALAIN FRACHON

□ Nouvelles suggestions américaines en vue de contacts israélo-palestiniens. — Dans un document en cinq points élaboré à partir de contacts avec Le Caire et Jérusalem, les États-Unis ont fait de nouvelles suggestions en vue de surmonter les obstacles entravant l'ouverture de négociations israélo-palestiniennes sur l'organisation d'élections dans les territoires occupés, a annoncé, mardi 10 octobre, le département d'Etat.

Il a précisé que le document suggère une rencontre entre les ministres des affaires étrangères israélien, égyptien et américain dans les prochains jours à Washington, sans qu'il s'agisse, à ce stade, d'une invitation formelle. — (Reuters.)

□ ISRAËL : visite de M. Pères en URSS fin octobre. — Le vice-président du Conseil israélien, M. Shimon Pères, se rendra en Union soviétique à la fin du mois pour la première visite au Kremlin d'un ministre israélien depuis vingt-deux ans, affirmant, mercredi 11 octobre, les *Novelles de Moscou*. Présentant une interview de M. Pères réalisée à Washington, le journal précise que le dirigeant travailliste israélien a lui-même indiqué qu'il effectuerait ce voyage à la fin d'octobre. — (Reuters.)

LIBAN

Incidents à Beyrouth
Blocage persistant à Taïf

Le premier incident grave depuis l'instauration du cessez-le-feu à Beyrouth, le 23 septembre — la mort, mardi 10 octobre, d'un officier appartenant aux unités relevant du commandement musulman de l'armée libanaise tué par des tirs provenant du secteur chrétien de la capitale — a provoqué une certaine nervosité parmi les soixante-deux députés qui, réunis depuis onze jours à Taïf, n'ont toujours pas réussi à s'accorder sur les réformes du système politique libanais susceptibles de rétablir la paix, nous rapporte notre envoyée spéciale en Arabie saoudite, Françoise Chippaux.

Rapidement clos, cet incident, survenant à la suite de quelques accrochages entre les forces du général chrétien Michel Aoun et les miliciens druzes de M. Walid Joumblatt, appuyés par les Syriens, n'en souligne pas moins la fragilité de la trêve. Conscients du risque que représente la lenteur des débats à Taïf, les membres du comité tripartite (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) multiplient encouragements et assurances auprès des députés qui tentent toujours sur le partage des pouvoirs entre le président traditionnellement chrétien maronite et le premier ministre sunnite. Les chrétiens revendiquent, de leur côté, un plus grand rôle pour le président du Parlement, poste revenant à leur communauté.

Cette bataille des réformes divise aussi les chrétiens et les musulmans — sunnites et chiites — entre eux, certains étant plus enclins que d'autres à céder. Paradoxe: au moment où des responsables réclament à l'Occident la déconfessionnalisation du régime, les représentants des différentes communautés n'ont de cesse d'exiger le maximum.

Reste peut-être le plus crucial, à savoir la chef de don de la présence syrienne, débattue jusqu'à maintenant en coulisse et au niveau diplomatique. Le général Aoun a, quant à lui, appelé les députés à « assumer leurs responsabilités nationales » et les membres du comité tripartite à favoriser « la solution qui leur aurait été acceptée pour leur propre pays ». Les contacts diplomatiques entrepris auprès du général Aoun à la demande du comité tripartite se sont, indique-t-on de bonne source à Taïf, révélés négatifs. Et le chef du cabinet militaire chrétien exige toujours une programmation claire et précise de retrait syrien, alors qu'il n'est question, dans les propositions arabes, que d'un redéploiement.

AMÉRIQUES

CHILI : l'élection présidentielle du 14 décembre

Premier face-à-face télévisé

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

MM. Patricio Aylwin et Hernan Buchi ont plutôt déçu les téléspectateurs chiliens, qui s'attendaient que le face-à-face des opposants lundi 9 octobre, soit l'un des grands moments de la campagne pour l'élection présidentielle du 14 décembre. Le combat des chefs n'a pas eu lieu, et c'est à un débat plutôt terne que se sont livrés le candidat de l'opposition et celui des partis de droite. L'attente était pourtant très grande, car la télévision chilienne n'avait encore jamais présenté une émission politique de ce genre.

Il est vrai que ce duel pouvait difficilement être mortel: chaque participant avait quatre minutes pour répondre à une question d'un journaliste et une minute seulement pour répondre à son adversaire. Pas question donc d'approfondir les sujets traités, ce qui permit à l'ancien ministre des finances du général Pinochet, M. Buchi, de rester très évasif sur les violations des droits de l'homme commises lorsqu'il était au gouvernement et à M. Aylwin de ne pas s'attarder sur les problèmes économiques, qui ne sont pas précisément son fort.

M. Buchi fut en tout cas plus agressif que d'habitude, peut-être dans l'espoir de rattrapper son retard révélé par les sondages. Il s'en prit avant tout aux « mauvaises fréquentations » du dirigeant démocrate-chrétien, coupable, à ses yeux, de s'allier aux

« marxistes » de l'ex-unité populaire.

M. Aylwin prit aussitôt la défense de ses partenaires socialistes au sein de la Concertación pour la démocratie, estimant qu'ils avaient considérablement évolué ces dernières années, au point de renoncer à la « rupture révolutionnaire », leur credo pendant les années 60. « Je cherche à unir la famille chilienne », souligna-t-il, avant de faire remarquer à son adversaire, pour qui l'éventuel accès au pouvoir de l'opposition serait « grave pour le pays », que plusieurs personnalités de droite jugeaient le programme économique et social de la Concertación « presque parfait ».

GILLES BAUDIN

□ Retour de l'ancien secrétaire général du PC. — L'ennemi indéniable du gouvernement du général Pinochet, M. Luis Corvalan, ancien secrétaire général du Parti communiste chilien, est rentré mardi 10 octobre à Santiago après treize années d'exil à Moscou. Aujourd'hui âgé de soixante-dix ans, M. Corvalan avait été emprisonné en septembre 1973 quelques jours après le coup d'Etat. En 1976, le général Pinochet avait accepté de l'échanger, à Zaire, contre le dissident soviétique Vladimir Boukovsky, alors emprisonné en URSS. A son arrivée dans la capitale chilienne, l'ancien dirigeant a exprimé, comme l'avait déjà fait le PC, son soutien au candidat de l'opposition, M. Patricio Aylwin. — (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS

Premiers revers pour les adversaires de l'avortement

Le gouverneur de Floride est en train d'en faire l'expérience: tenter de restreindre, même très partiellement, le droit des Américaines à l'avortement s'avère bien plus difficile que certains ne l'imaginent.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le gouverneur républicain, M. Bob Martinez, a été le premier à vouloir s'engouffrer dans la brèche ouverte au début de l'été par la Cour suprême des États-Unis (*le Monde* du 5 juillet), qui avait statué que les États avaient le droit d'imposer certaines limitations à un droit constitutionnel reconnu depuis 1973.

M. Martinez a donc convoqué, mardi 10 octobre, une session spéciale de l'Assemblée législative de son État. Il souhaitait en particulier introduire la pratique d'un « test de viabilité » du fœtus, à partir de la vingtième semaine, mesure psychologique de dissuader les mères d'avorter au-delà de cette limite (la législation actuelle en Floride permet l'avortement jusqu'au sixième mois). M. Martinez voulait aussi interdire au personnel des établissements publics la pratique des interruptions de grossesse non thérapeutiques, mais ses initiatives sont à peu près certainement vouées à l'échec.

Le gouverneur a certes été chaleureusement remercié pour ses bonnes intentions par les partisans du « droit à la vie », qui ont défilé pour le soutenir dans les rues de Tallahassee, la capitale administrative de l'État. Mais il a surtout été coupé par une foule encore plus nombreuse, nettement plus bruyante, elle brandissant des pancartes du style: « Abortez Martinez! » et promettait au gouverneur l'avenir politique le plus noir.

Au Capitole local (d'ailleurs investi par les manifestants en faveur de l'avortement), les élus ont, en un temps record (une demi-heure au total), renvoyé en commission, où elles seront très vraisemblablement enterrées, toutes les propositions « restrictives ». L'une des commissions concernées a déjà repoussé à une forte majorité un projet visant uniquement à instituer un « délai de réflexion » d'une semaine avant l'interruption de grossesse.

La majorité — démocrate, comme dans la plupart des États américains — est hostile à des limitations et, surtout, les élus ne sont guère tentés de braver un électoral qui, tous les sondages l'attestent, est fermement attaché à la défense du droit à l'avortement, sans restrictions. L'activisme déployé par les avocats du droit à la vie — en particulier le blocus de certaines cliniques — avait un peu occulté cette réalité, tandis qu'on s'alarmait d'une vaste offensive « réactionnaire » contre l'avortement.

L'offensive continue, certes, mais les attaques ne font pas vraiment le poids, en termes politi-

ques, au point que certains politiciens sont amenés à réviser, parfois assez radicalement, leurs positions. Ainsi l'un des candidats au poste de gouverneur de Virginie, le républicain Marshall Coleman, poussé publiquement dans ses retranchements par son adversaire démocrate, a-t-il dû s'engager à renoncer en cas d'élection à ses velléités « anti-avortement ».

Dans chaque État, la décision de convoquer ou non une session spéciale du Parlement local pour débattre de la question revient au gouverneur. Vingt-deux gouverneurs sont hostiles à toute remise en cause de la liberté d'avortement, vingt et un sont favorables à certaines restrictions, et sept refusent de se prononcer. Il est probable que, dans le courant de l'automne, des « sessions spéciales » seront convoquées dans cinq autres États. Mais l'exemple de la Floride devrait calmer les inquiétudes de ceux qui craignent que la Cour suprême n'ait ouvert une voie royale aux plus farouches adversaires de l'avortement.

JAN KRAUZE

COLOMBIE

Nouvelle vague d'assassinats et d'attentats

Une nouvelle vague d'assassinats et d'attentats vient de se produire en Colombie à l'initiative des barons de la drogue. A Medellin, la capitale du quotidien *El Espectador*, Martha Ruz Lopez, a été tuée en pleine rue, mardi 10 octobre, par un homme armé circulant à moto. Un peu plus tard, le chef des ventes du même journal a été assassiné dans sa voiture. Le directeur de la revue politique *El Cronista Democrático* a, lui, été tué d'une rafale de mitrailleuse. Le groupe clandestin des « extraditables », trafiquants de drogue susceptibles d'être remis à la justice américaine, a exigé dans un appel téléphonique la fermeture des bureaux d'*El Espectador* à Medellin. Le directeur de ce journal avait été tué en décembre 1986.

Douze attentats à la bombe, commis mardi dans tout le pays, ont fait trente-cinq blessés et de nombreux dégâts matériels dans des magasins, des banques et un immeuble d'habitation. — (AFP, Reuters.)

□ Un rapport d'Amnesty International. — Amnesty International, affirme que l'armée colombienne, souvent alliée aux trafiquants de drogue, est responsable de nombreux assassinats politiques. L'organisation internationale estime qu'au cours des seize derniers mois au moins deux mille cinq cents Colombiens ont été victimes d'exécutions sommaires et deux cent cinquante ont disparu après avoir été incarcérés.

AMÉRIQUES

Premier face-à-face télévisé

Le premier face-à-face télévisé entre deux candidats à la présidence des États-Unis a eu lieu hier soir à New York. Ronald Reagan, 73 ans, ancien gouverneur de Californie, et George H.W. Bush, 68 ans, ancien gouverneur du Texas, se sont affrontés devant un jury de citoyens américains. Les deux candidats ont été interrogés par un journaliste de la chaîne ABC. Reagan a déclaré qu'il était prêt à servir son pays et qu'il avait l'expérience nécessaire pour le faire. Bush a répondu qu'il était également prêt à servir son pays et qu'il avait l'expérience nécessaire pour le faire. Les deux candidats ont été interrogés sur leur vision de l'économie, de la défense, de l'éducation et de l'environnement. Reagan a déclaré qu'il voulait réduire les dépenses gouvernementales et augmenter la production. Bush a déclaré qu'il voulait augmenter les dépenses gouvernementales et réduire la production. Les deux candidats ont été interrogés sur leur vision de la Chine. Reagan a déclaré qu'il voulait normaliser les relations avec la Chine. Bush a déclaré qu'il voulait maintenir les relations avec la Chine.

C. LES B.

FRANCE

Premiers revers pour les adversaires de l'avortement

Le premier revers pour les adversaires de l'avortement a été enregistré hier à la Cour de cassation. La Cour a rejeté le pourvoi en cassation de la Société française pour l'étude et la défense de la vie humaine (SFEVD) contre la décision de la Cour d'appel de Paris qui avait annulé la loi sur l'avortement de 1975. La SFEVD avait demandé la cassation de la loi sur l'avortement de 1975. La Cour de cassation a rejeté le pourvoi en cassation de la SFEVD. La Cour a déclaré que la loi sur l'avortement de 1975 était conforme à la Constitution. La Cour a également déclaré que la loi sur l'avortement de 1975 était conforme à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La Cour a également déclaré que la loi sur l'avortement de 1975 était conforme à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. La Cour a également déclaré que la loi sur l'avortement de 1975 était conforme à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

COLOMBIE

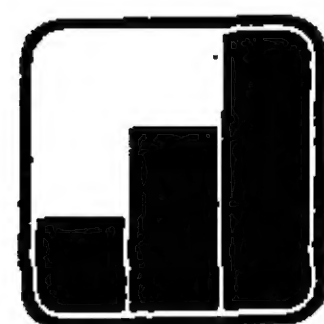
Nouveaux règlements militaires et civils. Le gouvernement colombien a annoncé hier qu'il avait adopté de nouveaux règlements militaires et civils. Les nouveaux règlements militaires visent à renforcer la discipline et la loyauté des forces armées. Les nouveaux règlements civils visent à renforcer la sécurité et la stabilité du pays. Le gouvernement colombien a également annoncé qu'il avait adopté de nouvelles lois relatives à la justice et à l'éducation. Les nouvelles lois relatives à la justice visent à renforcer l'indépendance et l'efficacité du système judiciaire. Les nouvelles lois relatives à l'éducation visent à améliorer la qualité de l'enseignement et à augmenter le niveau de scolarisation. Le gouvernement colombien a également annoncé qu'il avait adopté de nouvelles mesures relatives à l'économie et à l'environnement. Les nouvelles mesures relatives à l'économie visent à stimuler la croissance et à réduire le chômage. Les nouvelles mesures relatives à l'environnement visent à protéger les ressources naturelles et à promouvoir le développement durable. Le gouvernement colombien a également annoncé qu'il avait adopté de nouvelles mesures relatives à la santé et à la culture. Les nouvelles mesures relatives à la santé visent à améliorer l'accès aux soins de santé et à réduire la mortalité infantile. Les nouvelles mesures relatives à la culture visent à promouvoir la diversité culturelle et à protéger le patrimoine national. Le gouvernement colombien a également annoncé qu'il avait adopté de nouvelles mesures relatives à la justice sociale et à la participation citoyenne. Les nouvelles mesures relatives à la justice sociale visent à réduire les inégalités sociales et à améliorer le niveau de vie de la population. Les nouvelles mesures relatives à la participation citoyenne visent à renforcer la démocratie et à promouvoir la participation active des citoyens à la vie politique.

AUSTRIE

S'IL SUFFISAIT DE TROUVER DE L'ARGENT
POUR FINANCER
UN ORDINATEUR, UNE ROTATIVE OFFSET, UN FAUTEUIL DE DENTISTE.
UNE FLOTTE DE POIDS LOURDS, UNE PELLE HYDRAULIQUE,
UN CHARIOT ELEVATEUR, UNE MACHINE A ELECTRO-EROSION,...
LES ENTREPRISES N'AURAIENT PAS
NECESSAIREMENT RECOURS A LOCAFRANCE.

Si elles le font, c'est que Locafrance, premier acheteur privé français de biens d'équipement professionnel, a acquis, avec 350.000 dossiers traités et 100 milliards de francs de financement, une expérience unique. Cette expérience est la garantie, pour chaque entreprise, du montage financier le mieux adapté à la finalité économique d'un bien.

LOCAFRANCE, CE N'EST PAS Q'UNE AFFAIRE D'ARGENT.



Locafrance



AMÉRIQUES

Le PRI contesté, mais pas abattu

Les déçus du vieux parti dominant ne sont pas nécessairement des enthousiastes de la jeune opposition, qui, d'ailleurs, lui ressemble beaucoup...

MEXICO
de notre envoyé spécial

M. Ernesto Ruffo est devenu le chouchou des médias mexicains. A juste titre : cet homme vient de briser un mythe, celui de l'invincibilité du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Le 2 juillet, le candidat du parti d'action nationale (PAN, centre droit) a remporté, après des élections très disputées, le poste de gouverneur de la Basse-Californie-Nord. Au siège de sa formation à Mexico, blouson de cuir noir et chemise à col ouvert, il rompt avec le formalisme ordinaire de la vie publique mexicaine. C'est un Californien comme on l'imagine. Il est jeune, trente-sept ans. Il est né, à San-Diego, aux États-Unis. Simplement, nous expliquent-ils, parce qu'il n'y avait pas alors d'hôpital dans sa ville. M. Ruffo était, jusqu'à son entrée en politique, en 1984 seulement, administrateur (il dit « manager », en bon anglais) d'une société de pêche. A l'inverse de celui qui avait représenté le PAN à la présidentielle de 1988 (avant de mourir le 1^{er} octobre dans un accident de la route), Manuel Clouthier — lui aussi un homme d'affaires originaire du Nord, mais adepte d'une stratégie de « désobéissance civile » envers le gouvernement et de « rupture » avec le PRI — M. Ruffo a « un profil cohérent », comme le dit un diplomate français. Il n'entend pas « tordre la laine sur le dos du PRI », mais « son » État, mais « rechercher avec lui une émulation, pour le plus grand bien des 2 millions de Californiens ». Il est conscient que sa capitale, Mexicali, sera pour les six années à venir « un laboratoire politique de l'alternance. Si nous échouons, c'est l'avenir de la démocratie au Mexique qui sera en péril ».

Le PRI : gauche ou droite ?

On s'interroge encore : pourquoi le « système PRI » a-t-il, pour la première fois depuis la Révolution, permis à un « étranger » d'occuper un poste aussi important que celui de gouverneur ? Après tout, il avait bien monté par le passé, à travers la République, des « opérations » au nom pittoresque (« Dragon », « Tango Papas »), à seule fin d'ôter à l'adversaire une victoire escomptée : c'est ce que les Mexicains ont baptisé « l'acheminement électoral ». Souci du président Salinas, à la veille de son premier voyage (il se rendait aux célébrations du 14 juillet à Paris), et alors que se mijotait l'accord avec les banques sur la diminution de la dette — de retirer d'une défaite assumée un surcroît de crédibilité démocratique internationale ? Foutait-on, se demandait un diplomate, « fronder comme des bêtes sous le regard des gringos », nombreux en Californie ? Et le PAN n'avait-il pas, de tout le pays, envoyé six mille des siens pour surveiller les bureaux de vote... ? Quoi qu'il en soit, M. Salinas s'est personnellement impliqué pour faire reconnaître, par un appareil « priista » au bord de l'insurrection, l'horrible infélicité de la défaite.

Mais cette concession du PRI marque-t-elle sa conversion à la démocratie ? Non ! Car le même 2 juillet, d'autres élections avaient lieu dans le Michoacan : une joute elle aussi suivie avec passion. Cet État de la façade pacifique du pays est, en effet, le fief des Cardenas : l'ex-président Lazaro puis son fils Cuauhtemoc en ont été gouverneurs, à la fin des années 20 puis de 1980 à 1986 ; et, lors de l'élection présidentielle de 1988, le Front démocratique révolutionnaire d'opposition, emmené précisément par M. Cuauhtemoc Cardenas, y avait réalisé son meilleur score : 26 %. Or, un an plus tard, l'enfant du pays se voyait crédité de pourcentages assez dérisoires. Confirmant l'impression de nombre d'observateurs, un « tribunal de personnalités » indépendantes vient de trancher : il y a eu fraude.

Le PRI aurait-il décidé d'appliquer deux poids, deux mesures à ses adversaires ? Il est vrai que le PAN apparaît, conjoncturellement, moins menaçant que le

PRD de M. Cardenas bien qu'il soit mieux structuré que lui, plus « moderne » malgré son demi-siècle d'existence, et plus régulier en ses résultats (de 15 % à 20 % des suffrages) ; c'est, aussi, que la formation de droite paraît, désormais, peu éloignée du PAN qui a fait sien le programme de privatisation défendu naguère par le fougueux Manuel Clouthier. Accepter la victoire de M. Ruffo et refuser celle de M. Cardenas, ce serait, après tout, bien la logique d'un PRI pour qui, jusqu'au début des années 80, une élection n'était guère que l'occasion rituelle d'un candidat officiel — avec pré-détermination, en conclave, du pourcentage de suffrages le plus adapté à l'état momentané de l'opinion !

Car le Parti révolutionnaire démocratique est bien l'inconnue de la vie politique mexicaine aujourd'hui. « Sommes-nous de gauche, sommes-nous de droite ? Je ne sais pas. Que chacun nous situe où il l'entend », profère devant nous son secrétaire M. Cuauhtemoc Cardenas. Cet homme de cinquante-cinq ans, d'allure juvénile et élégante, au teint sombre, aux traits émaciés, est aujourd'hui la personnalité la plus populaire du pays (et, bien entendu, la plus détestée). Au Mexique, on dispute interminablement des qualités et des défauts, et de l'intelligence même, de cet « ingénieur » iconique, spécialiste des barrages, et dont, jusqu'à la rupture de 1987, la carrière au sein du PRI (sénateur, secrétaire d'État aux forêts, gouverneur) avait été un peu lente pour un homme portant le nom, et le prénom, les plus prestigieux de la République (1). Les foules d'ailleurs ne s'y trompent pas, qui se pressent aux meetings que multiplie par le pays l'ancien gouverneur. Avec son langage simple et quelques slogans martelés — telle l'obligation pour le pouvoir de respecter « sans ambages » le suffrage universel — il parvient à capter les auditoires les plus simples : les paysans indigènes, par exemple, pourtant rendus circonspects par des siècles de promesses non tenues.

Est-ce à dire que l'avenir du PRD et de son leader sont assurés ? Rien de moins certain. Lors des récentes élections, si controversées, dans le fief « néo-cardéniste » du Michoacan, la participation n'a été que de... 20 % environ : même dans un pays où l'abstention est traditionnellement élevée, ce chiffre témoigne d'une faible capacité de mobilisation de la part de l'opposition. L'enracinement du PRD n'est pas certain non plus : en Basse-Californie Nord, le 2 juillet, ce parti n'a plus recueilli que 10 % des suffrages, alors qu'à la présidentielle de 1988 il en avait obtenu 37 % : les déçus du vieux PRI ne sont pas nécessairement des enthousiastes de la jeune opposition qui, à maints égards, lui ressemble d'ailleurs beaucoup.

La « révolution institutionnalisée » n'a, au demeurant, pas perdu tous ses fidèles : c'est là un autre enseignement des élections locales du 2 juillet. Fascinée par les scrutins de Basse-Californie et du Michoacan, la presse a noté que, dans trois autres États, le PRI avait, sans fraude alléguée, bien résisté — et même, dans le Chihuahua, — plus que regagné le terrain perdu à partir de 1933, sur le PAN. Le paysage politique mexicain a beau depuis un lustre avoir acquis une grande fluidité (comme s'est mis à croire, sous l'influence du Nord, l'intérêt pour la compétition électorale), le système n'en garde pas moins de solides bastions : le golfe atlantique, l'essentiel de la façade pacifique, plusieurs États du haut plateau central, et une bonne partie du Centre-Nord.

La grande affaire politique du moment, au Mexique, c'est la réforme électorale, discutée en session extraordinaire par un Parlement pour la première fois conscient de son pouvoir : c'est que, avec 260 députés seulement, sur 500, le PRI est, pour les lois ordinaires, à la merci de la défection de quelques-uns des siens. (Ce fut d'ailleurs le cas en décembre dernier, lors du vote du budget : la douzaine de parlementaires « délégués » du syndicat pétrolier y avaient joué les franc-tireurs — une circonstance qui explique en partie la foudroyante

offensive menée le 10 janvier dernier par le président Salinas contre M. Hernandez Galicia, dit « la Quina », « parrain » des « petroleros »). Pour les lois impliquant une modification de la Constitution, telle la loi électorale, le PRI doit débaucher 73 opposants, afin de rassembler les deux tiers des voix requis. La réforme en discussion devrait, idéalement, arracher au gouvernement et au PRI leur monopole de la vérification des résultats, laquelle serait confiée à une instance pluri-partite. Cette démarche serait en concordance avec les promesses de « modernisation » de la vie publique et d'« ouverture » du Mexique sur le monde faites par M. Salinas durant sa campagne. Mais, sur un tel sujet, le chef de l'État ne peut évidemment pas contraindre ses troupes, puisque c'est de l'avenir de chacun qu'il s'agit. C'est-à-dire que les « priistas » défendent pied à pied leur prérogative.

Un président imperturbable

Quoi qu'il en soit, le chef de l'État, imperturbable en apparence, poursuit ses objectifs. Il avait commencé son sextennat par quelques « coups » retentissants : la suppression de « la Quina », celle de M. Eduardo Legorreta, un homme d'affaires qui avait ruiné la Bourse en kyrieelle d'épargnants, et de M. Felix Gallardo, le « roi » mexicain de la drogue ; il avait en outre ce printemps, à l'issue d'une rude grève des enseignants, poussé à la retraite M. Jonguitud Barrios, « conseiller à vie » du syndicat des « maestros » et prototype de ce gangsterisme prospérant à l'ombre du corporatisme autoritaire du PRI.

« Mais à présent ? », s'interroge M. Jorge Castaneda, intellectuel progressiste de renom. « On voit les bénéfices pour les citoyens de la fameuse modernisation ? » Ils se font attendre, même si des frémissements sont perceptibles depuis quelques semaines sur le front économique. Les privatisations d'entreprises, la moralisation des syndicats, tout cela a eu son premier effet, comme il est ordinaire, de jeter sur le pavé des milliers d'hommes et de femmes, dans un pays déjà accablé par le chômage ; les nouvelles conventions collectives ont, en outre, signifié la perte de nombreux « avantages acquis » en un demi-siècle de « révolution institutionnalisée ».

En ce sens, le régime a mis fin à sa vocation historique, proclamée et souvent tenue, de protéger les couches laborieuses. Le fantasme de l'explosion sociale, qui plane sur le pays depuis 1982, n'a, en théorie, aucune raison d'être dissipé. En théorie toujours, il existe aujourd'hui un pôle d'attraction des mécontents : le PRD. Ce parti propose, nous explique M. Cardenas, « le travail pour tous, une redistribution de la richesse, un large accès à l'éducation et à la santé, et une reprise de contrôle du pays sur son propre développement par

une récupération de l'égalité dans ses relations internationales ». En théorie toujours, l'essentiel du syndicalisme officiel et de larges secteurs du PRI peuvent être d'accord sur ce programme. Pour quel, dès lors, ne voit-on pas venir de l'autre bord ? « A nos sondages, l'an dernier, 60 % des gens répondaient : « Jamais », lorsqu'on leur demandait pour quand ils envisageaient la fin de la crise. Aujourd'hui, 50 % disent : « Je ne sais pas. » C'est un progrès », nous déclare un des plus proches conseillers du président de la République. Il ajoute : « Les gens n'ont pas, actuelle-

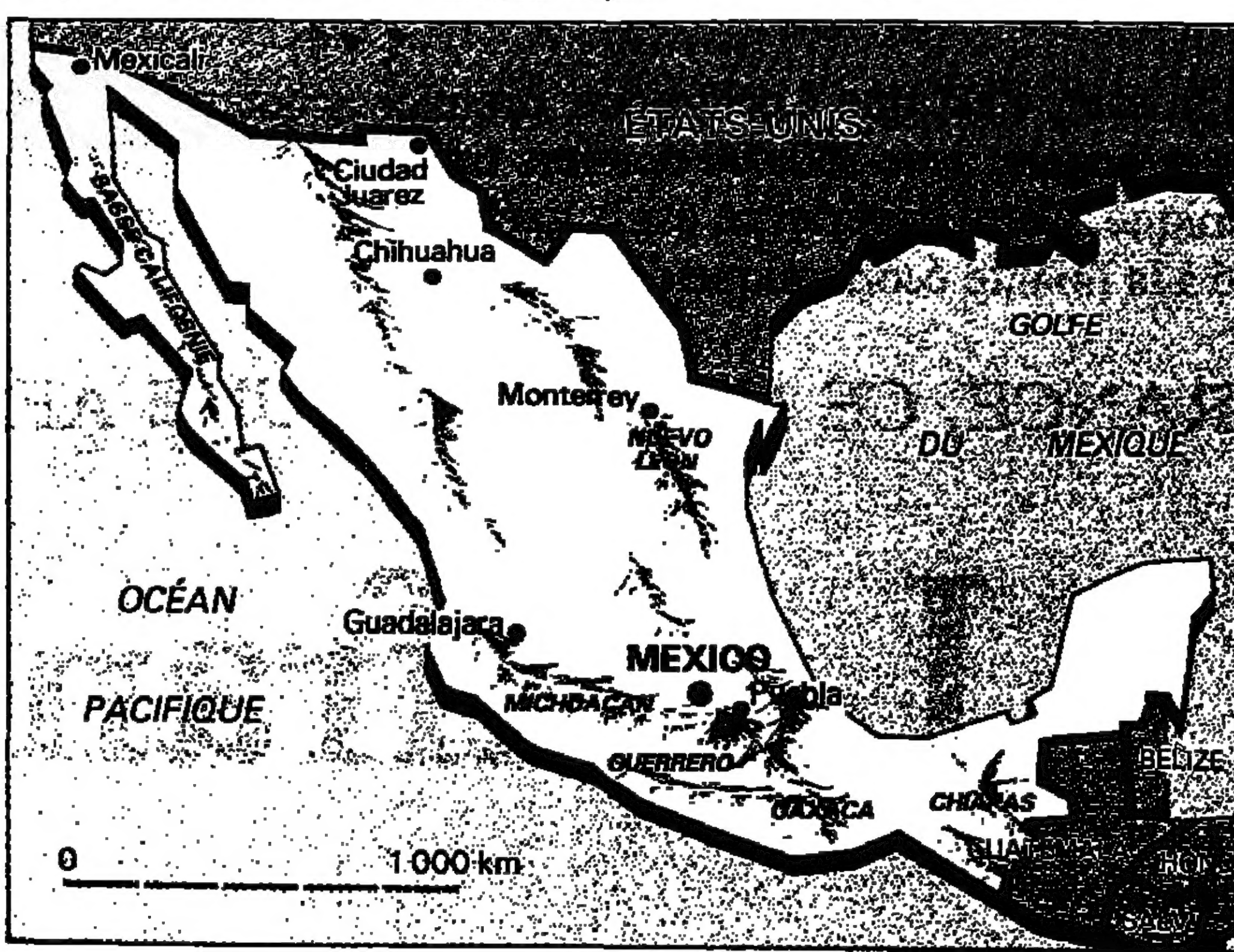
ment, d'espoirs démesurés. Mais le moment critique va venir : lorsque le léger mieux, déjà perceptible au niveau des salaires réels, va se confirmer. Alors, la demande peut devenir clamoreuse ».

C'est donc une véritable course de vitesse qui est engagée. Le régime a parié sur un changement en profondeur du vieux modèle économique « auto-centré », fondé sur un marché intérieur hyper-protégé. Les élections de 1988 avaient permis de poser clairement le dilemme : Cardenas contre Salinas, nationalisme contre libéralisme, jusqu'à un certain point, gauche contre droite.

Mais la fraude a obscurci la réponse. Le moins qui puisse faire le « système PRI », dès lors, c'est d'offrir aux citoyens des résultats concrets. Et vite.

J.-P. C.

(1) Lazaro Cardenas, père du leader du PRD, est, après Benito Juarez, qui vainquit en 1867 l'empereur Maximilien, le plus célèbre président de la République mexicaine : dans la capitale seulement, 118 rues portent son nom ! Quant à Cuauhtemoc, il fut le dernier « tlatoani » (empereur) aztèque ; sa mémoire est éternisée par l'historiographie officielle, à la mesure de l'admiration que celle-ci voue au « conquistador » Hernan Cortés, son vainqueur.



La nouvelle révolution

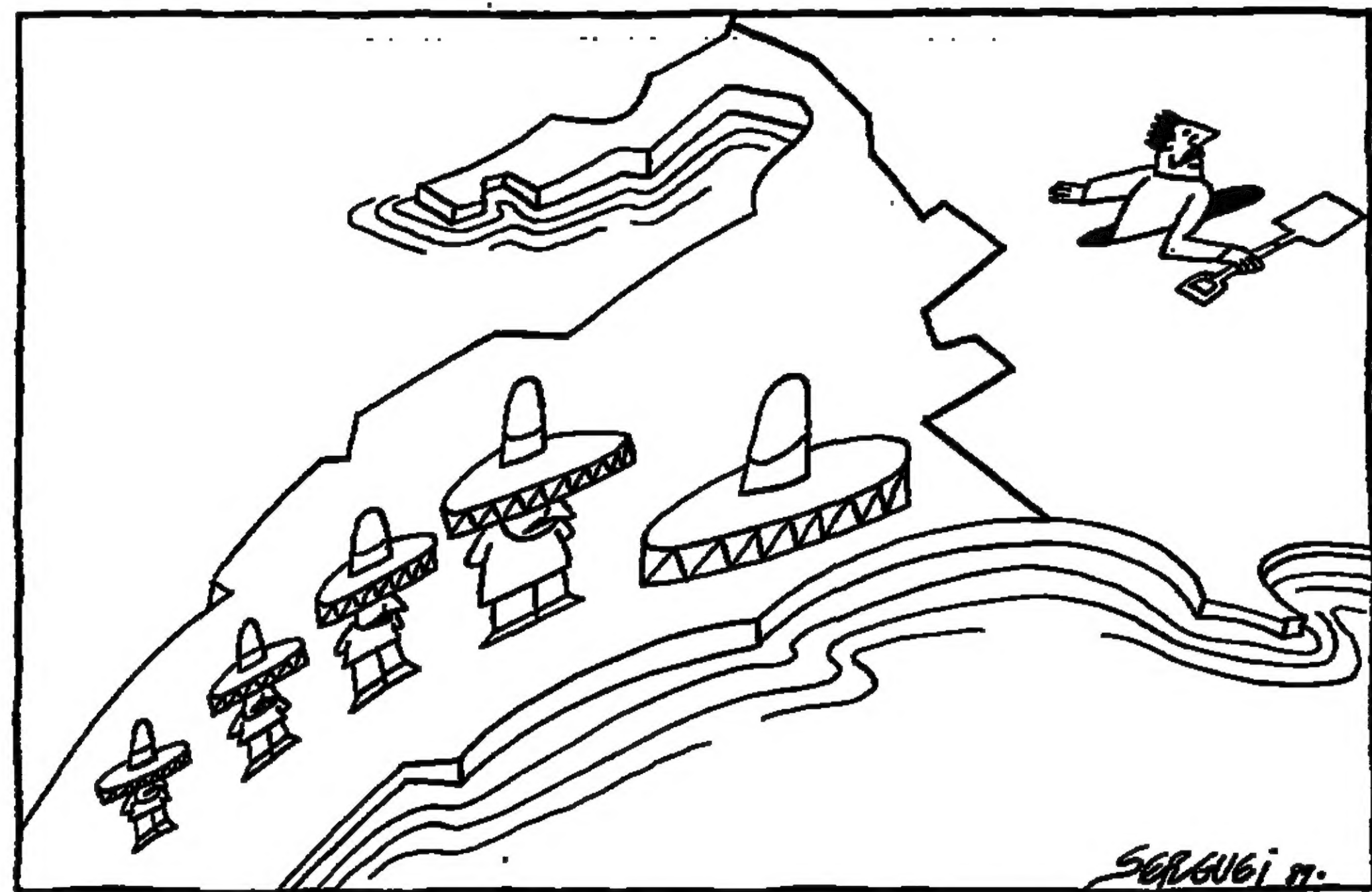
Le président

Suite de la première page

Ainsi, le 15 septembre à 23 heures, nombreux étaient les observateurs venus vérifier si, à l'occasion du traditionnel « Viva Mexico » lancé par le chef de l'État (2), il y aurait des manifestations d'hostilité — comme l'an dernier à l'encontre de l'ancien président Miguel de la Madrid. Il n'y en a pas eu, et cela a naturellement été considéré comme un indice de la remontée de popularité de M. Salinas, après le mauvais départ qu'avait été son élection entachée de fraude le 6 juillet 1988.

Le Zocalo est quasi déserté par les « gens déçus », comme dans

Le Mexique, il est vrai, ne saurait être réduit à ces misères. Si en fallait une preuve éclatante, ce pourrait être la splendide et gigantesque édifice de verre et d'acier qui abritera la nouvelle Bourse. Si l'immense majorité de la population, y compris une notable partie des classes moyennes, se retrouve appauvrie, une minorité se sort au contraire fort bien de la crise. La politique des taux d'intérêt élevés (20 % réels, malgré une baisse récente) a évidemment profité à ceux qui avaient des rentes. La Bourse avait enregistré, jusqu'à sa chute spectaculaire, en novembre 1987, des plus-values allant jusqu'à 600 %, et les spéculations sur le peso ont favorisé tantôt les exportateurs de capitaux, lorsque une déve-



beaucoup de capitaux du tiers-monde. En revanche, il abrite, à l'ombre de la cathédrale, un menu peuple de vendeurs de cigarettes et de fruits, d'objets artisanaux et de coiffes ; des groupes de danseurs indiens s'exhibent parfois, un peu pitoyablement, parmi les circuits de chaussettes et les camelots. C'est là le reflet de la misère noire d'un quart de la population du Mexique, selon les chiffres concordant des analystes : celle des périphéries urbaines sans espoir et des communautés villageoises laissées aux marges du progrès. Parfois, quelques tentes abritent ici des protestataires de tout poil, allant jusqu'à la grève de la faim. Avant que la police, récemment, ne les déloge, il y avait ainsi quelques mineurs de Cananea — des anciens mineurs, plutôt, puisque le gouvernement a, le 20 août, fait donner la troupe en appui de sa décision de mettre en faillite la plus grande et la plus prestigieuse entreprise d'extraction (de cuivre) de la République ; elle est désormais en passe d'être restructurée, afin d'être « désincorporée », comme on dit ici pudiquement, c'est-à-dire privatisée, selon la politique « néolibérale » en vigueur. Ce sont là des signes de malaise comme toute très tenue pour une crise économique qui dure de façon ininterrompue depuis huit années.

« Le pays de l'indigence »

L'écrivain Hector Aguilar Camín, également directeur de la revue Nexos, considérée comme proche du président Salinas, ne note-t-il pas que toutes les transformations entreprises depuis deux siècles (réformes monarchiques ou libérales, et même la révolution de 1910) n'ont fait qu'actualiser cette observation du grand voyageur et savant Humboldt, en 1803 : « Le Mexique est le pays de l'indigence... ». L'actuel processus de « modernisation » n'a, jusqu'à ce jour, pas échappé à la règle : « L'indigence de cette fin de siècle apporte d'extraordinaires avantages supplémentaires à ceux qui ont déjà combés », estime M. Aguilar Camín.

La question qui s'impose à tout observateur est : pourquoi, face à une situation d'apparence insoutenable (45 % des actifs sous-employés ; chute du pouvoir d'achat de plus de 40 % en sept ans ; salaires ramenés en moyenne à leur niveau de 1966 : tous chiffres officiellement reconnus), la population se montre-t-elle, somme toute, si peu révoltée ? Ancestrale passivité ? Voire ! Les Mexicains n'ont-ils pas démontré, lors de la révolution de 1910, à quel point ils peuvent s'enflammer ! Pesant sur du contrôle public, par le biais de syndicats à ce point intégrés au PRI depuis un demi-siècle qu'ils ont pu passer pour l'axe même du système ? La Confédération des travailleurs (CTM), qui dirige depuis 1941 l'infatigable mais désormais nonagénaire Fidel Velazquez, a su, durant ces années de crise, aider à la stabilisation des salaires, au point d'y perdre une notable partie de sa crédibilité auprès des travailleurs — et tout simplement sa légitimité politique. Plus profondément, les Mexicains ont sans doute retenu de leur histoire récente que, tout ayant déjà été essayé et sans succès, dans l'ordre du politique, il ne reste peut-être plus qu'à emprunter les chemins de la débrouillardise individuelle et surtout familiale — celle-ci bien représentée par la fameuse « économie informelle » (le travail au noir) dont l'ampleur,

LES DOSSIERS
NOIRS
DE L'INTERNET
PSYCHIATRIQUE

mexicaine

Salinas face à la crise économique et culturelle

au cours des années 80, a pris des proportions à peine imaginables (3).

En fait, c'est dans ses profondeurs que le Mexique a changé depuis une décennie. C'en est au point que ce pays, naguère rebelle aux idées nouvelles, est devenu, à l'égard des analyses étrangères, deviatorit presque transparent ! La presse elle-même est devenue plus compréhensible, moins cryptée qu'il y a deux lustres, et les commentaires pertinents s'y sont multipliés. Sans doute assiste-t-on, pour l'essentiel, à ce que l'écrivain mexicain Juan Rulfo appelle « la réaction de la société civile ». Cette situation a été décrite à l'occasion du séisme du 19 septembre 1985 : face à un Etat ralenti à la fois par la mauvaise graine de ses bureaucratie pléthorique et par l'insuffisance de certains moyens, due à ses viciations budgétaires, les citoyens d'une capitale transitionnelle sont spontanément mobilisés pour porter les premiers secours et aider les sinistrés à s'organiser.

Ce mouvement civique a, par la suite, contribué au renforcement de cette opposition surgie du sein même du PRI sous la houlette de M. Cuauhtémoc Cárdenas ; il n'est pas pour autant totalement récupéré. Il est plutôt, aujourd'hui, un enjeu important de la lutte pour le pouvoir, en ce lieu stratégique qu'est la capitale. Il a essaimé en protestations variées : écologistes du Groupe des 100 animés par M. Homero Aridjis, comités de quartier, improbable féminisme en ce pays du machisme par excellence, etc. Une contestation de la « révolution institutionnalisée ».

était perceptible depuis longtemps au sein des classes moyennes éduquées des quelques grandes villes (outre Mexico, Guadalajara, Puebla, Ciudad-Juarez, Monterrey). La crise économique aidant, cet esprit a commencé de se répandre dans le monde du travail, et même parmi les fonctionnaires, jusque-là piliers du régime.

Dissolution de la « mexicanidad »

Ainsi, des pans entiers du pays semblent désormais passer à travers les mailles du filet - *prista* - Le point critique, c'est le grand Mexico, passé massivement dans l'opposition aux élections du 6 juillet 1988. Le pouvoir peut s'estimer heureux qu'il n'ait pas eu à affronter le candidat du "peuple" - le régent - est, en effet, désigné par le gouvernement - ce que dénoncent d'ailleurs ses adversaires. Une forte recrudescence de la délinquance, juvénile notamment, et la prolifération, à tous les carrefours, des petits métiers émaillés de l'« ampoule du crime ». Egalité ? Non, car pour le PRI est l'effrètement insidieux de sa domination dans l'autre partie substantielle du territoire : les Etats septentrionaux sont, avec Mexico, l'autre pôle moderne du pays ; davantage scolarisés que le centre et surtout le sud, ils ont vu leur niveau de vie se matérialiser, ils sont à peine touchés par la crise (la Basse-Californie se flatte de n'avoir connu aucune).

Du « Grand Nord », c'est-à-dire des Etats-Unis, arrivent sur

l'ensemble du pays bien des nouveautés. L'influence de la télévision est certes importante. Mais plus encore, compte l'exemple de ces millions de *Chicanos* — ces « *Mexaméricains* » émigrés aux Etats-Unis sans avoir pour autant rompu leur lien culturel avec la patrie d'origine. Au nombre des « importations » figurent certes des éléments aussi désirables que le « hamburger » — *Coca-Cola* ». Mais le goût de la libre discussion et du choix sans contraintes des dirigeants communautaires — en un mot de la démocratie — doit aussi être compté parmi les acquis récents.

L'« être mexicain » immémorial se dissout. On assiste à l'érosion rapide de ces idées arides, négatives, obligatoires : nationalisme exacerbé, letatisme militant, « révolutionnarisme », agressif. L'anti-américanisme viscéral, base même de la vulgate idéologique, se nuance. On croit de moins en moins à la vieille et pieuseque définition de *gracias a Dios*, *gracias a la Unión*, *gracias a la paz*, *gracias a la democracia*. On ne peut plus facilement *amarquer*. L'aspiration, désormais, c'est une place de manoeuvre ou de cuisinière aux Etats-Unis pour les plus pauvres, le diplôme de Harvard, de Yale ou de Princeton pour les gosses de riches, le diplôme de l'Institut de la Sorbonne pour les gosses de riches de Paris. Certains analystes y voient un risque grave d'effacement du « consensus symbolique » et des solidarités concrètes sur quoi repose le pays. La fameuse *mexicanidad* (4), tant à la crème des discours dominicaux des caudillos du

« Ce pays qui a inventé le maïs doit en importer des quantités énormes et, chaque année, croissantes », observe un diplomate européen.

Plus gravement encore, la crise est culturelle, le paysan mexicain a cessé de croire à ce qui a été pour lui une véritable idéologie durant près de trois quarts de siècle : la réforme agraire. Ce n'est pas seulement l'espoir d'obtenir une parcelle de terre pour chaque famille qui s'est amoindri alors que le pays passait de dix-sept millions d'habitants (en 1910) à quatre-vingt-cinq millions au-jour-d'hui. C'est aussi que le système selon lequel les répartitions se sont effectuées (*l'ejido* communautaire) montre la corré-

Le PRI et le vieux pays

On reconnaît à mots couverts dans les antichambres du pouvoir que son inefficacité est en notable partie due à la main-mise de la bureaucratie (urbaine) du parti dominant — qui détermine la nature et presque la date des récoltes, ainsi que les « prix de campagne », nécessairement toujours artificiels, des produits ; mais l'« inaliénabilité » de l'*ejido* demeure un des derniers tabous absolus hérités de la révolution. S'estimant toujours menacé, un jour, par une « invasion » de paysans des environs, et se voyant interdire le rachat de terres collec-

tives entourant son domaine, l'agriculteur capitaliste se contente, pour l'heure, d'observer et d'attendre : il contribue ainsi, lui aussi, à la stagnation générale du *campo*. Politiquement, ce monde, assez contrôlable par qui dispose des ressources d'un appareil d'Etat, demeure la réserve de suffrages du PRI. Il n'est pas surprenant, dès lors, que la formation officielle continue d'obtenir ses résultats les plus mirobolants dans les Etats de la façade méridionale du Pacifique (Chiapas, Oaxaca, à un moindre degré Guerrero) qui sont parmi les plus pauvres du Mexique. L'Etat, accessoirement, arbitre bon nombre des quelque huit à douze millions d'indigènes (Indiens) que compte le Mexique.

Plus généralement, le PRI parvient à mieux se tenir dans les zones de « ville économique » : la grande du golfe, la grande du sud, un pétrolier qui n'aura été l'axe du développement national que quatre années durant - de 1978, date de la révélation des énormes réserves du Mexique, à 1981, lorsque les cours des hydrocarbures ont commencé à chuter; ou encore Monterrey (Nuevo-Leon), troisième ville du pays, qui fut le cœur du « miracle industriel » de 1971 à 1973, mais se trouve aujourd'hui bien décadente.

Le « système PRI », reconnaissent ceux-là mêmes qui ne l'aiment guère, a eu un immense mérite : avoir su préserver, des décennies durant, et singulièrement durant les terribles années 80, une forme

acceptable de paix sociale dans un pays rendu virtuellement incandescent par l' injustice extrême de ses classes. Les bourgeois et les déclassés, exposés à l'évaporation par tous les bords de sa chimène : les couches modestes de la population peuvent craindre de voir leur naturelle aspiration à la sécurité de plus en plus foulée au pied par la politique de « modernisation » du président Salinas et de ses jeunes « tecnos » (technocrates), et les moyens de leur survie se trouvent rebattus par les limites posées au libre exercice de la citoyenneté ainsi que par l'immobilisme des « dinocraes », comme l'établissement politico-intellectuel d'aujourd'hui désomme la « nouvelle gauche » du PRI. Entre la « nouvelle évolution » des milles institutions, le parti officiel pourra-t-il toujours éviter de choisir ?

JEAN-PIERRE CLERC

(2) En mémoire du « cri » d'indépendance lancé en 1810 dans la petite ville de Dolores, au nord de Mexico, par le curé Miguel Hidalgo.

(3) On en a eu la révélation lors du séisme de 1985. N'a-t-on pas alors découvert sous les décombres des centaines de petits ateliers clandestins de confection ? Un des effets les plus étonnants du *terremoto* aura ainsi été la création d'un syndicat des couturiers.

(4) *Mexicanidad* : spécificité mexicaine, rarement explicitée, surtout faite, selon Octavio Paz, de la certitude d'être incompréhensible pour les étrangers.

PHILIPPE BERNARDET

LES DOSSIERS NOIRS DE L' INTERNEMENT PSYCHIATRIQUE

FAYARD

Si l'on veut que les pratiques et la législation changent; que le pays des droits de l'homme agisse conformément à la réputation qu'il entend avoir au niveau international; si l'on veut éviter qu'un proche, un parent, un ami soient victimes un jour d'un abus ou d'un arbitraire, ou, lors de difficultés passagères, qu'on ne soit soi-même victime d'aberrations, il convient de rompre le mur du silence qui seul permet à de tels faits de se reproduire quotidiennement. Telle est la raison de ce livre.

FAYARD

L'HOMME ET LA TERRE EN PÉRIL

MARIE FARGUES
écologiste
en 1971

**a découvrir
en 1989**

278 pages - 81 FF

BEAUCHESNE
2, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

Jean-Marie Chauvier
URSS :
*Une société
en mouvement*

Un regard libre sur
un pétrole en quête
de libertés
*Cloude JULIEN, Dir. Monde
Diplomatique (in préface)*
Un livre riche et un
excellent road-trip
*François SCHLOSSER,
Le Nouvel Observateur*

éditions de l'aube

Quel est le point commun entre Candia et Matra Communication ?



Ne cherchez plus. Seule la nature de la mission que chacun nous a confiée les rapproche.

Et si les plus grandes entreprises nous confient des missions immobilières, ce n'est pas par hasard.

Elles savent que notre force est dans notre esprit d'équipe, de mobilisation, de concentration : chez Bourdais 250 personnes s'engagent à leurs côtés pour trouver la solution la plus adaptée, la plus créative, la plus rentable.

Elles savent qu'elles peuvent tout attendre de nous : choisir une localisation, rationaliser un réseau d'implantation, évaluer, valoriser un patrimoine. Avec nos 35 ans de métier et nos 10 services

spécialisés, nous faisons autorité dans tous les domaines de l'immobilier d'entreprise.

Elles savent qu'avec nous elles peuvent voir bien au-delà de leurs besoins du moment et bien au-delà de l'hexagone : notre présence internationale est *unique dans notre profession*.

Et surtout, elles savent ce pour nous, la vraie, la seule priorité, c'est l'entreprise que nous réussissons ensemble et qui porte leur nom.

Conseil en Immobilier d'Entreprise
160/166, Boulevard Hansmann
75008 Paris - Tél (1) 45.62.51.32

**Chez Bourdais,
le numéro 1 c'est vous.**

BUREAU LOCAL D'ACTIVITÉS ET DES SERVICES : MAGASIN FONCIER TRANSACTION INVESTISSEMENT EXPERTISE GÉRANCE STRATÉGIE IMMOBILIÈRE

POLITIQUE

La réforme du code pénal à l'Assemblée nationale

Les tables de la loi...
et les contingences politiques

Les députés ont commencé, mardi 10 octobre, l'examen du livre I du projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal, présenté au nom du gouvernement par M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux. Adopté par le Sénat le 19 mai 1989, ce texte est le premier d'une série de quatre que les deux assemblées devraient examiner avant la fin de l'année 1991. Le Parlement aura également à débattre dans le futur de deux autres projets, l'un réformant le code de procédure pénale afin de tenir compte des modifications apportées, l'autre concernant le cas particulier des mineurs délinquants.

Rédigé lorsque M. Robert Badinter était garde des sceaux, le titre I du code pénal modifie le code Napoléon de 1810 dans trois domaines : l'application de la loi pénale, la responsabilité pénale et l'échelle des peines. Après la discussion générale, les députés devaient aborder mercredi et jusqu'au jeudi 12 octobre l'examen des articles du projet de loi.

On n'a pas tous les jours, à l'Assemblée nationale, l'honneur de travailler pour une partie d'été. De cela, les députés de droite comme de gauche étaient conscients. Aussi ont-ils pris soin d'appeler à témoins de leurs propos Montesquieu, bien sûr, mais aussi Balzac, Marat, Benjamin Constant, Machiavel ou encore Cesare de Beccaria. Seulement, l'éternité, même partielle, c'est encore un peu loin quand on est élu pour cinq ans. Alors, on a aussi fait de la politique : et, entre deux citations de l'Esprit des lois ou de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, on a glissé le conflit des gardiens de prison, le malaise du corps judiciaire, ou les « affaires » de fausses factures. On a même retrouvé, indirectement, des considérations aussi essentielles que l'échec de la motion de censure sur la loi de programmation militaire et les débats « éternels » aux ans ? — sur le fonctionnement de l'intergroupe de l'opposition.

Pour M. Jacques Toubon (RPR, Paris), l'éternité n'est sans doute qu'une succession de moments immédiats. Et, en ce moment, le RPR est dans l'opposition. Poin donc de grandes considérations sur un code séculaire, et place à la politique. Défendant, au nom de son groupe, une question préalable (tendant à prouver qu'il n'y a pas lieu à débattre sur un texte), il a jugé cette réforme « inutile, dangereuse, inopportune ». Pour le député de Paris, l'urgence aujourd'hui n'est pas de réformer le code pénal mais de mettre en œuvre un véritable « plan justice ».

Politique toujours, et à lecture immédiate, a été en conséquence le vote sur cette question préalable, qui ne fut rejetée que par 279 voix

contre 225. Le RPR, que l'on croyait isolé au sein de l'opposition sur cette stratégie du refus total de débattre du projet, venait de recueillir le soutien des députés UDF. Un changement à 180 degrés, intervenu dans l'après-midi, lors d'une réunion du groupe UDF qui, à une faible majorité, avait décidé de s'associer à cette question préalable. Une position qui n'était pourtant celle ni du président du groupe, M. Charles Millon, ni celle de son principal orateur dans le débat, M. José Rossi, plutôt enclins à un examen indolgent du texte.

« Bis
repetita... »

Comme rien, sur le fond du projet, ne pouvait expliquer ce revirement, M. Rossi fut contraint d'en appeler, en guise de justification, à la mauvaise conscience des députés UDF, qui, la veille, n'avaient pas voulu, dans leur majorité, s'associer à la motion de censure du RPR. Ce sont d'ailleurs les mêmes qui, lundi 9 octobre, s'étaient opposés avec la plus grande fermeté à cette motion de censure — notamment MM. Hervé de Charette, André Rossinot et Philippe de Villiers — qui défendaient cette fois avec acharnement la stratégie commune UDF-RPR. Une « pesanteur oppositionnelle », qui, selon M. Rossi, pourrait bien conduire le groupe UDF à voter contre ce projet. Seul le groupe UDC, représenté en séance par M. Jean-Jacques Hyst (Seine-et-

Marne), s'est refusé aux états d'âme à courte portée, en réaffirmant sa volonté de participer d'une façon constructive aux débats.

De la réforme du code pénal, on a donc quand même parlé, longuement. Le rapporteur du projet de loi, tout d'abord, M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime) a évoqué les difficultés auxquelles risquent d'être confrontés les magistrats pendant les trois années que dureront les travaux parlementaires, chacun ne pouvant « totalement ignorer la volonté nouvelle du législateur, avec les conséquences que cela entraîne ». M. Marchand a également enjoint ses collègues de « se détacher de la technique et de réfléchir » et ne pas faire du code pénal « un enjeu politique ». « Il n'y a pas un bon code pénal de gauche et un mauvais de droite, et inversement », a observé le rapporteur.

La garde des sceaux, ensuite, n'a pas voulu frustrer les députés de la grande fresque historique et sociologique qu'il avait dressée au printemps dernier devant les sénateurs. Bis repetita, donc, pendant une bonne heure, sur la cruelle imagination humaine en matière de peines, « la marque au fer rouge, le carcan, l'amputation du poing du parricide » et sur « la sagesse et l'enthousiasme » qu'exige cette tâche de réforme. Tenant toutefois compte des modifications importantes apportées par la commission des lois de l'Assemblée, M. Arpaillange a réaffirmé sa volonté de voir reconnaître la responsabilité pénale des personnes morales, même si elle doit peut-être être entendue dans un sens plus restrictif que celui adopté en commission (qui n'exclut de cette responsabilité que l'Etat).

Il a également donné son accord à la disposition, adoptée en commission, sur les peines accessoires — interdictions, incapacités et déchéances des droits civiques, — qui prévoit la suppression de leur automaticité en posant comme principe que pourraient seules être retenues contre un condamné les peines accessoires prononcées par le juge.

Les nuances
de l'opposition

Dans la discussion générale, des oppositions sont apparues clairement entre les différents groupes, au-delà, pour certains d'entre eux, des clivages traditionnels. Le groupe communiste a, par la voix de M. François Asselineau (Seine-Saint-Denis), rejeté un texte qui comporte selon lui « des dispositions répressives inspirées par l'idéologie sécuritaire ».

Pour M. Hyst, orateur du groupe centriste, ce projet n'introduit pas « un grand chambardement » mais propose plutôt « une réécriture plus moderne » de la loi en tenant compte de « l'interprétation faite par la jurisprudence ». Face à une telle réforme, le législateur doit veiller, selon M. Hyst, au respect de trois principes simples : s'agissant du coupable, « celui de la responsabilité des actes, celui de la possibilité toujours ouverte d'une réhabilitation et d'une réinsertion et celui de la personnalisation des peines » ; mais le législateur doit aussi avoir toujours présente à l'esprit « la nécessité de protéger la société et le droit des victimes ».

C'est donc « sur les bases d'un humanisme véritable et réaliste » que doit être apprécié le dispositif proposé. Ces tables de la loi centriste une fois édictées, M. Hyst en a tiré quelques conséquences. Sur la légitime défense notamment, où il s'est distingué de ses collègues de l'opposition, en affirmant que « la défense d'un bien, dans n'importe quelle circonstance, ne saurait devenir un absolu ». Au nom d'une « certaine conception de la personne humaine » et du respect d'une « hiérarchie de valeurs », il est nécessaire, selon M. Hyst, de maintenir « un principe de proportionnalité ».

Un point de vue que n'a pas partagé M. Rossi, rappelant pour sa

part que la légitime défense était un « droit » et que « la répression de son abus ne (devait) pas conduire la justice à menacer davantage celui qui se défend que son agresseur ».

« Clarification »
et « simplification »

Les trois groupes de l'opposition se sont en revanche retrouvés, certes avec des nuances, sur le problème de la nouvelle hiérarchie des peines proposées par le projet de loi. Pour M. Hyst, le texte va vers une « clarification » et une « simplification », et il s'est notamment félicité que les peines dites de substitution deviennent des peines « à part entière ». Mais le député centriste, comme ses collègues de l'opposition, est hostile à l'allègement proposé de la peine de stérilité, qui « correspond aux besoins de la société vis-à-vis des délinquants les plus dangereux ». Notamment plus sévères, MM. Rossi et Jean-Louis Debré (RPR, Eure) ont dénoncé les « dérives laxistes » du projet de loi en la matière. Quant à

la systématisation des peines de substitution, M. Rossi, comme M. Debré, ont demandé de la « prudence », sous peine, pour le législateur, d'« accentuer la crise de confiance des citoyens vis-à-vis d'une justice dont ils attendent qu'elle punisse les auteurs d'infractions avec une sévérité effective et proportionnée ».

C'est ce même « risque » encouru face à l'opinion qui a conduit les députés de l'opposition à refuser le principe de l'abaissement à sept ans (au lieu de dix dans le texte du Sénat) du maximum de la peine correctionnelle instauré par la commission des lois. Une peine jugée insuffisante, notamment pour les délits liés au trafic de drogue. Un sentiment partagé d'ailleurs par le rapporteur du projet de loi, M. Marchand et un certain nombre de députés socialistes, qui ont d'ores et déjà évoqué la possibilité de faire exception à la règle des sept ans pour ces types de délits.

L'éternité, ou peu s'en faut, devait être amendée par la politique, mercredi 11 et jeudi 12 octobre.

PASCALE ROBERT-DIARD

Les certitudes
de Philippe Marchand

Côté cour, Philippe Marchand est un député socialiste très sérieux, technicien des débats législatifs. Il déclare le curriculum vitae parfait. Ses bavures, d'un avocat chartrain, fils d'avocat poitevin, entré en politique — tardivement — par la petite porte des militants en 1973, élu conseiller général en 1976, premier adjoint au maire en 1977, député un an plus tard. Quatre mandats successifs lui ont donné ce qu'il faut de solide notoriété à l'Assemblée nationale.



naïe et lui ont ouvert droit à une juste reconnaissance de la part de ses collègues : la vice-présidence du groupe socialiste, sa nomination à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et sa désignation en qualité de rapporteur sur l'un des grands textes de cette législature, la réforme du code pénal.

De quoi nourrir encore copieusement son Bulletin du député, déjà riche de ses interventions contre la loi « adouci » et liberté » de M. Alain Peyrefitte en 1980, pour l'abolition de la peine de mort, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, l'abrogation de la loi « anticasseurs » en 1981, ou la réforme de la détention provisoire en 1988. Autant de nobles débats, entrecoupés toutefois de prises de parole plus prosaïques sur le « scandale » des hausses des taxes sur l'alcool, Cognac oblige... Enfin, carise sur le dessert, ajoutons à tout cela la satisfaction mal dissimulée que donne à tout homme politique le souvenir de quelques sollicitations venues d'en haut, et celle encore plus grande de les avoir déclinées. Voilà donc un homme, « bourgeois de province et fier de l'être », qui relève du lapin à la moutarde

arrosé d'un bon petit pichet de vin de Bordeaux.

Il arrêterait d'ailleurs volontiers là les confidences sauf si, bien sûr, on insistait un peu. Et on insiste. Alors, il évoque à mots comptés, entre deux voluptueuses bouffées de pipe, son côté jardin. Rien que du très propre au début, de quoi accréditer cette image de M. Prudhomme qu'il ne lui déplaît pas de feindre. Des certitudes : « Je suis un militantiste intégral » ; des contradictions — au moins avec la première affirmation : « Je déteste les professionnels de la politique » ; des principes : « J'ai horreur du sectarisme, je n'aurais jamais pu adhérer à la SFIO » ; « Je ne suis pas un homme de terrain, je n'ai aucun goût pour la politique parisienne » ; des demi-mensonges : « Je ne songe pas à mon avenir en politique ».

Si l'on insiste encore, il ouvre un peu plus grande la grille de son jardin. Celui qu'il cultive le dimanche en famille : « J'ai toujours sauté mes dimanches après-midi. Il peut se passer n'importe quoi, je n'y vais pas » ; surprise de sa femme, engagée dans de multiples associations de soutien aux peuples d'Amérique latine — « plus à gauche que moi », confie-t-il, — qui picarade dans les toilettes « les photos de ses grattes de guitare latino-américaines ». Il veut bien raconter encore ses courses en montagne, ses envies de voyage, le concours de pêche à l'abandon de cet été, qui lui a valu le deuxième prix, une pleine page dans le quotidien régional et... bien plus de reconnaissance auprès de ses électeurs que son rapport sur le code pénal.

Et si l'on insiste vraiment, il consent, en quelques mots, à évoquer son amitié avec le président de la République, attentif à tout ce qui se passe dans cette circonscription. Il laisse encore choir quelques vagues confidences sur les dîners « à la maison » avec François Mitterrand. « On parle de nos femmes et de leurs gendres », Philippe Marchand éclate de rire, tire une bouffée de pipe et, soudainement inquiet de tant de désinvolture, referme subitement la grille de son jardin...

P.R.-D.

POINT DE VUE

1791, 1810, 1989

par Pierre Lascombes et Pierrette Poncela

ELABORER un nouveau code pénal, c'est vouloir définir les règles majeures de notre démocratie, le contenu des droits et des devoirs fondamentaux de notre citoyenneté et les prérogatives de l'Etat sur les individus.

Il était pertinent de tenter cette refonte du code pénal dans le cadre de la célébration du Bicentenaire. En effet, le premier texte juridique français qui porte le nom de « code » n'a pas été un code civil mais un code pénal, celui que les constituants adoptèrent en septembre 1791, dans le même mouvement de pensée que la Déclaration des droits de l'homme et la première Constitution. Ce texte fut élaboré en un an et demi, entre septembre 1789 et mai 1791. Il n'eut pas pour rédacteurs des utopistes inexpérimentés mais de hauts magistrats, souvent élus de la noblesse et membres de sa fraction éclairée ainsi que des avocats élus du tiers état.

Leur projet resta exceptionnel par sa cohérence et sa modernité. Il consacra enfin « le principe de la légalité des délits et des peines » que tout le dix-huitième siècle avait appelé de ses vœux pour sortir d'un arbitraire judiciaire, source d'inégalités et de cruautés.

La Révolution :
« Cette maladie salvatrice »

L'originalité et la solidité de conception de ce premier code furent tel que la longue entreprise de réforme menée par les juristes napoléoniens, entre mars 1801 et février 1810, ne parvint qu'à effectuer une reprise amplifiée, mais sans grande innovation, du texte fondateur de 1791.

Mais avant tout ils voulaient garantir l'ordre public : « Chaque jour la société doit être conservée et, à des calamités présentes, il faut des remèdes rapides ».

Réaliser un code pénal, c'est d'abord l'occasion de débattre des fondements du droit de punir. Le projet de la Constituante était

avant tout soucieux de peines justes, humaines et égales pour tous. Il voulait rompre en priorité avec les supplices physiques. Il ne comportait ni peine de mort ni travaux forcés. A l'intérieur des prisons le travail devenait récompense et moyen de réaliser un apprentissage social, toute peine perpétuelle ayant été exclue. Une procédure de réhabilitation était également prévue. Le projet en son entier est animé par l'idée de la perfectibilité humaine et peut se résumer dans une formule de son rapporteur : « Punir le coupable et le rendre meilleur ».

Lors des débats à la Constituante, ce texte fut considérablement modifié et son contenu répressif accentué. La peine de mort et les travaux forcés furent votés. Ce besoin de sûreté, contrepoids à la liberté, justifia en 1810 une véritable légitime défense collective. Il ne s'agit pas de rétablir des peines, uniquement ordonnées à la souffrance, mais d'effrayer pour dissuader : « La peine n'est pas là pour apaiser la colère mais pour prévenir ».

Finalement la peine de mort fut maintenue (mais pour un plus petit nombre de crimes) et la peine physique de la marque au fer rouge fut rétablie pour influencer « les hommes grossiers ». Ainsi, dès la fin de la Constituante, c'est une conception utilitariste de la peine qui prévaut ; elle n'a cessé depuis de s'imposer.

Sous la Révolution et sous l'Empire, prévalait la défense des valeurs collectives et des institutions publiques. La garantie des personnes et des biens venait en second plan. Si le code de 1791 est individualiste et s'attache à la protection du patrimoine « naturel » de l'homme, son corps, son honneur et ses biens, celui de 1810 prend aussi en compte la famille et prévoit la sanction de devoirs conjugaux et parentaux. De plus, la défense d'un ordre public économique garantissant la sécurité des échanges était déjà

présente dans cette hiérarchie des intérêts protégés.

L'apport majeur des travaux de 1791 et de 1810 est d'avoir officialisé le lien jusque-là obscur entre mode de gouvernement et mode de sanction, entre système politique et système pénal. Il n'y a pas d'ordre public atemporel, il n'y a que des constructions juridiques liées aux besoins des sociétés et de leur gouvernement.

La citoyenneté
contemporaine

Si, dans les projets actuels, on constate une diversification des peines destinée à permettre une meilleure individualisation des sanctions, cette tendance est contrebattue, depuis l'abolition de la peine de mort, par un mouvement de fort durcissement des peines d'emprisonnement.

En ce qui concerne les incriminations, la rupture est beaucoup plus nette. La défense des intérêts collectifs fondamentaux s'effrite aujourd'hui dans la protection d'intérêts individualistes. La conception des droits de l'homme qui anime le texte serait bien restrictive si, comme c'est le cas actuellement, la priorité demeurait à la seule défense des personnes et des biens.

La fraude fiscale, les accidents du travail, les atteintes à l'environnement, à la consommation, à l'épargne, les problèmes de communication font partie de la citoyenneté contemporaine. Or ces questions ne sont pas présentes dans l'exposé des motifs, comme des priorités. Elles ont été reléguées à la fin du code dans un chapitre qui n'a pas encore été rédigé. Il y a là un grand décalage entre les projets de politique pénale affichés et leur concrétisation.

► Pierre Lascombes, chercheur au CNRS, Pierrette Poncela, maître de conférences à l'université de Paris-X Nanterre, sont les auteurs, avec Pierre Lenoël, de *Au nom de l'ordre, une histoire politique du code pénal*. Hachette, 1989, 148 F.

POLITIQUE

Le débat sur le projet de budget

Députés socialistes et gouvernement à la recherche d'un compromis

Alors que la commission des finances de l'Assemblée nationale a commencé, mardi 10 octobre, l'examen du projet de loi de finance pour 1990, le gouvernement et le groupe socialiste ne sont pas encore parvenus à un accord sur les amendements significatifs que les députés PS souhaitent voir adopter sur la première partie (recettes) du budget (discussion en séance publique le 17 octobre). Une rencontre entre le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, et les commissaires socialistes aux finances, devait avoir lieu mercredi 11 octobre, à l'Assemblée nationale. Une ultime réunion devrait se tenir la semaine prochaine, mardi 17 octobre, à Matignon, en présence du premier ministre, M. Michel Rocard, de façon à éviter tout dérapage maximaliste en séance publique. Mardi, à l'Assemblée, les députés socialistes croisés dans les couloirs s'employaient à dédramatiser l'atmosphère en expliquant que « la négociation » se poursuivait avec le gouvernement.

Au-delà du projet de budget 1990, cette discussion, qui dure maintenant depuis plusieurs semaines, a mis en valeur l'affrontement plus ou moins feutré de deux fortes personnalités : celle du ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, et celle du président de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn. On ne compte plus les passes d'armes acides entre les deux hommes. Mais derrière les conflits qui les opposent sur le plan économique, se profile un débat de fond sur ce que doivent être les rapports institutionnels entre l'exécutif et les législatifs.

« Ce n'est pas la révolution ! », affirme le président (PS) de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn, à propos des discussions qui se poursuivent avec le gouvernement pour trouver un point d'équilibre sur le budget 1990. « Nous recherchons le compromis. La concertation se poursuit ! Nous voulons améliorer le budget sur des points importants », expliquait, mardi 10 octobre dans les couloirs de l'Assemblée nationale, M. Jean Le Garrec (porte-parole du groupe PS) pour tenter d'apaiser la tempête déchaînée par les amendements socialistes (l'expression est de M. Raymond Donyère, PS) que certains commissaires socialistes aux finances souhaitent déposer sur le budget 1990 (le Monde du 11 octobre). « Il y a de la grogne ? s'interroge faussement M. André Billardon. Nous n'avons pas eu de clash avec le gouvernement sur le budget. Pour l'instant, certains font monter les enchères sur la constitution », ajoute-t-il, en soulignant que les députés retrouvent du ton.

Du ton ? M. Louis Mermaz n'en manque pas. Avant de partir avec le chef de l'Etat dans les pays andins, le président du groupe socialiste avait laissé derrière lui une bombe à retardement en invitant les maximalistes du groupe à faire entendre haut et fort leurs voix. Certains commissaires socialistes ont donc pensé pouvoir pousser les feux en proposant notamment de revenir purement et simplement sur la baisse de deux points sur l'impôt sur les sociétés (pour les bénéfices non distribués). Sur ce point, M. Strauss-Kahn pense que l'affaire est trop cadencée pour la remettre en nouvelle fois, en réunion de groupe, mardi après-midi, de la pratique courante du gouvernement qui consiste à annoncer publiquement certaines mesures que le Parlement est invité à entériner. « Cette méthode ne permet pas d'ajustement », estime M. Strauss-Kahn. Joint, mardi 10 octobre, à Caracas, M. Mermaz a de nouveau encouragé à la persévérance les commissaires socialistes qui souhaitent que les amendements socialistes soient réellement « significatifs ». M. Mermaz est aussi, et peut-être surtout, l'auteur d'une contribution avant le congrès socialiste de Rennes, qui se veut une critique de gauche contre M. Rocard.

Discussion et négociation entre le gouvernement et le groupe PS se poursuivent donc. Dès mercredi 11 octobre, à 12 h 30, les commissaires socialistes doivent rencontrer, à l'Assemblée, salle Colbert, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, pour tenter de trouver un point d'accord. L'ultime arbitrage aura lieu la semaine prochaine, le 17 octobre, à Matignon, en présence du premier ministre, M. Michel Rocard. En résumé, le groupe, mardi 10 octobre, le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, s'est étonné de la longueur de ces discussions. En effet, les députés et le gouvernement n'ont toujours pas trouvé de point

d'accord, alors que la commission des finances a déjà commencé l'examen du projet de loi de finances. Le ministre des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, a réaffirmé qu'il fallait qu'il y ait « concertation » avec le gouvernement.

« Ce n'est pas sérieux »

Les points principaux en discussion sont au nombre de quatre. En premier lieu, la proposition Chasse de réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), est unanimement repoussée : la baisse de 2 % de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non redistribués, l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), les droits de succession et les plus-values.

Sur le premier point, malgré un ultime baroud d'honneur, il semble peu probable que M. Pierre Bérégovoy laisse entamer une disposition qui viendrait casser son effet d'annonce auprès des entreprises. Les commissaires socialistes favorables à la suppression de la baisse de deux points se sont retrouvés minoritaires lors de la réunion qui les a rassemblés mardi dans la matinée. En revanche, s'agissant de l'ISF, M. Mermaz a mis la barre haute en souhaitant une augmentation moyenne de 20 %. « Ce n'est pas sérieux ! », estime M. Christian Pierret, ancien rapporteur général du budget, proche du ministre de l'économie : « Un bon impôt est un vrai impôt. Si on commence à le tripatouiller tous les ans, il perd toute légitimité dans le paysage fiscal français. » D'autres commissaires ont rédigé des amendements modifiant les taux, les barèmes ou l'assiette de l'ISF. Ainsi, M. Gérard Bup propo- se de « relever les taux d'imposition des trois tranches les plus élevées des valeurs taxable ». M. Jean Anciant souhaite modifier l'assiette de l'ISF de façon à plafonner l'avantage que représente l'assimilation des participations financières à l'outil de travail. Dans ce cas, la taxation des professionnels ne concernerait donc que les actions et les très gros patrimoines (ceux supérieurs à 30 millions de francs).

Pour les droits de succession, est en discussion la proposition de M. François Hollande de relever l'abattement des petits héritages (275 000 F à 300 000 F), tandis que les gros héritages seraient plus fortement taxés. D'autre part, une plus forte taxation de plusieurs boursières est suggérée par M. Mermaz et Strauss-Kahn, qui proposent leur passage de 16 % à 18 %.

Enfin, la proposition du gouvernement de plafonner la taxe d'habitation à 4 % du revenu imposable fait l'objet de deux amendements : le premier tend à ne faire jouer la mesure que pour les revenus inférieurs à 10 000 F et le second limite la durée de cette mesure à un an. Les députés souhaitent que, au-delà, la part départementale de la taxe d'habitation soit assise sur le revenu. Il faudra attendre la « réunion conclusive » de mardi prochain pour savoir quel bout de chemin le premier ministre entend faire en direction de sa majorité ; mais si le compromis n'y a, il ne pourra se faire à partir des positions maximalistes de M. Mermaz.

PIERRE SERVANT

Le « jeu de rôles » de MM. Bérégovoy et Strauss-Kahn

Bérégovoy-Strauss-Kahn ? Une affaire qui ne marche pas. Dans le petit milieu politico-économique, ils sont nombreux à considérer ce demi-séjour de Polichinelle. Les plus initiés savent même que la mésaventure s'exprime déjà avant le printemps 88, quand les deux hommes travaillaient ensemble au sein du groupe des experts du PS.

Mais le désaccord a pris une dimension nouvelle depuis que M. Bérégovoy est devenu aussi ouvertement fabuliste que M. Strauss-Kahn est publiciste jospiniste ; depuis, surtout, que l'un est ministre de l'économie, l'autre président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, deux postes fonctionnellement antagonistes. C'est pourquoi, d'ailleurs, il faut relativiser la portée de l'affrontement : les vieux routiers du Parlement n'ont pas le souvenir, depuis dix ans, d'une cohabitation véritablement harmonieuse entre un ministre de l'économie et un président de la commission des finances de l'Assemblée.

Cette mésaventure-là, toutefois, tranche avec les inimitiés personnelles qui nourrissent maintenant le débat politique, notamment au sein du PS. Car il faut leur reconnaître ce mérite : c'est d'abord sur les idées que s'opposent les deux hommes. On n'aurait pu y croire.

Du ministre et du parlementaire, c'est le premier - il a été vrai - en ce moment d'autres soucis - qui est le moins polaire. Normal, explique en substance l'entourage de M. Bérégovoy : M. Dominique Strauss-Kahn, au poste où il est, a le temps de se livrer à des réflexions théoriques. Nous pas ! Nous devons agir, et en plus, contrôler notre expression publique. Le président de la commission des finances peut se permettre des « loupés ». Nous, pas !

Le plus drôle est que M. Strauss-Kahn est largement d'accord avec cette analyse : « Béré fait un métier de chien, dit-il en soupirant, l'air vraiment compréhensif. Il se pomper tous les jours. Mais la fonction du législateur est de tirer les sonnettes d'alarme. Cela me semble plutôt sain. En plus, réfléchir sur le long terme, c'est plutôt mon tropisme personnel. »

De fait, M. Strauss-Kahn tire les sonnettes d'alarme avec la force d'un badouin sonnant le tocsin. « Une politique économique de gauche, dit-il, ne peut consister en du libéralisme avec un plus d'impôt sur la fortune. Une politique économique repose sur la coupe de l'accumulation-répartition. Or le choix qui a été fait pour ce couple n'est pas socialement acceptable. Nous n'avons pas une politique économique organisée sur une idée de long terme. En économie, le mouvement n'est rien, c'est le but qui est tout. »

Pour M. Strauss-Kahn, ce désaccord profond trouve sa traduction sur le plan des changements de la politique économique : ainsi, un tournant décisif a-t-il été pris dans les relations entre les deux hommes lorsque, en juillet dernier, après plusieurs mois de réflexion, le gouvernement a lancé son plan d'épargne populaire

(PEP). Ce plan ne reprend rien des propositions de M. Strauss-Kahn, qui travaille pourtant sur le problème de la retraite depuis les années 70 et avait obtenu au printemps l'aval d'une large fraction de la commission des finances, « d'Alphandéry à Planchou », dit-il.

Sur le terrain monétaire, face à M. Bérégovoy, l'homme du « franc fort », M. Strauss-Kahn, refuse évidemment de passer pour celui qui voudrait laisser « filer » la monnaie. Mais il ajoute aussitôt : « La volonté d'un franc fort, que j'approuve, ne doit pas être une fin en soi, mais la traduction, le thermomètre d'un équilibre satisfaisant de l'économie elle-même. » De même, le président de la commission des finances, qui repousse les accusations de laxisme, aurait-il préféré saisir au bond la conjoncture favorable pour comprimer encore le déficit budgétaire jusqu'à 85 milliards, afin d'alléger le remboursement de la dette.

« Une mentalité d'asséché »

Après cette charge sur les objectifs, viennent les critiques sur la méthode : M. Bérégovoy manifesterait une « mentalité d'asséché ». Toute critique le hânerait, aujourd'hui davantage qu'il y a un an ; il aurait une façon cavalière de traiter les membres de la commission des finances. A part cela, tout va bien.

Côté Bérégovoy, on fait un peu à M. Strauss-Kahn, sans le dire, le coup du mépris. « Il a envie d'être ministre, il faut bien qu'il se fasse connaître », murmure souvent un collaborateur du ministre. Quant au fond, l'entourage de M. Bérégovoy réfute évidemment les analyses de M. Strauss-Kahn et lui retourne au passage ses accusations sur le manque de justice sociale.

Si M. Strauss-Kahn, dit-on, n'est « peut-être pas convaincu par notre politique de désinflation compétitive », il n'a pas été, au moment du débat sur l'épargne-retraite, « aussi rigoureux qu'on pourrait l'être pour les non-salariés (1) ». Par ailleurs, le ministre alimenterait sa conception avec les députés qui le réclament, mais il n'en a pas le temps. Il serait même « frustré de débats théoriques ».

Au bout du compte, il y a bien quelques « distorsions » entre le cabinet de M. Bérégovoy, « pragmatique » par nécessité, et M. Strauss-Kahn, « impeccable » pour l'analyse macroéconomique, précise un collaborateur du ministre avec, décidément, la légère condescendance de celui qui agit envers celui qui parle - trop, bien entendu.

En fait, le choc Bérégovoy-Strauss-Kahn, amplifié, semble-t-il, par des rivalités personnelles entre M. Strauss-Kahn et plusieurs des « éminences grises » de M. Bérégovoy (qui appartenait à la même génération que lui), tient largement à la personnalité même des deux hommes. Jeune, plutôt néo-coiffé, intellectuel de gauche et universitaire, le président de la commission des finances cultive un flégon de faux

différent. Venu relativement tard à la politique - ce manque d'expérience lui joue encore parfois des tours - a eu des idées sur l'économie bien avant d'en avoir sur le PS.

Un « Pinay de gauche » ?

Plus âgé, autodidacte, d'origine modeste, M. Bérégovoy doit son ascension à la politique, grâce à un travail acharné. M. Bérégovoy, on le sait, est légitimement fier de faire désormais partie du « club » restreint des grands argentiers du monde occidental. Venu tard à l'économie, il s'est tout naturellement placé sur le terrain de ses nouveaux pairs pour obtenir leur reconnaissance et leurs félicitations. Des félicitations qu'on obtient en se distinguant sur le terrain de l'orthodoxie financière à tout crin, même si M. Bérégovoy conserve sa « fibre sociale » : toute la classe politique et économique a bien le sentiment que le ministre, comme on le dit au PS, voudrait se forger la stature d'un « Pinay de gauche ».

Entre ces deux hommes chassant sur les mêmes terres dans le même parti politique, on ne peut raisonnablement imaginer que deux types de relations : ou bien des rapports « pinay », échangeant expérience politique et connaissances économiques, ou bien la libre expression d'une rivalité naturelle entre deux personnalités si dissemblables.

Aujourd'hui, la rivalité l'a emporté, consolidée par les choix politiques internes de chacun des deux protagonistes. Cette rivalité, l'un et l'autre essaient de la dédramatiser et de la conserver sur le terrain des idées. Elle s'accroît, pourtant, semble-t-il, de quelques coups d'arrêt. Ainsi, du côté de M. Bérégovoy, reproche-t-on à M. Strauss-Kahn un parasitisme d'enfant de Neutyl, tandis que l'entourage du président de la commission des finances assure que le ministre fait un « complice » vis-à-vis de M. Strauss-Kahn.

Dans la vie de la commission des finances, plus largement dans le débat économique et budgétaire, le duel à fleur mouillée Strauss-Kahn-Bérégovoy n'amuse pas tout le monde. A en croire l'un des principaux animateurs, socialistes, de la commission, « la moindre petite chose fait friction. Ils sont déjà pris dans un jeu de rôles, parce que leur antagonisme est public ». C'est peut-être pour cela que, depuis quelques jours, M. Strauss-Kahn est bien silencieux lors des séances budgétaires de la commission des finances. Il est vrai que d'autres députés socialistes se chargent, ces temps-ci, d'alimenter le débat avec M. Bérégovoy...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI et FRANÇOISE LAZARE

(1) Dans son projet de produit d'épargne-retraite, M. Strauss-Kahn proposait d'élargir aux professions libérales la faculté qu'ont les salariés de déduire de leur revenu imposable les versements obligatoires effectués en vue de la retraite, et cela dans la limite de 19 % de douze fois le plafond de la Sécurité sociale.

L'intergroupe parlementaire de l'opposition en survie précaire

Tel qu'il se présente, désormais, l'intergroupe parlementaire de l'opposition a désormais peu de chances de survivre à cette session d'automne. Ce n'est pas, en effet, comme on le laisse croire trop volontiers, depuis la semaine dernière, une simple question de méthode. Mais plus grave, un problème d'état d'esprit, de conception même de l'union de l'opposition qui, à en juger par les arrière-pensées des uns et des autres, continue d'être posé en permanence.

On a dit que l'embrouillamini autour de la loi de programmation militaire entre le RPR et ses autres partenaires ne se serait point produit s'il avait été acquis, initialement, que l'intergroupe tiendrait réunion après la réunion des trois groupes et non l'inverse. C'est, en réalité, le contrat de confiance, pièce indispensable de l'édifice, qui a été

d'entrée de jeu, rompu. M. Charles Millon ne s'est pas privé de souligner, à la suite de M. Pierre Méhaignerie, que sur un tel chantier le « respect de la parole donnée » est indispensable.

Après ce premier faux pas, des délégués des trois groupes ont tenu, mardi 10 octobre, de remettre l'ouvrage sur le métier de l'union en vue de la première réunion plénière de l'intergroupe fixée au mardi 17 octobre. Ils sont sortis de leurs échanges de vues avec un programme de service minimal qui amène déjà à s'interroger sur l'opportunité de cette structure.

Pas de discipline de vote : selon la règle admise « un homme, une voix », l'intergroupe votera sur les projets, mais ce vote ne sera que purement indicatif. Les députés pourront, une fois revenus au bercail de leur groupe, faire fi aussitôt de ces indications. Ensuite, l'intergroupe ne sera pas habilité à se saisir de l'importance quel texte. Les projets de loi seront tirés sur le volet par la

« conférence » des trois présidents, elle-même régie par une présidence tournante - changement chaque mois - et surtout par les chefs de parti qui, à la demande instante du RPR, mais aussi de CDS, disposeront d'un droit de veto. L'intergroupe pourra imaginer le recours à l'article 49-2, motion de censure à l'initiative des députés, mais sera interdit d'avis à chaque usage par le gouvernement du 49-3. L'épisode de ce début de semaine a très nettement montré la difficulté de coordonner les avis de ceux qui réclament l'automatisme de la motion de censure et de ceux qui redoutent la banalisation de cette procédure suremployée. Enfin, précision révélatrice d'un certain climat de défiance, le compte rendu des délibérations de l'intergroupe fera l'objet d'un procès-verbal officiel.

Après les déclarations optimistes, l'heure est à la défiance. Le RPR semble vouloir utiliser cet intergroupe pour monopoliser à son avantage un nouveau dynamisme oppositionnel. Les centristes avancent sur

ce terrain à reculons. Ils espèrent que cette nouvelle structure provoquerait sinon le désinvestissement des votes du moins celui des esprits. N'étant point les seuls à détecter un nouveau parfum anti-centriste, ils redoutent maintenant qu'une radicalisation voulue et forcée de l'opposition ne les ramène au ban de la dissonance, voire de la trahison. M. Jacques Barrot parlait, mardi soir, de « piège à centristes » : « Si on voulait décourager les centristes de travailler avec l'opposition, arguait-il, on ne s'y prendrait pas autrement. »

Même au PR l'esprit des amants de Ramatuelle paraît s'être dissipé. M. Millon a dîné, mardi soir, avec M. Léonard, Longuet et Madelin. Ils n'ont pas avancé d'un pouce sur la réforme des structures du PR - ils se reverront avant la fin de cette semaine - mais ils se sont expliqués sur le vote des lois budgétaires et durs en faveur de la motion de censure contre la loi de programmation militaire.

Ainsi qu'on avait pu le comprendre, ce vote, ont expliqué les trois dirigeants du PR, était à prendre « pour soldé de tout compte » après la douloureuse « facture » de Vichy et l'échec du maire de Fréjus à la présidence du groupe UDF. Des députés PR le regrettaient déjà : « C'est mon dernier geste de solidarité idiot », affirmait l'un d'eux. M. Jacques Chaban-Delmas expliqua de son côté dans Paris-Match : « Il y a, au RPR, des gens qui veulent saboter l'intergroupe de l'opposition, qui veulent rester entre eux, qui ont toujours raison, pour qui les autres ont toujours tort. C'est précisément ce comportement qu'il faut gagner. » Le drame de cet intergroupe, en effet, est qu'on trouve autant de gens qui veulent son franc succès que de gens qui attendent son naufrage. Ne pourrissent désormais plus aucune illusion, les « rénovateurs », eux, pourraient maintenant songer à relancer leur propre machine.

DANIEL CARTON

□ M. Yves Guéna (RPR) renonce à son mandat de conseiller général de Dordogne. - M. Yves Guéna, maire (RPR) de Périgueux (Dordogne) et élu sénateur, le 24 septembre dernier, a annoncé le 10 octobre qu'il renonce à son mandat de conseiller général. M. Guéna a précisé qu'il envisage toutefois de se représenter aux cantonales de 1991.

□ Un « club de réflexion » centristes et non-inscrits. - Un « club de réflexion » rassemblant des députés non inscrits et des centristes désireux de « dialoguer de façon constructive » avec le gouvernement socialiste vient de se constituer. Dans un entretien à Libération, M. Aloyse Warhouver (non-inscrit) explique : « Nous sommes plusieurs députés non inscrits proches de la majorité présidentielle sans pour autant nous sentir socialistes. A nous d'agir pour unir. » Font partie de ce « club » des députés centristes comme M. Jean-Marie Daillet et Gérard Vignoble qui, selon M. Warhouver, « refusent la droïtisation de l'UDC, l'intergroupe UDF-UDC-RPR, une opposition systématique ne tenant pas compte de l'opinion des Français ».

EUROPE 93

La semaine « Europe contre le cancer »

Objectif : sauver 150 000 vies chaque année

L'ensemble des pays de la Communauté européenne participent, du 9 au 15 octobre, à la semaine d'information et de prévention contre le cancer. Cette seconde campagne s'inscrit, après celle de l'an dernier, dans le cadre du programme « Europe contre le cancer » placé à Bruxelles sous la responsabilité d'un coordonnateur, M. Michel Richonnier. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Richonnier souligne l'importance de la lutte contre le tabagisme et de l'organisation du dépistage anticancéreux, seuls moyens d'atteindre l'objectif européen : réduire d'ici à l'an 2000 de 15 % la mortalité par cancer (soit près de 150 000 vies épargnées chaque année à l'échelle de la Communauté).

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

« Quels sont les objectifs concrets du programme européen contre le cancer ? »

— Ce programme a été lancé par les chefs d'Etat et de gouvernement avec, pour objectif, de parvenir en l'an 2000 à une réduction de 15 % du nombre des décès par cancer, en tenant compte de la tendance croissante et inquiétante que l'on observe actuellement. On comptait, en 1985, 750 000 morts par cancer dans la Communauté et, compte tenu du vieillissement de la population et du tabagisme des années passées, les projections actuelles laissent prévoir un million de morts annuelles en l'an 2000.

Notre objectif est de faire tomber ce chiffre à 850 000, c'est-à-dire d'épargner 150 000 vies chaque année. La nouveauté, en ce qui nous concerne, c'est que la Communauté s'est vu confier la tâche d'introduire la prévention du can-

cer dans la constitution du marché unique. C'est ainsi que toutes les législations qui visent à harmoniser les conditions de travail ou à faciliter la circulation des produits — les paquets de cigarettes ou les produits alimentaires, par exemple — ont dû prendre en compte la lutte contre le cancer.

— De quels moyens disposez-vous ?

— Au cours des trois dernières années, ce programme a correspondu à environ 18 millions d'euros (126 millions de francs). Pour les cinq prochaines années, il devrait être doté de 55 millions d'euros (385 millions de francs), mais il faut, pour en être certain, attendre le prochain conseil des ministres de la santé des pays de la Communauté, qui devrait se tenir le 13 novembre.

— Sur quels cancers pensez-vous pouvoir baser une telle prévention généralisée ?

— Dans la mesure du possible, l'accent a été mis sur la réduction des cancers dus à la consommation

du tabac ainsi que sur le dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus. Nous portons également un effort sur la réduction des cancers professionnels, et nous avons lancé un programme d'étude et d'exploration sur la réduction du nombre des cancers du colon à partir de la recherche de sang dans les selles. On doit aussi ajouter la prévention des cancers de la peau, qui augmentent à une vitesse fantastique et effrayante dans des pays comme le Danemark, l'Irlande ou les Pays-Bas. Pour résumer, le gros de notre effort doit porter sur le dépistage et la détection précoce de certains cancers féminins et sur la lutte contre les cancers dus au tabac. On estime que près d'un tiers des morts par cancer sont liés au tabac. En d'autres termes, 230 000 personnes en Europe meurent chaque année d'un cancer lié au tabagisme. Si l'on ajoute la mortalité cardio-vasculaire et pulmonaire due au tabac, ce chiffre atteint le total pharamineux de 450 000 morts par an.

cigarettes ou goudrons, les Etats membres ont encore quelques années avant de prendre leur décision. Pourtant, ils pourraient, s'ils le souhaitent, aller plus vite. En matière de lutte contre le tabagisme, on peut citer en exemple l'Espagne, le Portugal et la Belgique. Il faut aussi ajouter, c'est un point important, que la plupart des pays européens n'ont pas encore eu recours à la fiscalité sur le tabac. Cette harmonisation devrait se faire vers le haut. L'expérience montrant que l'arme des prix est l'une des plus efficaces, notamment en ce qui concerne les jeunes consommateurs. Schématiquement, si l'on augmente de 10 % le prix des cigarettes on réduit la consommation de 5 %.

— Comment expliquer, en ce qui concerne le tabac, une telle hétérogénéité entre les Etats membres ? S'agit-il uniquement d'une différence de puissance des lobbies du tabac ?

— Il y a deux explications possibles. La première est valable pour l'Espagne et le Portugal. Ces deux pays sont les derniers arrivants dans la classe européenne, et ils cherchent, dans la plupart des domaines, à être les meilleurs élèves, à donner le bon exemple. Ainsi, depuis que le programme « Europe contre le cancer » existe, le gouvernement portugais a interdit de fumer lors des réunions gouvernementales. C'est un exemple certes anecdotique, mais qui montre bien l'implication du politique dans la lutte contre le tabagisme. L'autre argument, évidemment, c'est que, dans ces pays, les grandes multinationales de l'industrie du tabac sont peu représentées. Les pays avec lesquels nous avons le plus de difficultés sont les pays où le lobby du tabac est extrêmement puissant, comme l'Allemagne fédérale ou les Pays-Bas.

— Pourquoi ?

— Au niveau communautaire, nous avons lancé la campagne, mais la plupart des propositions que nous avons faites laissent aux Etats membres la possibilité d'agir jusqu'à la fin 1992. Ainsi, par exemple, l'étiquetage des paquets de cigarettes, pour lequel, en ce qui concerne les tentatives maximales des

lobby du tabac n'est pas aussi vigoureux partout, et les intérêts de la santé ont, en définitive, réussi à s'imposer. En ce qui nous concerne, l'union fait la force. Mais je dois à nouveau insister sur un point important : l'arme des prix. L'échéance de 1992 amènera un alignement des fiscalités sur les produits du tabac, et, dans des pays comme la France, on doit s'attendre à une augmentation des prix de vente de l'ordre de 70 % à 80 %. Il y a aussi d'autres mesures qui sont de la compétence des Etats, comme l'interdiction du sponsoring sportif par les fabricants de cigarettes, sponsoring qui a un effet très néfaste sur les jeunes. Un tel sponsoring pour les courses automobiles est déjà interdit en Irlande et au Royaume-Uni.

— Après la lutte contre le tabac, le domaine privilégié est celui du dépistage et de la détection précoce des cancers. Ici, la Communauté joue un rôle de stimulant en lançant un réseau pilote de dépistage des cancers du sein par mammographie. Nous lancerons, par ailleurs, l'an prochain des réseaux pilotes pour le dépistage des cancers du col de l'utérus.

— En d'autres termes, aujourd'hui, êtes-vous inquiet ou confiant dans la réussite de votre programme ?

— Je suis globalement inquiet parce que cet objectif de 150 000 vies épargnées, ce n'est pas l'Europe à elle seule qui pourra l'atteindre. Il faut absolument, impérativement, un relais au niveau des Etats membres de la Communauté et des acteurs non gouvernementaux qui luttent contre le cancer. Pourtant, les choses bougent. Les chefs d'Etat et de gouvernement accordent la plus haute importance à ce programme, ce qui nous aide beaucoup. Il y a une volonté politique très nette, et je ne doute pas un instant que, sous la présidence française, une nouvelle impulsion sera donnée au programme européen de lutte contre le cancer.

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU

Les assises communautaires sur le droit d'asile

Les organisations non gouvernementales demandent l'arrêt immédiat des travaux du groupe de Schengen

Les troisième assises européennes sur le droit d'asile qui ont réuni les 7 et 8 octobre à Genève près de quatre cent cinquante délégués venus de douze pays et représentant plus de cent organisations non gouvernementales (ONG), ont examiné les conséquences néfastes sur les réfugiés des décisions prises dans la perspective de la suppression des frontières entre les pays membres de la CEE.

GENÈVE

de notre correspondant

Rares sont ceux qui ont connaissance, ne serait-ce que partiellement, de la teneur des mesures adoptées par les ministres de l'Intérieur d'Allemagne fédérale, du Benelux et de France (ce que l'on appelle le « groupe de Schengen ») à l'issue de réunions qui se déroulent dans le plus grand secret depuis 1985, dans la ville de Schengen (Luxembourg). La plupart des ONG qui viennent en aide aux réfugiés n'en connaissent que des bribes, d'autres ignorent tout de ces mesures policières dont les effets pourraient se sentir déjà.

L'association Droit international 1990, dont le siège est à Paris et que dirige le professeur Olivier Russbach, a fait valoir à Genève que des accords du groupe de Schengen, d'où le haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) est exclu, violent la convention de 1951 sur le statut du réfugié que tous les pays européens

ont ratifiée. En effet, le préambule de cette convention précise que « la coordination effective des mesures prises pour résoudre ce problème [des réfugiés] dépendra de la coopération des Etats avec le haut-commissaire », la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, qui a créé le HCR, stipule de même que « le haut-commissaire assurera la protection des réfugiés (...) en obtenant des gouvernements des renseignements sur les lois et règlements qui les concernent (...) ».

Quant au fond du problème, il est surtout reproché aux décisions du groupe de Schengen de ne tenir aucun compte des deux principes fondamentaux qui protègent les réfugiés, celui de la non-pénalisation et celui du non-refoulement, respectivement inscrits aux articles 31 et 33 de la convention de 1951. La Commission européenne se devrait, estime l'association Droit international 1990 d'« assurer ses fonctions de gardienne des traités ».

L'association s'élève d'autre part contre une mesure du groupe de

Schengen qui a déjà pris effet et qui consiste à transformer les transporteurs, en particulier les agents des compagnies d'aviation, en policiers chargés du contrôle des réfugiés. Ces compagnies sont frappées de sanctions si elles ne se livrent pas à cette besogne.

Les participants aux assises de Genève ont regretté, d'une façon plus générale, que le problème des réfugiés soit abordé sous l'angle répressif (comme si tous étaient des terroristes ou des trafiquants de drogue), et non sous celui des droits de l'homme. Ils ont demandé l'arrêt immédiat des travaux menés au sein du groupe de Schengen à moins que ces derniers ne soient contrôlés par les Parlements des Etats européens.

Enfin, un appel a été lancé par les troisième assises du droit d'asile pour que les exilés turcs, qui ont fui les bombardements chimiques de l'Irak et les persécutions dont ils font l'objet en Iran, en Turquie et en Syrie, soient reconnus comme réfugiés au sens de la convention de 1951.

ISABELLE VICHNIAC

L'ÉVÉNEMENT!

Y'A D'LA joie!

20 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

CHARLES TRENET

AU
PALAIS DES CONGRÈS
Porte Maillot

A PARTIR DU MARDI 17 OCTOBRE

« Plus en forme que jamais, possédant une technique inimitable du récit, Trenet paraît touché par la grâce... »
Claude FLEQUET - LE MONDE

« Charles Trenet aussi fringant qu'à ses débuts à l'ABC... »
Michel BOUE - L'HUMANITÉ

« Trenet est quelque chose qu'il faut avoir vu sur scène une fois dans sa vie... »
Frédéric PAGES - LE CANARD ENCHAÎNÉ

« Il a le privilège d'être toujours en avance sur son temps... »
Jean-Luc WACHS - LE FIGARO

« Monsieur Trenet, la salle entière s'est mise debout sept fois pour vous ovationner. Même la Calles n'a jamais eu ça! »
Jacques CHARTIER - FRANCE SOIR

LOCATION: (1) 46.40.28.20

PALAIS DES CONGRÈS DE 12H30 A 19H. FNAC, AGENCES MINITEL 36 15, EUROPE 1 ET PAR CORRESPONDANCE SPECTACLE CHARLES TRENET - PALAIS DES CONGRÈS - PORTE MAILLOT - B.P. 7 - 75017 PARIS

Le Monde
CAMPUS
LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS
l'actualité sociale,
culturelle et pratique
TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

14 La polémique autour du Nobel de médecine
15 La Foire du livre de Francfort

16 Voyance et exorcisme dans la Drôme
17 Photo : la rétrospective Sabine Weiss

18 Danse : pourrissement au palais Garnier
23 L'ouverture du MIPCOM 89 à Cannes

Le débat sur la prohibition divise les spécialistes de la toxicomanie

Drogue : la tentation de la tolérance

La lutte du gouvernement colombien contre le cartel de Medellín, le blanchiment de l'argent de la drogue, le rôle de la Mafia en Italie, l'échec des politiques répressives mises en œuvre aux États-Unis, ont relancé le débat sur la dépenalisation des stupéfiants. En Europe, où les drogues licites comme l'alcool, le tabac ou les médicaments sont, soutenus par les économistes libéraux, font valoir les avantages qu'une libéralisation des stupéfiants offrirait à l'État. De leur côté, les prohibitionnistes s'élèvent contre une reconnaissance officielle des drogues qu'ils considèrent comme une démission devant les trafiquants.

Faciles, extrêmement rentables — la coca donne jusqu'à quatre récoltes annuelles, — les cultures illicites poussent sur la misère des pays pauvres : 1 hectare de coca donne 1,5 tonne de feuilles et rapporte 3 000 dollars au paysan. Après transformation, la récolte fournit 3 kilos de cocaïne, vendus 40 000 dollars au prix de gros et 1 million de dollars au détail. Même cultive-t-elle pour l'opium : il faut moins de 1 hectare de fleurs de pavot pour fabriquer 1 kilo de morphine base (2 000 dollars), qui, traité à l'anhydride acétique, donne 1 kilo d'héroïne (200 000 dollars au prix de gros et 2 millions de dollars au détail).

Ce constat, escalade dans la rue de la violence liée à la drogue, entraîne de nombreux spécialistes à réclamer une dépenalisation qui permettrait de sortir de la fatalité

du système. Le juriste Francis Caballero écrit, dans le *Droit de la drogue* (1), véritable manifeste pour la dépenalisation : « Le système bancaire est contaminé par le recyclage de l'argent du trafic. Le coût bancaire de la lutte antidrogue augmente sans cesse. Les prisons se remplissent alors que l'offre de stupéfiants ne fait que croître. La répression s'enervé et devient de plus en plus attentatoire aux libertés individuelles. Les droits élémentaires des personnes sont bafoués, des lois anticonstitutionnelles sont votées, le droit de la drogue empoisonne l'atmosphère de la planète. »

Les partisans de cette mesure estiment que toute théorie sur la drogue, sur son usage et sa réglementation doit tenir compte de l'incohérence de la législation, qui admet des drogues licites, comme l'alcool, le tabac ou les médicaments psychotropes, dont les abus sont, d'autre part, officiellement du moins, combattus.

Devant les effets jugés pervers de la prohibition, les abolitionnistes avancent des propositions qui vont de la dépenalisation de l'usage des stupéfiants à une véritable législation, qui implique la commercialisation par l'État de produits stupéfiants.

« Les drogues sont dangereuses, affirmait dans son éditorial du 2 septembre l'hebdomadaire britannique *The Economist*, connu pour refléter l'opinion des milieux financiers internationaux. L'illegalité qui les entoure ne l'est pas moins. La législation du commerce, le contrôle, la taxation et la surveillance de la vente des drogues, à condition d'afficher leurs effets nocifs sur chaque paquet, empêche les consommateurs de consommer, ruinent moins de dealers, corrompent moins de policiers et rapporteraient des revenus à l'État. »



La dépenalisation est risquée, mais la prohibition l'est encore plus.

Un contexte international

Sur les modalités de cette législation qui, pour surprendre qu'elle soit, n'en suscite pas moins des adeptes parmi les milieux conservateurs, les solutions restent à inventer.

Ainsi, M. Francis Caballero propose un commerce « passif », privé de la publicité de l'affichage et de tout ce qui, dans le commerce moderne, encourage à produire, à vendre ou à consommer.

Ce régime s'inspire du système néerlandais où la distribution de

cannabis est tolérée sans être encouragée, où l'usage dans les lieux publics est sanctionné et l'incitation interdite. D'autres imaginent une législation des drogues, équivalente à celle du jeu ou de la prostitution. Enfin, certains font valoir qu'en dépit de son caractère choquant, le contrôle de la vente des drogues injectables permettrait, à l'heure du sida, d'approcher une population marginale et d'exclure qui, aujourd'hui, n'a pas d'autres choix que de mourir isolée dans des conditions sanitaires misérables.

Tous insistent sur ce fait : la législation n'est pas envisageable en dehors d'un contexte international où, à défaut, européen, sous peine de susciter le phénomène qui frappe les Pays-Bas, deviens du fait de leur

isolement, le lieu de tous les trafics. A trois ans de l'ouverture du marché unique, une certaine disparité régit en effet entre les législations européennes. La tolérance des Pays-Bas à l'égard des drogues et des toxicomanes est connue. L'Espagne et l'Italie ont également mené une politique d'ouverture. La dépenalisation de l'usage qui n'a pas, comme aux Pays-Bas, été accompagnée d'une politique de prévention, ne semble pas avoir donné les résultats escomptés.

En France, où plusieurs voix, à la suite de M. Caballero, se sont élevées en faveur de la législation, on attend les conclusions du rapport que la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT) vient de remettre au premier ministre, le ministre de la Santé, quant à lui, vient officiellement de prendre position. « Je me situe farouchement contre toute dépenalisation qui constituerait une démobilitisation rampante de notre société et une approche munitaire », déclarait le 7 octobre M. Claude Evin, à l'occasion du congrès international « Drogue, l'état de dépendance », organisé à Paris, dans le cadre de la campagne européenne d'information sur la drogue.

L'Etat fournisseur

La dépenalisation ne réglerait aucun des problèmes de la toxicomanie, soulignent ses adversaires, en accusant les abolitionnistes de se cantonner dans des thèses purement économiques. Ainsi, comment admettre que l'État prenne en charge le commerce de l'héroïne, de la cocaïne et du crack et des produits « crack », « ice » et autres — toujours plus nocifs, issus du savoir-faire des trafiquants ? Comment tolérer que la drogue soit ven-

due aux mineurs dont on sait, malgré l'absence de statistiques précises, qu'ils constituent une bonne partie de la population des toxicomanes ?

« La théorie de la dépenalisation est non seulement immorale, mais elle repose sur une logique de dealer », estime un spécialiste de la toxicomanie, qui précise que les partisans de la législation semblent ignorer la problématique du toxicomane. « La drogue est un appel au secours, et on méconnaît cet appel si on fournit le produit demandé. On étudie ainsi les problèmes sans donner au toxicomane les repères dont il a désespérément besoin. »

Quant aux interdits qui pèsent sur les stupéfiants, ils sont trop puissants pour que la législation suffise à faire baisser la consommation. Juridiques, psychologiques ou économiques, les arguments des prohibitionnistes qui se veulent aussi des libéraux réitèrent point par point les thèses des abolitionnistes. Ils démontrent notamment que l'institution d'un monopole de l'État suffirait à empêcher la mise en place d'un marché parallèle aux effets encore plus néfastes.

Tout en reconnaissant les contradictions entre le régime des drogues licites et celui des stupéfiants, les prohibitionnistes, constatant qu'il existe en France deux millions et demi d'alcooliques et trois millions de consommateurs réguliers de psychotropes, se demandent si une dépenalisation qui faciliterait l'accès aux drogues dures ne conduirait pas inévitablement à une dégradation de cette population fragile vers les stupéfiants.

Répression, dépenalisation ou solution alternative, le débat que certains auraient espéré éviter, est aujourd'hui ouvert.

BÉATRICE SANTMAN

(1) Editions Dalloz, 720 pages, 168 F.

L'Espagne, tête de pont du trafic

MADRID

de notre correspondant

« Nous pensons que la principale voie d'accès de la cocaïne en Europe est la péninsule ibérique, et nous savons que le cartel de Medellín a des relations directes en Espagne. » Les craintes de M. John Lawn, directeur de la DEA (Drug Enforcement Agency) américaine sont-elles fondées ? A première vue les chiffres le donnent à penser. En 1988, 3 471 kilos de cocaïne ont été saisis en Espagne, soit trois fois plus que l'année précédente et, d'autre part, que dans tous les autres pays d'Europe réunis ! On estime que 90 % de cette quantité étaient destinés à la réexportation vers le reste du continent. Pour le trafic également, Madrid arrivait en dernier en tête des saisies, avec près de 91 tonnes.

L'Espagne est d'abord « victime », à cet égard, de sa géographie. Avec ses milliers de kilomètres de côtes, souvent mal contrôlées, près d'un million de personnes, elle constitue le lieu de passage obligé des trafiquants de cannabis venus du nord de l'Afrique. Une autre circonstance naturelle concourt à faire de l'Espagne une tête de pont du trafic de cocaïne vers l'Europe : l'importance du flux touristique et commercial en provenance de l'Amérique du Sud, qui empêche tout contrôle exhaustif. La cocaïne arrive par conteneur dans les ports espagnols et est ensuite réexportée par camions vers le reste du continent.

« Le marché américain de cocaïne est saturé, ce qui a décidé les trafiquants sud-américains à se réorienter vers l'Europe en tentant de passer par l'Espagne », observe M. Miguel Solana, qui dirige à Madrid le plan national interministériel contre la drogue. Il y a effectivement plusieurs années que les « capos » colombiens s'intéressent à l'Espagne, pays culturellement et linguistiquement très proche du leur. En juin 1984, débarquant à Madrid, Jorge Luis Ochoa, l'un des principaux responsables du cartel de Medellín, il songait apparemment davantage à y « blanchir » l'argent de son négoce qu'à y introduire la drogue. Arrêté six mois plus tard, il fut finalement renvoyé en 1986 dans son pays après une longue et dure bataille juridique, les États-Unis et la Colombie réclamant son extradition. La petite histoire veut que cette mésaventure l'ait décidé à mouler l'Espagne de cocaïne.

Il allait compter à cette fin sur l'aide d'un autre grand trafiquant hondurien celui-là, Ramon Matta (aujourd'hui emprisonné en Californie). Matta réussit à introduire dans les milieux de la contrebande du tabac en Galice, une activité traditionnelle dans cette région. Il convainquit les contrebandiers d'utiliser leur réseau pour se reconstruire au trafic, bien plus rentable, de stupéfiants : hachisch dans un premier temps, cocaïne ensuite. Par l'intermédiaire de son épouse et de son frère, il est associé aujourd'hui encore à diverses entreprises de Galice, notamment dans les secteurs de l'automobile et de l'immobilier.

Le spectre de la « colombianisation » plane-t-il donc sur l'Espagne ? « La colombianisation suppose un Etat faible, avec des structures politiques en décomposition, ce qui n'est évidemment pas notre cas », observe un responsable du ministère de l'Intérieur. Il est vrai également qu'après plusieurs années d'efficacité très relative, la police espagnole semble avoir réalisé d'indéniables progrès.

THIERRY MALINIAK

A Arnhem (Pays-Bas) : la chasse aux revendeurs

AMSTERDAM

de notre correspondant

S'ils sont disposés à faire des concessions aux autres pays de la Communauté, les dirigeants néerlandais n'entendent pas remettre en question leur politique libérale à l'égard des toxicomanes.

Glissant en silence entre les murailles de briques formées par les façades brunes des maisons moyennes, une BMW rouge de la série 700 gravit au ralenti le coteau de Klarendal, un quartier ouvrier vaguement rénové à Arnhem, ville moyenne des Pays-Bas profonds.

A l'angle de la rue Agnieten, une grappe d'habitants est réunie en concave. A l'approche du véhicule, les murmures cessent et des regards méfiants dévisagent furivement le conducteur. Un simple curieux veut prendre le pouls de Klarendal au lendemain d'un « soulèvement » de sa population contre la présence en son sein, tel un cancer, des reven-

deurs de drogue, les 25 et 26 septembre ? On alors un « moyen bonnet » du trafic local d'héroïne et de cocaïne en tournée d'inspection après la destruction de trois « sucursales » — en fait trois habitations semblables à des corons, légalement louées par des « dealers » et leurs chalandes ?

« Ils étaient partout ! », s'empare un retraité qui ne veut pas dire s'il a participé à la liquidation d'un de ces « supports de la drogue ». A la longue, les deux mondes ont fini par ne plus cohabiter : il y a eu des échanges de mots, puis de coups, puis toute une série d'incidents de voisinage qui ont mis Klarendal sous pression avant de le faire exploser dans une bouffée d'autodéfense.

Mais le dernier mot devait rester à la loi, et les forces de l'ordre ont maté avec une rudesse certaine ce « soulèvement populaire ».

Amsterdam, Rotterdam, Groningue : ces trois villes, pour ne citer qu'elles, ont aussi leur Klarendal. Même causes, mêmes effets. Les

résidents protestent également, fût-ce de façon moins spectaculaire, contre les « nuisances » en tout genre — de l'insécurité ambiante aux risques sanitaires — liés au commerce et à la consommation des stupéfiants.

Mais la vraie particularité d'Arnhem réside dans sa popularité auprès des toxicomanes : ces derniers arrivés par ses charmes ambiguës. M. Gerrit Mons en fait mécaniquement la somme : « L'héroïne ou la cocaïne coûtent ici deux fois moins cher qu'en RFA, de 125 à 150 florins le gramme (de 375 à 400 francs). La drogue est deux fois moins coupée, donc de meilleure qualité. Et notre attitude à l'égard des consommateurs est plus tolérante. » La proximité de la frontière, à une vingtaine de kilomètres, fait le reste. Résultat : « 60 % des drogués d'Arnhem viennent d'autre-Rhin. »

Parmi eux, certains s'installent, d'autres ne font que des allers et retours. Mais tous profitent de la différence de législation entre les Pays-Bas et la RFA, au grand dam des autorités, rappelle M. Theo Bot, procureur de la reine, détaché auprès du ministre de la Justice en tant que conseiller pour les affaires de drogue.

Une des mesures annoncées par le conseil municipal d'Arnhem à la suite de la rébellion de Klarendal est l'ouverture de pourparlers avec les autorités politiques de la Rhénanie du Nord-Westphalie, le land limitrophe. Au cœur de ces discussions, la nécessité de mettre l'accent plus sur l'accompagnement médico-social des drogués que sur la répression qui « rabat » les toxicomanes vers les Pays-Bas. A cet égard, les Néerlandais se félicitent de la volonté affichée par M. Johannes Rau, le chef de file du SPD, qui vient de remporter les élections en Rhénanie-Westphalie, de développer une infrastructure d'accueil des drogués et de mettre en place, comme à Hambourg, des programmes de distribution gratuite de méthadone, substitut médical à l'héroïne.

L'attitude des Pays-Bas face au problème du « tourisme » de la drogue évolue également. Sous la pression des autorités judiciaires du Limbourg et de la Gueldre, provinces frontalières confrontées à l'afflux des toxicomanes ouest-allemands et belges, les autorités de La Haye cherchent le moyen de limiter la force d'attraction exercée par une législation plus libérale.

« Ne rien faire reviendrait en fait à dire aux drogués étrangers : venez ici, il ne vous arrivera rien », estimait en juillet dernier le procureur Smalburg, de Maastricht. La Haye accepterait que les procès verbaux dressés contre des toxicomanes allemands, belges ou français soient désormais transmis aux autorités judiciaires du pays d'origine des contrevenants. Cette construction permettrait aux cinq pays de Schengen (1) de ne pas harmoniser leur législation antidrogue tout en adoptant une conduite commune en matière de poursuites pénales à l'égard des ressortissants étrangers.

Pas

d'ingérence étrangère

M. Theo Bot, conseiller du ministre de la Justice de Rotterdam, que si La Haye et Bonn sont sur la même longueur d'onde, Paris, et dans la foulée Bruxelles, formulent des objections.

Après avoir observé une certaine retenue dans ce qu'ils « considèrent comme un débat frontalier néerlandais-allemand », les négociateurs français font valoir aujourd'hui que le traité de Rome impose aux pays de la CEE de traiter sur un pied d'égalité leurs propres ressortissants et les non-nationaux. La Haye est prête à faire des concessions sur ce terrain mais pas au point de « repénaliser » son approche de la toxicomanie, largement décriminalisée. « Les Français ne sont pas assez sensibles à l'aspect « demande » du problème de la drogue », affirme M. Theo Bot en feuilletant le texte du discours de M. Pierre Joxe lors de la dernière conférence de l'ONU à Vienne, il y a trois semaines.

Se méfiant de toute « ingérence étrangère » dans leurs conceptions à l'égard des consommateurs de stupéfiants, les Pays-Bas souhaitent l'introduction dans le texte des accords finaux de Schengen d'un paragraphe laissant aux Etats signataires « la responsabilité de la politique en matière de consommation de drogue ».

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Signé en 1985, l'accord de Schengen a pour but de mettre en place un système qui permette la libre circulation des personnes tout en assurant leur sécurité. Le groupe de Schengen est constitué de la Belgique, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas et de la RFA.

OPERA DE PARIS GARNIER
BALLET DE L'OPERA DE PARIS
Directeur Artistique de la danse Rudolf Nureyev

JOURNÉE «PORTES OUVERTES»
SAMEDI 21 OCTOBRE 1989

11h30
Cours public par le Ballet de l'Opéra
14h
Démonstration de l'Ecole du Ballet de l'Opéra de Paris

16h
Projection du film
«ROMEO ET JULIETTE»
avec Margot Fonteyn et Rudolf Nureyev

19h30
Programme JIRI KYLIAN par le Ballet de l'Opéra

RENSEIGNEMENTS 40 17 35 35
INVITATIONS A RETIRER DANS LE HALL DU PALAIS GARNIER
LE SAMEDI 14 OCTOBRE 1989 DE 11H A 17H

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Après la protestation du professeur Stehelin

Le comité Nobel justifie son choix

Fallait-il ou non associer le professeur Dominique Stehelin (Institut Pasteur de Lille) aux deux chercheurs américains, les professeurs Michael Bishop et Harold Varmus, qui ont été couronnés, lundi 9 octobre, par le prix Nobel de médecine pour leurs travaux sur les oncogènes (le Monde du 11 octobre) ? Après les déclarations du chercheur français, estimant « injuste » le choix du comité Nobel, ce dernier, d'habitude peu enclin à réagir à ce type de

protestation, décidait, mardi 10 octobre, de répondre.

« Nous avons attribué le prix à Bishop et Varmus », a expliqué M. Jan Lindsten, secrétaire du comité Nobel de médecine, et je pense que c'était le bon choix. » « Nous étions parfaitement au courant de la participation de Stehelin au programme de recherche. Mais nous avons décidé que Bishop et Varmus en étaient les véritables responsables. Ils ont joué un rôle indispensable, ce qui n'est pas le cas de Stehelin et d'autres », a pour sa part estimé M. Peter Reichard, un autre membre du jury.

Le professeur Erling Norrby, qui n'est autre que le vice-président du comité Nobel, est allé encore plus loin : tout en reconnaissant le rôle « important » joué par le professeur Stehelin dans la découverte des oncogènes, il a expliqué que c'était Bishop et Varmus qui « ont eu les idées les plus originales et ont mené le programme à terme ». « Nous sommes surpris de la réaction de Stehelin », a-t-il ajouté. « Cela ne peut que nuire à son image. Il s'est comporté comme un paon. »

Pour leur part, les deux lauréats ont tenu à rendre hommage au chercheur français. Le professeur Bishop a cependant souligné que le professeur Stehelin n'était au

moment de la découverte, en 1976, qu'un stagiaire post-doctoral qui effectuait des expériences conçues par lui-même et Varmus. « Il s'agit, a-t-il estimé, d'un problème qui se pose presque chaque année et qu'il faut laisser au comité Nobel. »

Plusieurs distinctions

Du côté français, les réactions n'ont pas tardé. Le directeur général du CNRS, M. François Kourilsky, qui dans un premier temps avait songé à déposer une protestation formelle, s'est finalement contenté d'un communiqué dans lequel, outre ses « chaleureuses félicitations » aux deux lauréats, il « salue le rôle tenu par l'un de ses chercheurs, Dominique Stehelin, dans cette découverte ». M. Kourilsky rappelle qu'il a été le premier signataire des deux publications princeps de la découverte couronnée par le Nobel et qu'en outre le professeur Stehelin « a déjà été distingué par plusieurs récompenses, dont le prix Rosen, le prix Griffuel et la médaille d'argent du CNRS ».

Pour sa part, enfin, M. Hubert Curien, le ministre de la recherche, a lui aussi regretté le choix du jury suédois, jugeant que le professeur Stehelin était parfaitement « nobélisable ». « C'est un excellent chercheur et je regrette vivement qu'il n'ait pas été associé aux deux Américains », a-t-il déclaré, mercredi 11 octobre, sur Europe 1. S'adressant aux professeurs Bishop et Varmus, le ministre de la recherche leur a demandé de reconnaître publiquement le rôle joué par le professeur Stehelin dans la découverte des oncogènes.

L'amertume du chercheur français

LILLE

de notre correspondant

« Il y a des jours plus fâcheux que d'autres... ». Vingt-quatre heures après l'attribution du prix Nobel de médecine aux professeurs Michael Bishop et Harold Varmus, de l'université de Californie (San Francisco), pour leurs travaux sur les oncogènes (gènes du cancer), l'« oubli » de la distribution, le professeur Dominique Stehelin, de l'Institut Pasteur de Lille, garde « au coin du cœur un pointe d'amertume ». Commentant la décision du jury du prix Nobel au cours d'une conférence de presse, mardi 10 octobre à Lille, le chercheur français a adouci les propos virulents qu'il avait tenus la veille à l'AFP, les mettant sur le compte du « dévouement émotif » lié à l'annonce brutale de la nouvelle.

Cependant, le professeur Stehelin a revendiqué la paternité de la découverte des oncogènes faite dans le laboratoire des professeurs Bishop et Varmus en 1976, expliquant qu'il avait repris des recherches que plusieurs avaient laissé tomber auparavant. Une découverte essentielle dans la compréhension du processus de cancérisation et pour la recherche thérapeutique, a expliqué à ses côtés le professeur Jean Samaille, directeur de l'Institut Pasteur de Lille : « Celle-ci est l'œuvre de Dominique Stehelin. Pratiquement plus personne ne travaillait à l'époque sur cette piste. Aujourd'hui, il y a bien deux cents équipes qui y travaillent dans le monde. »

« Je ne conteste en aucun cas, a déclaré le professeur Stehelin, la décision du comité Nobel. C'est à eux de prendre leurs responsabilités. Je ne sais quelles ont été leurs motivations de ne pas m'associer à cela. (...) Des gens disent que le comité Nobel ne voit

pas d'un bon œil d'associer les chercheurs qui ont été au niveau postdoctoral dans les laboratoires, parce que le travail est principalement un travail d'exécution sur des idées lancées par les patrons. En ce qui me concerne, je voudrais quand même rappeler que j'étais, à l'époque, payé par le CNRS et envoyé par le gouvernement français. Et je ne vois pas ce que cela aurait changé pour eux [les membres du jury] d'en mettre un troisième dans le lot, fut-il non américain. »

Sans esprit de revanche

M. Stehelin, qui dirige désormais une équipe de soixante chercheurs à l'Institut Pasteur de Lille, se défend de vouloir travailler désormais dans un esprit de revanche. « Cela nous stimulerait énormément à faire le meilleur boulot possible, mais pas dans un esprit de revanche. Moi, ce que j'aime dans la vie, c'est la reconnaissance de mes pairs, mais pas en tapant aux portes, pas en faisant du scandale mais bien en ayant de bons articles, reconnus comme étant bons, publiés dans de bonnes revues, avec de bonnes critiques. » Pour autant, le chercheur lillois ne rejette pas l'idée d'une sorte de « comité de réhabilitation » : « Dans une recherche, dans une découverte, dit-il, il est difficile de faire la part de qui a fait quoi, quelle est la part de création personnelle. (...) C'est probablement, c'est effectivement un comité international de haute intégrité, indiscutable, qui pourrait s'occuper de ce genre de chose, de savoir qui a fait quoi ; et moi j'ouvrirais mes cahiers de laboratoire si un tel comité devait voir le jour. »

JEAN-RENÉ LORE

Un jury souverain

par Jean-Yves NAU et Franck NOUCHI

EN maintenant publiquement, mardi 10 octobre, qu'il aurait dû être associé aux deux scientifiques américains et en exprimant une nouvelle fois ses regrets de ne pas avoir été retenu pour la plus prestigieuse des distinctions médicales, le professeur Dominique Stehelin crée une situation sans précédent. Il s'enfonce dans le même temps dans une voie sans issue.

Sur le fond, sa requête semble parfaitement justifiée. La liste de ses publications et une série de témoignages émanant des principaux acteurs de cette aventure riche en perspectives médicales et scientifiques, à commencer par ceux des deux nouveaux lauréats, plaident en faveur du chercheur de l'Institut Pasteur de Lille. Les nombreuses déclarations de soutien de ses confrères français, du directeur

général du CNRS et du ministre de la recherche, M. Hubert Curien, habituellement peu enclins à prendre ainsi la parole, témoignent du sentiment d'injustice ressenti par ceux qui connaissent l'histoire de la recherche sur les oncogènes.

Il n'en est pas moins vrai que l'institution suédoise a fait son choix. Un choix, semble-t-il, sans appel, à en juger par les propos, parfois sans doute un peu vifs, des membres du comité Nobel.

On voit mal, dès lors, comment la situation pourrait évoluer de manière positive. Ira-t-on jusqu'à envisager la création d'une sorte de « comité international de réhabilitation » ? A supposer qu'un tel comité voie le jour, que pourrait-il faire d'autre que confirmer l'évidence de l'injustice ? De la même manière, qu'apporterait de nou-

veau l'ouverture des cahiers de laboratoire du professeur Stehelin ?

En réclament, non sans légitimité, une distinction que l'on ne veut pas lui accorder, le chercheur français se condamne lui-même. Sans doute aurait-il été plus judicieux de constater, non pas le choix, mais bien le mode de fonctionnement d'une institution qui, bien souvent, pêche par manque de transparence. L'injustice qui marque et qui marquera le Nobel de médecine 1989 n'est pas la première commise par les « sages » de l'Institut Karolinska. Seuls le rôle des médias et la propension des scientifiques contemporains à prendre plus rapidement la parole que par le passé font qu'elle apparaît plus criante. Et, s'il en est quelques peu atteints, le prestige du Nobel n'en demeure pas moins, et pour longtemps encore, sans égal.

Calculez vite.

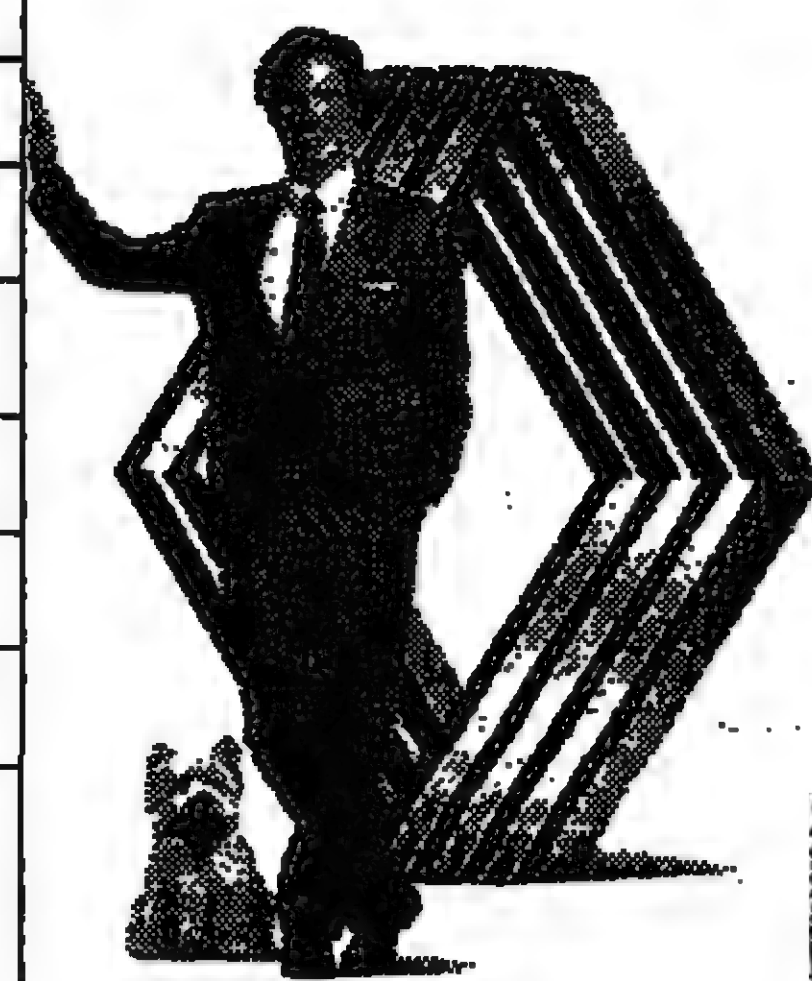
Pour payer un minimum d'intérêts.

9.5% CREDIT
SUR 24 MOIS

	SUPERCINQ FIVE 3 portes-essence	RENAULT 19 TR 5 portes ou 19 CHAMADE TR	RENAULT 21 TL 4 ou 5 portes	RENAULT 25 TS
Prix tarif TTC clés en main au 08.09.89 (TVA 25 %)	47.000 F	64.900 F	75.300 F	97.700 F
Apport au comptant 40 %	18.800 F	25.960,00 F	30.120 F	39.080 F
Montant financé	28.200 F	38.940,00 F	45.180 F	58.620 F
1 ^{re} mensualité (dont perceptions forfaitaires 240 F)	1.534,78 F	2.027,91 F	2.314,41 F	2.931,50 F
23 mensualités	1.294,78 F	1.787,91 F	2.074,41 F	2.691,50 F
Coût total du crédit	31.314,72 F	43.149,84 F	50.025,84 F	64.836 F
Coût total du véhicule à crédit	50.114,72 F	69.109,84 F	80.145,84 F	103.916 F

Crédit avec apport minimum 20 % au TEG de 9,5 % sur 12 et 24 mois, 13,9 % sur 36 mois, 14,9 % sur 48 mois sur les VP neufs.
Offre valable jusqu'au 31.10.89, réservée aux particuliers. Sous réserve d'acceptation par la DIAC. SA au capital de F 321.490.700.
27-33, quai Le Gallio. 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221.

Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au 05.25.25.25

M. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

Diag
Financements Renault

مكتبة الامن الاصل

SOCIÉTÉ

« L'immigration s'apparente à une véritable colonisation »

déclare le secrétaire général du Front national

Le secrétaire général du Front national, M. Carl Lang, a notamment déclaré, mardi 10 octobre, au cours d'un déjeuner de presse : « L'immigration n'est plus seulement aujourd'hui un problème de société ; c'est un problème historique. Le processus de mise en place sur notre territoire de colonies de peuplement s'apparente à une véritable colonisation. Il met en péril le droit du peuple français à disposer de lui-même, porte atteinte à la souveraineté et à l'indépendance nationale. Dans deux décennies nous aurons sur le territoire français des communautés qui ne se seront pas assimilées car elles le refusent. L'assimilation passe par l'acceptation d'un héritage naturel, spirituel, culturel et historique, mais il y a dans certaines

communautés étrangères un refus délibéré de cet héritage. Il n'y a même pas la possibilité d'une intégration. Le Front national constitue la seule force capable de régler le problème de l'immigration qui se traduit, s'il n'est pas réglé, par une inéluctable confrontation intercommunautaire. »

Le Front national saisira l'occasion des prochaines élections partielles pour marteler ses affirmations. Il lancera, en particulier, une campagne contre la construction de la mosquée prévue à Lyon, où il diffusera, fin octobre, un « Livre Noir » de huit pages tiré à 150 000 exemplaires, et demandera l'organisation d'un référendum local sur le projet de la municipalité que dirige M. Michel Noir, député RPR du Rhône.

Le maire de Montfermeil récidive

M. Pierre Bernard, maire (divers droite) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), menace de couper les crédits municipaux à deux écoles maternelles de sa ville dont les directrices n'ont pas respecté sa décision de ne pas inscrire les enfants des immigrés nouvellement installés. Dans une lettre aux deux directrices, M. Bernard se plaint du fait que les enfants ont été inscrits par « d'autres que moi et les services municipaux qui ont à en connaître ». « Dès l'instant que vous prenez vos ordres ailleurs, poursuit le maire, je ne vous considère plus ni vous ni vos établissements, comme service public de la ville. »

Le maire de Montfermeil refuse, depuis cinq ans, d'inscrire des enfants d'immigrés dans les écoles de sa commune. Depuis la rentrée 1988, le préfet de Seine-Saint-Denis use de son pouvoir de substitution pour permettre l'inscription des enfants. Le collectif Ecole-immigration, qui regroupe notamment des militants de la CDT, de SOS-Racisme et des parents d'élèves de la FCPE, vient de demander au ministre de l'Intérieur de « faire cesser la situation d'illegalité dans laquelle s'est installé le maire de Montfermeil ».

ÉDITION

La 41^e Foire du livre

La France invitée d'honneur à Francfort

de notre envoyée spéciale

Les événements qui agitent l'Europe de l'Est ont été au centre des discours, mardi 10 octobre, lors de l'inauguration de la quarante et unième Foire du livre de Francfort par M. Helmut Kohl et Jack Lang.

« L'idée de liberté se montre une fois encore plus forte que toutes les idéologies qui traitent les hommes comme un être incapable d'assumer ses responsabilités », a notamment déclaré le chancelier de la République fédérale allemande, qui a éploré qu'il soit interdit à l'écrivain tchèque Václav Havel — lauréat 89 du Prix de la paix des libraires allemands — d'être à Francfort. « Cependant, l'époque durant laquelle des hommes comme lui sont poursuivis, persécutés et brimés en raison de leurs convictions touche une fois pour toutes, je l'espère, à sa fin », a ajouté M. Kohl.

Le ministre français de la culture et de la communication s'est surtout interrogé sur l'avenir de l'Europe. « Sommes-nous vraiment sur la bonne voie ? Construisons-nous une Europe que les jeunes ont envie d'aimer ? Je n'en suis pas toujours très sûr », a déclaré M. Lang qui a ajouté : « Si nos amis de l'Est se libèrent peu à

peu du carcan des idées mortes, s'ils se tournent maintenant vers nous, qu'avons-nous à leur proposer ? (...) Serons-nous capables de créer un nouveau modèle de vie et de culture ? »

La France est, en effet, l'invitée d'honneur de cette Foire du livre de Francfort, rendez-vous annuel de l'édition mondiale, qui accueille, jusqu'au 16 octobre, plus de huit mille éditeurs de quatre-vingt-trois pays et expose près de trois cent quatre-vingt mille titres. Pendant cet « automne français », en dehors de la Foire, une série d'événements culturels auront lieu à Francfort ainsi qu'à Hambourg, Berlin, Sarrebruck, etc., avec la participation d'écrivains français.

Pour l'ouverture, un appel a été lancé par M. Peter Weidhaas, directeur de la Foire, afin que soit « levée la condamnation à mort contre Salman Rushdie, ses éditeurs et ses défenseurs », tandis que des mesures exceptionnelles de sécurité avaient été prises, puisque, pour la première fois, étaient réunis tous les éditeurs ayant publié les *Versets sataniques*. Les Allemands ont préféré publier l'ouvrage après la Foire, et l'Iran, pour la première fois, n'était pas représenté cette année.

NICOLE ZAND

REPÈRES

jour, de débouter les trois associations antinucléaires qui demandaient depuis plusieurs mois l'annulation du vol, estimant que le plutonium déjà utilisé dans vingt-deux missions contenues dans les générateurs de Gallée représentait un danger de contamination en cas de catastrophe.

Ainsi que l'annonçait mardi 10 octobre le chef du programme soviétique, M. Vladimir Soloviov, le lancement d'un module qui devait rejoindre la station orbitale Mir à la mi-septembre a été, quant à lui, repoussé au 28 novembre en raison de l'état défectueux de son système d'amarrage. — (AFP, Reuters.)

HANDICAPÉS Reims condamnée pour licenciement abusif

La municipalité de Reims, dirigée par le député RPR Jean Faleis, devra réintégrer à son poste d'employé au service voirie-propre d'un handicapé mental de vingt-quatre ans, Marc Ehrhard, qu'elle avait licencié il y a deux ans pour des absences répétées qualifiées de « manquements aux obligations professionnelles ». Ainsi en a décidé le tribunal administratif de Reims.

Bien que déclaré invalide à 100 % par la Sécurité sociale et assisté par un curateur, Marc Ehrhard avait été embauché en 1980 par la ville, alors dirigée par un communiste, Claude Lamblin, en application de la loi sur les travailleurs handicapés. Puis, en raison de son travail satisfaisant, il avait été titularisé, s'était marié et était devenu père d'un petit garçon. Cependant, de santé fragile, l'employé municipal était sujet à des accès de maladie fréquents (cinq cent soixante-dix-sept jours d'absence en quatre ans). Les juges ont constaté que le jeune handicapé souhaitait continuer à travailler, ils ont estimé que ses absences étaient médicalement justifiées et ils ont condamné la ville de Reims à lui redonner son poste. — (Corresp.)

SALMONELLOSE La viande à l'origine de l'intoxication de Villiers-le-Bel

L'intoxication alimentaire de l'hôpital Charles-Richet de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), à l'origine de la

mort de sept personnes âgées (le Monde des 5 et 7 octobre), « semble être en rapport avec la présence de salmonelles dans deux plats », indique mardi 10 octobre un communiqué commun de la préfecture du Val-d'Oise et de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris : « Les premiers résultats des analyses bactériologiques des services vétérinaires du Val-d'Oise permettent de confirmer que la toxoinfection semble être en rapport avec la présence de salmonelles dans le coquelet grillé et le mouton haché, consommés respectivement les jeudi 28 et vendredi 29 septembre. »

Sept personnes âgées étaient décédées et 167 autres avaient été intoxiquées. « A ce jour, indique le communiqué, aucun nouveau cas de salmonellose n'a été révéillé. L'épidémie peut donc être considérée comme stoppée. L'évolution des malades atteints de toxoinfection est actuellement satisfaisante. L'analyse des techniques de fabrication fait apparaître que ces denrées ont été manipulées après cuisson, et c'est lors de cette étape que la contamination a pu avoir lieu. Les matières premières utilisées dans la fabrication des repas semblaient hors de cause. »

NUCLÉAIRE

La Picardie et les Deux-Sèvres contre des projets de stockage de déchets

Dans un communiqué rendu public récemment, le président du conseil régional de Picardie, M. Charles Baur (UDF), s'élève contre le projet de stockage de déchets radioactifs dans le sous-sol argileux de Montcornet (Aisne). « Comment évaluer, écrit-il, que ce projet n'entache l'image de la Picardie et de l'Aisne en particulier ? » De son côté, le président du conseil général des Deux-Sèvres, M. Georges Treille (UDF), a annoncé son intention de s'opposer « avec la plus grande fermeté » au stockage de déchets radioactifs dans le granite de Neuville-Bouin. Au total, quatre sites font l'objet des études de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA). Les deux autres sites se trouvent dans le sud de la Bresse (Ain) et dans les schistes de Segré (Maine-et-Loire).

ÉDUCATION

L'avenir de l'enseignement technologique

M. Robert Chapuis demande aux universités de s'adapter pour accueillir les bacheliers F et G

A l'occasion d'une visite effectuée, mercredi 11 octobre, à l'université de Paris-13 (Villetaneuse), M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, a vigoureusement plaidé en faveur d'une diversification des premiers cycles universitaires. Soulignant les difficultés massivement rencontrées dans les filières universitaires classiques par les bacheliers issus de l'enseignement technologique (bac F industriel et bac G tertiaire), il s'est prononcé en faveur de « toutes les formules » susceptibles de favoriser la réussite de ces étudiants.

A ses yeux, le développement des filières technologiques en deux ans (Instituts universitaires de technologie et Sections de technicien supérieur) est « indispensable mais ne suffira pas ». De même, il préconise que l'attribution de moyens supplémentaires aux IUT soit clairement liée à l'effort qu'ils feront pour accroître la trop faible proportion des bacheliers F et G parmi leurs étudiants. Les contrats

qui vont être passés entre l'Etat et les universités devraient être l'occasion d'utiliser ce moyen de pression.

Enfin, M. Chapuis a réaffirmé sa volonté de développer, dans les universités, des DEUG technologiques, adaptés aux bacheliers du technique. « Peu importe l'appellation, a-t-il précisé. Il s'agit moins de créer un nouveau diplôme que de modifier le contenu des DEUG existants, afin d'y introduire davantage d'enseignement technologique. »

« Si l'on n'y prend garde, a conclu le secrétaire d'Etat, on parlera bientôt de l'échec universitaire, comme on a stigmatisé l'échec scolaire. Nous considérons les plus graves difficultés si nous ne faisons pas l'effort nécessaire. Nous risquons également d'enlever tout son sens à l'objectif de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. »

G. C.

Manifestations de lycéens à Valence

de notre correspondant

Les lycéens de Valence (Drôme) ont manifesté dans la rue à deux reprises en une semaine pour réclamer « des professeurs et des cantines ». Le mouvement a démarré le jeudi 5 octobre au lycée technique Jules-Algoud (Briffaut), où les élèves de terminale F-2 attendaient toujours la nomination de leur professeur d'électronique (matière principale de leur formation, qui a le coefficient 10 au baccalauréat). Le mécontentement s'est rapidement étendu à l'ensemble du lycée, puis à quatre autres établissements de la ville.

Le lundi 9 octobre, un professeur de physique acceptait d'assurer la

partie théorique du cours, la « pratique » étant confiée à l'Institut supérieur d'automatisme et de robotique (ISAR). Mais, considérant cette solution comme « bâtarde », les lycéens sont redescendus dans la rue mardi 10 octobre, bien plus nombreux que la première fois. Trois mille cinq cents manifestants ont perturbé la circulation une partie de la journée. Ils défilèrent, en particulier, le mauvais fonctionnement des cantines. Certains élèves, dont le lycée n'a pas de cantine, doivent aller prendre leur repas dans un autre établissement. Ils affirment « faire la queue pendant plus d'une heure avant de passer à table à 13 h 30 », alors que les cours reprennent à 14 heures.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications de 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71
Télécopieur : 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapex LEMONDE
ou 36-15 - Tapex LM

Imprimerie
du « Monde »
12, rue de Valenciennes
94032 IVRY

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

DÉFENSE

Le Conseil supérieur de la fonction militaire n'approuve pas la réforme de M. Chevènement

Le Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) n'a pas donné son aval au projet, présenté mardi 10 octobre par le ministre de la défense (le Monde du 11 octobre), qui consiste à lui substituer d'autres instances de dialogue et de concertation dans la collectivité militaire.

Plusieurs des cinquante-quatre membres du CSFM ont considéré que ce projet de réforme avait été mené dans la précipitation, que l'idée d'un tirage au sort des délégués parmi des volontaires expressément déclarés était prématurée et que les rapports sur le moral, établis par la hiérarchie, étaient insuffisamment exploités. Des membres du CSFM redoutent, d'autre part, que la création de conseils particuliers aux trois armées, à la gendarmerie, à la désignation générale pour l'armement, au service de santé et au service des essences ne débouche sur des « cadres contraignants » placés auprès de leur propre hiérarchie.

M. Jean-Pierre Chevènement a affirmé que, dans la mesure où l'avis du CSFM n'était que consultatif, il avait décidé de passer outre et de présenter son projet de réforme en décret pris en conseil des ministres.

La France participe à un exercice naval de l'OTAN en Méditerranée. — Aux côtés de six marines de l'OTAN, la France et l'Espagne, qui ne sont pas membres des commandements intégrés alliés, participent à un exercice naval qui a commencé le 9 octobre et qui s'achèvera le 14 novembre, en Méditerranée. Pour ces manœuvres, baptisées « Discussion 89 », qui mobilisent des navires de guerre italiens, américains, grecs, britanniques, turcs, espagnols et ouest-allemands, la France s'est engagée à fournir des avions d'attaque Super-Eclair et des avions de patrouille maritime Breguet-Atlantic, ainsi que des cibles remorquées.

DEMAIN : NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Disparition d'un ancien gouverneur militaire de Paris

Le général Jean Favreau, ancien gouverneur militaire de Paris, n'a pas réapparu à son domicile de Saint-Denis-de-Pile (Gironde) depuis le samedi 7 octobre. Agé de soixante-deux ans, le général Favreau était passé dans le cadre de réserve depuis onze ans. Les recherches entreprises par la gendarmerie n'ont pas abouti à ce jour. Selon sa famille, rien n'explique cette disparition. « Mon père n'avait aucun problème, ni d'argent ni de santé », a expliqué sa fille, qui a été la première à donner l'alerte.

ESPACE Report de deux lancements américain et soviétique

La NASA a décidé, mardi 10 octobre, de reporter de plusieurs jours le lancement de la navette américaine Atlantis, qui devait emporter dans sa soute, jeudi 12 octobre, la sonde d'exploration interplanétaire Galileo. La défaillance d'un appareil de mesure de pression d'un des trois moteurs a en effet été décelée au cours des essais effectués sur le pas de tir de Cap Canaveral (Floride). La cause de l'anomalie n'ayant pu être élucidée, l'instrument devra être remplacé.

Bonne nouvelle, en revanche, pour la NASA : un juge fédéral de Washington a décidé, le même

L'amertume du chercheur français

e.



RENAULT

SOCIÉTÉ

Le guérisseur, l'exorciste et l'initiateur gnostique

La Drôme n'est pas pays de sorciers.
Mais bien d'autres pratiques plus ou moins occultes y ont trouvé un terrain fertile.

La récente affaire de la « Bague de Ré », qui a valu à Danièle Gilbert une inculpation pour escroquerie et publicité mensongère, n'est qu'un épiphénomène comparée aux innombrables superstitions partagées par des millions de Français. Au cours d'un voyage insolite dans un département ordinaire — la Drôme — nous nous sommes intéressés à des croyances d'une autre nature.

VALENCE

de notre envoyé spécial

Le cabinet de « M. Bertrand » vient de déménager. Désormais, ses clients doivent s'aventurer dans la zone industrielle d'une petite ville de la Drôme pour venir le consulter. Ce vendredi matin, gâtés par le mistral, ils entrent dans une villa anonyme et vont s'asseoir directement dans une immense salle d'attente. Deux personnes se sont reconnues et échangé leurs impressions : « J'étais sceptique au début, mais maintenant j'y crois. » Ici, on ne parle pas. On chuchote. « Vous venez souvent ? » « C'est la deuxième fois. Il m'a soulagé pour mon dos. Et vous ? » « Oh, je viens trois ou quatre fois par an. Et puis il me soigne par correspondance : je lui envoie une photo. » Une bonne dizaine de patients attendent. Tout à coup, l'une des deux portes de la pièce s'ouvre — celle où il est indiqué sur une feuille « 60 francs la consultation » — et « M. Bertrand » apparaît.

Son regard est lourd et fort. Un visage à la Maurice Béjart se découpe sur un voile vert pastel. Il appelle un à un les clients de ce mini-charter « médical », tous munis d'un petit bulletin (les rendez-vous ont été pris par correspondance) et les introduit dans une autre salle, identique à la première. Obéissants, les patients s'assoient à nouveau et seurrent avec plaisir, dans chaque main, une poignée reliée par un fil électrique à une dynamo. Une musique douce leur tient compagnie durant cette relaxation qui les « recharge en énergie ».

Les talents démoniaques de « M. Bertrand »

Dans une pièce contiguë, sobre, dépouillée, « M. Bertrand » reçoit. Il fut un temps où il officiait comme radiesthésiste, où il utilisait « un don de télépathie » que lui avait transmis son grand-oncle, où le conseil de l'ordre des médecins engageait procédure sur procédure judiciaire contre lui. Cette page-là est tournée.

Nous sommes allés le voir sans rendez-vous.

... EXORCISME, GUÉRISON, LIBERTÉ SOUS CAUTION.



Il n'a jamais fait passer le moindre encart publicitaire dans une revue. Le bouche à oreille lui suffit amplement.

Ses parents le destinaient à la prêtrise. Mais lui s'est trouvé en butte à l'incompréhension de ses professeurs : « Je voyais des choses ». À l'âge de neuf ans, dit-il, il réalise qu'il est doté d'un pouvoir de guérison. « C'est un fardeau que j'ai porté dès sa naissance ! » Au petit séminaire, ses maîtres récitent quelques exorcismes pour le tirer de ce mauvais pas. En vain. Finalement, à Lyon, les Pères blancs, forts de leur expérience de missionnaires en Afrique, l'acceptent tel qu'il est. Ce seront les seuls.

Dans son cabinet, il se tient derrière un modeste bureau de fonctionnaire. Il n'ausculte pas, il « voit ». Nuance... Sur une feuille à en-tête — il est autoproclamé « naturothérapeute » — tandis que le fil sacré « technicien de santé » — il prescrit de l'homéopathie. Il lui arrive aussi de diriger des patients vers le chirurgien. Juste retour des choses puisque des médecins lui adressent de temps à autre des malades.

Il répète souvent : « Il faut être prudent. » Parfois, il a la sagesse de prévenir ses interlocuteurs : « Je ne suis pas le Bon Dieu. » La précision peut se révéler nécessaire.

Car ses talents sont démoniaques. A défaut de pouvoir vérifier ses résultats, on l'écoute. « M. Bertrand » prétend guérir les brûlures au troisième degré en six jours tandis que la médecine officielle met plus de trois mois. Sur deux mille cas de fibromes traités, il n'aurait connu d'échec qu'une cent-

taine de fois, pas plus. Il remet d'aplomb, presque à tout coup, les patients victimes d'une hernie discale entrés dans son bureau sur une civière.

« L'œdipe de Jésus »

La Drôme n'est pourtant pas l'Ardèche, ce « pays de sorciers ». Point de chouettes clouées aux portails des fermes pour écarter le « mauvais sort ». Cette terre, marquée par le protestantisme, s'accrocherait volontiers d'un nationalisme solide. La voyance elle-même ne fait pas recette : restent une dizaine de médiums, les professeurs Onaniane, Djibril, Souare, Kalifa, Bangoura et consorts, qui promettent tout sans « fausses promesses » : l'amour et la « guérison du sexe », le dévouement et la protection, le succès et la chance. Rien que de très banal.

L'œdipisme, en revanche, se porte mieux. Les mystères des philosophes orientaux, les secrets de la kabbale, les pouvoirs de l'alchimie intriguent et attirent une clientèle plus importante qu'on ne peut le soupçonner. M. Yves Vaysières, qui dirige, à Valence, la Librairie des Alpes, au très riche fonds de littérature générale, réalise environ 15 % de son chiffre d'affaires avec ces ouvrages.

« Nous sommes sur une terre un peu cathare », consent à préciser le président de l'association Metanoia, M. Emile Gillibert. Ces régions sont plus propices à la gnose. Deux énormes sphinxes reposent à ses pieds, des chiénes des Pyrénées somptueux et terribles pour leur maître. Cela fait vingt ans qu'il s'est retiré dans la Drôme, à Marsanne, un œil sur le plateau du Vercors, qui se détache comme un motif dans le rectangle de sa fenêtre, l'autre sur l'évangile selon Thomas où se concentrent toute la pensée de Jésus.

Cet évangile apocryphe qui fonde la démarche d'Emile Gillibert a été découvert, en 1946, par des bergers à Nag-Hammadi, en Haute-Egypte, parmi bien d'autres manuscrits en langue copte. Des examens ont permis de déterminer que ce texte remonte au deuxième siècle. Un texte proprement révolutionnaire puisqu'il renvoie, selon M. Emile Gillibert, les Évangiles canoniques au degré zéro de la compréhension de Jésus. Dans l'Évangile selon Thomas, le Christ apparaît enfin comme un maître invitant ses disciples, et plus particulièrement Thomas (alias Judas) à l'initiation, à chercher le « Royaume » en eux-mêmes, ici-bas.

« Je ne suis dit : ce que je cherche en Orient est là. » Et l'ancien catholique, ex-responsable à la JEC, s'abandonne à « ce coup de foudre » délectable et grisant. Les premières traductions de l'évangile selon Thomas paraissent à la fin des années 50. Celle de Pierre Bourgeois, Yves Haas et Gillibert dans les années 70 : quinze mille

exemplaires ont à ce jour été vendus (1).

Pour ces nouveaux adeptes, le catholicisme s'évanouit, Jésus-Christ s'estompe au profit d'un Jésus gnostique. « Ce ne sont pas ses miracles qui nous intéressent : on ne sait pas ce qui est historique ou mythique. Ce n'est pas non plus le Dieu en trois personnes, mais l'initié qui se déclare l'égal du Père. C'est la liquidation de l'œdipe au niveau le plus élevé. Jésus a liquidé son œdipe ! »

Sous influence maléfique

L'Association Metanoia, qui groupe cent cinquante personnes, ne cherche pas à faire nombre. L'œdipisme lui semble aller de soi. Ce n'est qu'avec réticence qu'Emile Gillibert accepte de nous confier l'un des Cahiers Metanoia, consacré à l'œdipe de l'une des 114 paroles de Jésus dans l'Évangile apocryphe. La gnose n'est pas donnée à tout le monde ! « Les intellectuels sont plus handicapés que les gens simples et les artistes », considère Emile Gillibert. Il faut faire abstraction de l'œdipe, de la culture. Et renâter. Les gnostiques (ou « pneumatiques », selon la terminologie en usage) se reconnaîtront.

Certains conservent parfois une ancienne foi, comme en dépit. Et il arrive que les puissances du mal ne leur laissent plus de repos. Alors, un soir, en désespoir de cause, ils frappent à la porte d'un convent et demandent à voir le prêtre exorciste du diocèse. Un grand diable de curé surgit alors devant eux, solide, bourré de certitudes, réconfortant, en somme.

Le Père Paul Marie officie dans ce ministère dédiant depuis janvier 1988. Une cinquantaine de « patients », c'est son expression, ont déjà remis leur frère destin entre ses mains. Assis de part et d'autre d'une table en bois dans une cellule simple et sombre, le cérémonial est immuable : un homme ou une femme raconte sa douleur, l'écoute.

Si les cas de possession diabolique sont rares, le Père Paul Marie note tout de même que la plupart de ses patients « sont sous influence maléfique ». Le « Séducteur », les tentes, à tout le moins les tentations. Au terme d'un dialogue, repris autour de fois que nécessaire, le prêtre prononce alors un exorcisme contre Satan et les Anges révoltés : « Très glorieux Prince des armées célestes, saint Michel Archange, défendez-nous dans le combat contre les principaux et les puissances, contre les chefs de ce monde de ténèbres, contre les esprits de malice répandus dans les airs... »

Tel est le début de la prière de délivrance, véritable sommation adressée au démon pour qu'il cède la place. Le Père Paul Marie est confiant : « Satan est puissant mais d'une puissance limitée. La meilleure preuve, c'est que des exorcismes finissent par le chasser. Dieu aime et tout puissant, c'est essentiel. »

Il n'empêche que le ministère d'exorciste requiert du discernement. « Toutes les personnes qui viennent me voir sont des personnes en difficulté psychique, conscientes d'une force qu'elles ne dominent pas. Leur souffrance est en résonance avec leurs orientations spirituelles, leurs recherches d'ordre religieux. » Ces Français moyens à bout d'espoir, qui ont souvent consulté auparavant un médium, un astrologue, voire un écrivain, seraient prêts à se raccrocher exclusivement à une symbolique superficielle, explique le Père Paul Marie. C'est bien ce qu'il refuse avec force : « Je ne refuse à poser des gestes qui ne soient pas significatifs. Je leur dis clairement : « Vous ne venez pas voir un magicien de plus ! »

LAURENT GRELSAMER

(1) Nous recommandons, pour une première approche, les Évangiles apocryphes révisés et présentés par Franco Quéré parus au « Points-Seuil », 1983. Emile Gillibert, pour sa part, vient de publier Judas, traité ou initié, 200 pages, 120 F, chez Dervy-Livres (26, rue Vanquelin, Paris-VI).

JUSTICE

Après la mort d'une Algérienne dans un commissariat

Non-lieu pour un policier de Thionville inculpé d'homicide involontaire

Après cinq années de procédure, un inspecteur de police de Thionville (Moselle), M. Fernand Turry, soupçonné d'avoir provoqué involontairement la mort d'une mère de famille, M^{me} Ouardia Aoudache, au cours d'un interrogatoire au commissariat de Jœuf (Moselle-et-Moselle) en août 1984, a bénéficié, mardi 10 octobre, d'un non-lieu.

Le 14 août 1984, des enquêteurs des polices de Metz, Thionville et Jœuf avaient interpellé M^{me} Ouardia Aoudache ainsi que l'un de ses enfants et les emmenaient au commissariat de Jœuf pour interrogatoire dans une affaire de vol de bijoux. Quelques heures plus tard, M^{me} Ouardia Aoudache mourait à l'hôpital.

Une première information judiciaire ouverte à Briey (Moselle-et-Moselle) avait abouti à un non-lieu, mais les enfants de la défunte

avaient interjeté appel et obtenu que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy ordonne un supplément d'enquête. M. Turry avait alors été inculpé d'homicide involontaire.

Pour les policiers, cette mort s'expliquait par le diable dont souffrait M^{me} Aoudache. Une thèse corroborée par deux rapports d'expertises sur les quatre demandés par la justice. Mais, selon ses enfants, M^{me} Aoudache était morte d'un arrêt cardiaque consécutif à une projection de gaz lacrymogène au moment de l'interrogatoire ; cette thèse devait être confirmée par l'une des expertises, la quatrième conduisant à une mort consécutive au stress de l'interrogatoire.

M^{me} Pascal Barbier, du barreau de Thionville, a décidé de se pourvoir en cassation.

M. Jean-Pierre Havrin nouveau secrétaire général du syndicat des commissaires

M. Jean-Pierre Havrin, quarante et un ans, a été élu, mardi 10 octobre, secrétaire général du syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale, lors de la première journée du congrès annuel de cette organisation, à Saclay (Essonne). Il succède à ce poste à Daniel Duglery, nommé récemment sous-directeur de la prévention de la délinquance au ministère de l'Intérieur.

Jean-Pierre Havrin était chef de circonscription et directeur départemental des polices urbaines (DDPU) du Lot à Cahors. Commissaire de police depuis 1973, après avoir été inspecteur à Paris, il fut successivement chef de circonscription à Amnéville (Haute-Saône) et à Saint-Amand-les-Eaux (Nord). Bernard Raymond-Guyard, enseignant à l'École des commissaires de police de Saint-Cyprien-Mont-d'Or (Rhône), a de son côté été élu secrétaire général adjoint du syndicat.

EN BREF

■ Baisse de la population pénale au 1^{er} octobre 1989. — Pour la quatrième fois consécutive, le nombre de détenus — condamnés et prévenus — a baissé au cours du mois de septembre. Il y avait 44 898 détenus dans les prisons françaises au 1^{er} octobre contre 45 229 un mois plus tôt. La tendance à la baisse avait été une conséquence de la mesure de grâce collective prise à l'occasion du 14 juillet et dont l'effet, puisqu'il ne s'agissait pas de libérations massives mais de remises de peine échelonnées dans le temps, s'est fait sentir de façon progressive.

■ Affaire Canson : inculpation de chauffeur de Joëlle Fennel. — Dominique Lafarge, quarante ans, chauffeur de Joëlle Fennel, principale inculpée dans l'affaire de la capture de l'héritière de Suzanne de Canson, a été inculpé, vendredi 6 octobre, de complicité de recel et de non-assistance à personne en danger. M. Benjamin Rajbaud, doyen des juges d'instruction de Toulon, qui instruit ce dossier, ouvert en 1987, depuis le départ en janvier dernier, à Lille, du juge Jean-Pierre Bernart, a également fait écrouer l'inculpé.

■ L'inspecteur Serge Lecanu suspendu de ses fonctions. — Secrétaire général de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), l'inspecteur Serge Lecanu, qui est également membre du Parti nationaliste français européen (PNFE), a été suspendu de ses fonctions, mardi 10 octobre, par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe. Cette suspension fait suite à l'inculpation pour association de malfaiteurs signifiée, lundi, à Grasse, à ce policier par M. Jean-Pierre Murciano, le magistrat instructeur chargé du dossier sur les attentats commis contre les foyers Sona cotra de Cannes et de Cagnes-sur-Mer.

■ Seize à la prison d'Ajaccio. — Noredine Naamane, vingt-huit ans, détenu à la maison d'arrêt d'Ajaccio (Corse-du-Sud), s'est pendu, lundi 9 octobre, dans sa cellule à l'aide d'un lacet de chaussette. Il était incarcéré depuis juillet dernier pour vol et vol aggravé.

■ Attentat dans le port de Cassis : quatre bateaux détruits. — Quatre bateaux ont été détruits dans le port de Cassis (Bouches-du-Rhône) après qu'une explosion d'origine criminelle ait provoqué, durant la nuit du lundi 9 au mardi 10 octobre, un incendie sur une vedette de plaisance appartenant à Gérard Doucet, gérant d'un établissement de bains nageurs qui, lui-même, a disparu depuis le mois d'avril 1988. Cet attentat non revendiqué serait, selon les enquêteurs, lié à une série de règlements de comptes au sein du milieu local. Outre la destruction de plusieurs bateaux, l'explosion a provoqué la pollution des eaux du port par les hydrocarbures contenus dans les réservoirs de ces vedettes.

■ Deux cheminsotés tifs dans une collision entre deux trains. — Deux cheminsotés ont été tués et un autre grièvement blessé, le 10 octobre, dans une collision entre un train de marchandises et un locomoteur en gare de Villefranche-sur-Saône (Rhône). Le locomoteur à bord duquel se trouvaient les victimes attendait l'ouverture d'une voie de garage lorsqu'il a été heurté par le train de marchandises qui circulait à 80 km/h. Selon la direction de la SNCF, la responsabilité des deux conducteurs ne semble pas engagée. La CGT, elle, a déclaré que « les premières informations tendent à montrer qu'un défaut de signalisation, voire un sous-équipement du point de vue sécuritaire est à l'origine de l'accident ».

LE MONDE diplomatique

Octobre 1989

● LE BOULEVERSEMENT DES SOCIÉTÉS COMMUNISTES : En Pologne, en Hongrie, en Union soviétique, des changements radicaux inévitables se succèdent à vive allure. Dans un important dossier, Ignacio Ramonet, Jean-Yves Potel, Paul Grudvohi et Jean-Marie Chauviret montrent comment les certitudes les mieux établies, dans les domaines politique, économique, social et culturel s'effondrent soudain, tandis qu'explorent les nationalismes et qu'apparaissent de fortes fascinations néolibérales.

● LE NEW-LOOK DE LA TÉLÉVISION AUX ÉTATS-UNIS : La télévision américaine fait ses adieux aux valeurs du Reaganisme. Ses nouvelles séries, écrit notre envoyé spécial Serge Halimi, exaltent « les vertus de la pauvreté, l'esprit de solidarité ». Demain, la société sera-t-elle « plus gentille et plus tendre », comme le souhaitait le président Bush ?

Également au sommaire :

- ÉCOLOGIE : Pour une nouvelle conscience planétaire, par Edgar Morin.
- ALGÉRIE : A la recherche de la démocratie, par Lahouari Addi.
- INDOCHINE : Du couchant à l'espérance, par Daniel Hémyer, Nguyen Duc Nham et Roland-Pierre Paringsaux.
- UNESCO : Peut-on oublier le tiers-monde ? par Jean-Pierre Colin.

En vente chez votre marchand de journaux.

Le Monde
ABONNEMENTS
LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gère vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7
ABONNEMENTS
36.15 LE MONDE

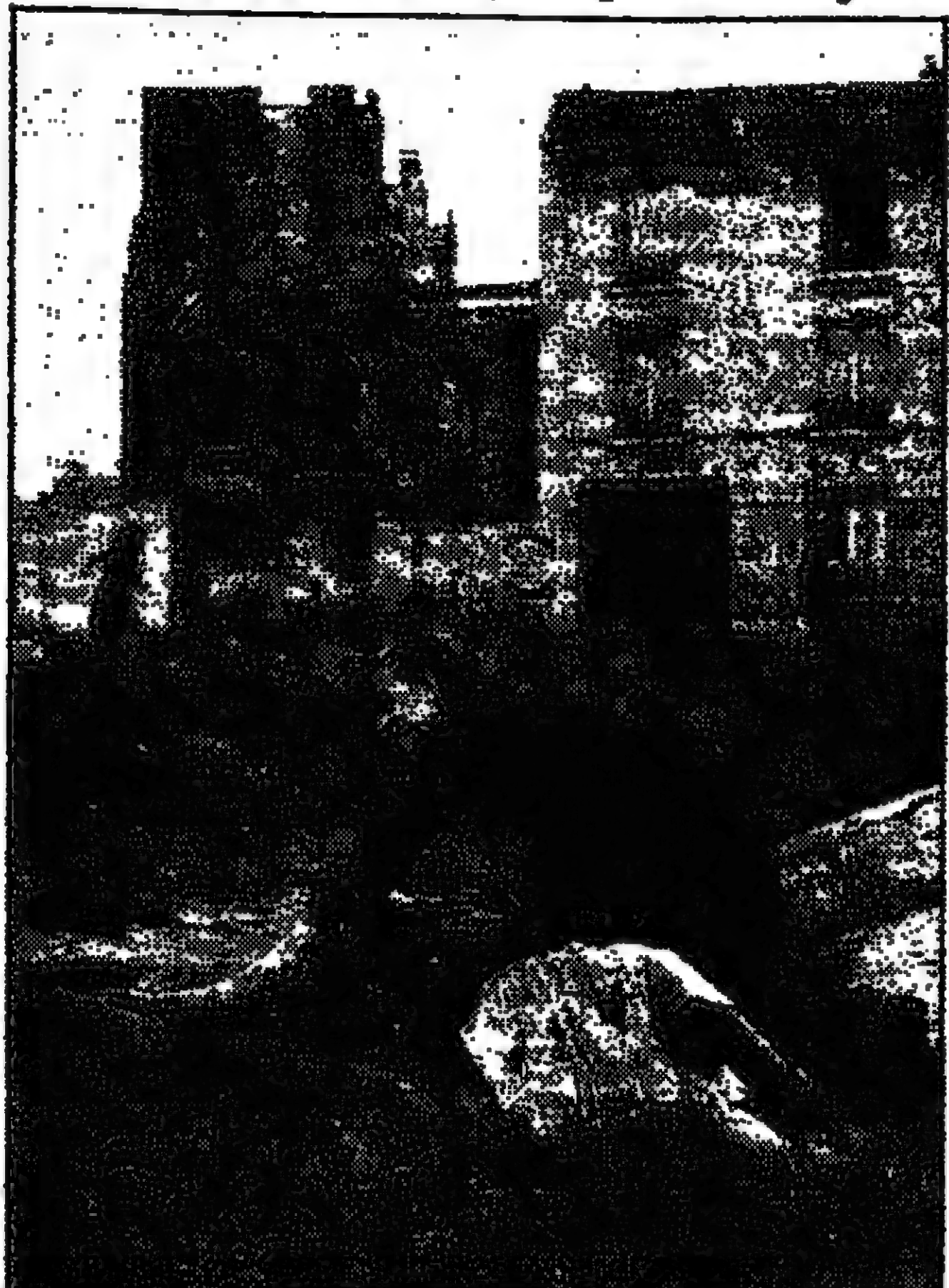
Le Monde
Édité par le SARL le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sals
Administrateur général : Bernard Wouts
7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42 47 87 27
Telex MONDPA 650572 F ; Télécopieur : (1) 46 23 06 81

CULTURE

PHOTO

Sabine Weiss, la passante sans soucis

Un livre et une rétrospective à Lyon célèbrent son réalisme poétique à la française



Porte de Saint-Cloud, terrain vague, 1960

Petite, carrée, portant lunettes, Sabine Weiss est une figure débordante du monde photographique. Née en Suisse en 1924, elle photographie depuis 1938 et s'installe en 1945 à Paris où elle rencontre son futur mari, le peintre Hugh Weiss.

Comme tant d'opérateurs de sa génération, elle consacre son temps aux travaux de commande. Assistante de Willy Maywald, qui la portait jeune fille, elle pratique la mode, la publicité, le reportage. Amie de ses Roliflex, elle pose sur les freses et les situations un regard chaleureux.

Son credo ? Exprimer l'essentiel de l'homme en un instant. Elle l'applique sous toutes les latitudes, à Bombay, à Athènes ou à Jérusalem. Sous son objectif, même la misère affiche un masque rieur. « Garder en images ce qui va disparaître, fixer l'éphémère », sont pour elle, autant de manières de raccrocher le particulier à l'universel.

Au fil des images se tisse ainsi le portrait pittoresque, un peu uniforme, d'une humanité sans âge ni frontières. Les enfants, les vieillards ou les femmes, qu'elle observe à la dérobée, d'un œil réservé, sans rien dénoncer, forment une seule famille que sa présence bienveillante suffit à consoler : « J'aime le contact avec les gens », dit-elle simplement.

C'est à tort qu'elle regrette ses commandes de mode réalisées pour Vogue, de 1953 à 1960. Son sens de la composition fait merveille dans la Petite fille avec un oiseau, posé en studio, tout comme dans ses natures mortes. Pour l'œil, elle a fait le portrait d'artistes célèbres. Giacometti dans son atelier. Bacon lors d'un vernissage. Braque en plein chez Macgill. « J'ai moins de mérite, confie-t-elle. Les gens

comus sont faciles à photographier car ils sont intéressants par eux-mêmes. »

En marge des travaux professionnels, représentés par Raphaël Robert Douneau la fin 1953, elle photographie aussi pour son plaisir. Sa période la plus intéressante se situe entre 1950 et 1953, sans qu'elle-même puisse l'expliquer. Ainsi du Cheval blanc, porte de Vanves, et du Restaurant Coquet, où, dans l'embrasure d'une fenêtre, s'allie un couple échappé d'un tableau de Hopper.

Et puis, il y a les vues nocturnes, trempées dans des noirs charbonneux, proches de Brassai et qui contiennent une poésie, une densité, une intimité absente de ses clichés humanistes. C'est le cas de cet instantané très cinématographique du facteur pris à Lyon en 1950. Et de ce quidam minuscule, contre-jour, filant dans les couloirs du métro, en 1955, silhouette aussi insaisissable et inquiétante que le héros du Troisième Homme de Carol Reed.

Ces photos d'atmosphère, moins émotionnelles qu'esthétiques, dont Sabine Weiss déplore qu'elles soient « trop belles et faisant de l'effet », sont les plus réussies de cette rétrospective.

PATRICK ROEGERS
► Rétrospective Sabine Weiss, 120 photographies, réalisée par le Musée de l'Élysée, Lausanne, la Fondation nationale de la photographie, 25, rue du Premier-Film, Lyon, jusqu'au 23 octobre.
VOIR AUSSI : Sabine Weiss, Intimes convictions, préface de Frédéric Mitterrand, éd. Contre-jour, 163 p., 320 F, ainsi que le cahier de vingt cartes postales, texte de Bertrand Evano, éd. du Désastre, 82 F.

6 OCTOBRE - 2 DÉCEMBRE 1989
HISTOIRE DE LIEUX ORDINAIRES

KLASEN

PENTURES
GALERIE
LOUIS CARRÉ & CIE
10, AV. DE MESSINE
75008 PARIS
Catalogue 96 p.

ŒUVRES SUR PAPIER
GALERIE
FANNY GUILLON-LAFFAILLE
133, BD HAUSMANN
75008 PARIS
monographie 160 p.

12^e FESTIVAL D'ART SACRÉ DE LA VILLE DE PARIS

6 OCTOBRE - 24 DÉCEMBRE
12 concerts - 3 offices 3 auditions d'orgue. Envoi gratuit du programme détaillé sur demande.
Renseignements : 42-77-19-90 ou 3615 MUSIK et 3615 BILLETTEL

FESTIVAL D'ART SACRÉ

THÉÂTRE

« Les Frères Karamazov » dans l'arène

Adaptée du roman de Dostoïevski, la pièce a commencé à La Rochelle une carrière qu'on souhaite longue

Il y a dans l'ultime et immense roman de Dostoïevski, les Frères Karamazov, une réplique lancée par Dmitri, l'adulte, qui, en quelques mots, donne l'une des clés de l'œuvre : « Le cœur des hommes n'est qu'un champ de bataille où luttent Dieu et le diable ». Elle a manifestement frappé l'imagination d'une jeune femme, Anita Picchiarini, qui, un jour de folie, il y a longtemps déjà, a décidé de transposer cet ouvrage au théâtre. Mais, depuis qu'en Europe le canon s'est tu, il a fallu inventer de nouveaux champs de bataille - certains s'y essaient dans les études de football - ou retrouver ces lieux d'affrontement, entre violence et passion, barbarie et religion, profane et sacré, que sont, par exemple, les arènes.

C'est donc sur la piste de terre noire d'une arène de bois brut que vont prendre chair devant nous les héros de Dostoïevski. Le grand suspense métaphysique de la littérature européenne peut commencer. Il verra le quatrième jour la mort du vieux père Fiodor et de son fils illégitime Smerdiakov. Le destin des trois frères Karamazov laissera d'autant plus un sentiment d'inachèvement - Dostoïevski avait entamé la suite d'une sorte de biographie d'Aliocha, le benjamin - qu'en tant que la figure du père ils auront tué en eux l'ultime chance de croire en Dieu.

L'adaptation patiente - quatre années de labeur - intelligente, brillante d'Anita Picchiarini, sans rien céder de son goût du théâtre,

est d'une fidélité exemplaire à l'œuvre romanesque. Elle respecte, presque à la lettre, le déroulé de l'intrigue, depuis la phase initiale quasi mystique de la rencontre entre Aliocha et le staretz Zossime jusqu'à la mise à mort de Fiodor. Seule exception pourtant : Anita Picchiarini a considéré justement que les dernières pages du livre relevaient plutôt des prémisses du roman qui devait suivre que de la fin des Frères Karamazov.

Inattendu et réjouissant

Dans ce spectacle à la plastique soignée, comme s'il était dessiné au fusain, Aliocha (Michel Bony), adolescent tout empreint du sentiment religieux inculqué par Zossime (Michel Valette), assiste passivement aux déchirements des passions dans sa famille. Il est bien le « spectateur » imaginé par Dostoïevski : rêveur presque fantomatique, innocent, doux, opposant son sourire pâle à maints épisodes atroces. Dmitri (Jean-Louis Grifflé), moins sensuel dans l'arène que dans le roman, ou que dans notre imagination, est bien cet être noué, poussé par des vents tempêteux et contraires. Ils trouvent en sa personnalité autant d'échos de l'affrontement entre tendresse et cruauté, entre orgueil et générosité. Ivan (Marc Berman) est tout cynisme froid, calcul, nihilisme actif, poussant ses proches comme pions sur une terre fangeuse.

Il y a aussi Smerdiakov (Philippe Duclos), le faux frère, l'arbitre

à la solde de Fiodor, bien moins débile dans la pièce que dans le livre, exécutant conscient des basses œuvres d'Ivan; Katia Ivanovna (Sophie Paul), jolies jeune femme aux dons un peu retors qui maîtrise mal une table des calculs qu'elle ne sait pas par cœur; Grouchenka (Christine Joly), jeune et violente épicurienne, sensuelle, chavirante, excessive. Groucha tourtera les sens de Dmitri, des autres, et de Fiodor (François Kuki), figure de père rongée par l'alcool. Mais ses traits s'éclaircissent encore à l'amusement de tenir dans sa main les cordons de la bourse, et donc le moteur de l'avenir des enfants.

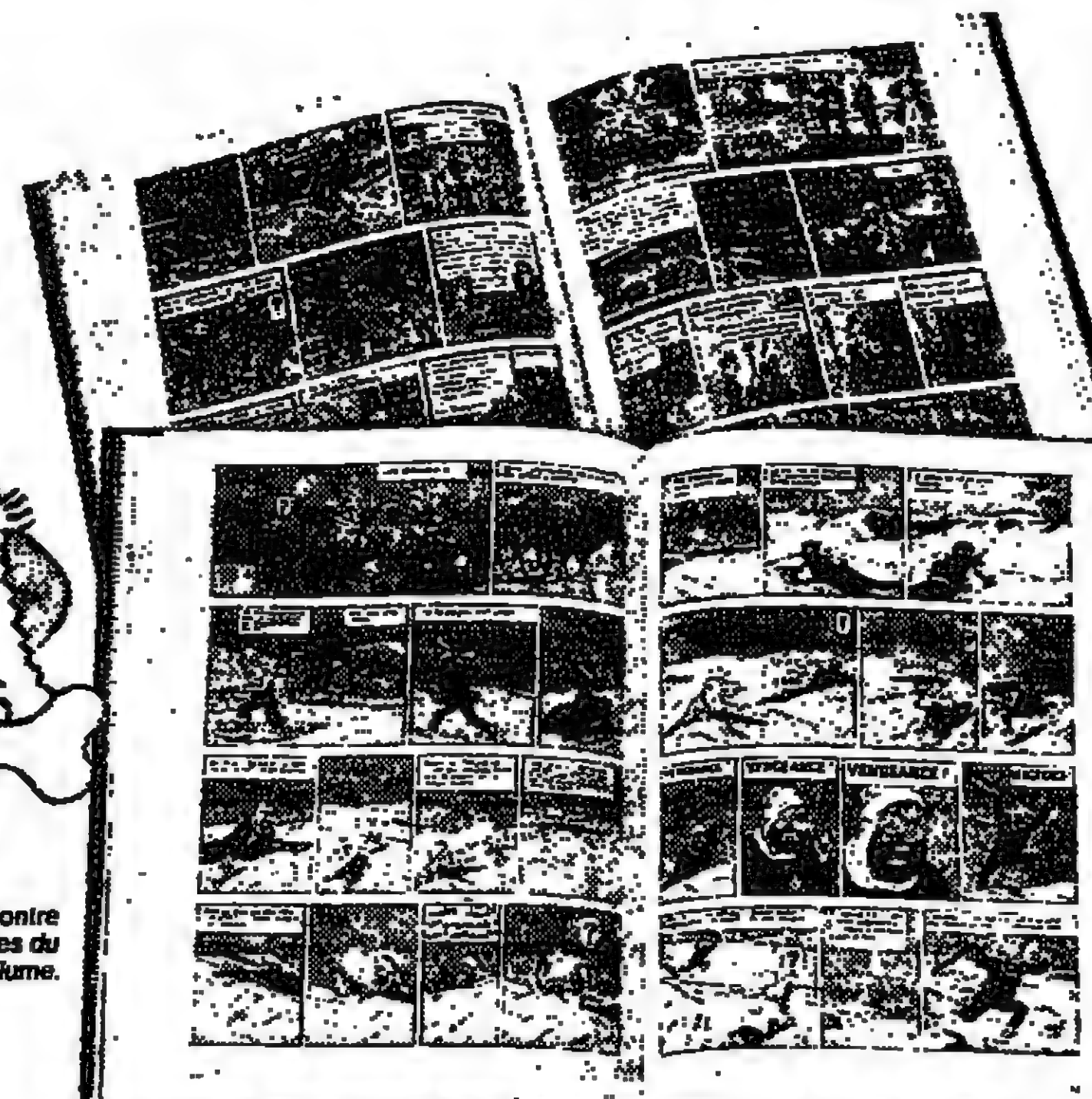
Anita Picchiarini n'a pas étudié l'un des passages-clés des Frères Karamazov, celui que l'on pourrait appeler le « monologue de l'inquisiteur » : Ivan imagine que si le Christ était revenu sur terre, l'Eglise l'aurait condamné comme hérétique. Comme si un quelconque message d'amour était aujourd'hui, comme à la fin du dix-neuvième siècle, plus dangereusement révolutionnaire qu'apaisant. La modernité du livre de Dostoïevski éclate dans ce spectacle inattendu et donc d'autant plus réjouissant. Ses artisans ont retenu dans leur interprétation les leçons d'un siècle qui a vu, une à une, s'effondrer les idées fortes du passé et conforter les quelques idées simples qui font et les grands livres et les grands spectacles. En contrepoint de cette lecture attentive du roman, quatre musiciens de

l'ensemble Ars Nova accompagnent, sur une partition de François Grandjeu, très sage dans ses audaces, le déroulement de l'action dans ses phases d'emballement et de syncope. C'est très beau.

Sans vouloir aucunement attenter au travail d'un groupe entier, où Michel Valette et Sophie Paul doivent encore progresser, on se souviendra pour terminer de l'intelligence, de la sûreté, de la passion du jeu de Marc Berman et Christine Joly. Lui, exalté, préfigure, comme si c'était facile, tous les froids diaboliseurs du siècle; elle, est toute sensualité, érotisme presque, liberté. Ils donnent tous les deux aux héros de Dostoïevski et au très beau spectacle d'Anita Picchiarini - metteur en scène dont désormais on attendra beaucoup - cette chair nerveuse et belle que l'on avait pressentie dans le livre. Au-delà du mysticisme un peu lourd du roman, ils savent nourrir deux figures de l'histoire romanesque de leur sensibilité, trouble, inquiète, vibrante, superbement actuelle.

OLIVIER SCHMITT

► Karamazov. Créé le 3 octobre à la maison de la culture de La Rochelle. Au Théâtre national de Strasbourg (du 11 au 14 octobre), à la Cartoucherie de Vincennes. Théâtre de la Tempête (du 19 octobre au 19 novembre), et au Théâtre des Arts de Cergy-Pontoise (du 1^{er} au 10 décembre).



TOUT TINTIN RELIE

L'Œuvre intégrale d'Hergé : Tintin, Quick et Flupke, Jo, Zette et Jojo.

Acceptez le 1^{er} volume en EXAMEN GRATUIT SANS ENGAGEMENT

Voici, enfin réunis dans une belle et solide collection reliée, tous les albums de Tintin - en tout 24 histoires, accompagnées de précieux documents inédits. Une existence ne saurait pas à vivre les aventures du reporter le plus célèbre du monde. Mais vous, vous pouvez maintenant vous élever avec lui, à tout moment, en dehors des frontières et du temps : le Congo, la Chine du Lotus bleu, le Chicago d'Al Capone, le pays de l'or noir, le Tibet des Lamas et même... la Lune!

Avec lui, vous retrouverez Milou, Haddock, Tournesol, les Dupond(!), mais aussi la Castafiore, Nestor, le général Alcasar, Rastapopoulos, Tchang, Séraphin Lampon... autant de personnages devenus comme de vieux amis, plus vrais que nature!

Dans Tintin, il y a tout : l'évasion, l'aventure, le rêve et aussi une philosophie pleine de tendresse.

ROMBALDI ÉDITEUR B.P. 34, 77213 AVON CEDEX

EN CADEAU
Si vous répondez avant 8 jours, ce jeu de 54 cartes "Tintin" est en cadeau.

BON D'EXAMEN GRATUIT DU 1^{er} VOLUME
Si je le garde, je continuerai à recevoir les 12 autres volumes de la collection, à raison d'un tous les deux mois, chacun étant payé en 2 mensualités de 135,50 F (+ 9,50 F de frais d'envoi) chacune. Si je le rends, je serai libre d'annuler ma collection à tout moment en vous renvoyant par simple lettre. *Tous droits réservés. 246.3017

M. ☐ Non ☐ Oui
Nom
Prénom
Adresse
Code postal Ville
Cité réservée à la France métropolitaine.
Signature indépendante (Pour les mineurs, signature des parents)
Merci de renvoyer ce Bon sous enveloppe affranchie, dès aujourd'hui. Rombaldi Éditeur, B.P. 34, 77213 AVON CEDEX.

CULTURE

DANSE

Pourrissement au palais Garnier

Pierre Bergé cédera-t-il aux exigences de Rudolf Nouriev ?
La danse, à l'Opéra, marque une pause

Un épais brouillard continue de flotter, au palais Garnier, au-dessus du fauteuil du directeur de la danse. Sur le carton d'invitation à la soirée de réouverture, le 20 octobre, on peut lire, parmi les noms des puissances invitées : « Rudolf Nouriev, directeur artistique de la danse ». C'est faux : le contrat de Nouriev a expiré le 31 août. Et le contrat suivant, signé par lui en juin, ne l'est toujours pas par le président de l'Opéra, Pierre Bergé.

Le bouillonnant Tatar parcourt en ce moment les États-Unis, en vedette de la comédie musicale *The King and I* (il y tient le rôle que joua quatre mille six cent vingt-cinq fois Yul Brynner, jusqu'à sa mort, en 1983). Il s'amuse comme un fou et remporte

des triomphes, des standing ovations. Le contrat qu'il a signé avec les producteurs américains sera définitif le 11 février, il s'engagera alors pour quatre-vingt-cinq semaines de tournées... si rien ne s'est conclu avec Paris.

Il a envoyé son calendrier à Pierre Bergé, indiquant ses dates libres pour l'Opéra; Pierre Bergé juge inadmissible que l'Opéra ne soit pas prioritaire et ne soit qu'un bouche-trou dans l'agenda de Nouriev. On en est là, la situation pourrit doucement.

« Je n'ai pas cédé devant Barenboim, je ne céderai pas devant Nouriev », dit tranquillement Bergé. Il a signé pour *The King and I* sans demander l'autorisation de l'Opéra, sans nous prouver que ses tournées seraient compatibles avec sa présence ici. Personne plus que moi ne l'a soutenu, n'a désiré trouver un accord; mais il est évident que j'ai besoin d'un directeur de la danse qui soit là au moins six mois par an. Il ne veut pas résider à Paris, pour raisons fiscales, plus de six mois par an ? Je l'admets; mais qu'ont-ils fait ces six mois soient effectivement passés à Paris, ce qui n'a jamais été le cas. Et que les dates soient choisies en fonction des besoins de l'Opéra, non de ses besoins à lui. »

Des noms circulent

Nouriev ne pardonne pas à Jean-Albert Cartier, administrateur du palais Garnier, d'avoir invité dans la saison qui commence le Ballet de Lausanne (il est brouillé avec Béjart) et Christina Hoyos (il estime que le flamenco n'a pas sa place à l'Opéra). Par ailleurs, il ne renonce pas à imposer

son protégé Kenneth Greves, vingt et un ans, qu'il avait fait danser dans le *Lac des Cygnes* en juin, à la grande fureur du ballet.

« Je ne conçois pas un palais de la danse se passant de Béjart, poursuit Pierre Bergé. Jean-Albert Cartier a donc parfaitement fait son métier en l'invitant. Il est hors de question que Nouriev ait le pouvoir absolu, il doit travailler avec l'administrateur. Quand à son embauche au sujet de Kenneth Greves, j'en reste sans voix : il sait que le ballet et les étoiles se méritent en grâce s'il l'impose. »

Et de parcourir le lourd dossier Nouriev : « Une bouteille thermos lancée à la tête d'Ellenbach Platel, l'exil de Patrick Dupond à Nancy, l'incapacité de trouver un accord avec Sylvie Guillem... Nouriev est donc en position conflictuelle avec la troupe autant qu'avec l'administration. »

Alors ? « Je souhaite parvenir à un accord dans l'intérêt de l'Opéra, conclut Pierre Bergé. Si ce n'est pas avec Nouriev, je trouverai quelqu'un d'autre. »

Dans les coulisses, où l'on a l'impression qu'il temporise pour laisser à Nouriev la responsabilité de la rupture, des noms circulent. Mikhaïl Baryshnikov, qui vient de quitter la direction de l'American Ballet Theatre ? Pas probable : ce serait échanger une étoile contre une autre, qui pense d'abord à sa carrière (« Misha » veut se lancer dans le théâtre et le cinéma. Il a formellement démenti, mardi 10 octobre, les rumeurs qui courent sur son éventuelle nomination. Bergé affirme quant à lui qu'il n'a pas rendez-vous avec lui cette semaine, comme cela a été annoncé dans la presse). Heïgi Tomasson ? Ce brillant danseur, formé à l'école du ballet danois puis chez Balan-

chine, dirige depuis quatre ans le San Francisco Ballet, qu'il a élevé à un niveau remarquable. On parle aussi d'étoiles de l'Opéra : Noëlla Pontois, qui est à la retraite, Michaël Denard, qui va bientôt l'être...

Les danseurs du palais Garnier se sont réunis, lundi dernier, pour débattre de la situation. À New-York, Nouriev attendait l'issue de cette concertation, disant qu'il ne reviendrait pas si les danseurs se lignaient contre lui. Mais les danseurs n'ont pas tranché (ils n'aiment pas Nouriev, dont l'odieux caractère n'est un secret pour personne, mais celui-ci emmène souvent ses chouchous dans de juteuses tournées...). Ils ont simplement déclaré vouloir « un directeur de la danse, lui ou un autre, qui soit là ».

Quant à Jean-Albert Cartier, placide, il se borne à rappeler que tous les programmes et distributions de la saison ont été faits par Nouriev — excepté Béjart et Hoyos. Et à réaffirmer qu'« un théâtre désormais consacré à l'art chorégraphique ne peut fonctionner que s'il y a entente et collaboration entre l'administrateur et le directeur de la danse, quels qu'ils soient ».

SYLVE DE MUSSAC

ARTS

L'Institut néerlandais de Paris est menacé de fermeture

La vitrine de la culture des Pays-Bas en France peut-être condamnée en raison d'un déficit financier important

Emotion aux Pays-Bas, interpolation au Parlement, campagne de presse, l'Institut néerlandais de Paris, vitrine de la culture hollandaise en France et qui fonctionne depuis plus de trente ans, menace de fermer ses portes.

A son actif, une série de concerts, de rétrospectives et d'expositions, en particulier dans le domaine des arts plastiques où il fait découvrir au public parisien, les grands maîtres hollandais classiques et contemporains. Sans parler de l'indispensable travail quotidien propre à ce type d'établissement : initiation linguistique, cours de civilisation, etc. A son passif, un équilibre financier précaire aggravé par la menace d'une sérieuse augmentation de loyer. Il s'agit donc, comme d'habitude, d'une (grosse) poignée de florins à trouver. Mais aussi d'une situation juridique assez embrouillée qu'il faut vite dénouer, sous peine de voir l'Institut mettre la clé sous la porte au moment où tous les pays européens multiplient les échanges culturels.

L'Institut néerlandais est né de l'initiative de Frits Lugt. Ce collectionneur originaire d'Amsterdam avait rassemblé un fonds de dessins impressionnant, réuni au sein d'une

fondation, Custodia, fixée à Paris dès 1947, au 121 de la rue de Lille dans l'ancien hôtel Turgot. La fondation est chargée de son capital de gérer et d'augmenter cette collection. Celle-ci est ouverte au public par l'intermédiaire d'expositions thématiques. En 1957, Frits Lugt permet à un institut nouvellement créé de s'installer dans l'hôtel voisin qui lui appartient également — celui de Lévi-Mirepoix. L'adresse est la même que la Fondation Custodia. L'Institut qui dispose de plus de 2000 mètres carrés ne paye pas de loyer et son budget est assuré par la Fondation et par l'Etat néerlandais, 50 % chacun.

Une addition trop salée

Frits Lugt meurt en 1970. Quelques années plus tard, la Fondation Custodia connaît des difficultés financières. En 1976, les Pays-Bas prennent en charge la totalité du budget de l'Institut (aujourd'hui 2 millions de florins). En 1983, la Fondation Custodia reçoit un loyer pour l'espace qu'elle prête à l'Institut : 400 000 florins par an. Celui-ci doit être lourdement réévalué : il doit passer à 800 000 florins. Les auteurs de l'Institut trouvent l'addition trop salée et avisent Custodia qu'à partir du 1^{er} janvier 1990 le contrat ne sera pas renouvelé.

Après un préavis de six mois, l'Institut devrait fermer ses portes définitivement : le 1^{er} juillet 1990. Et cette menace a toutes les chances d'être mise à exécution tant la situation légale de l'Institut est compliquée. Il dépend, en effet, de trois ministères : de celui du bien-être, de la santé et de la culture, de celui de l'éducation nationale et de celui des affaires étrangères. Chacun, bien sûr, renvoie la balle aux autres. Certains proposent le démantèlement de l'Institut qui deviendrait une sorte d'organisation informelle destinée à organiser des expositions itinérantes dans les grandes villes françaises.

Devant le tumulte occasionné aux Pays-Bas, par cette éventualité, les négociations doivent reprendre avec Custodia. Une simplification de la tutelle de l'Institut (il ne relèverait plus que du seul ministère de la culture) est aussi envisagée.

EMMANUEL DE ROUX

MUSIQUES

Maximilien Kolbe et les doutes de Ionesco

Un opéra de Dominique Probst pour un « mystère » d'Auschwitz

Ionesco a toujours eu « une immense admiration pour le Père Maximilien Kolbe, pour son sacrifice surhumain. Ma petitesse et mon insuffisance spirituelle ne m'empêchent pas d'être émerveillé par les quelques exemples vivants que les élus nous donnent ».

A l'Académie française, le Père Carré mit en rapport l'écrivain avec un jeune compositeur, Dominique Probst (de la famille des Casadesu), qui voulait faire un opéra sur le prêtre polonais, une commande de Bernard Lefort que ses successeurs au Palais Garnier n'honorèrent pas.

Cet opéra, créé l'an dernier à Rimini, vient d'être donné deux fois par l'ASSECARM (1) du Nord-Pas-de-Calais dans la cathédrale d'Arras, sous la coupole supportée par de gigantesques piliers à la manière de Soufflot, l'évêque ayant estimé à juste titre que c'était bien la place de ce moderne « mystère » d'Auschwitz.

Dans un décor austère de hautes potences se déroule d'abord une action violente : la fuite d'un prisonnier, les otages condamnés à mourir de faim, le Père Kolbe prenant la place d'un père de famille; puis le drame tourne à l'oratorio philosophique, reflétant « la croyance et les doutes » de Ionesco, un des prisonniers jetant l'absurdité du monde à la face du

prêtre, qui ne répond que par l'amour et la bédiction. Un admirable chœur d'enfants conclut.

La mise en scène réaliste, mais très sobre, de Tadeusz Brucki laisse au premier plan le texte de Ionesco. Celui-ci, comme paralysé par son sujet, ne sort guère d'un ton hagiographique assez conventionnel, malgré sa ferveur. Et, de même, Dominique Probst hésite entre divers styles vocaux, du Sprechgesang à l'opéra du dix-neuvième siècle et au cantique moderne, alors que son écriture pour un étonnant orchestre (petite flûte, trompette, contrebasse, deux percussions, orgue et piano), bien plus libérée, fait preuve d'imagination sonore et crée une atmosphère pathétique, amplifiée par l'énorme réverbération de la cathédrale.

Très bonne interprétation par une troupe nombreuse, où l'on remarque surtout Andreea Stancu (le Père Kolbe), très émouvant et dont on ne perd pas un mot, et un ensemble instrumental sous la direction d'Olivier Holt.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Association pour l'expansion et la coordination des activités régionales de musique.

NOTE

Les « Noces de Pierrette » sortiront-elles de France ?

Les Noces de Pierrette, de Picasso, qui seront mises aux enchères le 30 novembre à la salle Drouot, à Paris, ne pourront sortir de France au profit d'un acheteur étranger que si le ministre de la culture, M. Jack Lang, donne une autorisation dans ce sens. Exécuté en 1905, ce tableau appartient à un collectionneur suédois, mais il se trouve, en droit, sur le sol français. Il est donc soumis au régime d'une loi contrôlant les exportations d'œuvres d'art. La décision du ministre de la culture aura des conséquences considérables sur la vente aux enchères. Si les Noces de Pierrette peuvent être achetées par un musée américain ou par une société japonaise, l'estimation sera supérieure à 300 millions de francs. Si le futur acquéreur ne peut sortir l'œuvre de France, le prix sera nettement moindre. Une interdiction d'exportation, n'implique pourtant pas nécessairement une décision d'achat par les musées nationaux.

ETOILE DE MOSCOU

RESTAURANT SPECTACLE RUSSE
Vous invitez vos clients et amis dans de grands restaurants parisiens

L'ETOILE DE MOSCOU vous propose une grande cuisine russe et française, ainsi qu'une très belle cave de grands vins russes et en plus dix musiciens et de nombreuses attractions et souvent pour une dépense inférieure, donc une très belle soirée.

6, rue Arsène Houssaye Paris 8e 45.63.63.12. Fermé dim.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale et Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... R. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

JOHN JAMIESON
10, rue des Capucines, 2e
40-15-00-30/40-15-08-08

T.L.J.

ARTORS ISIDORE F/sam. midi et dim.
13, rue d'Artois 8e
42-25-01-10

AU PETIT RICHEL
47-70-68-68/47-70-66-50
25, rue Le Peletier, 9e
F. dim.

LE RELAIS D'EGUSEHEIM
6, place de la République, 11e
47-00-44-10

CLOSERIE SARLADAISE
94, bd Diderot, 12e
Tél. : 43-46-88-07

LE GOURMAND CANOÏE
6, pl. Malesherbes, 17e
43-40-01-41
(pl. Paroisse)

AN 1^{er} et 2^e, le premier restaurant d'histoire de Paris, 65, place Vendôme, de renommée internationale et poissonnerie à 39 F. menu d'été. À 99 F. menu d'hiver. KITTU OSHIBAS : « Le vrai poisson japonais », ambiance et les plats ex. japonais. Le plus gr. choix de whiskys du monde. J... R. 21 h du soir.

CUISINE TRADITIONNELLE : POISSONS, coquilles St-Jacques, CONNIT, magret, POIE
GRAS FRAIS de canard, GIBIER en saison. Env. 250 F. OUVERT LE SAM. SOIR.

MENU GOURMAND à 188 F VIN COMPRIS
FORAÎT THÉÂTRE 290 F à 420 F - Service soigné jusqu'à 9 h 15

Décor 1888. Salons particuliers. Boas d'histoires et fruits de mer. Parking Drouot.

T.L.J. jusqu'à 1 h du matin. Huitres et fruits de mer au fumé. Poissons du marché. Choucroutes. Menu 155 F avec apéritif, entrée, plat, dessert, café et vin compris.

SPECIALITÉS DU PÉRIGORD
Déjeuners d'affaires - Dîner - Salon pour groupes.

Cuisine traditionnelle française personnalisée, menus bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.

RIVE GAUCHE

YUGARAJ
14, rue Dauphine (6e)
F./midi

RESTAURANT THOUMIEUX
79, rue Saint-Dominique, 7e

SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gaston Miller.)

Spécialité de croustis de saumon et de croustis au confit de saumon. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, y compris le dimanche.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES ROUTE L'ANNÉE
POISSONS DU MARCHÉ

Plats traditionnels - Vins à découvrir
Décor : « Brasserie de Luxe »

TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS

24 h sur 24

CONGRÈS MAILLOT

Fort Maillet, 30, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toutes l'année
POISSONS, VIANDES à l'œuf grillées
45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

Dans Télérama cette semaine

Yves Robert prend l'accent de Pagnol.

Yves Robert réalise son rêve : dans la Provence de Marcel Pagnol, il tourne « La gloire de mon père » et « Le château de ma mère ». Télérama raconte le travail tendre et passionné du réalisateur de « La guerre des boutons ». Egalement au sommaire de Télérama cette semaine, une interview de Iannis Xenakis et à l'occasion des 150 ans de la photo, un panorama des tendances de la photo d'aujourd'hui.

Et toujours dans Télérama les programmes TV heure par heure et les programmes radio les plus complets.



Télérama : l'intelligence des plaisirs.
Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

هنا امنه الاصل

CAMPUS

Les nouvelles technologies dans l'éducation

Les ordinateurs en panne

La vogue pour l'ordinateur à l'école est bien retombée après le plan Informatique pour tous de 1985. Pourtant, il y a toujours des passionnés. Robert Chapuis voudrait leur redonner courage.

«EN matière d'utilisation des technologies nouvelles, on a l'impression que le ministère est en panne. Dans leurs bureaux vétustes de Montrouge, les chercheurs de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) sont perplexes devant les silences prolongés de la Rue de Grenelle. « Nous avons eu notre heure de gloire au moment du plan Informatique pour tous. Serions-nous passés de mode ? », s'interroge Bernard Dumont, directeur jusqu'à ces derniers jours du programme Technologies nouvelles et enseignement à l'INRP. Certes, ses vingt-six chercheurs à plein temps et les quelque trois cents enseignants associés continuent à inventer les pistes pédagogiques ouvertes par la micro-informatique, la télématique, le vidéotexte, la télévision, la vidéo portable. Nombre d'expériences sont menées dans des lycées et des collèges, mais à l'initiative de pionniers et de façon précaire.

En 1986, René Monory, alors ministre de l'éducation nationale, avait donné un sérieux coup de frein à la politique volontariste de Laurent Fabius en matière d'informatique à l'école. Lionel Jospin, son successeur, ne semble pas avoir retrouvé l'accélérateur. Sa loi d'orientation, votée en juillet dernier, est muette sur l'informatique. Les nouvelles technologies ne sont évoquées que d'une ligne dans le rapport annexé. Quelle politique de déploiement des logiciels pédagogiques ? Quelle politique pour la formation des enseignants ? La discrétion ministérielle, quelques années après avoir distribué cent mille micro-ordinateurs et fait décoller les profs dans des stages d'initiation, inquiète les spécialistes. Pour Bernard Dumont, « l'informatique se développe rapidement hors du système scolaire. Il faut prendre en compte cette évolution sous peine d'aggraver le décalage entre le système éducatif et le monde professionnel ».

Tandis que les micro-ordinateurs Thomson, devenus pièces de musée, prennent la poussière au fond des placards des écoles, le ministère lance un plan national d'équipement audiovisuel de tous les établissements, depuis l'école primaire jusqu'à l'université. Il est vrai que, en la matière, la France accuse un retard considérable. Après l'engouement pour la télévision scolaire dans les années 60, l'école semblait boudier l'image. Le plan audiovisuel collige des magnétoscopes et des caméras vidéo dans les établis-

sements en 1985 a été la seule opération d'envergure de ces dix dernières années. « Le rôle de l'image est plus directement associé à la pédagogie qu'il y a cinq ou six ans », souligne-t-on au ministère, pour expliquer la priorité donnée à l'audiovisuel.

Effectivement, au-delà de l'acquisition de matériel, Lionel Jospin se soucie de l'utilisation qui en sera faite : création d'une fondation nationale pour l'édition et la production de programmes, formation des enseignants, négociation avec les présidents de chaînes sur la place de l'éducation à la télévision. « Un plan qui ne serait pas accompagné d'une mise à disposition de tout un savoir pédagogique serait voué à l'échec », estime Alain Elie, responsable du développement des technologies modernes à la direction des lycées et collèges (DLC), soucieux de « tirer parti des actions d'innovation ». C'est ainsi qu'un document pratique intitulé « Vidéo de la réussite », composé de fiches pédagogiques et de bandes vidéo, est diffusé dans les collèges et les MAFFEN (missions académiques de formation des personnels) à l'usage des enseignants tentés par ce média.

Il n'y a plus de politique

Mais pourquoi avoir décrété la mobilisation générale sur l'audiovisuel, alors que le bilan du plan IPT restait à tirer ? L'éducation nationale excelle à ouvrir des chantiers, elle les mène rarement à leur terme. « Il n'y a plus actuellement de politique globale des technologies nouvelles dans le système éducatif », constate Monique Grandbastien, professeur d'informatique à l'université de Nancy II, dans le rapport qu'elle vient de terminer à la demande de Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique.

« L'alternance de discours d'orientations fermes, de circulaires précises et de périodes de long silence n'est pas comprise et difficilement justifiable », estime cette universitaire. Avec bon nombre des interlocuteurs qu'elle a rencontrés sur le terrain au cours de son enquête, elle interroge : « Y a-t-il encore un pilote dans cet avion ? »

Certes, les technologies nouvelles ont transformé la plupart des formations professionnelles. Pionnier de l'introduction de l'informatique, l'enseignement technique et professionnel a maintenu son avance. Chaque fois qu'un diplôme

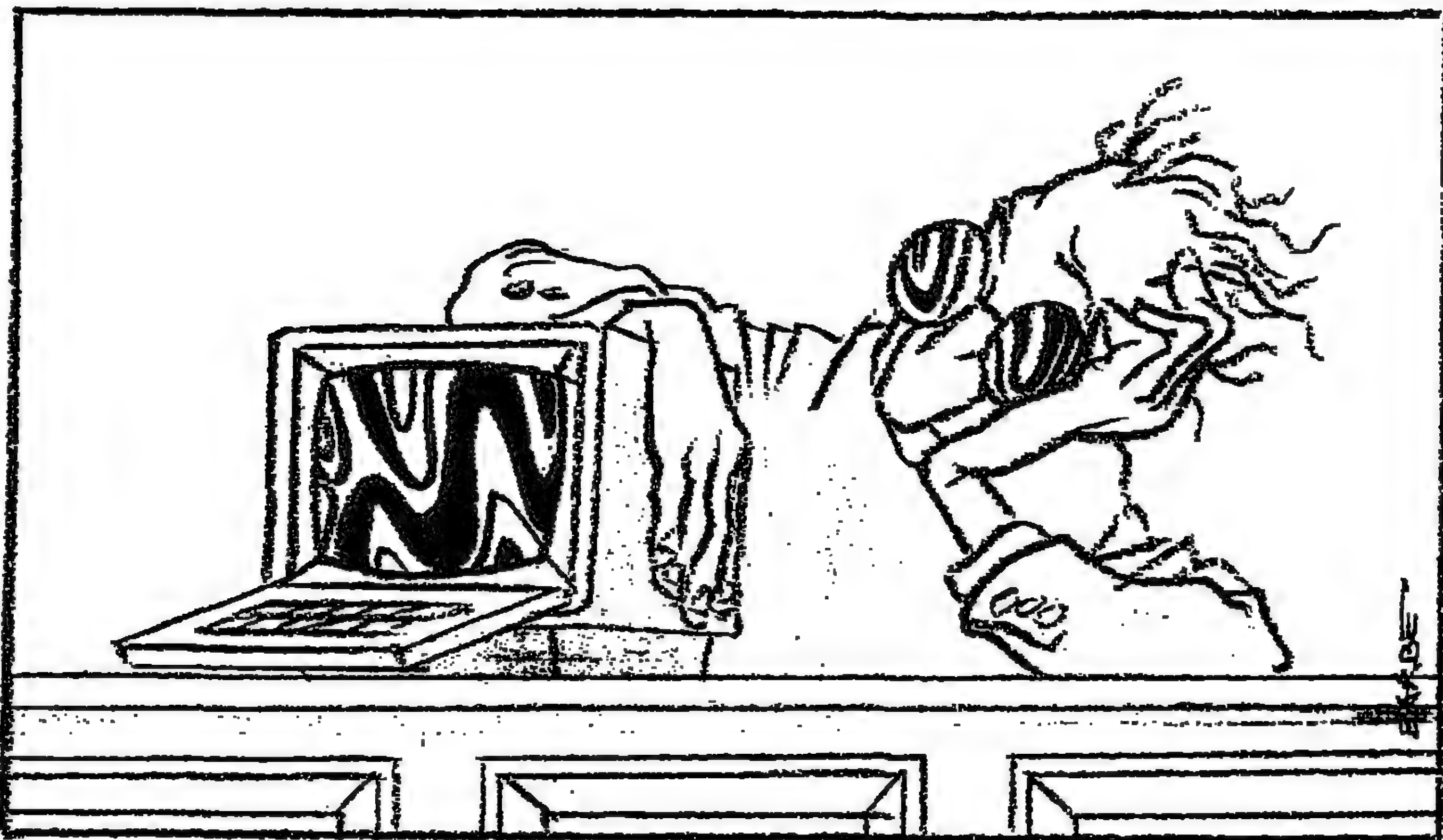
a été créé ou rénové, on y a introduit de l'informatique. L'élément le plus tangible de l'insertion de l'informatique à l'école reste la mise en œuvre de l'enseignement obligatoire de la technologie au collège. Lancé en 1985, l'équipement de tous les établissements sera achevé à la rentrée de 1990. « Cela permet un véritable suivi pédagogique à travers le collège », se réjouit Robert Chapuis. L'enfant est en relation avec l'informatique de la 6^e à la 3^e, non seulement par manipulation, comme à l'école élémentaire, mais par l'élaboration de projets.

Pour le reste, c'est-à-dire les technologies nouvelles en tant qu'éléments de culture générale de tous, la situation est floue. Monique Grandbastien déplore que la généralisation promise par le plan IPT ne soit pas encore réalisée. Premier obstacle : le matériel, encore trop rare, parfois en panne, avec des logiciels peu conviviaux, fait que « beaucoup d'élèves sortent encore de l'école ou du collège sans un minimum de familiarité avec les nouvelles technologies ». Second obstacle : le manque de formation des enseignants, dont moins de 10 % seraient des utilisateurs réguliers d'informatique et d'audiovisuel.

Si l'introduction des technologies nouvelles dans l'enseignement a en le mérite de faire naître de vraies questions de recherche pédagogique, Mme Grandbastien « ne voit pas clairement comment l'institution les a recensées (...), elle a mandaté pour ces recherches (...), comment elle a peu à peu évalué le chemin parcouru, comment les expérimentations ont repris certains résultats de la recherche pour déterminer les conditions d'une diffusion ». Bref, conclut-elle, « la capitalisation des acquis s'avère particulièrement difficile ».

Un foisonnement d'expériences

Le foisonnement des expériences est malgré tout considéré par les conseillers du ministère comme une richesse. « Les établissements scolaires ont dépensé plus de 70 millions de francs par an ces deux dernières années en achat de logiciels, dont près de 30 millions sur leurs ressources propres », souligne Alain Elie. Reste à savoir quels logiciels et à quoi ils servent. Les nouvelles technologies demeurent l'apanage de quelques « fanas », le ministère souhaite maintenant « banaliser » leur usage. « Il faut apporter la preuve aux enseignants que c'est un plus dans leur pratique », déclare Jean Geoffroy, chargé de dossier au cabinet de Lionel Jospin. Après les effets de masse du plan IPT, il s'agit de rassembler et de convaincre.



La morosité des éditeurs

La sélection a été terrible parmi les fabricants de logiciels éducatifs. Et les petits ont mieux résisté que les grands

A ruée vers l'informatique n'est plus qu'un souvenir pour les éditeurs de logiciels éducatifs. Après « l'enthousiasme du plan Informatique pour tous », dans les années 1985-1986, l'heure est à la morosité, voire à l'inquiétude, parmi ceux qui ont survécu aux gris lugubres de cet âge d'or. Car la sélection a été terrible. De la nuée de PME qui avaient cru pouvoir conquérir leur place au soleil de l'informatique scolaire il ne reste que les plus courageux et les plus inventifs. Même les « grands » de l'édition scolaire n'ont pas tous persévéré. Hachette a abandonné la partie, Nathan, Hatier et, à une plus petite échelle, Belin, ont résisté, mais n'affichent pas une santé débordante.

Au total, un cercle très fermé — une vingtaine de sociétés — se partage un marché qui ne l'est pas moins : celui de l'éducation nationale. Pourtant, l'Etat, qui consacre encore cette année un budget de 70 millions de francs en logiciels éducatifs, n'est pas spécialement pingre.

Mais la situation a radicalement changé, depuis les temps héroïques où se sont vendus, par milliers, des programmes de français ou de mathématiques, qui n'étaient que l'adaptation, pas toujours réussie, d'un manuel scolaire. Les ordinateurs étaient arrivés si brusquement et si massivement dans les établissements que la concurrence

entre éditeurs s'était jouée d'avantage sur la vitesse que sur la qualité. Résultat : des logiciels « pédagogiquement limités, voire nocifs, avec parfois des fautes d'orthographe », comme le rappelle un observateur attentif. Les enseignants ont vite abandonné les produits médiocres. Ceux que l'expérience n'a pas définitivement dégoûtés sont devenus beaucoup plus exigeants.

Dans le même temps, les ordinateurs Thomson, livrés par centaines de milliers, se sont révélés peu fiables et insuffisamment puissants pour des utilisations pédagogiques intéressantes (1). Les machines de type « PC », qui les remplacent dans certains établissements, ont ouvert de nouveaux horizons. En 1987, alors que l'engouement pour l'informatique scolaire commençait à retomber, M. Monory avait tenté de lui donner un second souffle : recentrage de l'utilisation des logiciels, lancement d'un concours de scénarios pour remobiliser les enseignants et, surtout, achat par le ministère de « licences mixtes », permettant aux établissements d'utiliser des logiciels coûteux pour une somme modique.

PHILIPPE BERNARD

Lire la suite page 20

JEAN-JACQUES BOZONNET

Priorité à la formation des maîtres

Dans le rapport d'une centaine de pages que lui a demandé Robert Chapuis, en novembre 1988, et qui est rendu public jeudi 12 octobre, Monique Grandbastien, professeur à Nancy-II, établit un bilan de la situation actuelle des technologies éducatives — en particulier l'informatique — et avance une série de propositions.

Afin de « poursuivre l'œuvre de modernisation des formations » et de « faire de la décennie 90 celle de la consolidation, de l'intégration des technologies nouvelles dans le système éducatif », elle énumère quelques conditions à remplir, dont la principale est la formation initiale des maîtres. « C'est un passage obligé et une urgence absolue. » Une formation de base aux technologies devra être obligatoire pour tous, en particulier dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) prévus par la loi d'orientation. Ceux-ci devront comporter un département spécialisé et sont invités à donner l'exemple, en utilisant les nouvelles technologies dans leur mission de formation.

Après avoir rappelé toutes les utilisations possibles de l'informatique comme outil pédagogique, Mme Grandbastien plaide pour sa généralisation progressive. D'une part dans les établissements : l'informatique étant partout dans la société, elle doit être partout dans l'école, dans les actes pédagogiques aussi bien qu'administratifs. Elle insiste pour que les projets d'établissements intègrent dorénavant cette dimension et que toutes les formes de partenariat soient systématiquement encouragées.

D'autre part, elle réclame au niveau national « une approche globale et cohérente ». Pour cela, elle préconise la création d'un observatoire permanent sur l'utilisation des technologies nouvelles, afin que les décideurs puissent disposer d'un tableau de bord pour éclairer leurs choix. Enfin, elle estime qu'il faut distinguer les études prospectives de la gestion quotidienne, en créant, d'une part, un comité d'experts chargé de la prospective, et de l'autre une cellule de coordination « au plus haut niveau ».

J.-J. B.

Précis de littérature comparée

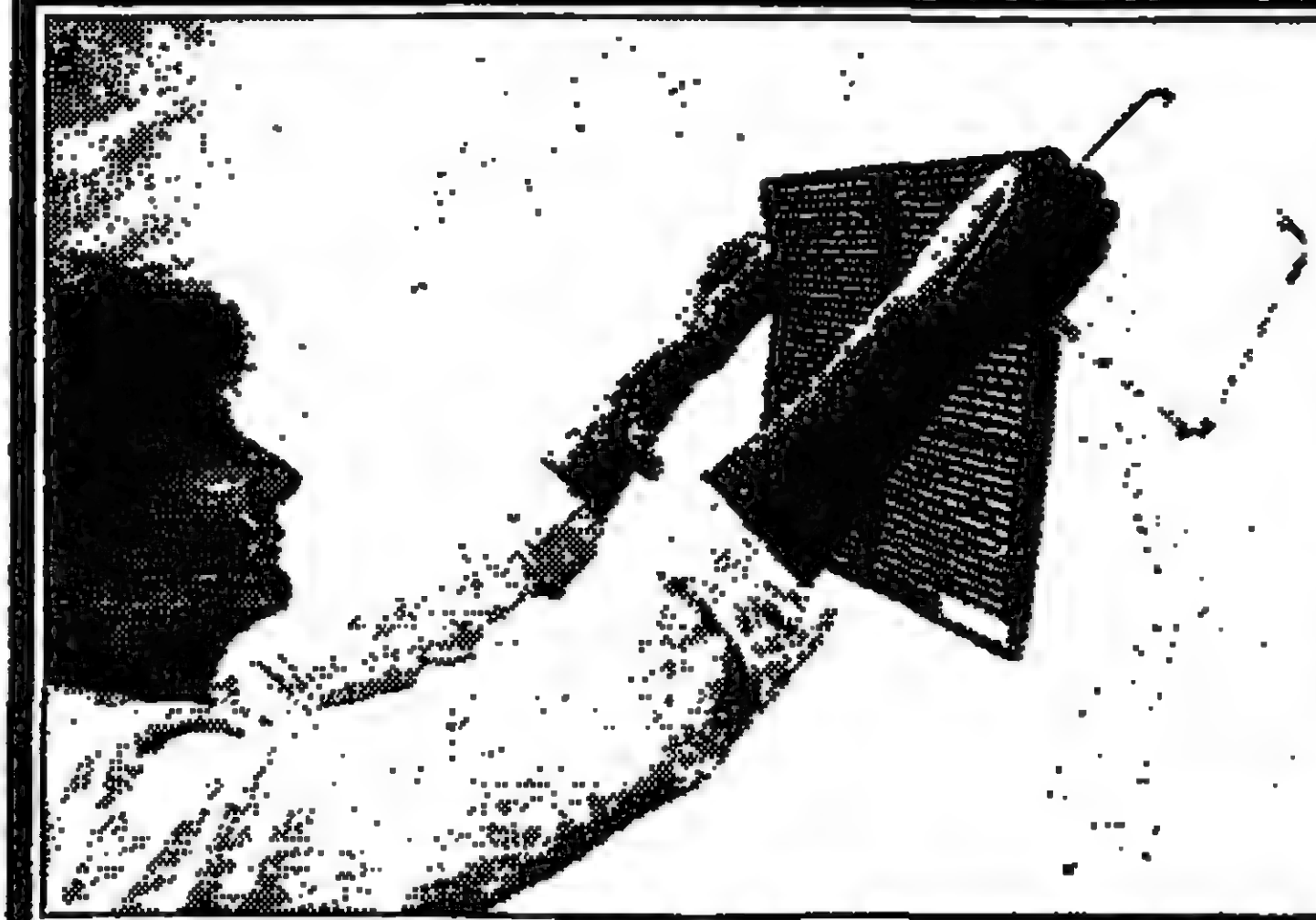
Sous la direction de P. Brunel et Y. Chevalier

La littérature comparée est devenue une discipline majeure. Ce précis, à la pointe de la recherche, recense l'état des lieux et trace de nouvelles perspectives. Il s'adresse à tous ceux pour qui la littérature est à la fois aventure personnelle et découverte d'autrui.

384 pages - 195 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



L'Institut néerlandais de Paris est menacé de fermeture

Les Héros de l'Égo

Télérama

bert prend le Pagnol.

Intelligence des plaisirs. Le livre marchand de journaux.

Les nouvelles technologies dans l'éducation

Vidéodisque à Montreuil-Bellay

MICHAEL, treize ans, est l'un des élèves de l'option vidéodisque, mise en place depuis quelques années au collège « Calypso » de Montreuil-Bellay, près de Saumur (Maine-et-Loire) dans le cadre d'une recherche INRP. Chaque mardi, entre deux cours, cet élève de quatrième file avec ses copains vers la salle équipée de vidéodisques.

Sur l'écran piloté par ordinateur, défilent des vues aériennes des châteaux de la Loire. Elles ont été sélectionnées par les enfants, parmi les cent mille diapos d'un vidéodisque.

Elèves de Montreuil-Bellay vont passer à un stade plus ardu de la recherche. Après avoir sélectionné les critères de leur banque d'images, ils vont essayer de concevoir eux-mêmes un système capable d'analyser les documents. Apprendre aux élèves à « circuler » dans des bases stockées sur vidéodisque, à détecter et à analyser les éléments pertinents, puis à y introduire du raisonnement : tel est l'objectif qu'Alain Beaufils, chercheur à l'INRP, poursuit avec ces expérimentations sur « les méthodes d'intelligence artificielle et l'enseignement ». « L'élève est en situation de recherche, il construit lui-même l'objet de son savoir », explique-t-il. La technologie vient ainsi au secours de méthodes pédagogiques déjà anciennes.

du travail est de définir son projet et de bâtir un scénario : quel type de documents ? Ingrid par exemple, après avoir constitué à partir d'un vidéodisque une banque de données sur le relief français, étudie, avec deux amis de sa classe de quatrième, la possibilité d'obtenir une cartographie à usage touristique.

En raisonnant sur des bases de données images, l'élève, selon Alain Beaufils, « acquiert des connaissances, puis apprend à les organiser, et, comme le produit qu'il fabrique est destiné à être uti-



« Une démarche pédagogique riche qui incite l'élève à l'observation et à l'analyse »

que. Puis, pour chaque château, les élèves ont conçu une fiche de critères qui permet à l'utilisateur de la banque de données de trier les images en fonction de ses besoins. Construire un tel programme interactif n'est pas une mince affaire. Pour Michael, cela a demandé une année entière de travail minutieux. Pascal, un élève de cinquième en difficulté, a mis au point une banque d'images sur des automobiles, d'autres sur des oiseaux et des peintures. « C'est une démarche pédagogique riche. Cela incite l'élève à l'observation et à l'analyse », estime Luc Ria, professeur d'EPS, qui anime cette activité optionnelle avec Jean-Claude Chauveau, professeur de maths, et Luc Martin, professeur d'anglais.

Ces enseignants jonglent avec les horaires, pour mobiliser une quarantaine d'enfants de cinquième et de quatrième et de troisième tout au long de l'année, à raison d'une heure par semaine. Cette année, les

même l'objet de son savoir », explique-t-il. La technologie vient ainsi au secours de méthodes pédagogiques déjà anciennes.

Un projet et un scénario

Pour travailler au développement d'un système de réflexion automatisée (système expert), Michael et ses camarades disposent d'un Macintosh prêt par la société Apple et d'un nouveau logiciel, Hypercard, très performant, reliable à un vidéodisque et à un CD ROM. Cependant, la technologie n'est pas l'essentiel. « Il faut qu'elle soit la plus transparente possible », affirme Alain Beaufils. Hormis le professeur de mathématiques, aucun des animateurs n'est un spécialiste de l'informatique. Elèves et enseignants apprennent ensemble, ou presque. L'essentiel

lisé par d'autres, il apprend aussi à les transmettre. Il entre dans un processus de communication ». Encore très expérimentale et balbutiante, l'activité vidéodisque a-t-elle une chance d'être accessible un jour à d'autres collèges ? Son existence est menacée à Montreuil-Bellay même, où les parents d'élèves et bon nombre d'enseignants de ce CES rural restent indifférents et où les problèmes de matériels vont se poser lorsque le prêt de la société Apple arrivera à son terme. Le fournisseur de cet établissement de sept cents élèves a-t-il vraiment les moyens d'investir lourdement pour une quarantaine d'élèves ? Nul besoin d'un ordinateur pour obtenir la réponse.

J.-J. B.

(1) Une autre recherche INRP est en cours sur le même sujet au collège de Limours, dans la région parisienne.

Un collège multimédias

LE crayon optique a des charmes que ne possèdent pas les vulgaires crayons feutres. Au collège Joseph-Anglade de Lézignan-Corbières, dans l'Aude, l'informatique, la télématique et la vidéo sont à l'honneur depuis plus de huit ans. Plus qu'un simple apport logistique, les nouvelles technologies ont suscité un enthousiasme et un dynamisme certains dans ce collège « multimédias ».

An beau milieu des vignobles, le collège Joseph-Anglade dresse ses bâtiments anciens que sont venues compléter des constructions nouvelles. L'aventure technologique y a débuté en 1981, à l'initiative d'un professeur de classes préparatoires professionnelles de niveau. M. Jean-Pierre Cayrol imagine alors de faire bénéficier ses élèves d'un enseignement assisté par ordinateur dont il concevra lui-même les logiciels. L'administration accepte, achète une douzaine d'appareils... découvre que l'expérience s'avère satisfaisante. « J'étais assez stupéfait, confie M. Pierre Clergue, principal du collège. Je me suis dit que, si cela marchait avec des élèves en difficulté, cela pouvait aussi fonctionner avec les autres ».

Très vite, l'établissement se dote d'une quarantaine d'ordinateurs et de deux têtes de réseau, profitant au passage des subventions fournies par le plan informatique pour tous. Les machines sont acquises grâce à la taxe d'apprentissage et à l'argent collecté au cours de différentes loteries. Aujourd'hui, la majorité des élèves suivent une ou deux heures d'enseignement assisté par

ordinateur chaque semaine, en français, en mathématiques ou en langues. Une partie des professeurs ont suivi des stages de formation et le proviseur lui-même est retourné à l'école pour se perfectionner. Dans le centre de documentation, rebaptisé « médiathèque », les enfants ont accès à deux ordinateurs en libre service.

La télématique au secours des élèves

Surtout, les écrans verts sont devenus des manuels scolaires sophistiqués pour l'apprentissage de la lecture, du calcul ou des conjugaisons étrangères. Rivées devant leurs claviers, des classes entières retiennent leur souffle, en attendant l'affichage de leurs résultats. Le silence est total, leur fascination presque angossante et les soucis de discipline complètement absents. « Face à un ordinateur, les élèves se sentent beaucoup moins jugés que par un contact direct avec la classe entière, observe un enseignant de français. Ils prennent confiance en eux ». Outre leur caractère ludique, les petites machines (des Thomson MO5 et MO6) ont l'avantage de permettre un suivi individuel des élèves. Une fois par mois, M. Cayrol affiche une liste complète des résultats de chacun, rapportés au temps passé sur chaque exercice. Les enfants en difficulté sont signalés et des séances de rattrapage leur sont proposées.

La télématique vient aussi au secours des élèves, grâce à un serveur « maison » nommé Lestel.

Outre des informations générales sur la vie de l'établissement, les collégiens peuvent y trouver un stock d'exercices corrigés et expliqués, que les enseignants renouvellent trois fois par an. « Heureusement que les professeurs y croient », soupire M. Clergue, car je ne peux presque pas les payer. C'est pourtant formidable pour les enfants et beaucoup moins cher qu'un cours particulier. » Les élèves peuvent enfin utiliser la vidéo pour bâtir des mini-documentaires ou pour égarer les cours de langue. « La caméra, ça fait un peu peur, mais ça oblige à travailler sérieusement », explique une petite fille. On a l'impression de faire quelque chose de bien ».

Ce sentiment semble largement partagé dans l'établissement, où l'arrivée des nouvelles technologies a fomenté les enthousiasmes. L'atter d'arts plastiques débordé de projets, la documentaliste parle avec entrain de son gigantesque dictionnaire sur disque dur et les responsables de l'établissement songent déjà à l'avenir. Non sans quelque inquiétude : « Que ferons-nous si les ordinateurs que nous donnera l'éducation nationale pour remplacer les nôtres ne sont pas compatibles avec eux ? » interroge M. Cayrol. Généreux, il a bien essayé d'intéresser l'éducation nationale à ses réalisations, en proposant ses logiciels au rectorat. « Pourtant, je proposais de leur donner mon travail », regrette-t-il... L'administration est en sans doute demeurée muette de surprise.

RAPHAËLE RÉROLLE

Télédétection à Toulouse

LA biologie ? Les élèves de Suzanne Dupont s'y intéressent de loin. De très loin. Et avec passion. Pour eux, l'outil de base n'est pas le microscope, mais l'image-satellite. Dans une salle spécialement aménagée du lycée Saint-Sernin de Toulouse, ils s'affairent, par groupes de quatre ou cinq, autour des quatre ordinateurs. Deux élèves, penchés sur un document du satellite Spot, confrontent leurs observations, puis dictent des données à leurs camarades installés au clavier du terminal.

Au fil des séances de travaux dirigés, d'octobre à mai, l'image rouge et bleu de la vallée de la Gimone (Gers) livre ses secrets. Lorsque le document est analysé, épluché à fond, la classe se rend sur place, rencontre les agriculteurs et des ingénieurs agronomes, afin de vérifier ses hypothèses et, si besoin est, d'éclaircir des points restés obscurs. L'objectif des élèves est d'établir une cartographie, aussi précise que possible, de la vallée, comme leurs aînés l'ont fait pour la région de Figeac, dans le Lauragais, ou pour la forêt de Bouconne, dans la banlieue toulousaine.

Il y a plus de quatre ans que Suzanne Dupont utilise la télédétection comme support principal de son cours de seconde. « La classe s'y prête, dit-elle, car on peut faire une progression interdisciplinaire avec les professeurs de physique et de géographie ». En biologie, l'étude d'un écosystème ou d'un agrosystème permet, selon elle, de balayer la quasi-totalité du programme. En physique, l'apport de

la télédétection est plus ponctuel (étude de la radionétrie), mais, en géographie, les images satellites sont d'un précieux concours pour l'approche de la Terre et des phénomènes climatiques.

Adeptes de la télédétection depuis deux ans, André Monin, un collègue de Suzanne Dupont, n'y voit que des avantages. « Cela offre des séquences pédagogiques variées : les élèves travaillent en autonomie, ils sont toujours actifs et acquièrent naturellement une démarche scientifique ». L'un des anciens élèves, Larbi Belgouna, aujourd'hui en première, confirme : « Les deux heures de TD passent vite. On retient mieux les choses qu'après deux heures de cours normaux. dommage que je ne puisse pas continuer cette année ».

Les honneurs de la presse

En arrivant en seconde, peu d'élèves ont entendu parler de la télédétection. En bons Toulousains, ils connaissent le CNES, mais ignorent à quoi peuvent servir les images prises par Spot. En quelques semaines, les voilà experts dans l'utilisation du logiciel et capables de lire les photos satellites. A la fin de leur seconde, Béatrice Bastier et Nathalie Barbast ont été lauréates d'un concours spécial. Elles ont eu les honneurs de la presse locale et on les sollicite pour tenir le stand de la télédétection dans les Salons.

Car la télédétection au lycée a déjà ses lettres de noblesse. Elle

figure dans les manuels de seconde. Les choses sont allées vite depuis que Suzanne Dupont a commencé en 1983, avec une équipe de l'INRP, ses recherches en la matière. Son cours sur le Lauragais, testé dès 1984-1985 sur une classe de première B, a servi aux huit autres lycées pilotes. Aujourd'hui, un lycée par académie est équipé pour la télédétection. En Midi-Pyrénées, le conseil régional prévoit de doter un établissement par département. Suzanne Dupont, qui dispose pour le moment de six machines et de trois imprimantes laser « afin de travailler par groupes de trois élèves », estime que, « dans deux ans, tous les lycées de la région seront équipés d'une machine ».

Reste à convaincre les professeurs et à les former. Le logiciel mis au point par l'équipe de Suzanne Dupont est d'un maniement simple. Au cours des stages de formation qu'elle organise à Figeac et à la Toussaint pour ses collègues de la région, elle s'aperçoit que la difficulté est d'adapter sa pédagogie à l'outil technologique. Comment intégrer les cours de biologie, de physique et de géographie aux travaux de télédétection ? En 1986, les enseignants toulousains avaient réfléchi, à partir de leurs études de la forêt de Bouconne, un important ouvrage pédagogique, riche en documents et en fiches pratiques, que n'importe quel professeur aurait pu utiliser et transposer pour ses besoins personnels. Il attend toujours un éditeur...

J. J. B.

La morosité des éditeurs

Suite de la page 19

Depuis lors, des commissions, où siègent notamment des inspecteurs généraux de chaque discipline, examinent, chaque année, les produits proposés par les éditeurs, puis dressent une liste de logiciels, qui équivaut à l'attribution d'un « label éducation nationale ». Les établissements secondaires, qui reçoivent chacun un crédit variant entre 5 000 F et 9 000 F par an, sont ainsi fortement aidés et guidés dans leur choix. Cette politique a été poursuivie par M. Jospin, mais après six mois d'hésitation. Au lieu d'être publiée à la rentrée 1988, la liste des logiciels retenus par l'éducation nationale ne l'a été qu'en mars 1989 : trop tard pour l'année scolaire 1988-1989, d'autant que l'argent avait souvent été dépensé autrement.

L'expérience de cette année noire a fait brutalement apparaître la fragilité des éditeurs de logiciels face aux incohérences de l'éducation nationale. « Des entreprises privées ne peuvent répondre à des besoins publics et investir dans l'innovation sans une certaine continuité budgétaire. Faute de politique volontariste, l'avenir de l'industrie française du logiciel éducatif serait compromis », estime M. Jacques Naymark, directeur de Jeriko, l'une des entreprises créées par des enseignants-chercheurs qui ont survécu à la bonrasserie. Même observation chez le « baron » du secteur, Nathan Logiciels, qui réalise la moitié de son chiffre d'affaires avec l'éducation nationale. Son directeur, M. Michel Bussac, souligne que le ministère prend mieux en compte nos idées ». Tous les éditeurs dénoncent l'insuffisance des moyens engagés pour la

formation des enseignants à l'informatique.

Fin, en effet, le temps où un produit « bidouillé » par un enseignant dans son grenier pouvait être mis tel quel sur le marché. La durée de gestation d'un programme éducatif a été multipliée par trois, et sa mise au point peut mobiliser quatre personnes pendant un an. De plus, la distinction entre les enseignants — qui conçoivent un scénario — et les informaticiens — qui en réalisent la transcription sur ordinateur — s'est imposée. On édite des logiciels éducatifs de moins en moins comme des livres et de plus en plus comme des films. Les petits éditeurs, plus souples, ont négocié plus facilement ce virage que les grands, liés aux éditeurs scolaires.

« Éditer un logiciel est un métier en soi. Nous n'attendons pas d'un auteur un produit fini, comme le font les éditeurs papier, et nous investissons beaucoup plus dans le développement », explique M. Jacques Roques, PDG de Langage et Informatique, une société installée depuis 1982 à Toulouse, qui s'est taillé un succès dans le domaine des enseignements scientifiques et techniques.

Pour une avance sur recettes

Les à-coups de la politique de l'éducation nationale rendent cependant hasardeux l'investissement sur la durée et mettent en cause la qualité de produits commercialisés. De bons scénarios restent dans les cartons, faute de débouchés assurés dans le système scolaire. Théoriquement rationnelles et transparentes, les procé-

dures de choix imaginées par l'administration n'éliminent ni les facteurs humains, ni les incompréhensions. Des éditeurs mettent en cause les choix imprévisibles des membres de certaines commissions, tandis que d'autres dénoncent tacitement leur accord dès la présentation d'une maquette.

Afin de réduire ces incertitudes, des éditeurs demandent l'instauration d'un système d'avance sur recette, comparable à celui fonctionnant pour l'industrie cinématographique. L'idée toutefois ne fait pas l'unanimité au ministère, où l'on craint que l'argent du contribuable soit ainsi englouti dans des projets éducatifs, mais jamais réalisés.

Pour survivre, les plus imaginatifs des petits éditeurs ont dû diversifier leurs activités vers la formation professionnelle, où les besoins sont massifs et où le savoir-faire acquis dans l'éducation nationale peut être réinvesti. Langage et Informatique travaille pour l'aérospatiale et a fait entrer les Charbonnages de France dans son capital. Jeriko voit son avenir dans une prise en charge plus globale des besoins de formation incluant le conseil aux entreprises et aux administrations. D'autres voies se dessinent à l'échelon européen, où les logiciels scientifiques peuvent facilement être transférés, et dans les pays francophones.

Le comble serait que le système scolaire et universitaire, qui, grâce à ses commandes centralisées, a su favoriser l'émergence d'une industrie sans doute unique au monde, ne finisse par étouffer ce brillant rejeton.

PHILIPPE BERNARD

L'évaluation des établissements

Les quatre-vingt-dix lycées qui vont faire l'objet d'une évaluation d'un genre nouveau par l'inspection générale ne seront pas choisis parmi les établissements ayant « des difficultés particulières » comme nous l'indiquions dans Le Monde - Campus du 5 octobre. Ces lycées doivent au contraire constituer un « échantillon raisonnablement représentatif » des lycées français à partir duquel pourra être dressé un bilan national qui sera remis au ministre en juin prochain. Trois

critères objectifs ont été retenus par l'inspection générale pour sa sélection : la taille de l'agglomération où l'établissement est situé, ses effectifs d'élèves et sa structure pédagogique (sections proposées). Trois ou quatre lycées par académie seront choisis selon ces critères. La décision d'évaluer tel établissement ne doit donc en aucune façon le désigner comme ayant des problèmes ».

Ph. B.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

CAMPUS

« Madame le docteur » fait la classe

Médecin pendant sept ans, Laure Pecker a abandonné son premier métier pour devenir institutrice. Une reconversion qui a étonné son entourage, mais qu'elle ne regrette pas.

LAURE PECKER a échangé sa blouse blanche contre une plume et des craies de couleur. En entrant pour la première fois cette année dans l'école Jules-Ferry de Parthenay, cette institutrice des Deux-Sèvres ne connaissait pas encore les capacités de ses élèves en calcul ou la fréquence de leurs fautes d'orthographe. En revanche, elle se souvenait parfaitement de la rougeole de celui-ci, ou de leurs vaccinations, ou de leurs premiers pas. Après avoir exercé, pendant sept ans, la profession de médecin généraliste, Laure Pecker a décidé de devenir enseignante. Elle a retrouvé les petits écoliers de CE1 et CE2 qu'elle avait parfois connus avant même leur naissance. L'accouchement semble réussi, même si l'image que lui renvoient ses interlocuteurs fait souvent sourire celles que l'on appelait autrefois « Madame le docteur ».

Comme beaucoup d'autres, Laure Pecker a profité du décret de 1987 repoussant de trente à quarante ans la limite d'âge imposée aux candidats instituteurs. Une enquête à paraître de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) montre que le nombre des enseignants qui rejoignent l'école « sur le tard » n'est pas négligeable. Selon cette étude réalisée en 1988 auprès de 842 instituteurs débutants, 22,4 % d'entre eux avaient déjà exercé une autre profession. Sur ce nombre, 35 % avaient travaillé hors de l'éducation nationale de six mois à un an, 9 % plus d'un an et 1,2 % plus de deux ans. A l'école normale des Deux-Sèvres où Laure Pecker a fait ses études, la moyenne d'âge des étudiants est de vingt-huit ans. La promotion 1988-1989 ne comprenait, pour trente personnes, que deux ou trois élèves sortant directement d'un DEUG universitaire.

Les motivations de ces convertis qui deviennent instituteurs après avoir boursingué dans d'autres caux, sont diverses. Pour Laure Pecker, une certaine fidélité pour

la profession médicale semble avoir été déterminante. A trente-cinq ans, elle reconnaît aujourd'hui s'être orientée vers les études médicales par défaitisme et par manque d'information beaucoup plus que par vocation. « Je voulais, explique-t-elle, faire des études grâce auxquelles j'obtiendrais un métier assuré. » L'enseignement ? Elle y avait bien pensé, mais son entourage s'était récrié : sans Normale Sup, lui avait-on affirmé, rien de sérieux n'était envisageable. Au terme de ses sept années d'études, elle émigre donc vers la petite ville de Parthenay pour entrer à mi-temps dans un cabinet médical. Ses patients l'intéressent, mais les contraintes que lui imposent les gardes et les urgences lui pèsent. « J'en avais assez d'être sur le quai-ville jour et nuit, affirme-t-elle. Je ne voyais plus assez mes deux enfants. En province, il n'y a pas SOS Médecins comme à Paris. »

Lorsqu'elle découvre, au cours de l'été 1987, que ses trente ans passés ne lui ferment plus les portes de l'école, elle décide de tenter sa chance dans l'enseignement. Là encore, la vocation n'est pas vraiment son guide. « Je me suis

dit : pourquoi pas ? Ça ou autre chose... », se souvient-elle en souriant. Une révision « consciencieuse » lui permet d'intégrer l'école normale de Niort et la vie strictement ordonnée des élèves instituteurs. « On nous traitait un peu comme des gamins. Il fallait assister à tous les cours, y compris ceux dans lesquels certains d'entre nous étaient plus calés que les professeurs. Finalement, ceux qui avaient déjà des diplômes ont obtenu du temps de travail personnel plus important que les autres. »

Une passion pour la pédagogie

L'arrivée de personnes expérimentées dans les écoles normales n'est pas de tout repos, comme le confirme le directeur de l'école normale de Niort. « Ils sont moins malléables que les tout jeunes gens, observe M. Yves Dussart. Ils ont souvent des idées très arrêtées et ne croient qu'à l'expérimentation. » Laure Pecker, pourtant, conserve d'agréables souvenirs de sa formation. La pédagogie, surtout, lui a semblé passionnante.

même si l'enseignement dispensé s'est parfois révélé trop ébéné. « Quand je me suis retrouvée face à mes élèves, j'ai été obligée de réviser mes ambitions à la baisse, explique-t-elle. J'ai découvert qu'ils pouvaient se bagarrer pour une gomme et mettre dix minutes pour copier la date du jour. »

Laure Pecker se montre finalement satisfaite de son nouveau métier, même si ses préoccupations ne rejoignent pas toujours celles de ses collègues. En tant que médecin, elle respecte la calligraphie ne lui paraît pas essentielle et les lignes d'écriture l'ennuient. « Il existe des choses plus importantes. Les enfants ne sont-ils pas destinés à se servir d'ordinateurs et de machines à écrire ? » Le personnel de l'établissement la consulte de temps à autre, pour une douleur ici ou là, bien qu'elle ait tout à fait abandonné sa pratique médicale.

Le souvenir de son titre se réveille toutefois dans certaines circonstances. Pourquoi, demande-t-elle, « faire la carotte » devant l'inspecteur ? « Après tout, moi aussi j'ai un doctorat. » Laure Pecker évoque aussi, non sans malice, la manière dont certaines personnes considèrent son changement de profession. « Beaucoup semblent considérer qu'il s'agit d'une régression, affirme-t-elle. Lorsque j'ai annoncé à ma mère que j'étais prof de fac, que j'allais devenir institutrice, elle m'a répondu très sérieusement : « Il n'y a pas de soi-même. » Cette situation ne lui pèse guère, elle qui a demandé sa radiation du conseil de l'Ordre et trouve « exagérée » la considération accordée aux médecins. La diminution de trois mille francs de son salaire mensuel n'est pas non plus sa principale préoccupation, cette perte lui semblant compensée par un supplément de vacances. Tout au plus se demande-t-elle peut-être si le « stress » de l'instituteur ne vaut pas celui du médecin.

R. R.

« Mathématiques en révolution »

L'association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (APMEP), qui regroupe les enseignants concernés par les mathématiques de la maternelle à l'université, organise, du 28 au 31 octobre à Paris, ses Journées nationales sur le thème « Mathématiques en révolution », sous le patronage de la Mission du Bicentenaire. Outre l'évocation des découvertes scientifiques de l'époque que révolutionnaire, cette manifestation sera l'occasion de multiples débats et expositions sur les révolutions en cours, comme celle de l'intelli-

gence artificielle. Les professeurs de mathématiques seront d'autre part invités à remettre leurs cahiers de doléances.

En parallèle à ces journées, qui auront lieu à la Sorbonne et au lycée Henri-IV, se déroulera, du 28 au 30 octobre, le premier Salon Mathécom, où se rencontreront « amateurs, professionnels, utilisateurs et fournisseurs des mathématiques ».

Rechercher à l'APMEP, tél : (161) 45-35-43-05.

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le COTE, association responsable de ce service, basée en collaboration avec la MNER, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 95 F.

Les entreprises désireuses de passer les offres sont priées de contacter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

INFORMATIQUE

Lieu : St-Ouen. Date : immédiat. Durée : vendredi et samedi. Profil : bac. Connaissances MS DOS, formation à la PAO assurée par l'entreprise. Animations sur toute la France. 17 607.

Lieu : Compiègne. Date : décembre ou janvier. Durée : 6 mois. Ind. : 8 000 F/mois. Profil : bac + 5 DESS-Informatique, sciences et techniques. Mission : développement de logiciel. Connaissance génie logiciel applicatif. Ingénierie qualité et fiabilité industrielle. 17 605.

Lieu : Charente. Date : immédiat. Durée : indéfinie. Ind. : à convenir. Profil : bac + 5 ingénieur Télécoms. Mission : système en régie en mission chez des clients liés par un contrat avec l'entreprise. 17 604.

Lieu : Charente. Date : immédiat. Durée : indéfinie. Profil : bac + 5 ingénieur Télécoms. Mission : s'intégrer dans une équipe pour travailler sur des logiciels de communication. 17 603.

Lieu : Vaux-en-Val (69). Date : décembre. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2 info. Mission : développement d'applications sous DBase III et d'Atipian 3. 17 602.

Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 à 5 000 selon niveau. Profil : bac + 4. Mission : projet en billetterie. Programmation en langage C sous UNIX ou MS DOS. 17 600.

Lieu : la Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 2 500 à 3 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mis-

sion : travailler avec Paradox avec ouverture sur Excel. 17 598.

Lieu : la Défense. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 500 à 3 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : PAO et Sligh Show, formation assurée par l'entreprise. 17 597.

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : selon compétences. Profil : informatique + biochimie. Mission : concevoir et développer des systèmes experts, mise en place et suivi d'un service. 17 596.

MARKETING

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F/mois. Profil : bac + 4 marketing. Mission : analyse des méthodes commerciales d'une maison d'édition de livres. 14 583.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : fixe + % à négocier. Profil : bac + 4. Mission : marketing dans le secteur médical... formation complémentaire en biologie souhaitée. 14 582.

Lieu : Viroflay. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 1 400 F/mois. Profil : bac + 2 marketing et commerce international. Mission : étude d'implantations, test de services. 14 581.

Lieu : Le Plessis-Robinson. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 2 000 F. Profil : bac + 4. Mission : développement de produits merchandising étude de marché. 14 580.

Lieu : Mondouville (31). Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 4 marketing. Mission : élaboration d'un musée en Aquitaine. Maîtrise d'histoire contemporaine. 14 577.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : négociable. Profil : bac + 3. Mission : études de rapprochement et organisation de voyages en Asie. 14 575.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : SMIC et intéressement. Profil : bac + 3. Mission : recherche de nouvelles sources et les rapprochements et alliances. 14 574.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : promotion de régions françaises à l'étranger. Organisation d'événements culturels. 18 592.

Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 2 500 F/mois au départ. Profil : bac + 2 publicité. Mission : assurer des relations téléphoniques auprès de journalistes. Organisation de suivi. 18 590.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 000 F/mois. Profil : bac + 2 communication. Mission : assistant attaché de presse dans une maison d'édition. 18 589.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : arisanat sur budgets de relations publiques et relations presse en alimentaire. 18 588.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 à 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : agence de communication événementielle. Lancement d'opérations. 18 587.

Lieu : Paris. Date : du 23/10 au 1/12/89. Ind. : 280 F/jour + repas et hôtel. Mission : Tour de France pour présentation d'éditions Mazon/Colin. Envoi de deux équipes sur cette opération. 18 586.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : budget alimentaire et décoration. Besoin d'un attaché de Presse. Anglais souhaité mais non indispensable. Connaissance descriptif appréciée. 18 585.

Lieu : Noisy-le-Grand. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F/mois. Mission : préparation salon, stands, conférences, publications. Mi-octobre, mi-novembre... 18 582.

COMMERCIAL

Lieu : Villaines. Date : immédiat. Durée : 2 mois et embauche. Profil : bac + 2. Ind. : 1 450 F/mois. Mission : relations avec la clientèle. 15 574.

Lieu : Cergy-Pontoise. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : responsable d'une agence. Gestion vente de produits informatiques. 15 573.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois avec embauche éventuelle. Ind. : SMIC. Profil : bac + 3 allemand. Mission : relations avec RFA, avec déplacements éventuels, négociation de contrats avec des clients allemands. Etude de rapprochement européen. 15 571.

GESTION

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 4. Mission : assister le responsable de gestion des ressources humaines d'un grand groupe de services dans les domaines suivants : recrutement cadres et non-cadres. Mise en place d'une bourse de l'emploi sur minitel. Gestion de divers dossiers. 11 544.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac G2. Mission : aide comptable pour rattrapage d'écritures comptables et formation éventuelle. 12 547.

SECRETARIAT

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 3 500 F à 5 000 F/mois. Mi-temps à moitié. Profil : bac G2 avec anglais. Mission : secrétariat et comptabilité s'insérant dans la gestion, différentes tâches administratives. 24 477.

DIVERS

Lieu : Vaires (77). Date : immédiat. Durée : 2 mois avec possibilité d'embauche. Profil : IUT chimie. Ind. : 1 500 F/mois. Mission : analyse CPG et IR. Audit statistique des produits finis et matières premières. Dégagé des O.M. 21 541.

Et de nombreux autres stages sur minitel :

3615 JOBSTAGE

ou en appelant au : 47-35-43-43

E.M.A.

Ecole Montparnasse Audiovisuelle

Enseignement en 2 ans aux métiers de la TV et de la Vidéo

45 49 41 46

E.M.A.

8, Rue de l'Arrivée 75015 Paris

Le Monde CAMPUS

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

l'actualité sociale, culturelle et pratique

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

(Publicité)

Deux DEA sur l'Europe à l'université Paris-VIII

■ DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES (DEA) : INSTITUTIONS ET DYNAMIQUES SOCIOPOLITIQUES DANS L'EUROPE DES DOUZE

Vous êtes titulaire d'une maîtrise de science politique, de sciences politiques et juridiques, de sociologie, d'économie. Vous avez une bonne connaissance d'une langue étrangère.

Le DEA Institutions et dynamiques sociopolitiques dans l'Europe des Douze sera le cadre de vos recherches sur l'adaptation des différents pays et des institutions communautaires à l'Europe élargie, à son extension et à son approfondissement.

Candidatures et Informations : Jean-Marie Vincent, département de sciences politiques, salle C 234, Tél. : 48-21-63-64 (poste 1642).

■ DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES (DEA) : MUTATIONS DES SOCIÉTÉS ET CULTURES EN EUROPE

Vous êtes titulaire d'une maîtrise de langues et civilisations étrangères, économie, sociologie, lettres, arts, philosophie, et vous avez une bonne connaissance de deux langues étrangères.

Le DEA Mutations des sociétés et cultures en Europe sera le cadre de vos recherches historiques et contemporaines sur les évolutions dans la vie intellectuelle, l'histoire des idées, les courants esthétiques, la formation, le cadre de vie, les relations du travail, la place de la science et de la technologie, la communication, l'audiovisuel, la participation des citoyens, etc.

Candidatures et Informations : Bernard Cassen, UFR 5, salle C 329, Tél. : 48-21-63-64 (postes 1255 et 1327).

Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté 93526 Saint-Denis Cedex. Tél. : 48-21-63-64.

L'ALBUM 89

PLANTU est paru

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'ANGLAIS POUR TOUS

Pour moins de 250 F

vous pourrez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec

LES COURS DE LA BBC

Deux cassettes et un livre avec explications en français

Documentation gratuite : ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M)

8, rue de Berri, 75008 Paris

Tél. (1) 43-69-80-05

LA BOURSE Le 1 AUX STAGES

DEVENEZ LE DÉLÉGUÉ DE LA BOURSE AUX STAGES DU Monde DANS VOTRE UNIVERSITÉ !

La Bourse aux Stages du journal le Monde permet aux étudiants de gagner des stages en entreprise à l'étranger.

Soyez candidat pour être le délégué du Monde auprès des étudiants de votre université entre le 20 et le 28 novembre 1989. Vous serez chargé de les informer et de les inciter à participer nombreux aux concours de la Bourse aux Stages et bénéficiez, si vous êtes retenus, de 6 mois d'abonnement gratuit au Monde.

Les 5 délégués obtenant le plus fort taux de participation dans leur université gagneront en outre un billet d'avion à destination d'une capitale européenne (Madrid, Rome, Londres, Copenhague, Athènes).

Si vous êtes candidat, écrivez à : le Monde, La Bourse aux Stages, 7, rue Pasteur-Wagner, 75011 Paris, en précisant vos motivations, nom, prénom, adresse, téléphone, université et cycle d'étude en 1989/1990.

ATTENTION : être délégué ne garantit pas l'obtention d'un des stages offerts par la Bourse aux Stages.

Le simulacre des primes

كلنا من الجاهل

COMMUNICATION

Ouverture à Cannes du MIPCOM 89

L'impossible pari des exportations françaises de programmes de télévision

Dix jours à peine après la clôture des premières Assises européennes de l'audiovisuel s'ouvre jeudi 12 octobre, à Cannes, le MIPCOM 89. Ce grand marché annuel des programmes de télévision sonne pour la France comme un rappel aux réalités. Si l'Europe exporte peu (2,5 milliards de francs en 1988), l'Hexagone fait, à proportion, encore moins bien (195 millions seulement), loin, très loin derrière la Grande-Bretagne qui passe, à elle seule, près des trois quarts des exportations du Vieux Continent.

L'antenne est connue : la France ne sait pas vendre. Pour un feuilleton comme *Bonjour maître* diffusé par toutes les télévisions européennes, combien, peu adaptés aux nécessités de l'exportation, n'ont jamais franchi les frontières ? Même la République fédérale d'Allemagne et l'Italie, plus encore handicapées par la langue pourtant, font mieux. L'inspecteur Derrick de la première comme les mini-séries de la seconde - les Indifférents, Un bambino di nome Gesù, la Mafia - ont connu nombre de chaînes étrangères.

Les Français, pourtant, ne sont pas absents des travées du Palais des festivals cannois. Proximité géographique aidant, plus d'une trentaine de maisons de production et de distribution, ainsi que toutes les chaînes nationales (M 6 mise à part), y occupent un stand. D'Annabese à Vamp Productions, en passant par des entreprises plus anciennes, plus riches ou mieux établies comme C et D, Ellipse, Initial Groupe ou Pathé-Cinéma, s'entassent dans quelques mètres carrés pour présenter, qui une dizaine d'heures de fiction, et qui trois ou quatre documentaires d'assez belle facture. « Les producteurs français qui se vivent aussi quelque part, comme des créateurs, n'ont jamais réussi à se fédérer et demeurent persuadés que personne d'autre n'est à même de vendre leurs produits aussi bien qu'eux, commente, désempé, un vieux routier. Ils perpétuent un artisanat quand quelques grands Américains débarquent à Cannes avec des milliers d'heures de programmes à proposer. »

Le rêve, un temps caressé, de doter la France d'une « force de frappe » commerciale équivalente à la puissante BBC Entreprise a fait long feu. Créée en 1983, privatisée en 1987, revendue le mois dernier par la Compagnie de navigation public, la société France Média International (FMI) est victime depuis le début et jusqu'à la caricature, malgré le dévouement de son personnel, des incohérences et des contradictions de l'audiovisuel français. Lorsque les

pouvoirs publics en dessinent les premiers contours, il s'agit de mettre sur pied une grande « société de commercialisation des œuvres et documents audiovisuels à l'étranger ». A l'image de ce qui a réussi en Grande-Bretagne comme en Italie, ils en font le « mandataire exclusif et obligatoire » de l'ensemble du service public.

Un partage abusif

De ce monopole, les chaînes ne veulent pas. Et des mois d'affrontements aboutissent à un partage abusif des tâches, entre FMI, les télévisions qui abandonnent la commercialisation de la fiction, mais conservent l'information et le sport, et la Société française de production (SFP), qui obtient de son côté le droit de commercialiser pendant dix-huit mois les œuvres qu'elle crée ! Cette confusion est encore aggravée par une évolution irréversible des lois du marché : faute d'argent, les chaînes renoncent à produire à elles seules, et recherchent des partenaires privés ou étrangers auxquels, par souci

d'économie, elles abandonnent le plus souvent les droits de commercialisation. FMI a moins à vendre malgré les accords qu'elle passe avec des producteurs privés. Premiers déficits et premier plan de restructuration.

Sa privatisation et l'arrivée dans son capital de la Compagnie de navigation public, épanchée par la Société générale de Belgique, laissent espérer un nouveau souffle... qui ne vient pas, faute d'investissements. L'an dernier, malgré une nouvelle réduction d'effectifs, le résultat d'exploitation reste déficitaire (-7 millions de francs après -10,5 en 1987). Le nouveau propriétaire de FMI, la Compagnie générale de communication et d'images, jeune société de conseil fondée par M. Jean-Marie Janovici, réussira-t-elle là où tout a échoué ? A la veille du MIPCOM, le nouveau patron de FMI se refuse à toute déclaration, même « il semble déjà acquis que la société de distribution devrait assez rapidement changer de nom, tout en s'ouvrant à de nouvelles activités. » Est-ce si étonnant ? », s'interroge ce spécialiste. TF1 privatisée

et Antenne 2 déchargée de ses anciennes obligations, ont, l'une comme l'autre, reconstitué leur service commercial, mais elles ne font guère mieux. Sur les 39,6 millions de francs de recettes commerciales engrangées l'an dernier par la chaîne publique, 14,1 viennent de royalties versées par les câblo-opérateurs belges et néerlandais et 11,9 millions seulement de la vente de droits.

La raison en est simple. Les Etats-Unis n'achètent rien et l'Asie est un monde avec lequel nous ne savons pas communiquer. Restent les pays d'Afrique - insolubles et alimentés gratuitement en programmes par le biais de Canal France International (CFI) - et l'Europe, seul marché naturel. Mais avec ses voisins, les échanges de programmes de la France se font sous forme de coproductions, nous sous forme de ventes ou d'échanges. Les rares sociétés de distribution françaises et prospères l'ont compris, qui sont surtout spécialisées dans... l'importation de programmes américains.

PIERRE-ANGEL GAY

Les échanges entre l'Europe et les Etats-Unis

Un déficit de 1,8 milliard de dollars

Si l'Europe de la télévision regarde américain, c'est bien sûr parce qu'elle aime les produits des studios de Hollywood (même si, à qualité égale, les études indiquent souvent de meilleurs taux d'écoute pour les produits « indigènes ») ; c'est aussi parce qu'importe sur le marché unifié des Etats-Unis, ces produits sont moins chers que les équivalents européens (en dépit de l'inflation provoquée par la concurrence des chaînes commerciales) ; c'est surtout parce que l'Europe ne produit pas assez par elle-même.

De ces trois facteurs : qualité, prix, quantité, ce dernier est donc déterminant pour expliquer le lourd déficit européen. Mais quelle est la taille exacte de ce déficit ?

En ne considérant que les émissions de fiction destinées aux heures de grande écoute, les experts des récentes assises de l'audiovisuel estimaient que les besoins des soixante-huit chaînes nationales d'Europe vont augmenter de moitié en cinq ans, passant de 18 500 à 28 900 heures. En regard, le cumul des œuvres européennes n'atteint que 6 600 heures de diffusion en 1994, contre 4 400 aujourd'hui, même en supposant une meilleure circulation des œuvres de « qualité européenne » (500 heures produites chaque année) ou nationales. La part de ces œuvres européennes stagne donc, autour de 23 %, dans la « fiction journalière » aux heures de grande écoute.

Ce constat alarmiste se traduit dans les chiffres des exportations américaines. Depuis 1985, les producteurs indépendants américains ont ainsi plus que doublé leurs revenus sur le marché européen, qu'il s'agisse de cinéma en salles, de télévision ou de cassettes vidéo, selon l'IDATE (1). Sur le seul marché français de la télévision, en proie à la multiplication accélérée des chaînes, ces mêmes indépendants ont multiplié par sept leurs revenus sur la même période. Quant aux « majors » de Hollywood, si bruyantes pour dénoncer les quotas « pro-

tectionnistes » de la Vieille Europe, elles ne brandissent pas leurs statistiques.

L'IDATE a calculé la balance commerciale audiovisuelle entre les deux continents. En 1988, les revenus de l'industrie américaine en Europe auraient atteint 693 millions de dollars (2) dans les salles de cinéma, 575 millions pour la télévision, 700 millions pour les programmes vidéo (dont respectivement 130, 152 et 56 millions de dollars sur le seul marché français). En face, l'Europe n'a vendu à l'Onie Sarn que 43 millions de dollars de films, 100 millions d'émissions de télévision, et 60 millions de droits vidéo (dont probablement plus de 80 % imputables aux exportations britanniques, favorisées par la langue). Bilan : un déficit européen d'environ 1,8 milliard de dollars.

Le calcul effectué par les experts, réunis début octobre aux assises de l'audiovisuel à Paris, est un peu différent. Ils retiennent le chiffre de 700 millions de dollars pour le montant des programmes américains achetés par les télévisions européennes. La France serait le premier client (228 millions de dollars) des séries américaines, suivie par l'Allemagne (151 millions), l'Italie (75 millions), la Grande-Bretagne et l'Espagne.

Les divergences de chiffres - qui justifient pleinement la création d'un observatoire de l'audiovisuel européen décidé par les assises - n'altèrent rien à la netteté des tendances. Certes, les télévisions européennes ont énormément engouffré en quelques années deux décennies de stocks de Hollywood, et la lassitude des téléspectateurs s'amplifie. Mais le déficit continental ne pourra être comblé qu'avec un effort exceptionnel et une volonté d'échanger entre continents avant de prendre l'avion de Los Angeles.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

- (1) Institut pour le développement de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe.
- (2) 1 dollar = 6,36 francs.

Un entretien avec le principal distributeur américain

Bert Cohen : « Fixer un quota, c'est une forme de censure »

Bert Cohen est l'un des meilleurs spécialistes du marché mondial des programmes de télévision. Worldvision, la société dont il est le vice-président exécutif et le chef du développement international, constitue, avec son catalogue de plus de dix mille heures d'émissions, la plus importante société de distribution indépendante américaine.

« Comment les Américains abordent-ils le MIPCOM 89 ? »

« Pleins d'espoir, évidemment. Espoir de contacts, de rencontres et d'affaires. Espoir de pacification avec les Européens, notamment avec les Français, qui ont en récolement des mois très durs à l'égard des Américains. Espoir de nouveaux débouchés, enfin. Car ce que certains ont appelé le boom du marché européen est, en fait, une succession d'essors nationaux, avec, dans chaque pays, une phase d'annonce, d'explosion et de stabilisation. Le mouvement s'est enclenché en Italie, puis en France, suivie de la Grande-Bretagne. Maintenant, nous concentrons notre attention sur l'Espagne, et deux chaînes privées. Demain, ce devrait être l'Allemagne et la Grèce. »

« La frénésie d'achat des chaînes françaises »

apportera-t-elle déjà au passé ?

« Nous ne sommes plus en 1987 ! La demande française est encore importante, mais elle s'est ralentie. La rigidité de la réglementation gouvernementale a fini par porter ses fruits. »

Une stratégie offensive

« Vous en voulez au gouvernement français ? »

« Je ne suis pas un homme politique, et je n'ai donc pas à porter de jugement sur les initiatives d'un Etat. Mais comment ne pas s'offenser d'une stratégie entièrement défensive, tout entière axée sur des quotas ? Non seulement les quotas ne règlent pas le problème du déficit des programmes en Europe, mais, en plus, ils vont à l'encontre du libre choix des téléspectateurs, qu'on considère comme aptes à élire leur gouvernement, mais comme incapables de choisir librement leurs programmes de télévision... Quel étrange paradoxe et quelle curieuse conception de la liberté ! Fixer un quota, c'est pratiquer une forme de censure, ce qui est philosophiquement inacceptable. »

« Pourquoi tant d'inquiétude ? La directive européenne, que vous redoutez tant, n'impose finalement pas de quotas... »

« L'esprit de la directive est pourtant là. Et son contenu politique compte autant que son contenu strictement juridique. Pourquoi ne pas imaginer qu'ensuite on rende obligatoire un quota de 60 % de programmes européens, puis un autre de 70 % ? Je ne comprends pas le calcul qui est fait. Les Américains font de la très bonne qualité, et c'est impensable de vouloir priver les téléspectateurs d'un produit que le monde entier plébiscite. Ces produits - souvent amortis sur le marché américain - sont vendus à un prix raisonnable, ce qui laisse aux chaînes européennes davantage de ressources pour financer des programmes nationaux. Enfin, les jeunes chaînes n'ont pas les moyens de se lancer immédiatement dans la production et elles ont besoin de nos programmes pour se constituer rapidement une audience... et des fonds. »

« Bref, la guerre n'est pas finie... »

« Ce n'est pas une guerre ; chacun défend un point de vue, et il faut continuer à discuter. Mais il faut être franc et ne pas camoufler, sous des prétextes culturels, des motifs principalement économiques ! A qui fera-t-on croire que les programmes américains - qui ne prétendent d'ailleurs pas prendre la place de programmes nationaux - peuvent être nuisibles ? »

Propos recueillis par ANNICK COLJEAN

Opposé à la directive « Télévision sans frontières »

Washington saisit le GATT

Les Etats-Unis ont décidé d'engager « une action rapide » au sein du GATT (l'Organisation qui réglemente le commerce international) contre la décision de la CEE de limiter le volume des programmes étrangers dans les pays membres, concrétisée par l'adoption, le 3 octobre, de la directive « Télévision sans frontières » (le Monde du 5 octobre). C'est ce qu'a annoncé M. Carl Hills, représentant spécial du président Bush pour le commerce, en indiquant que la directive est « incompatible avec les obligations de la CEE de ne pas faire de discriminations contre les produits étrangers au sein du GATT. »

« Protectionniste » et « discriminatoire »

La décision des Douze est « protectionniste, injustifiable et discriminatoire », a souligné la représentante du président américain. Les Etats-Unis s'inquiètent aussi des « informations parues dans la presse » selon lesquelles la CEE pourrait accorder « des centaines de millions de dollars supplémentaires en subvention aux producteurs européens ». Ces subventions, selon M. Hills, « pourraient permettre aux productions européennes d'obtenir un avantage injuste par rapport aux productions non européennes non subventionnées ».

CIRCULATION

Retrait du permis de conduire à Paris pour des stationnements « dangereux »

« Si vous avez perçu dans mes propos une tonalité générale de rigueur, vous ne vous êtes pas trompés... » Le préfet de police, M. Pierre Verburgh, a clairement annoncé la couleur au cours du long débat sur la circulation, mardi 10 octobre, au Conseil de Paris. A partir du 1^{er} novembre, les abus de stationnement seront pourchassés avec une sévérité accrue.

Cette sévérité n'a pas dérangé dans les propos tenus par les élus parisiens. La veille, M. Jacques Chirac avait présenté son plan (le Monde du 10 octobre) qui traduisait une philosophie nouvelle : dissuader les habitants de l'agglomération parisienne d'utiliser leur voiture pour se déplacer dans la capitale. Sur trois cents kilomètres d'axes rouges, tout stationnement sera interdit et plus aucun automobiliste n'échappera au stationnement payant. Si le préfet de police, constatant qu'il manque de 50 000 à 100 000 places pour se garer dans la ville de Paris, se prononce donc pour l'« accroissement des capacités de stationnement », il n'en a pas moins insisté : « L'autodiscipline des conducteurs n'est plus suffisante, il faut une action plus répressive. »

Sur cet appel à la rigueur, le préfet de police a trouvé un allié, l'adjoint au maire de Paris chargé de la circulation, M. Jacques Dominati, qui a exhorté les élus à endosser l'« impopularité » des mesures annoncées. Mais le président du groupe Paris-Libertés a violemment dénoncé, comme M. Jacques Chirac la veille, le système bicéphale forcément chaotique qui partage les pouvoirs en matière de circulation et de stationnement entre le maire de Paris et le préfet de police. « Nous ne sommes jamais assurés, a déclaré M. Dominati, que des mesures que nous avons proposées, que nous avons financées, que vous avez vous-mêmes approuvées, soient en fin de compte respectées. »

En tout cas, dans l'immédiat, il semble bien qu'elles le seront. Si le débat a paru, mardi, dénué d'agressivité, moins paré d'escarmouches que ne l'avait été celui sur le même sujet en janvier 1988, c'est qu'entre-temps, la situation s'est encore aggravée. Le trafic dans Paris a augmenté cette année de plus de 2 %. Un mot est revenu sur les lèvres de tous les orateurs, de la majorité municipale aux communistes, pour qualifier le climat des rues de Paris, les conditions de déplacement des habitants : « Insupportables. »

Les solutions diffèrent, dans les nuances et surtout l'accent mis à gauche et chez les Verts, sur la nécessité de développer en priorité les transports en commun. Mais personne aujourd'hui n'a la prétention de détenir le remède miracle.

Il reste des tabous à faire sauter. Celui des taxis notamment. Le constat de carence est unanime. On se contente pourtant d'espérer que le mieux viendra de l'amélioration de l'ensemble de la circulation. Plus question d'augmenter le nombre des taxis parisiens (actuellement 14 300), inférieur à ce qu'il était en 1930. La profession continue d'être menagée par tous les élus.

Il reste enfin et surtout à établir un calendrier, à opérer des choix. Etendre le stationnement payant par tranches annuelles de 10 000 à 15 000 places est un objectif. Par quels quartiers commencera-t-on ? La décision sera difficile, comme celle de localiser précisément quelles rues - quels commerçants, plutôt que électeurs - accueilleraient les prochains couloirs de bus, protégés et infranchissables. Le début du consensus n'est encore qu'un début.

CHARLES VIAL

Taxis tabous

Des instructions vont être données pour que les infractions les plus graves au stationnement et à la circulation soient « sévèrement sanctionnées » : franchissement de feux rouges, vitesse excessive en état alcoolique, et stationnement dans les couloirs de bus. Et, ajoute le préfet de police, juste après avoir stigmatisé les stationnements en double file, ou sur les trottoirs ou sur les passages pour piétons : « La verbalisation sera complétée dans tous les cas où la loi le permet, comme, par exemple, les stationnements dangereux ou assimilés à des entraves volontaires à la circulation, par la suspension du permis de conduire. »

Dans les jours qui viennent, les automobilistes seront informés des risques qu'ils encourrent par des « papillons » apposés sur les véhicules en infraction. Dès le début du mois prochain, l'avertissement laissera la place à la sanction.

« Le tramway, c'est chic »

Socialistes et écologistes, même combat. M. Georges Sarre, président du groupe socialiste, M. Yvette Davant pour le PS et M. Jean-Louis Vidal, l'élu des Verts au conseil de Paris, ont plaidé en faveur des piétons, des cyclistes et des tramways.

Les uns et les autres ont réclamé un aménagement des trottoirs d'où les obstacles, bornes et étagères, devraient être retirés, la création de « voies fluviales protégées » pour les vélos et le retour du tramway. Pour M. Vidal, « le

tramway c'est chic, moderne, économe, rapide, silencieux et très confortable » ; c'est un véritable « transport d'avenir », estimé pour leur part les socialistes. Les propositions d'itinéraires sont sensiblement les mêmes : sur le boulevard des Maréchaux, sur la Petite Ceinture dans la partie sud-ouest entre Issy-Plaine et la Défense. A long terme, une ligne circulaire pourrait doubler l'A 86, la voie routière qui contournera Paris à quelques kilomètres du périphérique.

1939 - 1940 L'ANNÉE TERRIBLE

LE FEUILLETON DE L'ÉTÉ DISPONIBLE EN UN SEUL NUMÉRO

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 p. 22 F EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AGENDA

CARNET DU MONDE

Mariages

— Le mariage de

Isabelle FROGER

et

Hervé HEYSER

a été célébré le samedi 7 octobre 1989 à Hennez, dans l'Eure, parmi leurs parents et amis.

Décès

— M^{me} Georges Desbroux, M. et M^{me} Bernard Desbroux, M. et M^{me} Pierre Papon, M. et M^{me} René Grossard, Vincent, Sophie, Christine, François, Armand et René, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Georges DESBROUX, officier de la Légion d'honneur, membre de l'Académie nationale de médecine, doyen honoraire de la faculté de médecine de Tours,

survenu le 4 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu le 6 octobre, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

83 bis, avenue de Grammont, 37000 Tours.

— M. et M^{me} Pierre Gernès,

M. et M^{me} Alain Collier, M. et M^{me} Bernard Gernès, M. et M^{me} Michel Gernès-Vallières, M. et M^{me} Marc Gernès de Larceny Tholozan,

ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur fils et frère,

Jean-Baptiste,

survenu à l'âge de vingt-huit ans.

Ses obsèques seront célébrées en l'église Ste-Matthieu de Saint-Clément, 71, avenue du Maréchal-Foch, le jeudi 12 octobre, à 11 heures, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Garches.

3, allée de la Badouère, 92280 Garches.

— Jacqueline et Michel Lagré-Delias, Alain et Maryvonne Delias, Michel et Catherine Delias, Et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

André DELIAU,

survenu le 1^{er} octobre 1989, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Paris-Jussy (74).

Avec une pensée pour sa femme,

Andrée,

décédée le 21 janvier 1985.

Chevier, Paris-Jussy, 74930 Reigner.

— M^{me} Raya Markovitch, sa sœur, Rosette Markovitch, sa bru, Etienne Levy, son gendre, Serge Markovitch, Stéphane, Nicolas, Charlotte Levy, ses petits-enfants,

Yan, Emmanuelle, Karine, Arthur et Morgan, ses arrière-petits-enfants, Ses nombreux neveux et nièces, ont le chagrin d'annoncer le décès de

Mina MARKOVITCH,

née Rajay,

dans sa quatre-vingt-onzième année, à son domicile, le 3 octobre 1989.

Elle a été inhumée au cimetière du Père-Lachaise en toute intimité comme elle l'avait souhaité.

Anniversaires

— Le 12 octobre 1979 disparaissaient

Laurence

et

Elisabeth CAPLIN

née Dera.

Un office sera célébré à leur mémoire en la synagogue du 14, place des Vosges, Paris-4^e, le jeudi 12 octobre, à 18 h 30.

« Le doux être s'en est allé... Hélas ! Vous avez donc laissé la cage ouverte, Que votre oiseau s'est envolé ! » V. Hugo.

— Il y a un an, le 11 octobre 1988,

Pierre SELLIER

était soudainement arraché à la vie.

Ceux qui l'ont aimé garderont sa mémoire.

— Il y a trois ans, le 15 octobre 1986,

Claude THOMAS

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu, estimé, aimé, aient pour lui en ce jour une prière ou une pensée.

— Il y a un an, le 12 octobre 1988, disparaissait

Pierrette VALERI-HAYS.

Que tous ceux qui ont eu la chance de la connaître aient une pensée pour elle.

Avis de messes

— En souvenir de

Frédéric RASTID,

mort dans l'explosion de DC-10.

Une messe sera célébrée samedi 14 octobre, à 11 h 15, en l'église Notre-Dame-du-Chêne, à Virvilly (Yvelines).

Messes anniversaires

— Il y aura un an, le 13 octobre 1989,

Pierre FAVARD,

professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie, maire de Pontlevoy 1983-1988,

quittait les siens et ses amis.

Une messe sera célébrée à son intention, le samedi 14 octobre 1989 à 17 h, en l'église Saint-Pierre de Pontlevoy (Loiret-Cher).

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-85-03

Tarif : la ligne H.T.

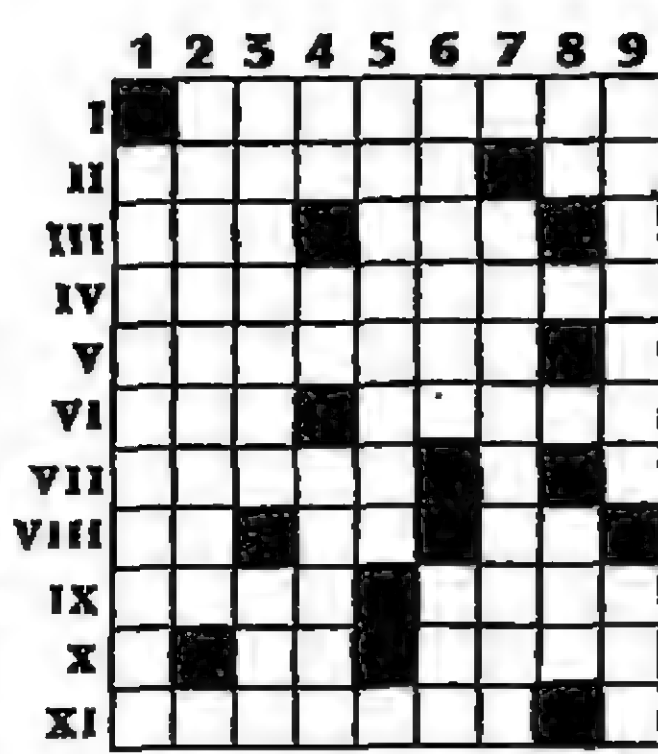
Toutes les lignes : 87 F

Abonnés et adhérents : 77 F

Consignes : 90 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5107



HORIZONTALEMENT

1. Peut se faire du haut d'une tour. — 2. De feu, sur une scène. A son bout, il peut y avoir le service. — 3. Pas original. Jeannine, au Canada. — 4. Un homme d'honneur, parfois. — 5. Qui aime le

commerce. — 6. Coule en Asie. Peut être considéré comme satisfaisant quand il y a un bon bout. — 7. Est difficile à coller quand il est bon. — 8. Utile à l'atelier. Un point sur la carte. Nappe. — 9. Peut faire pâlir une étoile. Pour celui qui veut ménager sa monture. — 10. Exclamation. Boîteux quand on n'a pas pris assez soin de leurs pieds. — 11. Crient parfois sur les toits.

VERTICALEMENT

1. Des fonds secrets. — 2. Avoir une attitude très tranchante. — 3. Peut être plantée par celui qui veut mettre la main au « panier ». Coule chez des voisins. — 4. Adverbe. Un vague sujet. Donne ses coups hypocritement. — 5. Où il y a vraiment de beaux fruits. — 6. Les coups de pied de

l'âne. Orphelins de naissance. — 7. Comme les affaires quand on arrête tout. — 8. Donné par le chef. Vieille ville. — 9. Est prise à la source. Baie.

Solution du problème n° 5106

Horizontalement

1. Carottier. — 2. Obèse. Nue. — 3. Net. Sport. — 4. Sacra. Ys. — 5. Elan. Lad. — 6. Copie. — 7. Léo. Tio. — 8. Ems. Et. — 9. Eu. Aire. — 10. Xns. Dinde. — 11. Repassées.

Verticalement

1. Conseiller. — 2. Abeille. Uno. — 3. Retraite. Sp. — 4. On. Ota. — 5. Test. Nids. — 6. Palotaris. — 7. Ino. Api. Ena. — 8. Eurydice. Dé. — 9. Rets. Tees. — 10. Repassées.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 12 OCTOBRE

« Le Marais, voie royale, place des Vosges, hôtels et jardins », 10 h 15, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdieu).

« Une heure au Marais, de l'Hôtel Lamignon à la place des Vosges », 12 h 30, métro Saint-Paul (D. Flouriot).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous le rhinocéros (Arts et culture).

« Le Marais, de l'Hôtel Royal Saint-Pol à l'Hôtel des Tournelles », 14 h 30, marches église Saint-Paul (Sauvegarde du Paris historique).

« Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre », 14 h 30, métro Louvre (M.-C. Lamière).

« La cathédrale orthodoxe russe », 14 h 30, 12, rue Daru (E. Roman).

« De Saint-Roch aux hôtels de la rue Saint-Honoré », 14 h 30, métro Tuileries (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Références du passé).

« Chénis lacunes et jardins secrets de la butte Montmartre », 14 h 30, métro Blanche (C.A. Messier).

« Hôtels et passages insolites du Faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, parvis de l'église de la Madeleine (M. Polver).

« Cadottes sousserraines de l'Aspic de Bièvre », 14 h 45, métro Kremlin-Bièvre. Lampe de poche (M. Banassat).

« Mystérieuse civilisation de l'islam. Les secrets et la mosquée de Paris. Le souk. Le café maure », 15 heures, place du Faisan-de-Fermat (J. Houllet).

« A la recherche des métiers d'autrefois : les ivroliers », 15 heures, Musée de Cluny, place Paul-Painlevé (Paris et son histoire).

« Fonctionnement et histoire du Palais de Justice en activité », 15 heures, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La famille royale au Temple », 15 heures, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).

PARIS-MUSÉES

« La couleur libérée. La forme analysée. Fauvisme. Cubisme », 12 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

« Paris à l'époque romantique vu par Canova », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

MONUMENTS HISTORIQUES

« Quatrième centenaire de l'événement d'Henri IV : les projets du Louvre et la Grande Galerie », 15 heures, Pont des Arts, face Cour carrée du Louvre.

« L'Hôtel des archevêques de Sens et la bibliothèque Fomery », 15 heures, 1, rue du Figeac.

Cinéma-théâtre, 11, rue Jacques-Sigis, 14 h 45 : « Des portraits emblématiques de l'empereur byzantin à l'effigie médiévale », par S. Saint-Girons (Le portrait dans les arts plastiques).

CONFÉRENCES

Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : « Michel-Ange et ses amis : dessins maniéristes et collaboration artistique », par J. Cox-Rieck (cycle « Maniers et maniérisme »).

18, rue de Varenne, 20 h 30 : « Église : rogne, grogne et désigne », par J. de Brucker (Centre Varenne).

8, rue Gutenberg, 20 h 45 : « Le chant harmonique. S'ouvrir à la perception des sons purs cachés dans notre voix et à leur influence sur le corps, l'énergie et la conscience », par D. Bertrand (Tapovan).

CADRES, JEUNES DIPLOMES ET ETUDIANTS, MAITRISEZ VOTRE AVENIR, PARTICIPEZ AUX 2^{es} JOURNEES PROSPECTIVES DU JOURNAL "LE MONDE"

DU MERCREDI 18 OCTOBRE 15 H AU JEUDI 19 OCTOBRE 20 H 30

LES TRIBUNES D'ENTREPRISES

BEFEC / PRICE WATERHOUSE
DIGITAL EQUIPMENT France
LAFARGE - COPPEE
RAYMOND POULAIN SYSTEMES
EGOR Ressources Humaines
SNECMA
ORKEM
RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS
SNCF
RENAULT
FRANCE TELECOM
HEWLETT PACKARD
E.D.F.-G.D.F.

chacune de ces entreprises dispose d'une Tribune. Pendant deux heures, vous pourrez confronter votre ambition à leur stratégie de recrutement et de gestion des hommes.

LES PORTES DE L'ACTION

Des consultants issus de grands cabinets de conseil en recrutement donneront près de 300 consultations personnalisées et gratuites aux cadres ayant au moins une première expérience professionnelle et souhaitant bénéficier de conseils. Munissez-vous d'un curriculum vitae, les rendez-vous sont pris sur place. Les cabinets de conseil en recrutement sont présents sous l'égide de leurs deux syndicats, SYNTEC-Conseil / Comité Recrutement et la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

LES FORUMS DE L'EMPLOI

4 débats pour juger le système de formation, évaluer la gestion des carrières avec des hommes d'entreprise et des universitaires.

- Forum APEC : la gestion des carrières des cadres : des outils ou un état d'esprit ?
- Comment combler le déficit culturel des ingénieurs ?
- Quelle dimension internationale dans la formation des cadres ?
- Quelle formation pour les dirigeants et cadres des P.M.E. et P.M.I. ?

Accès libre et gratuit aux Tribunes, Portes de l'action et Forums de l'emploi.

Navettes gratuites entre la gare de Lyon Part-Dieu (sortie Vivier Merle) et l'Espace Tête d'Or. Parking gratuit. Voyage aller-retour en train, gratuit, des gares de : Annecy, Bourg-en-Bresse, Chambéry, Grenoble, Mâcon, Roanne, Saint-Etienne et Valence pour assister aux Journées Prospectives à Lyon. Il vous suffit de retirer un coupon Journées Prospectives disponible dans les Bureaux Des Elèves des écoles et des universités, ou de téléphoner au : 78 37 91 19 à partir du 11 octobre.

— Avec la participation de la région Rhône-Alpes —

JOURNÉES

Le Monde

PROSPECTIVES

LYON

Les 18 et 19
octobre 1989

ESPACE TÊTE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne

Renseignements :
Paris 48 06 56 67
Lyon 78 37 91 19

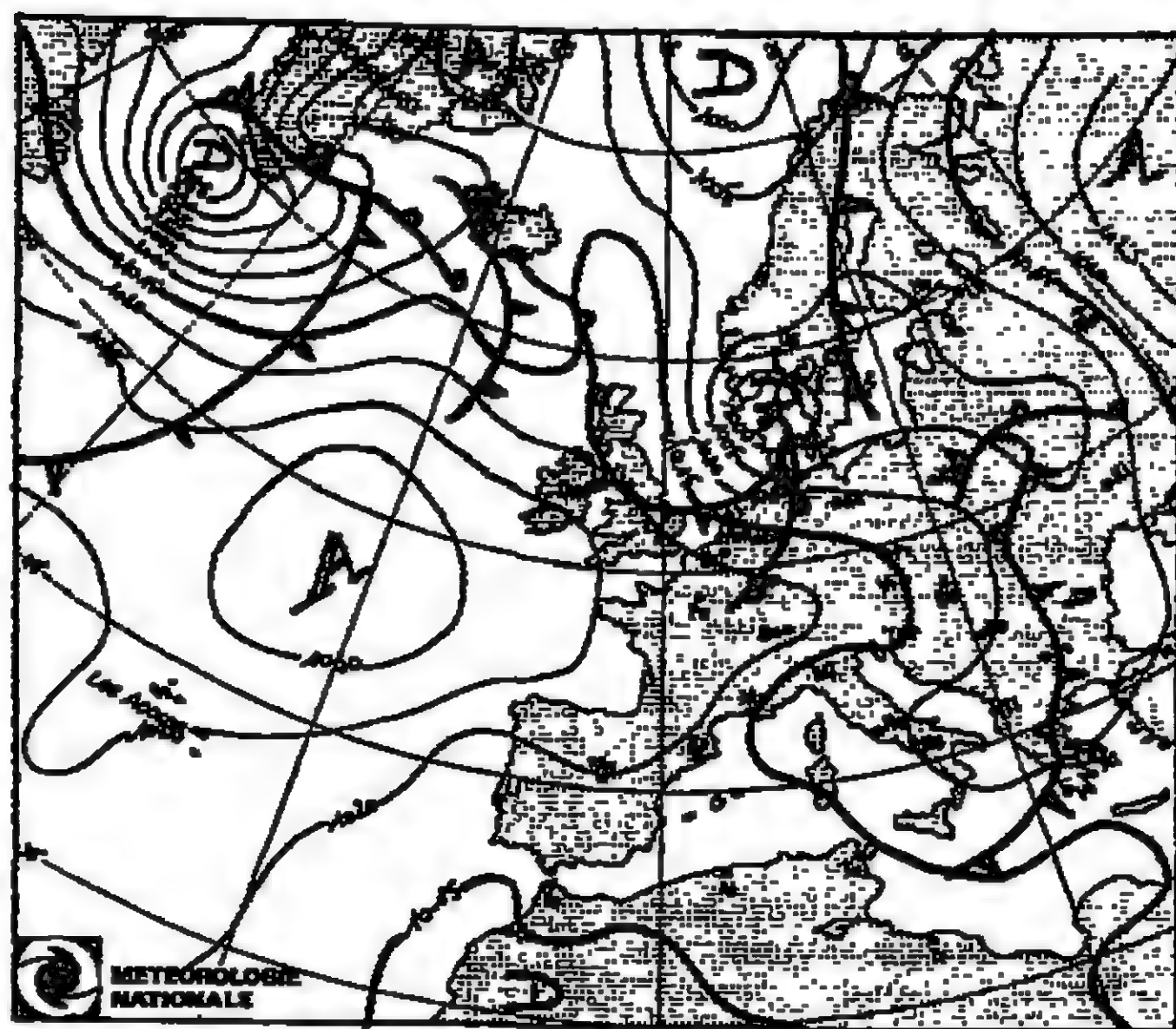
COMMENT PARTICIPER ?

مكتبة الأمل

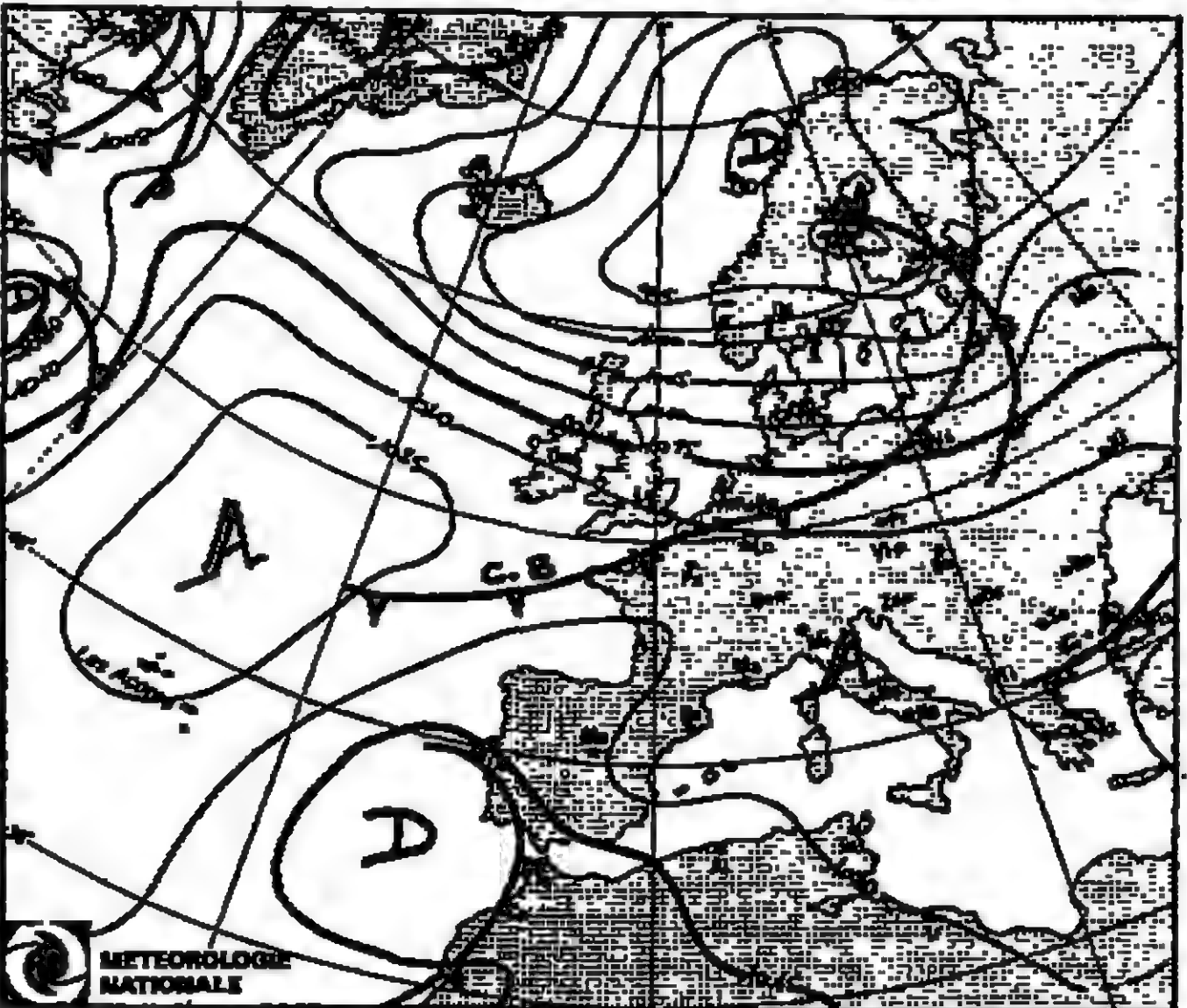
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 OCTOBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 OCTOBRE 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 11 octobre à 0 heure et le jeudi 12 octobre à 24 heures.

Jeudi, comme mercredi, une moitié nord du pays conservera un temps très nuageux avec encore de petites pluies près des frontières du nord et de l'est. Plus au sud, le soleil réussira à faire de belles apparitions, surtout près de la Méditerranée où le vent faiblit.

Jeudi : nuageux au nord, ensoleillé au sud. — En cette journée de jeudi, la France sera partagée en deux.

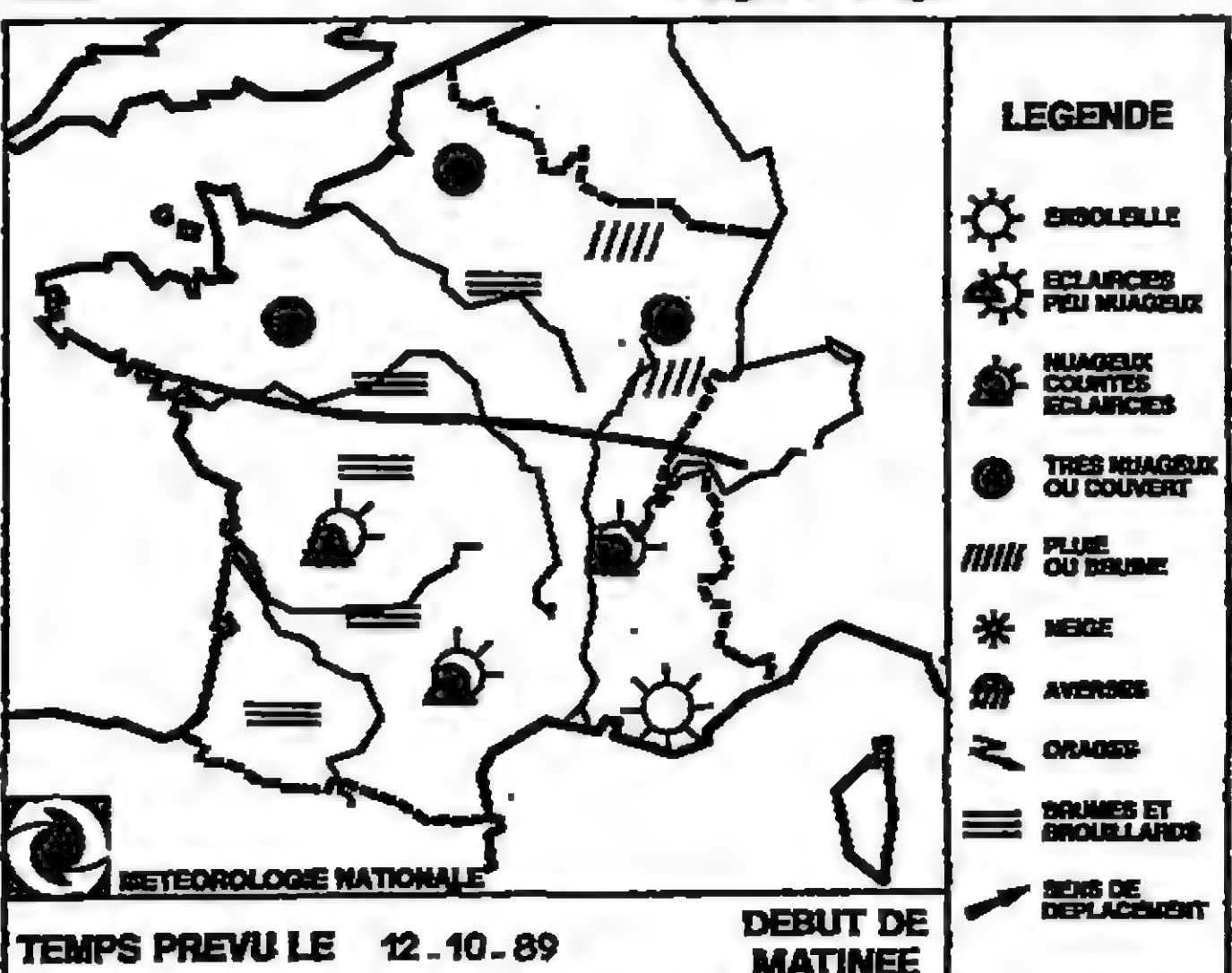
Dans les régions allant du sud des Pays de la Loire au Massif central, à Rhodé-Alpes et jusqu'au sud du pays, le ciel sera peu nuageux le matin avec, toutefois, localement du brouillard. Il fera par contre frais : en effet, les températures matinales seront basses : 2 degrés à 4 degrés en général, 6 degrés à 10 degrés près du littoral méditerranéen avec encore des gâches, surtout sur le relief.

En cours de journée, il n'y aura pas beaucoup d'évolution du côté du ciel. Quelques nuages se développeront, mais les éclaircies resteront tout de même très belles. Le bon ensoleillement permettra aux températures d'atteindre l'apogée, soit les 15 degrés à 20 degrés.

Plus au nord, c'est-à-dire de la Bretagne à la Franche-Comté et au Nord, le ciel sera couvert le matin. Il pleuvra même un peu du Nord aux Ardennes et au Nord-Est. Les températures seront plus élevées qu'au sud, puisqu'elles seront comprises entre 8 degrés et 12 degrés.

En cours d'après-midi, les nuages pourront se faire moins nombreux de la Bretagne au Centre et au Nord pour laisser place à quelques rayons de soleil. Plus à l'est, le ciel restera bien chargé avec encore un peu de pluie.

En soirée, de nouveaux nuages envahiront peu à peu des côtes de la Manche. Dans ces régions, les températures de l'après-midi seront de l'ordre de 13 degrés à 15 degrés.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés				le 10-10-1989 à 6 heures TU et le 11-10-1989 à 6 heures TU			
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	22	6	D	ALGER	16	6	C
BARCELONE	16	10	D	BARCELONE	16	5	D
BORDEAUX	17	3	D	BORDEAUX	32	23	D
BRETAGNE	13	3	B	BRETAGNE	14	11	A
CAEN	15	11	C	ATHÈNES	23	19	N
CLERMONT-FERRAND	15	12	C	CLERMONT-FERRAND	35	19	N
DIJON	12	7	C	DIJON	22	14	C
LYON	13	3	B	LYON	12	8	C
MARSEILLE	15	3	C	MARSEILLE	11	5	P
NANTES	17	9	C	NANTES	34	21	B
NICE	21	13	D	NICE	31	27	N
PARIS	14	7	C	PARIS	24	19	D
STRASBOURG	15	9	D	STRASBOURG	28	25	D
TOULOUSE	17	11	C	TOULOUSE	31	18	D
VALENCIENNES	11	3	B	VALENCIENNES	27	16	N
VERSAILLES	12	7	C	VERSAILLES	16	11	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : ► Signalé dans « la Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ Ou peut voir ■■■ Ne pas manquer ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 11 octobre

- TF 1**
- 20.40 Sport : Football. France-Ecosse, en direct du Parc des Princes.
 - 21.30 Tirage du Loto.
 - 21.45 Sport : Football. France-Ecosse (2^e mi-temps).
 - 22.35 Magazine : Ex Harle. Corps et âmes. Expliquez-moi : Robert Dantzer (l'illusion psychomotrice), Léon Schwartzberg (Enquête sur les manipulations mentales, les méthodes de la CIA et des terroristes, de Gordon Thomas; Ecoutez lire : Philippe Bernadet (Les dossiers noirs de l'internement psychiatrique), Jolite Miquel (Les rochers blancs); Explication : Françoise Dolto.
 - 23.35 Journal et Météo.
 - 23.55 Série : Intrigues.
 - 0.20 Série : Mémoires.
 - 0.45 Documentaire : Histoires naturelles.
 - 1.10 TF 1 nuit.
- A 2**
- 20.35 Variétés : Joe Dassin, un Américain à Paris.
 - 22.18 Flash d'informations.
 - 22.23 Magazine : Place publique.
 - 23.37 Quand je serai grand.
 - 23.40 Informations : 24 heures sur la 2.
 - 0.00 Météo.
 - 0.05 Soixante secondes. Jean Daniel.
 - 0.10 Magazine : Figures.
- FR 3**
- 20.35 Théâtre : La Locandiera. Pièce en trois actes de Carlo Goldoni.
 - 23.15 Journal et Météo.
 - 23.35 Musique, musique.
 - 23.45 Documentaire.

- européennes, dans le cadre de la Semaine européenne contre le cancer.
- CANAL PLUS**
- 21.00 Cinéma : Le dernier testament. ■ Film américain de Lynne Littan (1983). A la suite d'une explosion atomique marquant le début de la troisième guerre mondiale, les habitants d'une petite ville de Californie s'organisent pour survivre.
 - 22.25 Flash d'informations.
 - 22.30 Cinéma : Week-end de terreur. □ Film américain de Fred Walton (1988).
 - 0.00 Cinéma : Les tricheurs. ■ Film français de Marcel Carné (1958).
 - 1.55 Série : Murphy, l'art et la manière d'un privé très spécial.
- LA CINQ**
- 20.40 Téléfilm : Petites fleurs coupées.
 - 22.20 Rallye des pharaons.
 - 22.25 Série : La loi de Los Angeles.
 - 23.20 Magazine : Réussites.
 - 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 20.30 Téléfilm : Miami connection.
 - 22.05 ► Série : Les années coup de cœur.
 - 22.35 Documentaire : Les chemins de la guerre.
 - 23.25 Six minutes d'informations.
 - 23.30 Top of the pops.
 - 1.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 20.30 Feuilleton : Moravagine (2) De Philippe Filard.

- 21.30 Feuilleton : La vengeance d'une orpheline russe. De Jean-Christophe Averty.
 - 22.00 Magazine : Imagine.
 - 22.30 Opéra : Eugène Onéguine. De Tchaïkovski.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (le 2 octobre salle Gavest) : Symphonie n° 1 en sol mineur, op. 40, Sonate pour harpe et piano en fa majeur, op. 29, Sonate pour piano en la mineur, op. 55, Concerto pour piano et orchestre n° 3 en fa majeur, op. 32, de Wolf, par The Hanover Band, dir. Roy Goodman, sol : Laure Colladant, piano-forte, Mariette Nordmann, harpe.
 - 22.15 Concert du GRM. Jazz, d'après Matisses, de Rodolff.
 - 23.07 Jazz club.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Antipodas. L'art africain au Grand Palais.
 - 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
 - 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Entretien avec Michel Serres.
 - 22.40 Nuits magnétiques. La passion selon...
 - 23.07 Jazz club. En direct du New Morning à Paris. Le quartet du saxophoniste Sam Rivers avec Ed Cherry, guitar, Ruel Grant, contrebasse, Steve McCraven, batterie.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda.

Jeudi 12 octobre

- TF 1**
- 15.30 Série : Tribunal.
 - 18.00 Variétés : La chance aux chansons.
 - 19.30 Quarté à Evry.
 - 19.40 Feuilleton : En cas de bonheur.
 - 17.00 Club Dorothée. Les chevaliers du zodiaque; Mask;
 - 17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
 - 18.50 Avis de recherche.
 - 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
 - 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
 - 20.00 Journal, Météo et Tapie vert.
 - 20.40 Série : Les dossiers de l'inspecteur Levardin.
 - 22.15 ► Documentaire : Noblesse oblige. De Dominique Fiecher et Bernard Les Cases.
 - 23.10 Magazine : Futur.
 - 23.45 Journal et Météo.
 - 0.05 Série : Intrigues.
 - 0.30 Série : Mémoires.
 - 1.00 TF 1 nuit.
- A 2**
- 15.20 Magazine : Du côté de chez Fred. De Frédéric Mitterrand. Spécial Maurice Béjart (2^e partie).
 - 16.25 Feuilleton : Monte-Carlo (3^e épisode).
 - 17.20 Magazine : Graffiti 5-15. Présenté par Groucho et Chico. COPS : Quik et Ruptic; Graffiti : Aik.
 - 18.15 Série : Les voisins.
 - 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot.
 - 19.00 Série : Top models.
 - 19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné ! Présenté par Patrice Laffont.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.35 Cinéma : Rouge baiser. ■ Film français de Véra Belmont (1985). Avec Charlotte Valandrey, Lambert Wilson, Marthe Keller. Dans les années 50, une adolescente mûrit ses Jeunes communistes et s'oppose à un photographe de Paris-Match. Film émouvant et très bien interprété.
 - 22.30 Flash d'informations.
 - 22.35 Documentaire : Quand la Chine s'éveille. D'Alain Peyrefitte, Nadine Lammia, Daniel Costantini.
 - 23.27 Quand je serai grand. Invité : Gilbert Trigano.

- 23.30 Informations : 24 heures sur la 2.
 - 23.50 Météo.
 - 23.55 Soixante secondes. Roy Scheider, comédien.
 - 0.00 Du côté de chez Fred (rediff.).
- FR 3**
- 14.00 Magazine : Fidelio.
 - 14.30 Magazine : Dado et babou.
 - 15.00 Feuilleton : A cœur ouvert.
 - 15.25 Magazine : Télé-Caroline.
 - 17.00 Flash d'informations.
 - De 17.05 à 18.00 Amuse 3
 - 18.00 Magazine : C'est pas juste.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.10 à 19.30, le journal de la région.
 - 19.58 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.
 - 20.05 Jeux : La classe.
 - 20.35 Cinéma : Zardoz. ■ Film britannique de John Boorman (1973). Avec Sean Connery, Charlotte Rampling. En 2923, la Terre a été dévastée. Un petit nombre de privilégiés vivent à l'intérieur du Vortex, univers protégé par un champ magnétique. A travers la science-fiction, une parabole sur le monde contemporain, ambitieuse, mais pas très claire pour les spectateurs.
 - 22.25 Journal et Météo.
 - 22.50 Magazine : Océaniques. Vivre comme il faut : Vietnam, Chuyên et tu et, de Trâm Van Thuy. La société vietnamienne aujourd'hui. Un film consacré dans son pays.
 - 23.35 Musique, musique.
 - 23.50 Mini-film.

- 21.50 Flash d'informations.
 - 22.00 Cinéma : La veuve noire. ■■ Film américain de Bob Rafelson (1988) (v.o.).
 - 23.35 Téléfilm : Police des polices.
 - 1.55 Cinéma : La méridienne. ■■ Film franco-suisse de Jean-François Amiguet (1987).
- LA 5**
- 14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
 - 15.30 Série : Thriller.
 - 16.45 Dessins animés.
 - 18.50 Journal images.
 - 19.00 Série : Happy days.
 - 19.30 Le bar des ministères.
 - 20.00 Journal.
 - 20.35 C'est l'histoire d'un mec...
 - 20.40 Téléfilm : BCBG party.
 - 22.20 Série : Deux flics à Miami.
 - 23.20 Magazine : Désir.
 - 23.50 L'inspecteur Derrick (rediff.).
 - 0.00 Journal de minuit.
 - 0.05 L'inspecteur Derrick (suite).
- M 6**
- 13.45 Série : Docteur Marcus Welby.
 - 14.35 Une affaire pour Marndt (rediff.).
 - 17.05 Hit, hit, hit, hurra !
 - 17.10 Série : L'homme de fer.
 - 18.05 Variétés : Multitop.
 - 18.35 Série : Mariés, deux enfants.
 - 19.00 Série : Magnum.
 - 19.54 Six minutes d'informations.
 - 20.00 Série : Madame est servie.
 - 20.30 Cinéma : Premiers désirs. □ Film français de David Hamilton (1983). Nymphettes, photographies feutrées et vaporesques, très romantiques, érotisme à la gomme.
 - 22.05 Série : La malédiction du loup-garou.
 - 22.35 Série : Brigade de nuit.
 - 23.25 Six minutes d'informations.
 - 23.30 Midnight chaud.
 - 1.00 Rediffusions.

- LA SEPT**
- 16.00 Méthode Victor : Allemand.
 - 16.30 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandrieux.
 - 17.15 Jazz soundies collection.
 - 17.25 Travailler à domicile.
 - 17.30 Documentaire : Voyage au pays des franc-maçons. Documentaire : Images du pôle à l'équateur.
 - 19.30 Série : L'esprit des lois (1).
 - 20.30 Téléfilm : Un médecin des Lumières (2^e partie).
 - 22.00 Magazine : Météo.
 - 22.30 Cinéma : La salamandre. ■■ Film d'Alain Tanner (1971).
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct de l'église Sainte-Clotilde) : Symphonie n° 2. Contemplation, Symphonie n° 3, de Fauchard, par Michèle Guyard, orgue.
 - 23.07 L'invité du soir. Eric Tanguy.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Equatorium, de Maxime N'Dabeka.
 - 21.30 Profile perdus. Jean Paulhan.
 - 22.40 Nuits magnétiques. La passion selon...
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda.

Audience TV du 10 octobre 1989 (BAROMETRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19h22	53.4	24.3	2.1	17.5	3.3	4.0	2.7
19h45	58.4	24.8	8.8	11.1	2.8	2.4	4.8
20h18	66.5	28.0	15.7	11.5	2.8	5.8	5.5
20h55	72.6	28.4	28.5	5.2	5.3	10.9	2.5
22h8	58.1	28.0	8.5	2.7	6.6	11.8	1.9
22h44	47.4	28.2	8.0	2.0	0.5	10.5	1.8

SPORTS

HOCKEY SUR GLACE : championnat nord-américain

Des Soviétiques à la conquête de l'Ouest

Le championnat de la Ligue nationale de hockey sur glace nord-américaine (NHL), qui vient de débiter, est marqué par l'arrivée des joueurs soviétiques. Ils sont neuf parmi les meilleurs de l'équipe olympique soviétique de 1988 à mettre leur croix au service des clubs outre-Atlantique. Une « invasion étrangère » qui indispose les joueurs locaux.

MONTREAL

de notre correspondant

Depuis près de vingt ans, les grands maîtres de la Ligue « nationale » de hockey, c'est-à-dire les professionnels regroupés du Canada et des États-Unis, rêvaient d'attirer dans leurs rangs quelques-uns des vedettes mondiales formées à la dure école de Viktor Tikhonov, l'entraîneur du club de l'Armée rouge et de l'équipe nationale soviétique.

C'est chose faite. Huit joueurs, dont le célèbre trio d'attaque « KLM » (Vladimir Krutov, Igor

Larionov et Sergei Makarov), ont été libérés en bonne et due forme par la Fédération soviétique de hockey, moyennant finances. Le nouveau, Benjamin du groupe, s'est libéré tout seul : Alexander Mogilny, considéré l'an passé comme le meilleur joueur junior du monde, a fait défection en mai dernier à Stockholm, quelques heures après avoir aidé l'URSS à remporter un nouveau championnat du monde.

Tandis que les dirigeants des clubs concernés et ceux de la Ligue se félicitent de ce regain d'intérêt, une amère controverse prend de plus en plus d'ampleur parmi les joueurs. Juste avant l'arrivée de Vyacheslav Fetisov et de Sergei Starikov dans son équipe, le vétéran des « Devils » du New-Jersey, Randy Velischek, a ouvert les hostilités avec ces aimables propos : « Qu'ils restent chez eux ! Ils viennent prendre des jobs de Nord-Américains, ils viennent prendre beaucoup d'argent de ce côté de l'Atlantique, alors qu'ils n'y resteront que quelques années. » Le grand Wayne Gretzky en personne, qui gagne pourtant plus de 2 millions de dollars par saison, a ren-

chéri : « Mes parents ont tout sacrifié pour que je puisse jouer au hockey, mais personne ne leur a donné les sommes fabuleuses que les clubs donnent à la Fédération soviétique. » D'autres, comme Craig Mac Tavish des Oilers d'Edmonton redoutent ouvertement une « invasion d'étrangers » dans la Ligue, qui compte déjà 35 joueurs Suédois, 17 Finlandais et 17 Tchécoslovaques.

Gérants et propriétaires des équipes qui ont recruté des Soviétiques se sont bien gardés de divulguer les termes des contrats signés, mais des rumeurs, alimentées par des fuites, circulent. Elles donnent pour chaque Soviétique la somme de 700 000 dollars canadiens (environ 3,7 millions de francs) ; de plus, chaque club se serait engagé à verser la moitié de cette somme à la Fédération soviétique de hockey. « Pour une dizaine de joueurs, la Ligue aurait ainsi payé plus que pour faire vivre quarante équipes juniors », tonne Ed Chynoweth, président de la Ligue canadienne de hockey, l'organisme chargé de distribuer l'argent de la NHL (2,1 millions de dollars canadiens cette année) aux clubs juniors canadiens. « Voilà donc, s'étouffe-

ti-l, qu'on aide les Soviétiques à former leurs talents, qu'ils ont nombreux, alors qu'on laisse partir les jeunes joueurs nord-américains en Europe, sans que le sport amateur ne touche un seul denier sur ces transferts. »

Face à cette situation, certains suggèrent même d'imposer une limite de deux joueurs étrangers par équipe, comme en Europe. John Ziegler, le président de la NHL, ne veut pas en entendre parler. Pour lui comme pour beaucoup de gérants, la Ligue doit rester ouverte à tous les talents, fussent-ils étrangers, si elle veut demeurer « la meilleure du monde ». Le reste n'est qu'affaire de libre concurrence, n'en déplaise aux joueurs.

Certains en ont pris leur parti, comme Rich Winter, sorte de représentant syndical de douze des joueurs de la Ligue. « Je suis scandalisé qu'on aille chercher des membres du parti communiste pour nous priver de nos emplois, mais le public trouve ça excitant, et je ne vois pas ce qu'on peut y faire », a-t-il dit.

MARTINE JACOT

JUDO : remous à la Fédération internationale

Le président destitué pour détournement de fonds

BELGRADE

correspondance

Le congrès de la Fédération internationale de judo (FIJ), qui s'est tenu dimanche 8 octobre à Belgrade, en ouverture des championnats du monde, a repoussé la démission du président sortant, l'Argentin Sarkis Kaloghlian... pour mieux décider, à l'unanimité, la destitution de celui-ci.

Sarkis Kaloghlian est soupçonné de détournement de fonds, pour environ 300 000 dollars (2 millions de francs) dont il n'a pu justifier l'usage. Il a donc été remplacé par le Néo-Zélandais Lawrie Hargrave, qui assurera l'intérim jusqu'au prochain congrès de la FIJ, prévu en 1991. Avec sa fonction de dirigeant fédéral, le nouveau président se fixe comme objectif de restaurer la confiance dans le système financier de l'organisme qui gère le judo mondial, mais il est sans pitié pour son prédécesseur.

« Il est très clair que les fonds concernés ont été utilisés à des fins personnelles, affirme-t-il. Ils n'ont été affectés à aucune des activités de la fédération. La commission d'audit de la FIJ, qui compte un représentant de chaque continent, mène actuellement ses investigations. Selon ses conclusions et l'avis de nos conseils juridiques, nous déciderons ou non de mener une action en justice contre l'ancien président. »

Elu en 1987 face au Français Georges Pfeiffer et à

l'ancien champion néerlandais Anton Geesink, Sarkis Kaloghlian avait très vite attiré les soupçons du comité directeur de sa propre fédération. Celui-ci, alerté par le trésorier de la FIJ, l'Espagnol Luis Baguena, qui ne parvenait pas à se faire remettre certaines pièces comptables, avait donné à plusieurs reprises injonction à son président de présenter lesdits documents. La procédure devait aboutir à la convocation d'un comité directeur extraordinaire le mois dernier à Miami, après que Sarkis Kaloghlian eut refusé de se présenter devant la commission des finances de la FIJ et menacé les membres du comité directeur de porter plainte contre eux pour diffamation.

Hospitalisé durant quelques heures pour un malaise cardiaque, le président Kaloghlian ne devait pas assister au vote de sa destitution, obtenue à l'unanimité du comité directeur, vote qui devait donc être confirmé par le congrès de Belgrade.

G.V.K.

AUTOMOBILE : l'affaire Mansell

M. Balestre met un point final à la polémique

La décision du tribunal d'appel de la Fédération internationale automobile (FIA) de reporter à une date ultérieure le jugement concernant l'exclusion du pilote de formule 1 Nigel Mansell du Grand Prix d'Espagne (Le Monde du 7 octobre) ne semblait pas ravir M. Jean-Marie Balestre. Le président de la Fédération internationale de sport automobile (FISA) a expliqué, mardi 10 octobre, avec le langage direct qui le caractérise, que « le tribunal d'appel international n'a pas à juger de l'importance des peines, il ne peut se prononcer que sur l'existence des fautes ». Conclusion du patron du sport automobile : « Aucune

menace ne pèse sur les résultats du Grand Prix d'Espagne. »

M. Balestre a déclaré à l'issue d'un conseil mondial de la FISA, réuni lundi 9 et mardi 10 octobre, à Paris, que cette instance dispose du pouvoir « d'infliger directement des sanctions du code sportif sans entendre les intéressés ». Les résultats de l'épreuve espagnole de la saison 1989 sont donc définitivement acquis, malgré l'absence du pilote britannique, les décisions hâtives et les procédures expéditives. Le président considère que l'affaire est close, en dépit des appels encore en instance. Il souhaite que le championnat se termine sans polémique.

Les résultats

AUTOMOBILISME

Championnat du monde des rallyes :

L'Espagnol Carlos Sainz (Toyota-Corolla GT-4) a pris le titre du rallye de San-Remo, mardi 10 octobre, à l'issue de la deuxième étape de l'épreuve italienne du championnat du monde. Il précède l'Italien Alessandro Fiora (Lancia-Intégrale) de 1 min 2 s et le détenteur du titre mondial, l'Italien Massimo Biasin (Lancia-Martini), de 1 min 44 s.

BASKET-BALL

Championnat de France masculin

Nationale 1 A (Système journée aller)
*Villeneuve b. Cholet 77-68
*Avignon b. Montpellier 84-63
*Mouzon b. *Lorient 85-71
*Reims b. Nantes 110-100
*Antibes b. *Rennes 94-88
*Limoges b. *Caen 117-89

*Orthez b. Tours 95-69
*Mulhouse b. Racing-Paris 102-77
*Saint-Quentin b. *Gravelines 77-66

Classement. — 1. Limoges, Mulhouse et Antibes, 12 pts ; 4. Orthez, 11 ; 5. Mouzon, Cholet, Villeneuve et Nantes, 10 ; 9. Saint-Quentin et Avignon, 8 ; 11. Reims, Racing-Paris et Rennes, 8 ; 14. Montpellier, Caen et Lorient, 7 ; 17. Gravelines et Tours, 6.

FOOTBALL

Championnat d'Europe espoirs
L'équipe de France espoirs a battu, mardi 10 octobre, à Rennes, les jeunes Ecossais (3-1), lors d'une rencontre comptant pour les éliminatoires du groupe 5 des Championnats d'Europe. Cette belle victoire des Tricolores est aussi leur façon de dire adieu à une compétition qu'ils ne poursuivront plus, la Yougoslavie étant la seule équipe qualifiée de ce groupe.

Le Monde DE L'EDUCATION

Au sommaire du numéro d'octobre :

Enquête

ORTHOGRAPHE : LE DOSSIER DU DÉBAT

Réformer l'orthographe ? On en parle depuis plus d'un siècle. Aujourd'hui, la polémique rebondit entre les partisans et les ennemis d'une simplification. Plusieurs pays, déjà, ont rajeuni leur langue écrite ; la France suivra-t-elle ? A l'heure où les passions se déchaînent, le Monde de l'éducation présente les vrais enjeux du débat.

RENTREE 89 : LA RUÉE SUR LES UNIVERSITÉS

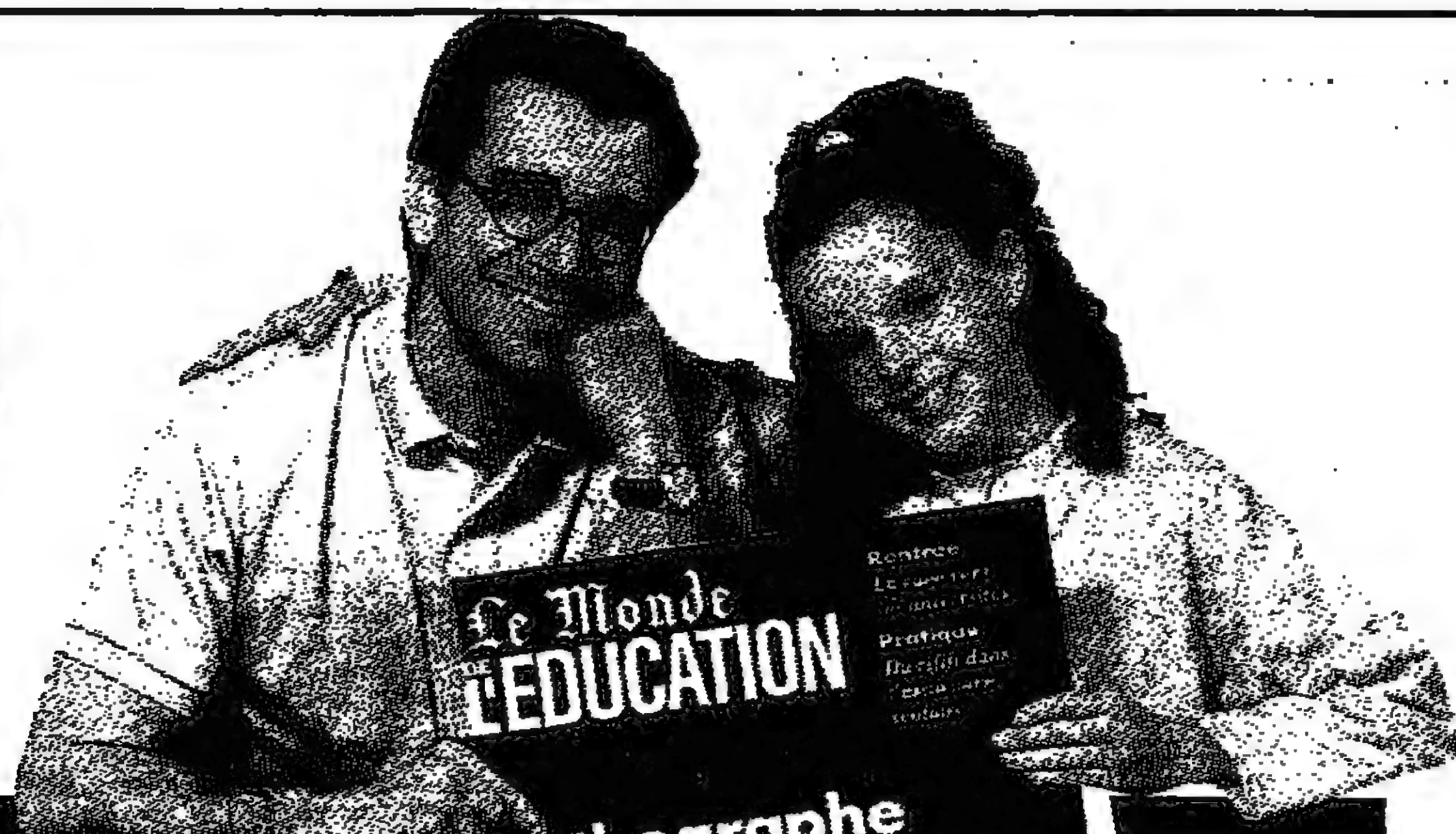
33 000 bacheliers supplémentaires en 1989 : les universités s'attendent à être prises d'assaut. Pourtant leurs capacités d'accueil restent limitées. Un réel effort d'amélioration est entrepris mais suffira-t-il à écarter les dangers qui pèsent sur cette rentrée 89 ?

PRATIQUE : DU RIFI FI DANS L'ASSURANCE SCOLAIRE

C'est la guerre sur le marché de l'assurance scolaire. Le Monde de l'éducation vous aide à vous retrouver dans ce maquis.

CULTURE : LES PERFORMANCES DES ENFANTS ACTEURS

Des cinéastes racontent leur expérience des enfants acteurs. A lire d'urgence par tous ceux qui aiment le cinéma et les enfants.



Orthographe le dossier du débat

Dialogue de... chez Peugeot

Numéro d'octobre 1989 - En vente chez votre marchand de journaux. 17 F

مكتبة الامانة

28 L'assistance financière des entreprises publiques
29 Les villages du bout de la crise (2)

32 82 % des intérimaires viennent du chômage
33 Ile-de-France

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

Un échec pour M^{me} Thatcher

La dégringolade de la livre sterling marque-t-elle l'échec de la politique économique et financière de M^{me} Thatcher et de M. Nigel Lawson ?

L'économie britannique supporte les taux d'intérêt les plus élevés du monde industrialisé, aussi bien en valeur nominale qu'en valeur réelle. Cette politique d'argent très cher a valu à la Grande-Bretagne onze relèvements des taux depuis l'été 1988. Mais la tactique de M. Lawson ne se révèle pas très payante : le taux annuel d'inflation est encore de 7,3 %.

Il y a dix ans maintenant que M^{me} Thatcher est au pouvoir. Certes, à l'époque de son arrivée à la tête du gouvernement, l'inflation dépassait largement les 10 % l'an : 13,5 % en 1979, 18 % en 1980. Mais les progrès sont minces par rapport à presque tous les autres pays industrialisés qui ont plus ou moins réussi à maîtriser le dérapage des prix. Évidemment considérable, auquel ne participe pas la Grande-Bretagne.

Et surtout, Londres voit ses déficits extérieurs s'élargir rapidement : 3,7 milliards de livres en 1987, 14,6 milliards en 1988, probablement 20 milliards de livres cette année. Ce sont des chiffres qui font un peu froid dans le dos puisqu'ils représentent 4 % du PNB ou l'équivalent de 200 milliards de francs. La France, avec ses 20 à 25 milliards de francs de déficit, en comparaison, fait figure de bon élève...

Ce qui a en grande partie ruiné les efforts faits par M^{me} Thatcher et M. Lawson est à la dérive des salaires, qui ont augmenté de 7,8 % en 1987, de 8,9 % en 1988 et encore de 9,3 % en rythme annuel depuis le début de 1989.

A quoi sert dans ces conditions de mener une politique budgétaire orthodoxe, fondée sur des excédents ? Les coûts salariaux de l'industrie augmentent plus vite qu'à l'étranger. C'est en définitive cela qui compte le plus.

A. V.

Alors que la livre reste faible

Certains conservateurs britanniques préconisent une autre politique économique

Alors que le congrès du Parti conservateur britannique qui se tient actuellement à Blackpool est marqué par de vives discussions sur les orientations de la politique économique de M^{me} Thatcher, la livre sterling restait faible sur les marchés des changes le mercredi 11 octobre, dans l'attente du discours que devait prononcer jeudi le chancelier de l'Échiquier, M. Lawson.

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

La chute de la livre sterling ne figurait évidemment pas initialement au programme, mais elle a marqué, mardi 10 octobre, la première journée du congrès conservateur réuni à Blackpool dans le nord de l'Angleterre. Le nouveau président du parti, M. Kenneth Baker, s'est efforcé de dissiper les doutes des délégués et de resserrer les rangs autour du chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson. Il a affirmé que ce dernier avait agi « courageusement » en portant à 15 % les taux d'intérêt pour défendre la livre. Les autres ministres présents à Blackpool se sont répandus en déclarations similaires.

Malgré le « mouton noir » du parti, M. Michael Heseltine, a saisi l'occasion pour faire entendre sa différence. Devant un auditoire nombreux rassemblé dans une salle de spectacles hors de l'enceinte du congrès, il a critiqué presque ouvertement la politique économique du gouvernement. Il n'est pas possible, a-t-il dit, de continuer indéfiniment à financer par des emprunts à l'étranger le déficit de la balance des paiements. M. Heseltine, qui se pose de plus en plus en successeur potentiel de M^{me} Thatcher, a pris l'exact contre-pied de cette dernière en réclamant une « déflation immédiate » de la livre au mécanisme de régulation des changes du système monétaire européen (SME). Il n'exclut pas l'idée qu'une dévaluation soit nécessaire avant une telle mesure.

Face à ces incertitudes qui jettent le trouble parmi les délégués, M. Baker a réaffirmé avec force que les grands projets de l'actuelle législature, la privatisation de l'eau et de l'électricité, la réforme du

service national de santé et celle de l'enseignement suivraient leur cours quoi qu'il arrive. « On entend dire parfois que le gouvernement veut faire trop de choses trop vite. Mes amis, nous n'avons pas été reconduits à deux reprises au pouvoir pour présider de manière plus douce que le Parti travailliste au déclin de ce pays. Nous avons été réélus pour secourir les chaînes du passé et libérer les énergies du peuple britannique », a déclaré le président du parti.

L'« imposture » des travaillistes

Ce discours de combat a été bien accueilli, et M^{me} Thatcher l'a qualifié de « meilleur qu'elle ait entendu depuis longtemps ». Le ministre de l'Emploi, M. Norman Fowler, n'a pas été moins vigoureux. Il a annoncé des projets de loi destinés à lutter contre les « grèves sauvages ». Des amendes pourraient être imposées contre ceux qui les déclenchent, et les responsables syndicaux qui les organisent ou les soutiennent en sous-main seraient sanctionnés. M. Fowler prévoit également d'en finir complètement avec le monopole syndical d'embauche dans les secteurs d'activités qui le pratiquent encore et de rendre illégaux les « piquets de grève de solidarité ». Il serait donc désormais interdit à des mili-

tants syndicaux étrangers à un conflit du travail de venir soutenir leurs camarades en grève.

La plupart des orateurs s'en sont pris, mardi, au « new look » du Parti travailliste, décrit comme une « imposture ». Les stratèges conservateurs savent que les prochaines élections seront difficiles en raison de la nouvelle ligne modérée du Labour et de la quasi-disparition du Parti social-démocrate de M. David Owen, jadis issu de ce dernier.

Le congrès a enfin créé la surprise en adoptant à une écrasante majorité une motion demandant la constitution de sections du Parti conservateur en Irlande du Nord. Celles-ci seraient ouvertes aux protestants et aux catholiques. Ce projet va être soumis à la direction du parti.

En raison de la situation particulière de la province, les deux grands partis nationaux ne sont pas représentés en Irlande du Nord. Les catholiques votent pour le Sinn Féin, l'aile politique locale de l'IRA ou pour une formation modérée, le SDLP. Les protestants ont le choix entre deux partis « unionnistes » (favorables au maintien de l'union avec la Grande-Bretagne) qui accusent également Londres de les trahir. Si l'un des candidats dans la province, le Parti conservateur ferait évidemment concurrence à ces derniers et modifierait considérablement la scène politique locale.

DOMINIQUE DHOMBRES

Le dollar dopé par M. Greenspan

Dollar en hausse et livre en baisse : la journée du mardi 10 octobre a été marquée par une grande instabilité sur les marchés des changes. Le président de la Réserve fédérale américaine M. Alan Greenspan a joué les sèmeurs de trouble. « Les tentatives pour maintenir les taux de change à des niveaux irréalistes peuvent conduire à déstabiliser les flux internationaux de capitaux et devront être abandonnées tôt ou tard », a-t-il déclaré à Moscou où il achevait mardi un voyage de quarante-huit heures consacré à des entretiens avec les principaux responsables économiques soviétiques.

Les opérateurs en ont déduit que le président de la FED désavouait les actions mises en œuvre à la suite du dernier sommet du G 7 pour faire baisser le dollar et qu'il ne fallait donc pas s'attendre à un geste de la Réserve fédérale, sous la forme d'une baisse des taux. Résultat : le dollar a été pris d'un coup de bélier, grimpant à 1,905 deustchemark contre 1,8870 lundi et s'échangeant à 144,45 yens contre 142,70 la veille.

De son côté, la livre sterling a poursuivi sa glissade. Le devise britannique a atteint son plus bas niveau depuis août 1987 à 2,9850 deustchemarks et 10,0310 francs français.

Les conflits chez PSA et aux impôts

Dialogue de sourds chez Peugeot

En dépit des propositions avancées par M. Francis Blanchard, conciliateur désigné par le gouvernement pour déboucher le conflit qui affecte depuis plus de cinq semaines la société Peugeot, direction et grévistes n'avaient toujours pas trouvé, mercredi matin, le chemin de la négociation.

Reconnue dans la matinée, l'occupation de la forge de Mailhous se poursuit : les syndicats CFDT et CFTC demandent au conciliateur qu'il obtienne des garanties supplémentaires auprès de la direction alors que la CGT campe sur des positions intransigeantes.

Pourtant, le marché proposé mardi par le conciliateur (évacuation de la forge et engagement simultané de négociations sur les bas salaires, les critères d'avancement individuel, les classifications et l'intéressement) avait été bien accueilli de part et d'autre. La CGT et FO faisaient part de leur volonté d'ouvrir immédiatement la discussion. La direction de Peugeot, de son côté, a donné son aval à la suspension des activités et proposé une réunion mercredi à 17 heures si la forge était évacuée à 9 heures. Cependant, dans un communiqué, elle a clairement laissé entendre que l'essentiel avait déjà été fait sur les dif-

férents thèmes soulevés par M. Blanchard et qu'il n'y avait donc pas grand chose à attendre. Il est vrai que la situation de M. Jacques Calvet, le PDG de PSA, n'est pas facile : il lui faut bien reconnaître que le rapide audit mené par le conciliateur et les axes de discussion qu'il suggère semblent singulièrement en relief les lacunes de la politique sociale de PSA.

Quant aux syndicats, pressés par l'attitude particulièrement dure de la CGT, ils sont dans l'incapacité de saisir le perchoir qui leur est tendu... alors que leurs instances fédérales se félicitent du travail accompli par M. Blanchard. Les cégétistes - soutenus à Mailhous par des permanents de la fédération de la métallurgie mais aussi du Parti communiste - ne lésinent pas sur les moyens. M. Henri Kramicki, secrétaire général de la CGT, n'a-t-il pas, lundi, fait lire à l'intérieur de la forge un message appelant les grévistes à ne quitter les lieux qu'à l'issue des négociations ?

Le dirigeant cégétiste - qui s'est rendu deux fois à Mailhous en huit jours - a enfoncé le clou mardi en affirmant dans un entretien publié par le *Figaro* que les propositions du conciliateur sont « inopportunes » et relèvent du « mépris ».

J.-M. N.

Lire page 30

Les syndicats des finances reprennent l'initiative

Les syndicats des finances reprennent l'offensive. Refusant toute négociation au niveau des directeurs des administrations (contrairement à ce qu'espérait le quai de Beroy, aucune entrevue ne s'est tenue mardi).

Ils organisent deux manifestations l'une devant le ministère, mercredi 11 octobre, et l'autre, de l'Opéra à l'Hôtel Matignon, jeudi pour obtenir une nouvelle entrevue avec M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie.

De leur côté, le gouvernement, on étudie la possibilité d'intégrer la « prime de productivité » de 1 200 francs (1 500 francs en 1990) dans le calcul des retraites mais cette proposition est loin de satisfaire les syndicats.

A Tours, plusieurs centaines de grévistes des finances ont perturbé la visite de M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, venu inaugurer mardi les nouveaux bâtiments du siège de la compagnie aérienne TAT. Par ailleurs, les douaniers de la frontière franco-espagnole ont annoncé une grève générale pour la journée de mer-

credi. Cette action est destinée à bloquer le trafic des poids lourds mais ne devrait pas affecter la circulation des véhicules particuliers.

A Roissy, la police est intervenue, mardi matin, pour faire évacuer les grévistes qui occupaient les bureaux de la direction des douanes. Celle-ci indique que « les procédures les plus simples seront mises en œuvre » pour que les données périsissables ne s'accumulent pas dans les entrepôts.

De leur côté, MM. Bérégovoy et Charasse ont publié, mardi, un communiqué dans lequel ils « déplorent que le dialogue qu'ils appellent de leur vœux n'ait pu se poursuivre » et reprochent aux syndicats de « refuser de participer à la concertation » destinée selon eux à « mettre au point et améliorer les mesures proposées en matière de déroulement de carrière, de régime indemnitaire, de renforcement du dialogue social et d'amélioration des conditions de travail ». Par ailleurs, le ministre des finances assure qu'il « dispose des moyens de faire face » à un éventuel blocage du versement des traitements des fonctionnaires et des pensions en octobre évoqué notamment par Force-ouvrière.

Après l'accord des Sept à Washington

La Banque du Japon relève son taux d'escompte

Près d'une semaine après le relèvement généralisé des taux d'intérêt européens (le *Monde* du 7 octobre), la Banque du Japon a annoncé, le mercredi 11 octobre, une hausse d'un demi-point de son taux de l'escompte (à 3,75 %). Cette décision s'inscrit dans la lignée de la rencontre du groupe des Sept, le 23 septembre à Washington. Les pays industrialisés avaient, en effet, décidé que le dollar ne devait pas progresser au-dessus de ses niveaux actuels.

Pour mener à bien leur décision, les autorités des Sept avaient d'abord utilisé abondamment l'arme des interventions des banques centrales. Mais le dollar n'avait pas pour autant perdu de sa vigueur, et le recours à un réajustement des taux d'intérêt mondiaux devenait inévitable.

Les observateurs ont été surpris par l'annonce de la Banque du Japon du 11 octobre. Car, dans les jours suivant le relèvement concerté des taux européens, de nombreux officiels japonais avaient fait savoir qu'ils s'opposaient à une hausse des taux nippons. En outre, la politique monétaire japonaise est traditionnellement beaucoup plus stable que celle des autres pays industrialisés. Les marchés n'avaient-ils pas anticipé pendant de longues semaines le relèvement des taux directeurs, finalement intervenu le 26 mai dernier ? Avant cela, le taux d'escompte n'était-il pas resté inchangé depuis février 1987 (à

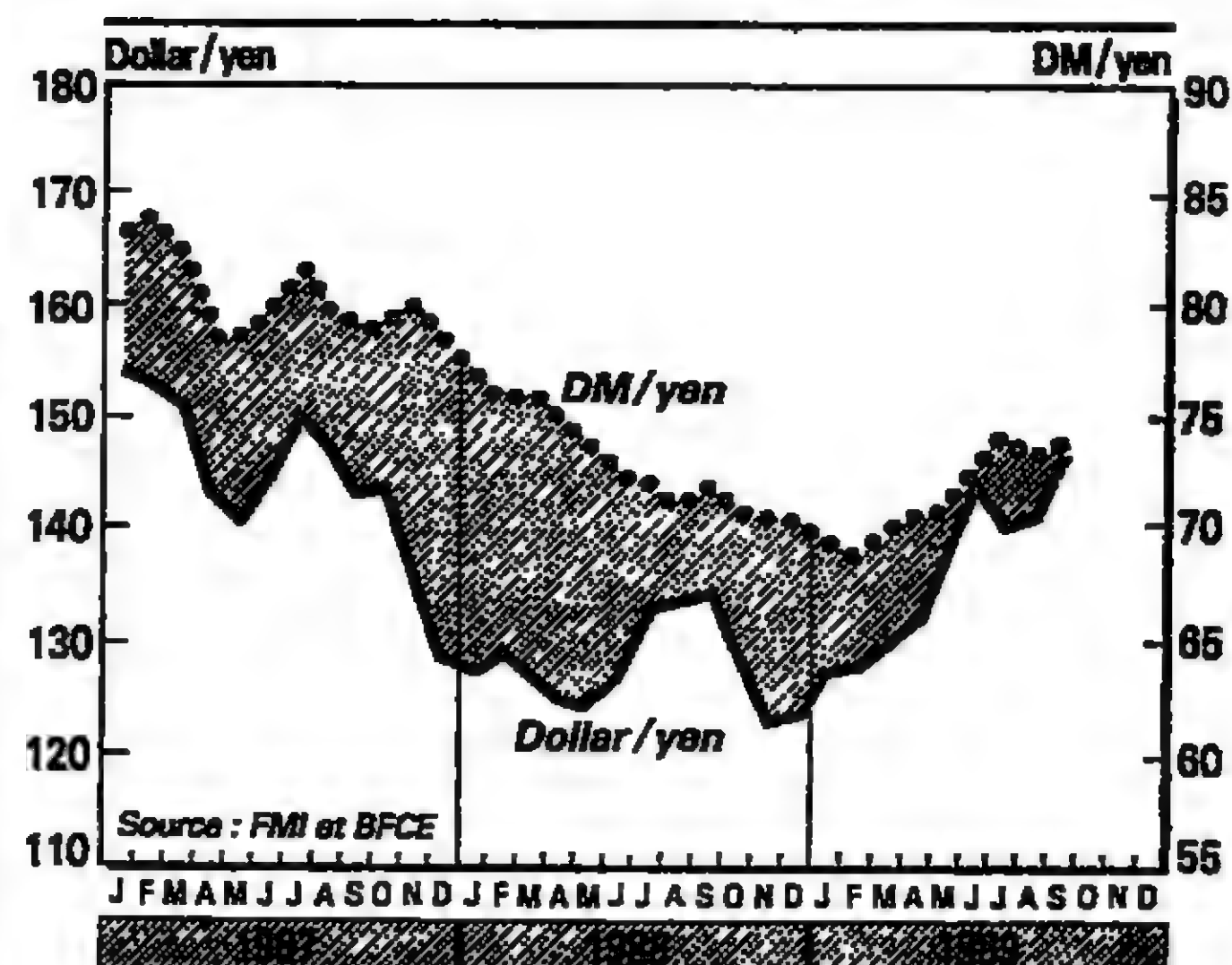
l'année. En outre, pour des raisons politico-économiques internes, le yen ne s'est pas affaibli récemment contre le dollar seulement, mais il l'a fait contre les principales autres grandes devises. De près de 5 francs en début d'année, le cours de 100 yens à Paris a été ramené à 4,46 francs mardi.

La Banque du Japon, absente des marchés en début d'année, est devenue récemment très active, vendant vraisemblablement plus d'une dizaine de milliards de dollars depuis l'accord du 23 septembre. Ses réserves de changes, les plus importantes du monde, diminuent depuis plusieurs mois. Lorsque, mardi, les déclarations de M. Greenspan à Moscou ont provoqué un nouvel accès de hausse de la monnaie américaine, (voir ci-contre) les autorités monétaires nipponnes ont dû juger plus économique de procéder à une augmentation des taux plutôt qu'à de nouvelles ventes massives de dollars.

Après les taux européens, les taux japonais, la logique réclamait une diminution des taux directeurs américains (celui de l'escompte est fixé actuellement à 7 %, et n'a pas été modifié depuis février). Or la déclaration faite à Moscou par M. Greenspan paraît indiquer la désapprobation du président de la Réserve fédérale à l'égard d'un assouplissement du coût du crédit. Il ne voudrait pas prendre le risque de relancer l'inflation.

Malgré le renchérissement du loyer de l'argent au Japon intervenu jeudi, celui-ci reste largement le plus faible des pays industrialisés. Compte tenu du relatif isolement de la place financière de

Le recul du yen



Après avoir fortement progressé contre le dollar jusqu'en décembre 1987 (1 dollar d'échangeait à 125 yens environ), le monnaie japonaise s'est stabilisée puis a connu un déclin sensible. Le dollar est monté jusqu'à 151 yens le 15 juin dernier. Le mercredi 11 octobre, il restait ferme malgré le relèvement des taux nippons à 144 yens environ.

2,5%) alors même que ceux des autres pays industriels subissaient, notamment au moment du krach, des fluctuations importantes ?

Malgré la surprise provoquée par l'annonce de mercredi, les motivations de la décision des autorités monétaires nipponnes sont claires. Des principales puissances industrielles, le Japon est celui qui protège le plus - pas tant comme il le dit pour réduire ses excédents que pour éviter tout risque d'inflation - contre l'ascension du dollar entamée depuis le début de

Tokyo, il est peu probable que ce geste contribue à abaisser le cours du billet vert, et celui-ci restait d'ailleurs très ferme sur les marchés des changes mercredi matin. Cependant, au moment où M. Greenspan semblait désavouer l'accord du groupe des Sept, les dirigeants japonais, que l'on accuse à l'envi de ne pas participer suffisamment à la coopération monétaire internationale, ont voulu marquer leur attachement à la stratégie arrêtée le 23 septembre.

F. L.

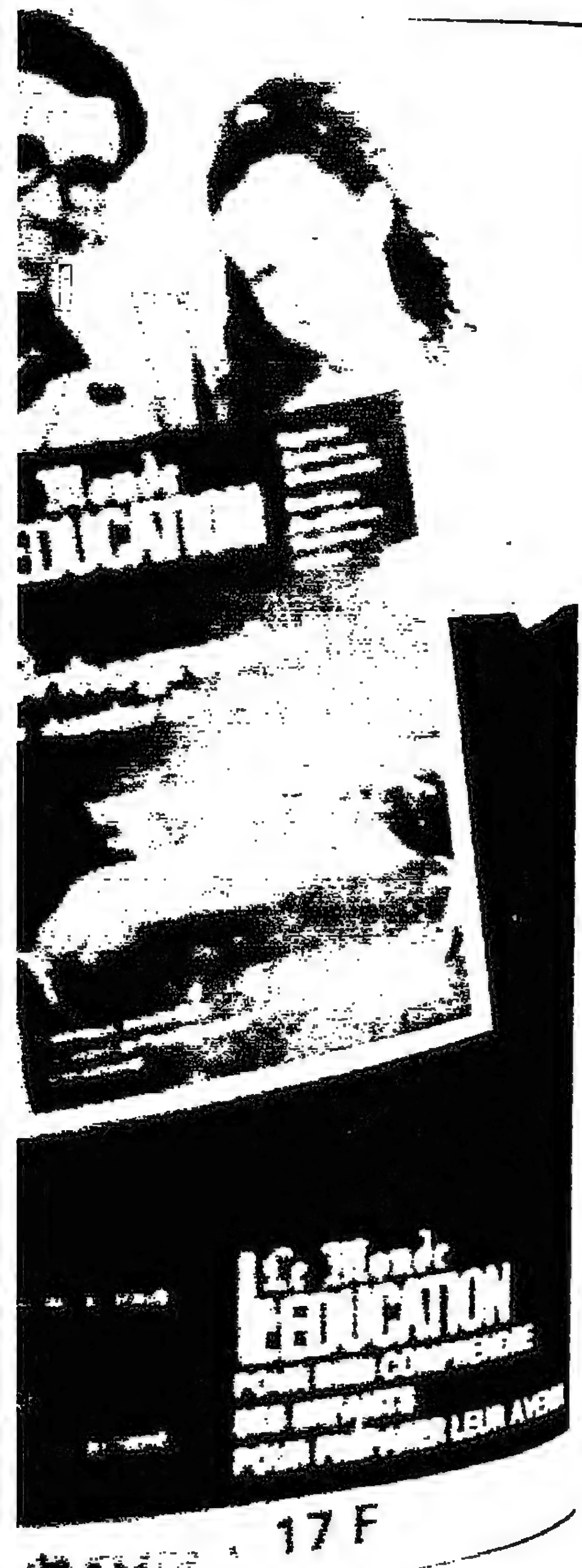
INSOLITE

Insectes rouges

Un commando de scarabées et une escouade de guêpes femelles viennent d'arriver aux Etats-Unis, en provenance d'Union soviétique, investis d'une mission très spéciale : neutraliser des pucerons de blé russe passés à l'Ouest en 1988, qui ont depuis lors dévasté des champs entiers de blé, d'orge, de seigle et d'avoine. Les pertes causées par ces ravageurs ont atteint l'an dernier quelque 123 millions de dollars. Il s'agit du premier échange de déclassification biologique issu des récents accords de recherche

entre le département de l'agriculture américain et l'Union soviétique », a déclaré à Washington un des coordinateurs de cette opération.

Les scarabées et les guêpes femelles, insectes prédateurs et ennemis naturels des pucerons, ont été collectés au printemps dans le sud de l'URSS. Après une période de quarantaine dans un laboratoire américain, destinée à leur multiplication et à leur distribution, ils seront testés sur le terrain.



ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Le débat sur les fonds propres des nationalisées

L'aisance financière retrouvée des entreprises publiques

Les entreprises publiques n'ont jamais disposé d'autant de fonds propres. Et elles ont rarement été aussi dynamiques, multipliant les acquisitions au cours des derniers mois.

« Les entreprises publiques sont gérées par leur manque de fonds propres. » Comme un leitmotiv, l'accusation revient à chaque acquisition menée par une société nationalisée. Les offensives récentes de Rhône-Poulenc (RTZ Chemicals, spécialités de GAF, offre publique d'achat sur les vaccins Comanget) n'ont pas fait

exception à la règle. Or, malgré la contrainte imposée par le principe de « ni privatisation - ni nationalisation » édicté par le président de la République, la croissance externe du secteur public n'a jamais été aussi dynamique.

Du rachat d'American National Can par Pechiney à la reprise - dernière en date - du Zenith par Bull, en passant par l'acquisition de Pennwalt par Elf ou de Credito Bergamasco par le Crédit lyonnais, les opérations des entreprises nationalisées, groupes industriels, banques et assurances, se sont multipliées au cours des derniers mois.

Paradoxalement, le débat sur l'insuffisance de fonds propres des nationalisées s'est amplifié alors même que jamais le secteur public n'en avait autant engrangé, comme le montre le tableau ci-joint. Notamment grâce à l'amélioration de leurs résultats, à l'image des entreprises privées, qui contribuent, par leur mise en réserve, au renforcement des fonds propres au même titre que les apports en capital, qu'ils viennent de l'Etat actionnaire (dotations budgétaires) ou des appels au marché. « Privée ou publique, aucune entreprise n'aura jamais d'actionnaire irresponsable, lui demandant des fonds propres, sans limite, ni rémunération », affirme-t-on au ministère de l'économie. En raison de sa situation, Rhône-Poulenc a pu financer ses achats sans recevoir d'apport de l'Etat, au grand dam de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie. Mais cela n'exclut pas le probable transfert de titres Roussel Uclaf (détenus par l'Etat), qui fournirait plusieurs milliards de francs de fonds propres à Rhône-Poulenc en même temps qu'une complémentarité industrielle.

En revanche, quand l'entreprise n'est pas en état d'aller chercher des fonds sur les marchés, l'Etat assume : ce fut le cas avec Bull dont le rachat de la branche informatique de Zenith a entraîné le gouvernement à lui attribuer déjà un milliard sur les 4,7 milliards de francs de dotations inscrites au budget de 1990. C'est le cas également avec Thomson, assuré de 2 milliards sur 1990 et même d'un milliard sur 1991.

Si le principal renfort apporté au capital des banques et assurances s'est pour l'heure effectué par le biais des apports de titres de l'Etat (CIC-GAN, BNP-UIAP et BNP-Banque de Bretagne), il ouvre à chacun des établissements une capacité d'appel supplémentaire au marché.

Dans le cas de l'UIAP et de la BNP notamment, cette capacité supplémentaire d'émissions - certificats d'investissement pour la BNP et actions pour l'UIAP - pourrait doubler l'ampleur de l'opération, et la porter, pour des participations croisées de 10 % de chaque côté, à 10 milliards de francs.

CLAIRE BLANDIN

Le financement depuis mai 1988

	Dotations en capital et reprises de dette	Apports de titres par l'Etat	Appels au marché	Résultats nets 1988	Bénéfices 1988 mis en réserve
Aérospatiale	1 250			63	
Air France			2 500 (1)	1 150	900
Bull	1 000 (1988) 500 (1989) 1 000 (1990)		1 600 (1)	300	300
Elf			4 200 (2)	7 200	8 200
Orkem	1 100			3 000	3 000
Pechiney	1 000		5 300 (3)	2 000	900
Renault	12 000			8 900	8 900
Rhône-Poulenc			11 00 (4)	3 400	2 300
SNECMA	1 950			250	
Thomson	2 000 (1990)		1 200 (5)	2 370	1 900
Unicor-Secor	9 100			4 600	4 600
BNP		2 880		3 060	2 450
Crédit lyonnais		1 500		2 060	1 400
CIC		1 000		1 060	860
AGF				2 100	1 700
GAN		1 500		1 900	1 700
UIAP		2 500		2 850	2 500
Banque de Bretagne	140			19	
TOTAL	30 740	9 300	29 000	45 656	40 600

(1) TSDI (titres subordonnés à durée indéterminée).
(2) Augmentation de capital suivie par l'ERAP.
(3) Certificats d'investissement et introduction en Bourse de Pechiney International.
(4) TSI et titres participatifs.
(5) TSI par le Batif (banque du groupe Thomson).

SOCIAL

Le conflit chez Peugeot

Les grévistes maintiennent l'occupation de la forge de Mulhouse

MULHOUSE
de notre correspondant

La forge est toujours occupée. Les propositions du conciliateur n'ont donc apporté aucun changement à une situation vieille de seize jours déjà.

Ici, malgré une lassitude perceptible - les ouvriers se portaient de moins en moins volontaires pour assurer les tours de garde - on reste déterminé : l'occupation de la

forge se poursuivra. Jusqu'à quand ? « Tant que M. Calvet n'entamera pas les négociations. » Retour au point de départ.

Les propositions du conciliateur, jugées dans l'ensemble satisfaisantes par les grévistes et leurs organisations syndicales, hormis la CGT, n'ont cependant pas eu l'effet souhaité. Pierre d'achoppement : le préalable mis par le PDG de Peugeot - la libération de

Pontil de travail, et plus spécialement la fin de l'occupation de la forge de Mulhouse - reste irréconciliable par un noyau dur. Pour lui, le préalable à l'évacuation est justement l'ouverture de négociations et non la promesse d'entrevues, d'un dialogue a posteriori. Deux positions que le dialogue, un jour prochain, devra bien rapprocher.

Pour l'heure, il n'est donc pas question de mettre aux voix l'évacuation de la forge. Au contraire, mercredi matin, c'est la poursuite de l'occupation qui a été décidée au terme d'un vote à main levée. « Ecouter, dialoguer, voilà ce que veut la direction. Pas d'accord. Nous demandons à négocier », affirme un gréviste.

B. L.

Premiers effets sur les ventes en septembre

Moins 10 %. Les ventes en France de Peugeot ont été affectées en septembre par « un manque à produire ». La firme aurait dû sortir 130 000 voitures de ses chaînes le mois dernier, mais les grèves de Mulhouse et de Sochaux ont abaissé ce chiffre de 46 000.

Du coup, la pénétration de Peugeot sur le marché français est revenue à 17,6 % des immatriculations contre 21,3 % sur l'ensemble des neuf premiers mois de l'année. Malgré un meilleur score pour Citroën (plus 6,2 % en septembre), les

résultats totaux de PSA subissent une chute des ventes de 4,8 %.

Renault en profite, puisque son gain de 18,5 % de ventes en septembre et atteint un taux de pénétration de 30,8 %, de 28,9 % sur les neuf premiers mois de 1989. Néanmoins, les constructeurs étrangers ne cessent de gagner du terrain avec des immatriculations en hausse de 11,8 % en septembre et de 10,4 % sur neuf mois. Leur taux de pénétration atteint 40,7 % en septembre et 37,8 % sur neuf mois.

En visite à Bruxelles

M. Rocard rappelle la position française en faveur de l'Europe sociale

« L'Europe doit avoir une véritable ambition sociale, et certains droits sociaux fondamentaux doivent être garantis dans la CEE », a déclaré M. Michel Rocard au cours d'une conférence qu'il a donnée mardi 10 octobre à Bruxelles, après avoir rencontré le roi Baudouin, son homologue belge M. Wilfried Martens et M. Jacques Delors.

Dans un entretien publié le même jour par le quotidien *la Libre Belgique*, le premier ministre a affirmé que « l'Europe sociale sera le socle sur lequel pourra s'édifier l'Europe politique ». « Il me semble a-t-il déclaré, que le processus ne parviendra à maturité

que lorsque les partenaires sociaux engageront de véritables négociations. »

Au cours de la conférence, M. Rocard a, d'autre part, prôné la prudence en matière de libéralisation des transports aériens et des télécommunications au sein de la CEE.

Enfin, le premier ministre a estimé que la construction européenne n'impliquait pas une ouverture immédiate de la CEE à l'Est et au Sud, « au risque de perdre la chance unique qui nous est donnée de bâtir un pôle de puissance à l'échelle mondiale ».

ÉTRANGER

Après l'échec du projet de la Commission européenne

La TVA continuera d'être payée dans le pays acheteur

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

« Pour la première fois depuis 1985, une régression en ce qui concerne l'instauration du marché unique. » Les fonctionnaires bruxellois n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser l'annonce de compromis des Douze sur le régime de TVA à appliquer dans la Communauté après 1993.

« La Commission participera normalement aux travaux du groupe ad hoc qui préparera la réunion des ministres des finances du 13 novembre, mais elle n'en tire pas moins la sonnette d'alarme. » Mécontents d'avoir vu le Conseil tourner le dos à leurs propositions, irrités par les commentaires présumés de la réunion de lundi comme un échec de la méthode Delors, les fonctionnaires bruxellois adressaient leurs reproches à la présidence française.

Afin de placer les entreprises dans une situation aussi proche que

possible du marché unifié et d'inciter par la même occasion à la réduction des écarts entre les taux de TVA, la Commission avait proposé de supprimer le régime actuel de la détaxation à l'exportation et d'instaurer la taxation dans le pays vendeur. La majorité des Etats membres, soucieux d'éviter une délocalisation de l'activité au profit des pays gros exportateurs, et en particulier de la RFA, ont refusé cette approche, préférant maintenir la détaxation à l'exportation pour une période sans doute transitoire mais d'une durée indéterminée.

« Les Allemands entendent que cette période de transition n'exécute pas deux ans. Il y a eu des échanges plutôt vifs entre Tietmeyer (le ministre allemand) et Bérégovoy », nous a-t-on confié. « Le risque de délocalisation que redoutent tant les Français serait très faible, s'il y avait, comme le veut l'esprit des propositions de la Commission, un rapprochement des taux. Or celui-ci est complètement oublié. Dans la version ini-

tielle des conclusions de la présidence, les Etats membres s'engagent dans un paragraphe à rapprocher leurs taux. Mais celui-ci a complètement disparu. »

Le rapport du groupe ad hoc qui a servi de base aux travaux du Conseil proposait certes de continuer à encaisser la TVA dans le pays de destination mais, s'agissant des particuliers, suggérait la suppression de toute limitation aux achats de voyageurs. Compte tenu des réticences du Danemark, de l'Irlande et de la Belgique, la Commission redoute que cette dernière

forme d'incitation au rapprochement des taux disparaisse bientôt elle aussi. Elle craint encore que la formule du Conseil ne suscite, contrairement à ce qui avait été affirmé, un développement tant de la fraude que des formalités réclamées aux entreprises. Elle explique enfin qu'accepter l'idée d'une période de transition allant au-delà du 1^{er} janvier 1993 pour complètement unifier le marché commun constitue un précédent dangereux.

PHILIPPE LEMAITRE

■ BELGIQUE : faillite, grève, et manifestation à Liège. - Une centaine de manifestants ont mis à sac, mardi 10 octobre, à Liège, le siège du Parti social-chrétien (PSC), et une agence du Crédit communal, une banque relevant du secteur public. Dix mille fonctionnaires sont en grève parce qu'ils ne sont plus payés depuis le 1^{er} octobre. La municipalité de la ville, dominée par les socialistes, est en cessation de paiement depuis la fin septem-

bre, le Crédit communal refusant de lui ouvrir de nouveaux crédits tant que les finances de la ville n'auront pas été apurées. Avec une dette de près de 750 millions de dollars, la ville (deux cent mille habitants) est la ville la plus endettée du royaume. En crise depuis la conversion des industries métallurgiques, la « cité ardente » n'a pas réussi à accomplir sa mutation économique et continue à entretenir une administration pléthorique.

■ M. Bérégovoy a installé le nouveau collège de la Commission des opérations de Bourse (COB) à été installé, mardi 18 octobre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Présidé par M. Jean Saint-Geours (*le Monde* du 5 octobre), il comprend huit membres : M. Philippe Lagayette, sous-gouverneur de la Banque de France; M. Jean-Pierre Planard, conseiller à la Cour de cassation; M. Pierre Rivière, conseiller d'Etat; M. André Delon, conseiller à la Cour des comptes; M. Gilles Bino de la Perrière, président du conseil de la Perrière, président du conseil de la Bourse de valeurs; M. Régis Rousselle, président du Conseil des Bourses de valeurs, auxquels se sont ajoutées deux personnalités cooptées en raison de leur compétence.

FINANCE

Le débat au Sénat

Un projet de loi pour « européaniser » l'assurance française

Retiré de l'ordre du jour de la session de printemps, le projet de loi sur les assurances a ouvert, mardi 10 octobre, le programme de travail législatif du Sénat pour l'automne.

Le texte présenté par M. Pierre Bérégovoy est très technique et ne suscite guère d'opposition farouche, à l'exception de celle du PC, qui a déposé - sans succès - une question préalable (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération). Pour M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne), qui la défendait, le projet fait partie d'un ensemble de lois menant à l'intégration de la France dans la « petite Europe des Douze ». Le fait qu'entre socialistes et droite il y a consensus manifeste à ses yeux, « une fois de plus, que le Sénat est le laboratoire de la recomposition politique à laquelle aspirent » tant M. Mitterrand que M. Barre « et quelques autres ».

M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a pour sa part expliqué que l'échec du marché unique européen implique « un effort considérable d'adaptation et de modernisation de la part de l'Etat mais aussi de la profession ». Il a précisé : « La liberté de choix de l'assurance pour le consommateur s'exercera demain dans un cadre européen. La liberté d'établissement est depuis des années une réalité en Europe. La liberté de prestation de services en assurance-dommages entrera en vigueur dès le 1^{er} juillet 1990; elle sera sans doute un peu plus tar-

dive en assurance-vie, encore que la liberté des mouvements de capitaux obligera à remettre en cause beaucoup de nos habitudes ». Pour l'assurance-vie, il a indiqué que « de nouvelles mesures seront décidées lorsque les négociations communautaires en cours auront abouti ».

La réforme proposée introduit dans le droit français le contenu des directives européennes consacrées à l'assurance de dommages et à la protection juridique. Elle modernise, d'autre part, le cadre juridique et institutionnel de l'assurance française. Après avoir affirmé que les assurés bénéficieront avec ce texte d'une protection renforcée, M. Bérégovoy a précisé que la situation des trois entreprises nationales est rapprochée de celle des autres entreprises nationales du secteur concurrentiel. S'il regrette le « dessaisissement du Parlement français » auquel conduit la traduction « en loi française et autant que possible en bon français » des directives européennes, M. Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin), rapporteur de la commission des lois, n'en porte pas moins un jugement positif sur le projet. Selon lui, les entreprises françaises d'assurances « sont solides et offrent en général de bons produits », mais il déplore la frilosité du texte, son manque d'audace en ce qui concerne les mesures susceptibles d'améliorer les moyens des entreprises françaises pour affronter la concurrence.

A. Ch.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Désormais ComptaValor capitalise...
SICAV COURT TERME MONÉTAIRE

L'assemblée générale extraordinaire de la SICAV, réunie le 15 septembre 1989 a décidé, ainsi que l'autorise la Loi du 2 août 1989, de faire bénéficier ses actionnaires à compter de l'exercice clos au 29 septembre 1989, des avantages du régime de la capitalisation : le réinvestissement par la SICAV des revenus qu'elle encaisse se traduit dans l'augmentation de la valeur liquidative.

trésor public

plus de 4000 guichets à votre service.

ÉCONOMIE

Les villages du bout de la crise

II. — Han dans la Meuse : le marasme silencieux

Après Brygones, bloqué au bout de la Norvège « entre la mer et les Russes » (le Monde du 11 octobre), nous poursuivons notre série sur l'Europe des villages en crise avec le cas des communes du nord de la Meuse. Coincées entre la sidérurgie éteinte et l'agriculture vieillissante, elles cherchent en vain une sortie.

A propos du Nord meusien, l'histoire court périodiquement depuis que la mine et la sidérurgie n'en finissent pas de dépeupler. Niché dans les interminables vallonnements de la plaine, aux confins du département de la Meuse, au coin du Luxembourg et de la Belgique, il y aurait un village qui ne comprendrait plus qu'un seul habitant actif, une assistante sociale. Chaque matin, tous les autres, jeunes scolaires, chômeurs et préretraités la regarderaient partir pour un travail qui consiste, justement, à s'occuper d'eux.

Autant le dire tout de suite, ce village mythique n'existe pas. Mais, par la force du symbole qu'il représente, il est logique qu'il hante les esprits. A lui seul, il résume les malheurs d'une zone désertifiée où la mort rôde, presque sans souffrance maintenant grâce aux programmes sociaux. Dans le canton de Spincourt, à la lisière de la Meuse et de la Moselle, bien des lieux perdus pourraient d'ailleurs prétendre à cette triste et ankylosante désolation, à commencer par Han-devant-Pierrepont, la ruine, classée comme la plus pauvre de toutes, et Boulogny, l'ouvrière, un coran orphelin de ses mines.

L'agonie indolore

« Il n'y a jamais eu de belle époque », se défend, à Verdun, M^{me} Marie-Odile Ley, Pattachée parlementaire de Jean-Louis Dumont, le député socialiste de la circonscription du nord de la Meuse. Sans parler des ravages des guerres, le pays n'a connu le bonheur que par procuration. C'est parce qu'il se situait à la lisière de la Meuse et de la Moselle, et donc au voisinage de Longwy ou de la vallée sidérurgique de la Chiers, qu'il a récupéré — un temps — quelques miettes du festin industriel en y déléguant une partie de sa population.

Sinon, agricole, oublié des axes routiers et à l'écart de l'avenue des « Trente Glorieuses », le Nord meusien subit le dépeuplement comme tout le département et s'enfonce sans bruit dans une forme assistée de pauvreté. « La désertification apparaît comme un mal endémique », dit M^{me} Ley. Les élus, des notables ruraux, n'avaient pas de stratégie de développement et le premier BTS délivré en Meuse date seulement de 1983.

Dans les villages perdus au milieu des champs, il ne reste plus que des agriculteurs, le plus sou-

vent âgés déjà, et d'anciens mineurs ou sidérurgistes. « Bric-à-brac », les pieds dans la terre et les bras à l'usine ou au fond d'une galerie, le canton de Spincourt vient à l'arrêt subit du « cœur d'acier », à Rehon, à Lexy, ou la destruction des carreaux de mines, à Piennes, à La Mourrière et à Boulogny.

Mais attention, il n'en souffre pas, « officiellement », comme le disent les uns et les autres. Les vieux cultivateurs s'installent dans la vie de rentiers. Les anciens sidérurgistes basculent de la préretraite à la retraite. A Boulogny, cité qui est passée de 5 000 habitants à 3 500 en quelques années, on compterait aujourd'hui 50 % de la population qui dépendrait du régime social minier, des jeunes,

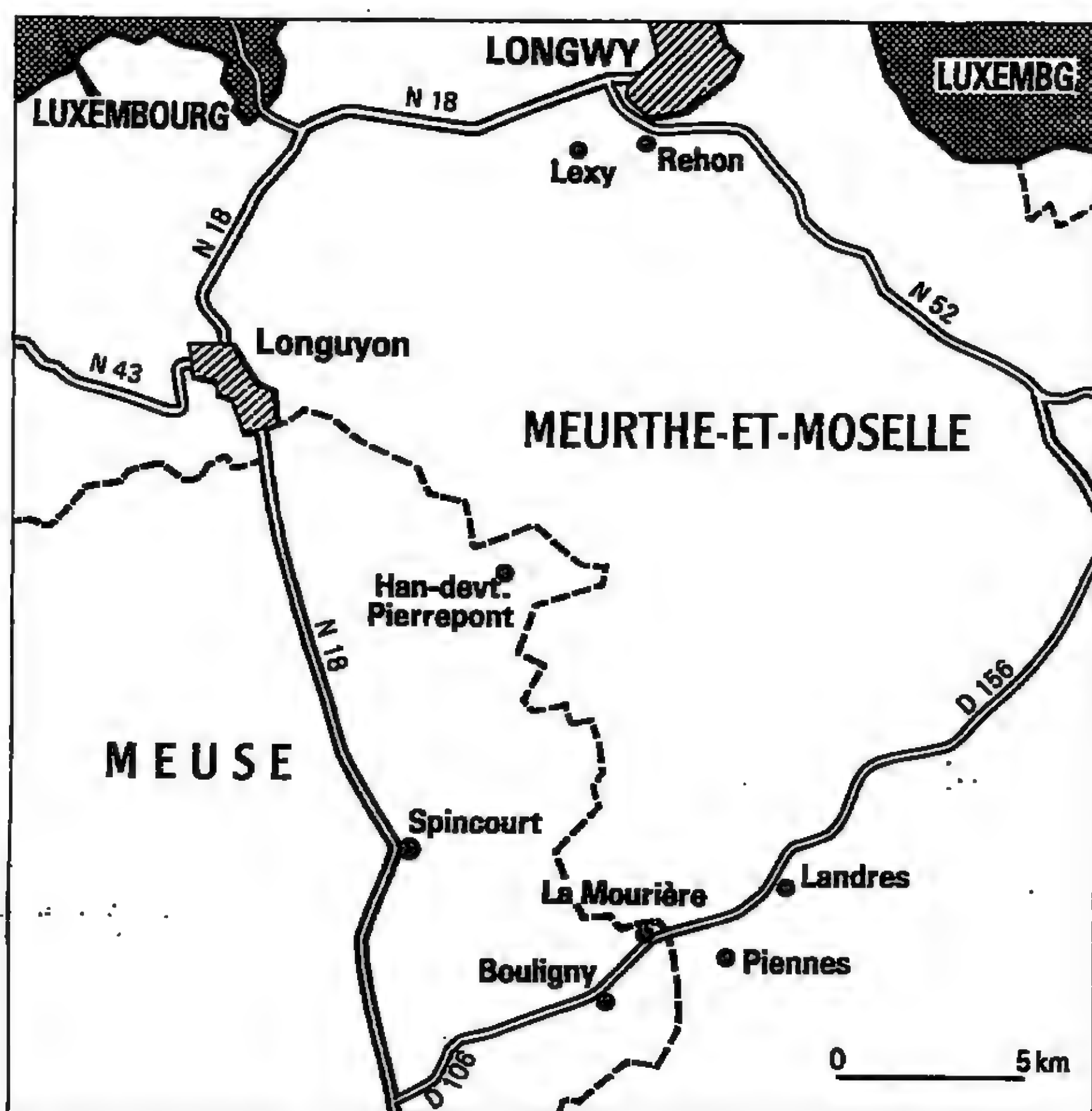
au plus bas cette année. Dans la grande rue formée par le coran, avec son enfilade monotone de maisons de brique, on ne compte plus les vitrines barbouillées au blanc de chaux. Une lente agonie, indolore peut-être pour les plus anciens, qui annonce un long sommeil.

Le cas de Han-devant-Pierrepont, un village de cent dix-huit habitants classé comme le plus pauvre du canton, illustre bien ce marasme silencieux. Autrefois, il y avait davantage de monde, un peu d'animation, et, il y a plus longtemps encore, un café ensuite réduit à une épicerie. Cela fait maintenant des années que l'école est fermée et que la minuscule église de pierre grise, « qui sert surtout aux enterrements », souligne le maire, M. Pierre Jacques, un important agriculteur de

repoint, il y a une quinzaine d'années. Longtemps « la risée » des villageois à cause de salaires plus bas, selon le maire, ou soupçonnée de venir chasser les primes, rappelle M. Gérard, l'entrepreneur représenté maintenant le seul débouché. Il se raconte, à Han, que des jeunes femmes ont accepté de travailler au nettoyage des bureaux, la nuit, en Belgique ou au Luxembourg, à 80 kilomètres de chez elles. Du petit boulot.

La « honte » du RMI

Passé le coup dur, on pourrait croire que le village s'est résigné à sa nouvelle condition. Apposée sur l'une des maisons au crépi refait de neuf, une plaque en bois porte l'im-



des actifs — une cinquantaine —, des retraités ou des veuves, selon M. Jean-Pierre Ricard, professeur au collège et conseiller municipal communiste.

La rue aux « sept maisons de veuves »

Et l'autre moitié des habitants ? « D'anciens sidérurgistes qui sont en préretraite, environ cent soixante chômeurs et quelques emplois », répond-il. Il ne reste plus qu'un seul groupe scolaire primaire sur les trois d'il y a dix ans, les classes maternelles ont été ras-

cinquante-cinq ans, est desservie par l'un des quatre curés qui parcourent les trente communes environnantes.

Aux temps « heureux », rappelle l'adjoint au maire, M. André Gérard, sidérurgiste retraité, âgé de soixante-huit ans, pas moins de vingt-cinq à trente hommes prenaient le car chaque matin pour Rehon la providence. « On était plutôt sidérurgistes, ici », et, le soir, on donnait des coups de main à la ferme ou on participait à une coupe de bois « pour mettre du beurre dans les épinards ». Les agriculteurs restants bénéficiaient, par contrepoint, de la situation. Ceux qui allaient à l'usine étaient des fils de cultivateurs et leur départ, sans quitter le village, a « aidé à la restructuration des exploitations », assure M. Pierre Jacques, sans doute l'un de ceux qui a le mieux évolué avec son fils, installé juste à côté, à Saint-Supplet. « Les ouvriers changeaient de voiture plus souvent et il y avait une stimulation entre nous », dit-il. A cause de Longwy, on aménageait les maisons de ferme. Mais ça, c'est fini.

De cette époque révolue, il ne reste plus grand-chose, même si les moments les plus difficiles se situent vers 1975, quand les premiers menaces apparaissent. Bien des sidérurgistes quittent Han « pour faire construire » à Longwy ou à Longwy, et personne ne sait vraiment ce qu'ils sont devenus. Progressivement, le village s'éteint et se reconstruit. Sur quarante familles, dix sont composées d'ex-agriculteurs, six d'ex-sidérurgistes, et dans l'une des rues on recense « sept maisons de veuves ». M. André Gérard, qui égrène ses souvenirs, cite ses anciens collègues, morts trop jeunes d'un cancer. Rares sont les actifs. Deux ou trois sidérurgistes, dont le fils et le gendre de l'adjoint au maire, qui sont prêts à s'adapter, un peu plus d'une dizaine d'agriculteurs qui s'apprennent à racrocher, sauf deux ou trois jeunes qui reprennent la ferme, et, pour le reste, des salariés de chez Bertrand Faarc dont l'usine de fabrication de sièges automobiles s'est implantée à Pier-

cription « Fleur de misère » comme d'autres, « Sam' suffit ». Il n'y a pas de chômeurs, affirme-t-on, et tous les jeunes hommes travaillent. Quant aux préretraités, « ils sont les plus heureux », prétend M. Pierre Jacques, pour qui « ce n'est pas une catastrophe ». « Ils sont de racine agricole, ils font du bois, des jardins, précise-t-il. Ils savent quoi faire de leurs mains et ils sont économes ».

Mais cela pourrait bien n'être qu'une façade heureuse, tant les versions contradictoires circulent dans la petite communauté. En vieux sidérurgiste, M. Gérard veut croire que tout se finit bien « et qu'il y aura toujours du travail pour les courageux ». Pourtant, le « restau du cœur » de Pierrepont a dû aider une famille de cinq enfants. De cinq à six autres ont été soutenues par la Croix-Rouge et une femme de trente ans aurait pu, à coup sûr, bénéficier du RMI. Cela ne s'en est pas fait. Aux yeux du village, qui juge mal le recours à l'aide sociale, c'était « une honte », concède le maire qui a souvent dû intervenir « en son nom personnel », « cela lui aurait permis de se mettre un peu plus de rouge à lèvres ».

Il faut comprendre, dit encore M. Jacques, « Si le village crie au scandale, c'est que la frontière est mince entre les petits salaires de ceux qui travaillent et le RMI des autres... ». D'ailleurs, bien des malheurs sont dus par ceux qui sont dans la gêne. Trois ou quatre fois dans l'année, les menaces de saisie viennent rappeler que l'équilibre demeure précaire. Certains ne paient plus la taxe d'habitation, leur eau et la redevance télé. Autant de signes.

La fin de l'agriculture traditionnelle

« C'est à cause du crédit », constate l'agriculteur, qui redoute les mêmes conséquences pour les paysans, très endettés, et voit donc l'avenir en noir. L'évolution des techniques, les héritages et la croyance aveugle dans les recettes du passé vont condamner l'agriculture traditionnelle. « Maintenant,

le courage ne suffit pas et cela ne pourra pas durer dans de bonnes conditions », prévient-il. A terme, « ce sont des Hollandais et des Allemands qui vont ramasser le tout car on accepterait pas que des Français, des voisins, prouvent que la ferme est exploitable ».

Le même pessimisme s'exprime à propos de l'avenir de la commune elle-même qui dispose d'un budget d'à peine 100 000 francs, dont la moitié provient d'une subvention annuelle d'aide. « On ne peut plus rien faire », se lamente M. Gérard. La salle de classe, transformée en salle polyvalente, a été aménagée bénévolement par des jeunes. Nous avons dû faire nous-mêmes les travaux d'assainissement... »

C'est inévitable. Han devra se regrouper avec d'autres villages mais « il ne faudra pas se réunir entre pauvres », prévient le maire. « Ça ne changerait rien. Nous ne pouvons être que l'annexe d'une ville plus importante ».

Mais l'effet de taille ne joue pas toujours favorablement. A l'autre bout du canton, le sort s'acharne sur Boulogny, depuis que la dernière mine a été fermée il y a deux ans. Brusquement, le budget communal a perdu 2,4 millions de recettes. L'« enorgueil » des mines abandonnées a entraîné une dégradation de l'eau de ville qui s'est chargée en sulfates et qu'il faudrait traiter avec une usine. « Il n'y a plus d'eau dans les rivières car le pompage en sous-sol les alimentait et les sources ont disparu au fond », explique en outre M. Jean-Pierre Ricard. Alors que nous n'avons plus de rentrées d'argent, il faudrait construire des stations d'épuration.

Un jardin où des poules en trop

Avec son environnement meurtri par la mine et son parc immobilier composé des anciennes cités de mineurs, Boulogny aborde la reconversion avec des handicaps insurmontables. « Nous sommes devenus une cité-dortoir », reconnaît M. Ricard. La population est vieillissante mais bénéficie d'une bonne protection sociale qui retarde les effets sociaux du déclin économique de la petite ville. Mais les jeunes, peu formés — 46 % des moins de vingt-cinq ans n'ont aucun diplôme dans le Nord meusien — s'enfuient surtout vers la région parisienne pour tenter d'y trouver du travail. Quant au RMI, il n'a été attribué qu'à une trentaine de personnes, alors que l'on compte cinq fois plus de chômeurs de longue durée, essentiellement parce que des semi-ruraux, comme à Boulogny, ne peuvent pas correspondre aux critères. « Ils ont toujours un jardin ouvrier trop grand ou quelques poules en trop... », se désole M. Ricard.

Pendant ce temps, l'activité se déplace ailleurs, comme à Landres, mais à quelques kilomètres de Meurthe-et-Moselle. Certes, des tentatives sont faites pour redresser le cours des choses, mais leurs résultats ne font que souligner l'ampleur des difficultés. En 1984, une charte intercommunale du bassin a été élaborée pour revivifier le secteur. Ces trois dernières années, trois cent cinquante emplois nouveaux ont été créés mais, fait observer M. Ricard, « 75 % d'entre eux étaient hautement qualifiés et sont donc venus de l'extérieur ». Pour s'en sortir, il faudrait trouver des activités compatibles avec des emplois pas trop qualifiés.

Boulogny est en fait prise au piège de son passé et peut en mourir. Les maisons du coran appartiennent toujours aux mines, qui ne les valorisent pas, et sont habitées par des préretraités. La grande rue va ressembler à une immense résidence pour personnes âgées. La légende du village sans un seul actif autre que l'assistante sociale peut devenir une réalité.

ALAIN LEBEAUBE

Vienne vous fait une

Scène D'HIVER

A présent le journal de Vienne est diffusé chez vous. Gratuitement. Pour que rien ne vous échappe. Que ce soit musique et théâtre, comédie musicale et exposition, shopping et cafés. Retirez le journal de Vienne auprès d'Austrian Airlines et à l'Office National Autrichien du Tourisme: 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris ou téléphonez tout simplement au (1) 47427857. Vienne ne laissera cet hiver personne indifférent. Servus, Bienvenue en Autriche!

Vienne
Wien Viena Viena Viena



ISTH Institut privé des Sciences et Technologies Humaines depuis 1954
Pour vous aider à réussir à l'EXPERTISE COMPTABLE D.P.E.C.F.-D.E.C.F.
Toutes épreuves
Succès confirmés
• Enseignements annuels: 20 oct. à mi-juin
• Stage intensif: août-septembre
ISTH 83, av. d'Italie 75013 PARIS
Tél.: 42.24.10.72
45.85.59.35

DEMANDEZ NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

(Publicité)
« SOURDS ET MALENTENDANTS »
LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE
organise les lundi 16 et mardi 17 octobre 1989 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.
Vous pourrez gratuitement faire réviser vos appareils auditifs. Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.
PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 42-33-21-89 — poste 4175
M.N.P.L. Service acoustique, 29, rue de Turbigo 75002 Paris

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL OCTOBRE 1989

L'EUROPE DE L'EST

- L'explosion du bloc de l'Est.
- Le nouveau départ de la Pologne.
- Hongrie: les défricheurs de l'Est.
- RDA, Tchécoslovaquie: les réfractaires de la perestroïka.
- L'Albanie et la Yougoslavie: les inclassables.
- Roumanie: une dictature aveugle et sourde.

1929-1989: KRACH ET BOOM

- L'économie mondiale d'une crise à l'autre.
- La tourmente boursière d'octobre 1987.
- Des retombées inattendues: l'envol de la Bourse, l'assainissement financier.
- L'embellie: la reprise de la consommation et de la croissance.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

CONSTRUISEZ LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE LOGICIELS OUVERTS QU'ATTEND TOUTE L'INDUSTRIE INFORMATIQUE

Les nouvelles architectures multiprocesseurs, l'informatique distribuée transparente, le traitement transactionnel à haut débit : voici quelques-uns des défis posés par les systèmes ouverts des années 90. Pour les relever dès aujourd'hui, l'Open Software Foundation Research Institute de Grenoble dispose de tous les moyens nécessaires : équipes internationales de chercheurs confirmés, utilisation des stations de travail individuelles les plus performantes reliées en réseau à des multiprocesseurs de pointe, relation directe avec les concepteurs de systèmes tels Mach et Amoeba et participation à l'intégration, l'évaluation et l'amélioration de ces prototypes avancés...

Les fonds importants que requièrent ces recherches au plus haut niveau sont apportés par l'Open Software Foundation (OSF). Notre organisation, dont le but est de proposer un environnement applicatif en prise directe

avec l'évolution technologique, est elle-même financée par ses membres : Bull, Digital, Hewlett-Packard, Hitachi, IBM, Nixdorf, Philips, Siemens... Premier résultat concret de cette coopération, l'interface utilisateur Motif s'impose déjà comme un standard de fait de l'industrie informatique.

Plongé au cœur de la recherche la plus innovatrice, notre institut de recherche de Grenoble prépare ainsi intensivement la prochaine génération de technologie logicielle par trois types d'actions étroitement reliées : • recherche interne • mise en place de collaborations et financement de recherches externes • diffusion et expérimentation des prototypes OSF auprès des organismes de recherche et des universités. Pour chacun de ces programmes, nous recherchons un personnel varié, hautement qualifié. Stimulés par un environnement exceptionnel, ces femmes et ces hommes apporteront une contribution décisive à l'évolution de l'informatique.

MANAGER OPERATING SYSTEMS RESEARCH

Responsable technique de l'équipe chargée des futurs noyaux, vous gérerez toutes les phases du cycle de vie des nouvelles technologies, de l'exploration jusqu'au développement. Votre équipe prospectera, intégrera et mesurera des prototypes de systèmes d'exploitation tels Mach, Chorus et Amoeba. Vous créerez vous-même des prototypes à l'intention des laboratoires de recherche. Vous collaborerez étroitement avec des chercheurs de pointe du monde entier et vos idées inspireront votre équipe et influenceront sur la stratégie d'OSF dans les domaines-clés de la technologie. Vous partagerez vos réflexions avec les membres d'OSF aussi bien qu'avec la communauté scientifique. Votre jugement pratique contribuera concrètement au développement des noyaux OSF à moyen et long terme.

Expérience importante des noyaux de systèmes d'exploitation, notamment Unix. Connaissance du milieu de la recherche. Pratique du management de petites équipes de chercheurs très pointus. Anglais courant et pratique du français. Réf. 101.

MANAGER EUROPEAN RESEARCH RELATIONS

Votre équipe gèrera les relations d'OSF avec les organismes de recherche et d'enseignement supérieur européens. Vous créerez et entretiendrez des liens avec ce milieu en leur présentant la recherche et l'offre d'OSF, en encourageant son utilisation et en analysant les réactions qu'elle suscite. Vous suivrez de près les secteurs les plus actifs de la recherche et les chercheurs importants. Auprès d'OSF et de ses membres, vous représenterez la recherche et l'enseignement supérieur et défendrez leurs intérêts. Vous mettrez en place les journées de travail, les publications, les années sabbatiques et les réunions des membres OSF afin d'assurer un échange continu des informations. Vous gèrerez le programme de subventions de recherche OSF en Europe et assurerez la liaison avec les programmes de recherche nationaux et internationaux (Esprit, Eureka, RACE...). Vous coordonnerez votre programme avec des programmes similaires d'OSF en Amérique du Nord et dans la zone Pacifique.

Une grande expérience du milieu de la recherche et de l'enseignement supérieur. Connaissance des programmes de recherche nationaux et internationaux. Connaissance de l'univers Unix. Anglais courant ; français et/ou allemand. Réf. 201.

RESEARCH RELATIONS SPECIALIST

Rattaché au Manager European Research Relations, vous animerez les relations avec la recherche pour l'un de nos secteurs européens. Vous développerez des relations étroites avec les laboratoires importants et gèrerez une base de données sur leurs activités. Vous assurerez la continuité des relations entre OSF et les organisations externes. Vous organiserez des manifestations telles que des journées de travail et des symposiums qui permettront aux universitaires et aux chercheurs de confronter leurs réflexions sur l'offre OSF.

Une expérience des organismes de recherche, des universités et des programmes nationaux et internationaux de recherche. Connaissance de l'univers Unix. Au moins deux langues européennes courantes, dont l'anglais. Réf. 211.

RESEARCH FELLOW (OPERATING SYSTEMS)

Vos innovations poseront les bases des systèmes d'exploitation distribués et multiprocesseurs des années 90. Vous explorerez cette technologie au sein d'une équipe de très haut niveau en évaluant, mesurant, améliorant les prototypes existants et en les recombinaut pour créer la prochaine génération de systèmes d'exploitation. Des plate-formes logicielles de haut niveau (bases de données, gestion d'objets, multi-média...) pourraient servir à évaluer les fonctionnalités et les performances des noyaux. Vous influerez sur l'évolution des nouvelles technologies chez OSF et vous publierez et exposerez vos travaux dans les revues et congrès.

Une grande expérience d'un des domaines suivants : la conception de systèmes d'exploitation avancés, l'informatique distribuée, les mesures de performances, la conception de langages orientés objets. Connaissance de Mach, Amoeba, ou Chorus très souhaitable. Doctorat avec connaissances pratiques ou excellente pratique de la recherche et développement de logiciels. Anglais courant. Réf. 111.

UNIVERSITY TECHNICAL SUPPORT SPECIALIST

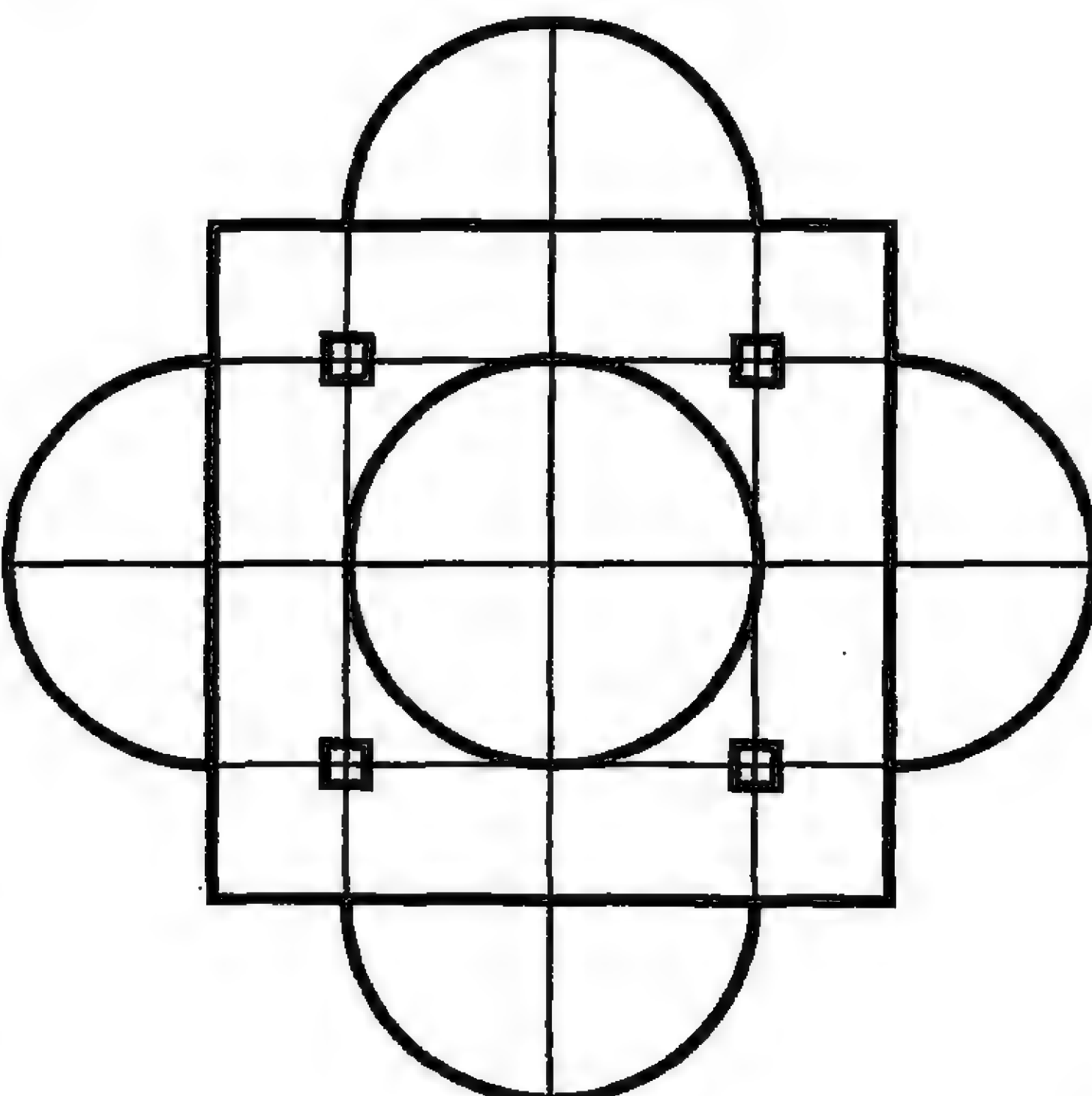
Vous fournirez le support technique des expérimentations de l'offre OSF dans les universités et les instituts de recherche européens. Vous aiderez à installer ces nouveaux logiciels (finalisés ou sous forme de prototypes) et à en exploiter toutes les potentialités. Vous en fournirez aussi des versions constamment à jour et cohérentes. Le support permanent que vous offrirez aux chercheurs et universitaires leur permettra de modifier ces logiciels avancés selon leurs propres intérêts scientifiques. Vous assurerez le relevé et l'analyse des améliorations apportées, en tenant éventuellement compte des difficultés rencontrées, et garantirez ainsi qu'OSF profite pleinement de ses expériences et les intègre dans son offre. Pour remplir votre mission, vous communiquerez principalement par courrier électronique, par téléphone et, occasionnellement, en vous déplaçant.

Expérience de support de logiciels avancés. Connaissance de l'environnement de la recherche. Connaissance d'Unix et, si possible, d'X-windows et des systèmes d'exploitation avancés tels Mach, Chorus ou Amoeba. Facilité d'apprentissage de prototypes de recherche. Anglais courant et une autre langue européenne courante. Réf. 221.

COMPUTER SUPPORT ENGINEER

Vous installerez et maintiendrez notre réseau de stations de travail (Unix), de serveurs multiprocesseurs et de liaisons longue distance. Vous concevrez, installerez et documenterez notre configuration très évolutive de matériels et de logiciels, vouée à la recherche et à la bureautique. Vous créerez et mettrez en place un plan pour notre environnement bureautique (courrier électronique, bases de données...), en fonction des besoins de la communauté utilisatrice.

Expérience d'un environnement riche en stations de travail : Unix 4.3 BSD et/ou System V ; TCP/IP ; NFS ; langage C ; configuration de systèmes MS-DOS et installation d'applications bureautiques ; matériel et logiciel pour télécommunications. Anglais courant. Réf. 311.



Ecrivez en anglais en faisant référence au poste choisi à : Jack Innes, Open Software Foundation Research Institute
2, avenue de Vignate 38610 Gières - Télécopie (16) 76 54 03 99.

OSF

OPEN SOFTWARE FOUNDATION

Cette annonce paraît dans *Le Monde* et *THE INDEPENDENT*

مكتبة الامن الاصل

EN ENTREPRISE
NOUVELLE
IELS OUVERT
INFORMATIQUE

REPRODUCTION INTERDITE

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC Handelsblad LE SOIR Le Monde Süddeutsche Zeitung
Corriere della Sera EL PAIS De Standaard THE INDEPENDENT

SYSTEMS EUROPE S.A.

Partenaire d'un grand groupe français spécialiste du contrôle industriel.

INGENIEURS LOGICIELS EXPERIMENTES
de 1 à 4 ans dans le domaine des process industriels (IHM, traitement des données, transmissions, automatismes) sensibilisés aux méthodologies et outils de développement.

INGENIEURS LOGICIELS DEBUTANTS
de formation grandes écoles ou équivalents connaissant un langage de type Pascal ou Fortran valorisés lors de stages en entreprises.

Nous recherchons dans le cadre de grands projets informatiques pour la France et l'exportation des :

Basé sur des systèmes centraux VAX/VMS, ils participeront au développement de progiciels et logiciels d'applications de supervision et de contrôle-commande d'installations techniques Tsepe léels, ou sein de petites équipes pluridisciplinaires sur des équipements variés et sophistiqués.

Ces travaux peuvent nécessiter des compléments de connaissances utiles à assurer une meilleure qualité des prestations. Ceux-ci pourront être acquis dans le cadre de la formation.

Les postes sont à pourvoir en région Parisienne. L'anglais technique est indispensable, une connaissance des outils VAX/VMS sera appréciée.

Adresser votre C.V. et prétentions sous référence B/003.1 à SYSTEMS EUROPE, 15, square Max Hymans F-75015 PARIS

Le Monde INTERNATIONAL

THE WORLD HEALTH ORGANIZATION (WHO)
Invites applications for one or more posts of

PERSONNEL OFFICER

The Organization has Personnel Officer posts at its Geneva Headquarters and the Regional Offices in Alexandria, Brazzaville, Copenhagen, Manila, New Delhi, Washington D.C., the Onchocerciasis Control Programme in Ouagadougou and the International Agency for Research on Cancer (IARC) in Lyon. Appointment to any of these posts does not exclude subsequent reassignment to other WHO offices.

The Personnel support programme provides services over the whole area of personnel management. It includes formulation of and advice to senior management on the personnel policies of WHO, administration of contracts, salaries, allowances and other entitlements, recruitment, assignment, terminations, appeals and staff relations, post classification and coordination with the United Nations and Specialized Agencies and the International Civil Service Commission. The incumbent may be assigned responsibilities in any one or more of these areas.

Applicants should have a university degree in personnel management, public or business administration, law, psychology or other social sciences, preferably at advanced level. Knowledge of personnel management theories and principles, staff management relations, job classification and salary administration, and considerable experience in personnel management of large size employers in the private or public sector are required. Some experience in an international setting is desirable. Excellent interpersonal, negotiating and persuasive abilities/skills. Very good knowledge of English or French with a working knowledge of the other language is essential.

Please send your detailed curriculum vitae within three weeks of publication of this advertisement to Personnel (MPH), World Health Organization, CH-1211 Geneva 27, quoting PER/89 and the name of this journal. Applications from women are encouraged. Only candidates under serious consideration will be contacted. Qualified candidates will be retained on roster. Selections for individual vacancies will be made from this roster.

We are a leading financial institution with worldwide operations, located in Brussels. Currently we have an opening for a (m/f)

ASSISTANT
in our
CLIENT SUPPORT GROUP

You will have extended telephone contact with our far East clientele.

Your main duties are to receive their queries, investigate and settle them. Adequate training will be provided but fluency in Japanese and English is essential. The ability to translate from English into Japanese will be an asset.

Candidates are requested to send their curriculum vitae + photograph to:

Universal Communication,
chaussée de La Hulpe 122, 1050 Brussels, BELGIUM,
quoting reference nr 485.

DEUTSCHE GRAMMOPHON GESELLSCHAFT, Hambourg

recherche pour occuper le poste de
REDACTEUR FRANÇAIS
UN(E) MUSICOLOGUE
(minimum maîtrise ou 1^{er} prix du Conservatoire de Paris, 3^e cycle souhaité)
ayant l'expérience de la rédaction

- Ce rédacteur a la responsabilité générale de tous les textes français accompagnant nos disques, musiques, Compact Discs et enregistrements vidéo.
- Il contacte auteurs, traducteurs, musicologues...
- Il supervise lui-même commentaires, traductions et livrets d'opéra.
- Ce poste exige des connaissances approfondies d'histoire de la musique, d'analyse et du milieu de la recherche musicologique française et francophone.
- Au sein d'une équipe constituée de six rédacteurs de nationalités différentes qui seront ses partenaires, il(elle) saura s'adapter à un service jeune et actif. Il(elle) devra posséder de très bonnes connaissances d'allemand et pouvoir travailler également sur des textes anglais ou italiens.

Poste à plein temps à pourvoir à Hambourg (R.F.A.) en janvier 1990.

Merci d'envoyer lettre d'accompagnement, CV et photo avant le 17 novembre 1989 à Richard Eickon, Editorial Department, DEUTSCHE GRAMMOPHON GESELLSCHAFT mbH, Alte Rabenstr. 2 - D 2000 Hamburg 13.

Urgent recherches agents pour recruter les étudiants sur nos cours d'anglais. Excellentes commissions. Contacter : English Language Academy, Rockton, New Road, Farnham, Surrey, 18, Hants, Fax : 18 353 1 700231

propositions diverses

On recherche Georges Clouy pour affaire de musique. Ecrire à/réf. 22-115872 à Publications, CH 1002 Luxembourg, en produisant toutes pièces d'identité.

Le Monde CADRES

REVUE TECHNIQUE PROFESSIONNELLE
leader dans son domaine recherche

JOURNALISTE TECHNICO-ECONOMIQUE
Connaissances mécaniques, plastiques et chimie. Gde de l'édition. Anglais lu et parlé. Allemand apprécié. Fréquents déplacements.

Env. C.V., photo et prêt. à SPS-PME 42, rue des Minimes, 75002 Paris.

CADRES SENIORS
Ses de Conseil tech. Paris et Province connaissant le monde de l'entreprise pour visiter, sur RDV, dirigeants PME & Gde Ent. Salaire motivant. Contacter Jean-Claude TEL : 47-34-02-02.

INFORMATIS
Pour Jeux OLYMPIQUES

INGENIEURS
Electroniciens confirmés Expérience ANALOGIQUE et DIGITALE LOGICIELS

5 ANALYSTES
IBM 3080/MVS-XX

PROGRAMMEURS
COBOL, HP 3000, IMAGE CDBOL, IBM 30

INGENIEURS UNIX
Joli Gentil, 43-97-99-22 25, rue Daubenton, Paris-5^e.

URGENT
CHAM cherche

PROFESSEURS
pour cours de 1^{er} cycle d'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Scolarité : compétence 1^{er} cycle des Moutons, Informations générales 02-03-44-10/05-05-02-00

SOCIÉTÉ ÉTUDE DE MARCHÉ
recherche

N/F DE LANGUE MATERNELLE ROUMAINE
de préférence POUR ÉTUDES

Ecrire à Nathalie Lemaire INSTITUT FRANÇAIS DE DEMOSCOPIE 26/28, rue de Chembéry, 75015 PARIS.

STRUCTURE DE QUARTIER MULTILANGUE
recherche

SON RESPONSABLE
Poste à responsabilité, gestion d'entreprise, qualité d'écoute. Travail avec habitants et partenaires. Négociation et médiation sociale.

Adresser lettre + CV + motivation et références à : M.D.U. 18, rue de Calmar, 69100 MATHURAN, tél. : 89-56-33-88

L'AGENDA

Artisans
Entreprise de bâtiment rénovation-ravalement, carrelage, petite maçonnerie. Possibilité crédit. Tél. : 48-82-34-55.

Bijoux
BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix c'est des bijoux exceptionnels à des prix exceptionnels. Voir le guide Paris-pass-cher, en alternative, bijoux, solitaires, etc., bagues, rubis, saphirs, émeraudes, bijoux or, argent, etc. Achat et bijoux ou échange. Autre magasin, autre grand choix. Étoile, 37, av. Victor-Hugo.

Pêche et chasse
Chasse en battue, faisan, écaille, mardi 7 novembre, pour 7 à 8 chasseurs sur ces terres relevant toutes dans le Périgord, face Sud. Ce domaine relativement escarpé offre une bonne gamme de gibiers, disponible le mardi 7 novembre. D'autres propriétés alentours pourraient être disponibles pour une chasse collective. Hôtel grand standing à 8 km. Cette chasse convient aussi bien au plaisir du chasseur privé qu'à une réception de fonction. Possibilité de changement de date par consentement mutuel. Pour tous détails contacter : Major Neil Rigney, Dunstons, PHS GARD, Evesham, Wilt. : 19 44 35 02-03-00. Fax : 19 44 35 02-03-00.

Cours
COURS D'ARABE
JOURNÉE, SOIR, ET SAÏEDI AFAC, 42-82-82-82

Collections
Particulier recherche un flipper GOTTLEB, 4 jours

Tél. : 48-49-03-31 le soir.

Vacances
Tourisme
Loisirs

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres duplex
10.5 par nuit, demi-pension
Rens. : 172 New Kent Road
LONDON SE14 4VT-GB
19-44-1-703-41-75.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours des postes de

PROFESSEUR DE PHYSIQUE EXPÉRIMENTALE

dans les domaines suivants :

- Physique des matériaux à propriétés électroniques ;
- Physique des solides semi-cristallins ;
- Physique des surfaces ;
- Physique appliquée au domaine biomédical.

Délai d'inscription : 30 novembre 1989

Entrée en fonction : été ou automne 1990

Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à l'un ou l'autre de ce poste au :

Secrétariat général de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, CE-Écublens, CH 1015 Lausanne, Suisse.

DEMANDES D'EMPLOIS

22 ANS
DIPLOMÉE D'UNE GRANDE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

Les techniques commerciales m'intéressent, mais pas pour promouvoir n'importe quel « schmilblick »

Mon « truc » : les activités à vocation culturelle.

Ecrire sous n° 8567
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

MADAGASCAR

Cadre, 42 ans, 15 ans d'expériences réussies dans la gestion de centre de profits en France. Bien introduit dans milieux publics et privés malgaches. Etudie toutes propositions concernant Madagascar.

Ecrire sous n° 8570
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

AFFAIRES

EMPLOI-FORMATION

Selon un sondage IFOP

82 % des intérimaires viennent du chômage

Selon un sondage réalisé par l'IFOP auprès de mille intérimaires pour connaître leur parcours professionnel pendant douze mois, il apparaît bien que le travail temporaire sert de « tremplin à l'emploi ». Un résultat qui ne peut que satisfaire le commanditaire de l'étude, le PROMATT, l'un des deux syndicats professionnels du secteur, au moment où M. Jean-Pierre Soisson s'apprête à rendre public son rapport sur la précarité du travail.

Il s'agit d'une pièce importante à verser au dossier du travail temporaire et de la précarité que M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et de l'emploi, s'est engagé à ouvrir à la mi-octobre devant les par-

230 000 postes de travail occupés à un moment donné.

Pour réaliser son étude, l'IFOP a interrogé en juin dernier mille intérimaires qui étaient salariés d'une entreprise de travail temporaire en janvier 1989, afin de savoir ce qu'ils étaient devenus. L'institut de sondage leur a en outre demandé ce qu'ils faisaient six mois plus tôt, c'est-à-dire en juin 1988, et, de plus, leur a fait préciser quel était leur statut avant d'être embauchés pour la première fois en intérim. De la sorte, on peut suivre avec précision le cheminement de ces personnes sur une période d'un an, et connaître leurs origines ou leurs accidents de parcours.

Avant d'entrer dans l'intérim, donc, 70 % étaient à l'ANPE, dont 44 % indemnisés, et 12 % étaient sans emploi, mais

pratiqué le moins longtemps étant ceux qui aboutissent le plus, en proportion, dans d'autres types d'emploi. Mais, entre les uns et les autres, les intérimaires deviennent chômeurs exceptionnels, on ne constate pratiquement pas de différences dans le profil. Les répartitions par âge, par sexe et par diplôme sont sensiblement les mêmes, les habitués de l'intérim étant un peu plus souvent mariés (47 % contre 41 %), signe d'un recours possible à un emploi d'appoint. Mais les chômeurs ont un niveau de formation inférieur à la moyenne, 51 % ayant arrêté leurs études avant dix-huit ans, contre 42 % de l'ensemble des intérimaires.

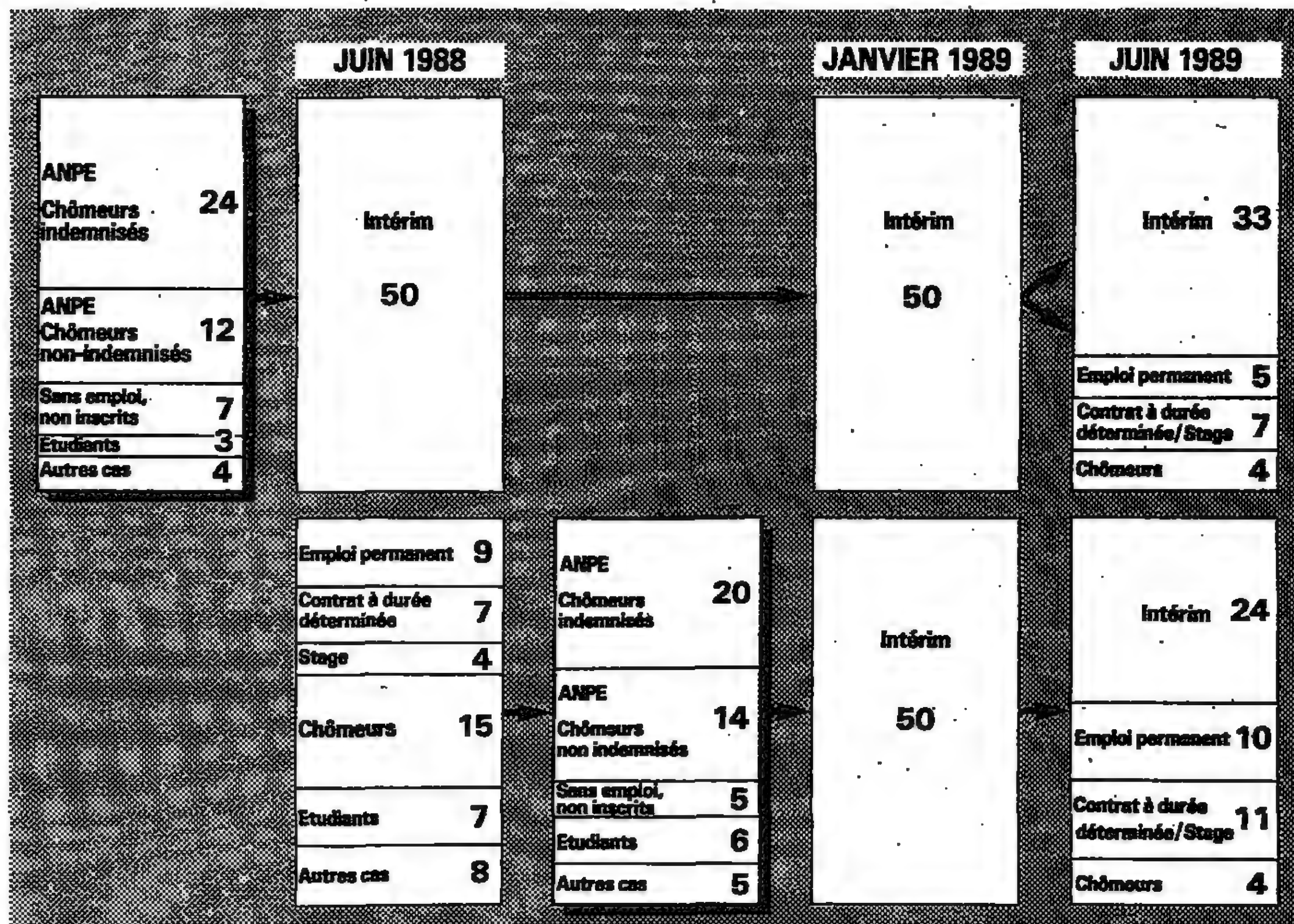
En tant que tel, sauf dans deux cas sur dix (18 %), l'intérim n'attire pas pour son image de liberté ou parce qu'il permettrait de travailler quand on le

vaille pour une entreprise de travail temporaire.

Cette dernière catégorie est intéressante. Avec le contrat à durée déterminée, les intérimaires grimpent une marche supplémentaire vers l'emploi stable qu'on semble leur avoir promis après une phase probatoire et qu'ils espèrent, dans 25 % des cas. Ils sont mus par la perspective d'une embauche.

Plus dramatique est la situation des anciens intérimaires devenus chômeurs, qui sont vraiment des laissés-pour-compte que l'emploi précaire ne peut mieux rattraper. Marginaux, 15 % seulement d'entre eux ont eu des propositions d'emploi à l'occasion d'une mission d'intérim, et, surtout, 70 % ne sont plus intérimaires parce que les entreprises de travail temporaire ne leur offrent plus de nouvelles

LE PARCOURS DES TRAVAILLEURS TEMPORAIRES



mentaires, en conclusion du débat du printemps dernier sur sa loi relative au droit de licenciement. En prévision de ce bilan, qui devrait être assorti de propositions visant à limiter le développement du contrat à durée déterminée et de l'intérim, l'un des deux syndicats professionnels du travail temporaire, le PROMATT, avait demandé à l'IFOP de mener une enquête auprès d'une vague de mille intérimaires pour connaître leur parcours professionnel (1). Les résultats, qui sont éloquentes, viennent d'être publiés.

Un an de mouvements

Entre autres enseignements, il apparaît que, avant d'accepter une mission, 82 % des intérimaires se trouvaient au chômage, indemnisés ou non, et que 8 % d'entre eux seulement sont à nouveau sans emploi six mois plus tard. De même, il est évident que l'intérim sert de « marche-pied » vers l'intégration professionnelle, l'étape suivante étant celle du contrat à durée déterminée, qui, dans la moitié des cas, conduit à une mission dans la même entreprise. Enfin, les travailleurs qui font profession de l'intérim par goût ne représentent qu'un tiers de la population concernée par cette activité, soit 900 000 personnes qui correspondent à

non inscrits. Six mois après la date retenue pour la photographie, en juin 1989, un tiers d'entre eux avaient quitté l'intérim pour d'autres formes d'emploi, dont 15 % un emploi permanent dans une entreprise, 16 % un contrat à durée déterminée et 2 % un stage, un TUC (travail d'utilité collective) ou un SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle). Plus de la moitié (57 %) étaient encore intérimaires, et 8 % seulement étaient retournés au chômage. C'est-à-dire que neuf sur dix d'entre eux continuaient d'avoir une activité rémunérée, stable ou pas.

Un an auparavant, soit en juin 1988, ces mêmes mille intérimaires se répartissaient entre 20 % ayant un emploi (9 % un emploi permanent, 7 % un contrat à durée déterminée, 4 % un stage), qu'ils ont ensuite perdu, 50 % qui étaient déjà intérimaires et 15 % qui connaissaient le chômage. Longue, la période de travail en intérim s'établit en moyenne à sept mois, et seulement un tiers (33 %) des intérimaires l'étaient tout à la fois en juin 1988, en janvier 1989 et en juin 1989. En revanche, 26 % qui ne l'étaient pas en juin 1988, ne le sont plus en juin 1989, les autres groupes d'intérimaires appartenant à ce que les auteurs de l'étude appellent les « flux glissants ».

Manifestement, l'intérim est un lieu de passage, ceux qui l'ont

vent. Seul un petit noyau, évalué à 10 % d'irréductibles, est fortement attaché à ce mode de relation professionnelle, les autres abandonnant en cours de route pour un poste fixe. D'ailleurs, les trois quarts des intérimaires sont d'occasion, soit parce qu'ils ne trouvaient rien d'autre (77 %), soit qu'ils espéraient trouver un emploi permanent par ce biais. Aux taux de réponses, on voit bien que cela correspondait à une stratégie de ceux qui ont un emploi permanent et que cela s'apparente à un espoir déçu pour ceux qui sont de nouveaux chômeurs.

D'autres patientent encore. Parmi ceux qui sont encore intérimaires en juin 1989, 30 % ont refusé les offres d'emploi permanent qui leur étaient faites à l'occasion d'une mission, et 63 % sont toujours à la recherche d'un emploi permanent.

Les chômeurs marginalisés

Il est clair que l'intérim est utilisé par l'employeur comme une période d'essai ou d'examen de pré-embauche. A 62 %, ceux qui ont maintenant un emploi permanent ont eu leur proposition quand ils étaient dans l'entreprise. De même pour les titulaires d'un contrat à durée déterminée, qui, à 44 %, ont été contactés pour un emploi permanent pendant leur mission d'intérim et, à 51 %, y avaient déjà tra-

missions. Pour ne rien arranger, 4 % seulement, contre 13 % en moyenne, ont bénéficié d'une formation organisée par la société d'intérim qui les employait.

Précédemment, en 1981, le PROMATT avait déjà commandé un sondage de moindre importance. A comparer les opinions émises, on peut mesurer le chemin parcouru par une profession qui était alors fortement contestée. Le fait que 83 % des intérimaires déclarent que leur passage par l'intérim a été très ou assez utile importe moins que les évolutions sur ce qui faisait objet de débat à l'époque. Désormais, 74 % des intérimaires s'estiment satisfaits par le niveau de rémunération, contre 38 % en 1981. Ce sont même 81 % des questionnés qui affirment que leurs droits sont respectés, contre 59 % en 1981.

Mais encore faut-il nuancer. Les intérimaires, en effet, ne connaissent pas parfaitement leurs droits (57 % seulement pour ce qui concerne l'indemnisation du chômage). Une façon comme une autre de souligner ce qui sépare l'impression, le jugement, de la réalité, où il y a encore beaucoup à faire.

ALAIN LEBLAUD

(1) Un échantillon représentatif des intérimaires en exercice en janvier 1989 a été constitué avec un fichier de dix mille personnes. Par téléphone, et à partir d'une sélection aléatoire, mille personnes ont été interrogées en juillet 1989.

La grande peur du vendredi 13

La micro-informatique sous antidote

Les virus informatiques se répandent dans l'univers des micro-ordinateurs (le Monde du 11 octobre). Pour contrer cette épidémie, un véritable arsenal antiviral est à la disposition des utilisateurs inquiets et des micros contaminés.

Les premières manifestations des virus informatiques, qui sont, en fait, de petits bouts de programmes parasites capables de s'autodupliquer et de venir perturber, au nez et à la barbe des utilisateurs, des systèmes informatiques entiers, furent accompagnées d'une rumour médiatique qui laissait pressager une épidémie dévastatrice. Les attaques virales sont cependant restées plus spectaculaires que vraiment dangereuses, et les grands systèmes informatiques « sensibles » ont été le théâtre d'attaques virales aux conséquences limitées.

L'origine de ces virus reste, dans la majorité des cas, un mystère... La peur qu'ils engendrent vient de ce que n'importe quel programmeur est potentiellement capable d'en créer. Un seul individu peut, ainsi, bloquer un système informatique entier. En fait, les motivations de ceux qui développent des virus informatiques sont diverses, de la recherche d'une certaine notoriété au désir pur et simple de nuire. Tel est le cas du Tesson Donald Burleson, qui s'est vengé, il y a plus d'un an, en détruisant, par l'entremise d'un virus, plus de 150 000 enregistrements dans le système informatique de la société qui l'avait licencié. Moins grave, mais plus spectaculaire, l'épidémie due à un virus informatique qui paralysa, le 2 novembre 1988, les milliers d'ordinateurs du très sérieux réseau universitaire américain Arpanet. Selon la version officielle, un « simple » étudiant en informatique en aurait été la cause.

La micro-informatique est devenue aujourd'hui le lieu de prédilection des attaques virales : 250 000 micro-ordinateurs auraient été infectés au moins une fois. Ici, pas de véritables drames, mais une somme, parfois impressionnante, de désagréments. Par bonheur, les virus bénins qui se contentent de « griffer » le micro-ordinateur qu'ils infectent sont beaucoup plus courants que les souches malignes, aux effets parfois réellement pervers.

Comme tous leurs congénères, les virus informatiques ont besoin, pour croître et proliférer, de s'implanter dans un organisme. Les logiciels en tiennent lieu ici. Ces virus se reproduisent de manière invisible pour l'utilisateur, et leurs effets néfastes n'apparaissent souvent qu'au bout d'une période d'incubation. Le temps, pour eux, d'infecter un grand nombre de logiciels. Tel est le cas du virus N/Vir, le plus fréquemment rencontré sur les micro-ordinateurs Macintosh d'Apple. Au bout d'un certain temps consécutif à l'infection, les premiers symptômes font leur apparition : l'ouverture des programmes déclenche un signal sonore, les blocages imprévisibles se font fréquents... Toujours sur Macintosh, le virus Scores, heureusement bien plus rare que N/Vir, se montre, quant à lui, nettement

ment plus agressif : il bloque radicalement le lancement des logiciels, augmente artificiellement le nombre de leurs instructions et ralentit considérablement le fonctionnement du micro-ordinateur.

D'autre virus se manifestent d'une manière pour le moins surprenante. Tel le virus du Danube, qui infecte uniquement les micro-ordinateurs de type PC ou compatibles et doit son nom à sa manifestation « musicale ». Il engendre, toutes les huit minutes, l'émission de la mélodie du *Beau Danube bleu* pendant près d'une minute - sans perturber, par ailleurs, le déroulement du programme en cours. Stress garanti, mais dégâts limités : aucun logiciel n'est détruit. Plus nocif, le virus de Vienne remplace une partie des instructions des logiciels par d'autres, choisies au hasard. C'est dire que ses effets sont imprévisibles, allant du simple blocage à l'effacement complet de tous les programmes.

Des outils antiviraux

Quelle attitude adopter devant un tel arsenal ? Tout d'abord, ne pas s'affoler. Un virus est obligatoirement véhiculé par un programme. Mais il existe peu de probabilités pour qu'un logiciel neuf soit infecté. La majorité des micro-ordinateurs ne fonctionnant qu'avec des programmes dûment payés à leurs éditeurs, leur probabilité de se révéler porteurs est très faible. Mais attention, il suffit qu'un logiciel infecté (les copies illicites de programmes et les jeux étant particulièrement visés) soit utilisé sur un micro-ordinateur pour que le virus se répande, profitant des échanges de disquettes ou de la connexion des micro-ordinateurs en réseau.

Dans tous les cas, seul un logiciel spécifique, dit antivirus, assure une véritable protection. Ce type de programme est capable de combattre simultanément plusieurs types d'attaques virales. Il agit en détectant les traces laissées par les virus à l'intérieur des logiciels contaminés. Le virus est tout d'abord détruit, puis le logiciel atteint est reconstitué.

Les responsables marketing des éditeurs de logiciels informatiques ne s'y sont pas trompés : en l'espace de quelques années, une véritable industrie du logiciel antivirus est née. Plusieurs dizaines de programmes de prévention et de lutte contre les attaques virales sont actuellement commercialisés sur le marché français. Virakyl développé par P-Ingenierie, Rival édité par Compose-Tel et SAM francisé par BR Publishing pour Macintosh, Pack Antivirus de Micro Application pour PC, sont parmi les derniers logiciels antivirus commercialisés sur le marché français et offrent une bonne protection. Leur action, qui s'étend à la totalité des sources connues, est triple : détection puis éradication du virus, reconstitution ensuite des logiciels touchés.

Mais les logiciels antivirus ne savent pas réparer les dégâts causés par les virus qui leur sont antérieurs. L'ingéniosité des concepteurs de virus informatiques n'étant plus à démontrer, les développeurs d'antivirus ont un bel avenir devant eux.

KARIM BERNOUSSI (ZéligTech)

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG CAM. SERVEUR

Tél. 01 45 38 70 72

صحة عامة الأصل

PARIS-ILE-DE-FRANCE

La capitale, du rêve à la réalité

25 000 Japonais parisiens

La communauté japonaise de Paris comprend trois cercles bien distincts : les étudiants, les artistes, les hommes d'affaires. Ces derniers, en particulier, vivent très repliés sur eux-mêmes, fréquentant peu les Français et ont sur la France un jugement très nuancé.

Ca commence comme dans un rêve. Paris est la ville idéale. Ses habitants sont accueillants, les rues animées et les monuments superbes. Paris ressemble à un grand village où il fait bon vivre. « A l'école, on nous apprend qu'à Paris personne ne jette de papiers par terre, que les rues sont propres », se souvient Tei Shimizu, le correspondant d'Asahi, l'un des principaux quotidiens japonais. Et il est vrai que la France bénéficie toujours d'une image plutôt flatteuse au Japon.

An d'ailleurs, ce n'est certainement pas un hasard si sept cent mille touristes nippons viennent chaque année visiter Montmartre et la tour Eiffel. Mais les Japonais qui sont installés dans la capitale ont vite fait de comparer le rêve et la réalité. Pour eux, Paris reste une ville agréable à vivre, mais ce n'est pas pour autant le paradis sur terre que l'on a pu parfois leur décrire.

Fort de vingt-cinq mille personnes, cette communauté japonaise de Paris est à la fois très fermée et très ouverte. Fermée car les Japonais vivent entre eux, travaillent et habitent souvent dans les mêmes quartiers et connaissent finalement très peu de Français. Ouverte car il n'existe pas une, mais trois communautés japonaises à Paris : celle des hommes d'affaires, celle des étudiants, celle des artistes. Trois communautés qui vivent parallèlement et se rencontrent rarement. « A Düsseldorf, c'est très différent. La communauté est beaucoup plus homogène, il n'y a pratiquement que des hommes d'affaires. Ici, c'est beaucoup plus disparate », explique Kaoru Hagiwara, le directeur de la Banque de Tokyo à Paris.

Le prestige culturel de la capitale attire, en effet, beaucoup d'étudiants japonais et d'artistes. Si tout le monde connaît Kenzo, beaucoup moins nombreux sont ceux qui savent que deux mille peintres japo-

mais viennent à Paris exercer leur talent. Pour Aki Kuroda, qui connaît un succès certain et qui vit en France depuis une vingtaine d'années, « Paris est la seule place où l'on peut encore rencontrer des gens. Il y a beaucoup de galeries, beaucoup de centres d'art ».

Même en matière artistique, les Japonais ne perdent pas le sens des affaires. La majorité de ces peintres ne restent, en effet, que quelques mois en France, et leurs tableaux ne représentent souvent que Montmartre, la tour Eiffel ou les terrasses des cafés. Mais ce passage à Paris va leur permettre de se faire plus facilement un nom au Japon. A leur retour, leurs tableaux se vendent beaucoup plus cher. Par contre, pour ceux qui choisissent l'art contemporain vraiment créatif, Paris n'apporte aucun débouché supplémentaire sur un marché au demeurant quasi inexistant.

Moins recherché que Londres

Si un séjour à Paris peut être intéressant pour un peintre, ce n'est pas nécessairement le cas pour un homme d'affaires. Etre nommé en France ne constitue pas un « plus » dans une carrière. Londres ou Düsseldorf sont des places beaucoup plus recherchées.

En fait, la France n'est toujours pas considérée comme un pays complètement « sérieux » sur le plan économique. Elle demeure le pays des arts, de la culture, de la gastronomie. Désespérant. A croire que le TGV, Ariane-Espace ou les succès des Telecom n'ont jamais existé. « Certes vous savez inventer beaucoup de choses, concède Tei Shimizu, mais vous êtes incapables de les commercialiser efficacement ».

Le directeur de la Banque de Tokyo se veut, lui, plus rassurant : « Il est vrai que la France a longtemps été considérée comme un pays fermé, où il ne fallait pas investir ; un pays figé. Mais depuis quelques années on s'aperçoit que cela change, que les choses bougent beaucoup. Paris a au moins une qualité, c'est sa place centrale qui permet de rayonner sur toute l'Europe ». Il est très probable, en effet, que, dans le cadre du marché unique de 1993, Paris séduise de

plus en plus les investisseurs nippons.

Cela dit, lorsque Kaoru Hagiwara qualifie la France de « pays figé », ne faut-il pas plutôt traduire pays qui résiste plus que ses voisins européens à l'invasion japonaise ? Car la France a la réputation d'être l'un des marchés les plus difficiles à pénétrer pour les industries japonaises.

Cette communauté d'hommes d'affaires est en tout cas certainement la plus fermée sur elle-même.

habiter plusieurs années dans un même immeuble sans connaître ses voisins. En fait, ils sont accueillis mais seulement jusqu'à un certain point », déclarent-ils presque tous.

Nommés pour trois ou quatre ans à Paris, les cadres japonais ne cherchent pas du tout à adopter le mode de vie français. Ils ne lisent pas les journaux locaux, ne regardent pas la télévision. Preuve qu'ils restent fidèles aux traditions japonaises, ils se rendent régulièrement après leur travail dans un kara-oke, ces bars

La barrière de la langue explique aussi, bien entendu, ce repli de la communauté japonaise sur elle-même. Certains de ses membres ne parlent pas du tout français. Pour leurs affaires, ils utilisent l'anglais.

Ce phénomène est encore plus net pour leurs épouses. Ne maîtrisant pas la langue française, sans activité professionnelle, celles-ci ne cherchent absolument pas à s'intégrer à la vie française. Elles s'occupent de leurs enfants et se retrouvent à l'Association des résidents japonais en France, située sur les Champs-Élysées, point de passage obligé de tous les Japonais de Paris et concentration de tout ce qui est un tant soit peu nippon dans la capitale. Là elles peuvent pratiquer diverses activités, de la cuisine à l'art floral, en passant par des cours de français ou la lecture d'OVNI, le mensuel des Japonais de Paris, mais surtout elles se retrouvent entre elles et parlent du pays.

Les enfants japonais aussi vivent entre eux. Ils vont à l'école japonaise de la rue Greuze pour le primaire ou à Suresnes pour le secondaire. L'organisation y est exactement la même que dans n'importe quelle école du Japon : cours en japonais, professeur japonais, rythme japonais. A titre d'illustration, la rentrée a lieu également le 1^{er} avril. Seule différence : quelques cours de français, mais il y en a moins que des cours d'anglais.

Une impression de liberté

En fait, une toute petite minorité d'enfants sont inscrits dans des écoles françaises. « Mais c'est normal, justifie M. Kojima, le président de l'Association des résidents japonais. L'éducation est quelque chose de très important. Dès le plus jeune âge, la concurrence est terrible entre les enfants. C'est extrêmement important pour leur avenir. Il ne faut pas qu'ils perdent du temps ou qu'ils gâchent leurs chances sous prétexte que leurs parents sont nomades à l'étranger ». Au demeurant, les petits japonais qui ont suivi une scolarité dans une école française doivent, à leur retour, passer par une classe de rattrapage pour leur faire perdre les « mauvaises habitudes » qu'ils ont pu prendre.

De Paris, les Japonais aiment la qualité de la vie, nettement supé-

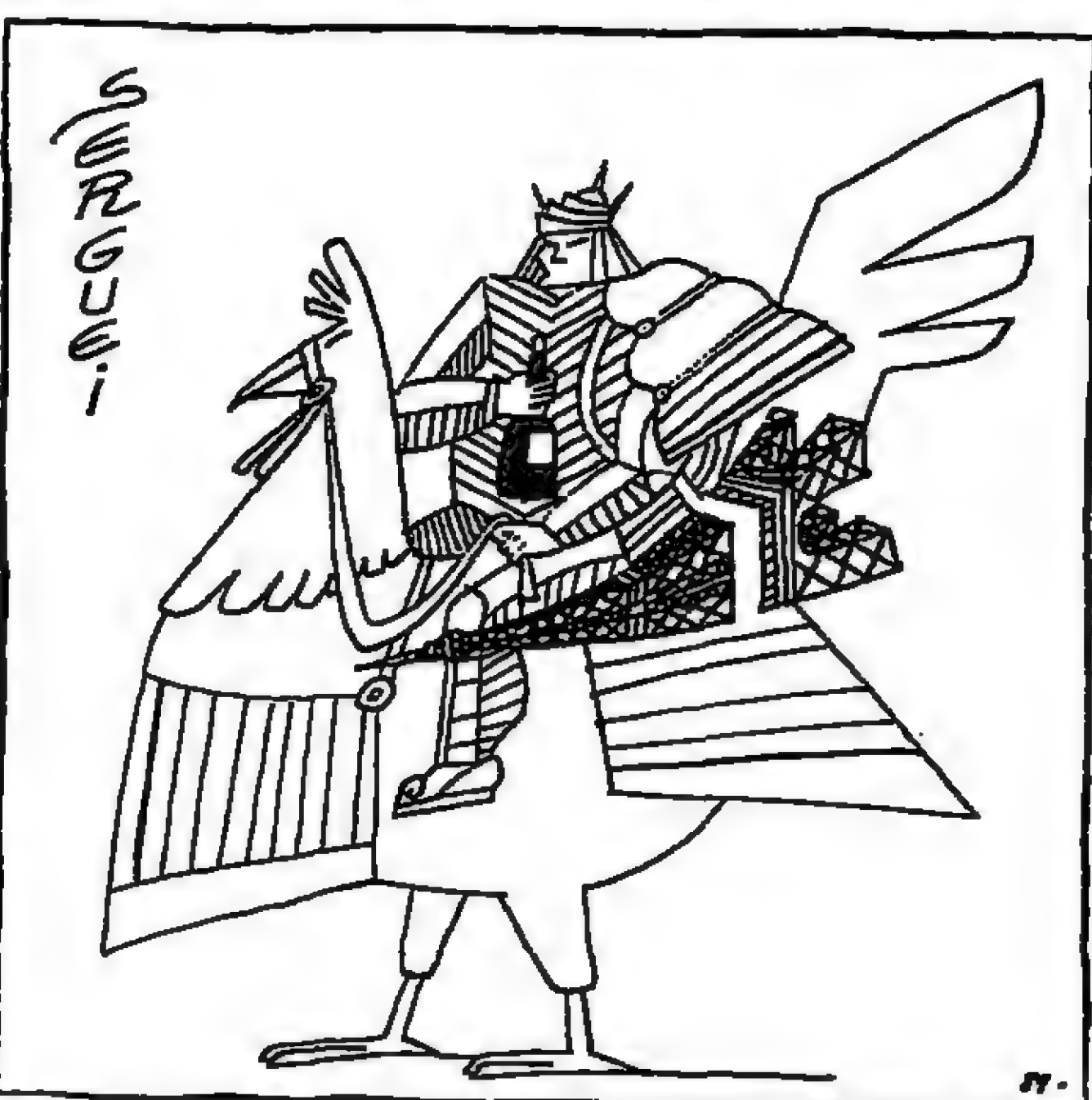
rieure à celle qu'ils connaissent à Tokyo, notamment en matière de logement, de transports et de vie culturelle. Ils aiment aussi cette impression de liberté qui fait tant défaut au pays du Soleil-Levant, où chacun surveille un peu chacun, où l'exercice de solidarité dans la famille et dans la société devient vite oppressant. Ce que le directeur de l'Espace Japon, Bernard Béraud, traduit par : « Ils aiment le côté égoïste des Français ».

En revanche, l'insécurité à Paris les inquiète. Pas question de laisser un enfant prendre seul le métro alors qu'au Japon, cela ne pose aucun problème. « Je me suis dit une fois que pour qu'il y ait autant de policiers dans Paris, les choses devaient aller vraiment mal. C'était comme au Japon avant la seconde guerre mondiale », comme le raconte avec humour le président de l'Association des résidents japonais. Mais ce que les Japonais détestent par-dessus tout à Paris, c'est le manque d'amabilité des commerçants et du personnel des administrations.

« Chez vous, le client n'est vraiment pas roi, commente Kaoru Hagiwara. Les vendeuses n'ont pas de calculatrice. Partout il faut remplir des bons, des dossiers, des papiers. Il arrive, dans les administrations, de voir les gens bavarder au téléphone devant vous alors que tous les clients attendent. » Ce que confirme le correspondant d'Asahi : « Je suis allé une fois dans un grand magasin acheter un jouet pour un de mes enfants. Arrivé à la caisse après avoir fait la queue, j'entends la caissière me dire qu'elle ne trouve pas le prix et qu'il faut que je retourne dans le rayon. C'est fou ! J'ai refusé et je lui ai dit que c'était à elle d'y aller. » Autant d'éléments qui montrent que les Français sont plus accueillants que les Japonais et qui expliquent peut-être pourquoi ils sont meilleurs commerçants que nous.

Aut bout du compte, leur séjour en France reste généralement un bon souvenir, même si, souvent, après quatre années passées à Paris, ils ne connaissent guère mieux, ou en tout cas ne comprennent guère mieux, la capitale qu'ils leur arrivent. Est-ce, comme le disent certains, qu'ils sont plutôt ici pour nous japonais que pour se franciser.

JEAN PIEL



même. A la différence des étudiants ou des artistes, les hommes d'affaires fréquentent peu les Français ou, au mieux, ne les fréquentent qu'à titre professionnel. Mais ce n'est même pas toujours le cas.

Fidèles à leur réputation, les businessmen japonais travaillent beaucoup et rentrent tard chez eux. Fatigués, ils n'ont pas envie de recevoir ou de sortir. Mais, en même temps, ils ne sont pas les seuls responsables de cette situation. Tous regrettent le caractère « sauvage » des Parisiens. « Ils sont individualistes et ne s'occupent pas des autres. On peut

typiques où ils peuvent chanter et boire de la bière. Paris en compte une dizaine. A leur femme, ils demandent de la cuisine japonaise. « La cuisine française, c'est excellent mais beaucoup trop riche », disent-ils. Ils habitent presque tous dans les quartiers chics, Neuilly ou le seizième, et travaillent en général près de l'Opéra. Le week-end, ils se retrouvent toujours entre eux pour faire du base-ball ou du golf, les sports rois au Japon. Certains en profitent pour découvrir la province. Les châteaux de la Loire font partie des excursions les plus appréciées.

De la rue de Babylone à la rue Oudinot

Ce « septième » toujours menacé

Au coin de la rue de Babylone et de la rue Monsieur s'élève un édifice inattendu et exotique, folle digue du dix-huitième siècle : c'est la Pagode, japonaïserie construite en 1895 par l'architecte Alexandre Marcel pour l'épouse d'un riche négociant.

Les cinéphilos connaissent bien l'endroit, qui, depuis plus de cinquante ans, présente dans ses deux salles les meilleurs films d'avant-garde... et les autres, puisque c'est là qu'on a pu voir en 1937 *Marie Walewska* de Clarence Brown, avec Garbo la divine et un inénarrable Napoléon interprété par Charles Boyer.

Or la Pagode vient d'être rachetée par une société d'investissement qui médite d'y installer restaurants, galeries et Dieu sait quoi ! Les exploitants des deux salles de cinéma n'ont plus que deux ans pour « se retourner » dans tous les sens du mot, faute de quoi les deux derniers écrans du septième arrondissement disparaîtront comme ont déjà disparu d'autres salles d'art et d'essai.

Le jardin des « Misérables »

L'édifice et son jardin japonais ne sont pas menacés de destruction puisqu'ils sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, mais sait-on jamais ?

La Pagode jouxte un banal hôtel du dix-neuvième siècle, 56, rue de Babylone, dont le conseil régional, trop à l'écart rue Barbet-de-Jouy, s'est rendu acquiescent il y a quelques mois pour la coquette somme de 56 millions de francs. M. Krieg, président du conseil régional, qui a très heureusement renoncé au projet d'installer une partie de ses services dans les bâtiments et le jardin du lycée Victor-Duruy, ne serait pas opposé à ce que l'ensemble de la Pagode soit racheté par le conseil, ce qui aurait le mérite de le réserver de toute entreprise mar-

cantile mais qui ne réglerait sans doute pas l'avenir des cinémas.

Toute cette partie de la rue de Babylone forme avec ses voisines, les rues Monsieur, Vaneau et Oudinot, un vaste quadrilatère comprenant une extraordinaire concentration d'hôtels du dix-huitième siècle et de belles maisons anciennes derrière lesquelles s'étendent de grands jardins qui réservent parfois des surprises. C'est là que Victor Hugo, dans *les Misérables*, a situé le jardin purement imaginaire où Marius rejoint Cosette, rue Oudinot, ci-devant rue Planchet, car il connaissait bien ce quartier proche de l'Ecole militaire, où son père le général Hugo avait son domicile.

« Le jardin, écrit-il, avait environ l'arpent et le mur de clôture, n'était pas derrière par une porte masquée donnant sur un long couloir à ciel ouvert qui aboutissait à l'extrémité de la rue de Babylone » (*les Misérables*, livre premier, troisième partie).

Comme toujours, la réalité dépasse la fiction. C'est ainsi que le visiteur qui pénètre dans la cour de l'immeuble du 53 de la rue de Babylone peut apercevoir au fond d'une vaste cour un très bel hôtel dix-huitième siècle. Sur sa droite règne « un long couloir » non pas à ciel ouvert mais sombre et étroit. Il mène à un grand jardin aux arbres séculaires, au milieu duquel on a

aménagé un tennis « en parfait état de marche ».

Jusqu'à ces derniers mois, on accédait à ce tennis par le 12 de la rue Oudinot ci-devant rue Planchet, en passant par deux jolies vieilles maisons séparées par un jardin dont parle Léon Daudet dans *Paris vu*. « Coppée habitait avec sa sœur au 12 de la rue Oudinot, dit-il, dans un appartement formant pavillon au rez-de-chaussée qu'un petit jardin séparait de son propre jardin, Denis Cochin ».

Querelle d'hôtels

Le majestueux portail qui fermait le vieux immeuble donnant sur la rue a disparu l'an dernier, comme a disparu la plaque de marbre rappelant que François Coppée avait vécu et était mort dans cette maison. L'accès au parc et au tennis a été supprimé, et on a volontairement laissé se dégrader les façades, dont les fenêtres sont recouvertes de carreaux de ciment, les locataires ayant été expropriés en partie. Quant à la cour, elle est devenue une sorte de garage où stationnent régulièrement quelques voitures.

Ces atteintes à l'intégrité de ces deux maisons chargées de souvenirs et jusqu'alors en fort bon état semblent un combat d'arrière-garde mené par des propriétaires qui, ayant déposé une demande de

La lutte contre les graffitis à Boissy-Saint-Léger

Suite à l'article paru le mercredi 20 septembre (Boissy-Saint-Léger gagne la bataille des graffitis), M^{lle} Michèle Ansay, secrétaire générale de la mairie de Boissy-Saint-Léger nous fait savoir qu'elle dément avoir mis en cause un parti politique, de quelque tendance que ce soit, à propos de graffitis qui ont souillé les murs de sa ville lors de la campagne des élections munici-

pales de 1989. Diverses inscriptions, notamment au nom de M. Le Pen, ont bien été écrites sur des murs de la commune mais sans qu'on ait pu en prouver l'origine.

M^{lle} Ansay nous rappelle aussi qu'elle est tenue à un droit de réserve et qu'elle n'y déroge pas.

FRANCIS GOUGE

permis de construire, le 28 octobre de l'année dernière, se sont vu refuser le projet par M. Hammebert, l'architecte des Bâtiments de France chargé du secteur.

Il s'agissait de faire élever sur ces lieux mêmes un immeuble de 15 appartements et une résidence hôtelière comportant 49 chambres, salles de réunions, bar, salles de gymnastique, les deux bâtiments étant reliés par une galerie de verre ; enfin, un parc de stationnement souterrain de 110 places figurait également dans ce projet.

La rue Oudinot, voie paisible et assez étroite, abrite deux cliniques dont l'une, la Maison Saint-Jean-de-Dieu, fondée sous Louis-Philippe, qui accueillait d'illustres patients, reçoit actuellement de nombreux malades.

Elle est séparée du très bel hôtel dix-huitième siècle où siège le ministre de la coopération par une cité-impassée à l'anglaise plantée d'arbres et de pelouses qu'entourent de jolis pavillons et des ateliers d'artistes récemment restaurés et sauvés de justesse, il y a quelques années, par une association de défense du quartier dont les interventions ont été couronnées de succès.

Cette association s'est reconstituée à l'occasion de l'affaire du complexe hôtelier. Elle appuie un autre projet mieux adapté au quartier et à son environnement, projet qui a les faveurs des Bâtiments de France. Les maisons seront conservées et réaménagées. La façade sur rue sera surélevée d'un étage converti lui-même par un comble mansardé, tandis que le parc de stationnement sera ramené à des limites raisonnables.

Ainsi, comme le dit M. Hammebert, l'architecte, « si ce projet voit le jour, la rue Oudinot bénéficiera d'un hôtel de charme pour touristes paisibles et cultivés » et... peut-être amateurs de tennis !

ANDRÉE JACOB

Que sont devenus les « couloirs de courtoisie » ?

Les cyclistes en enfer

Sept ans après l'instauration des « couloirs de courtoisie », l'échec est patent : aucun cycliste ne circule régulièrement dans Paris n'importe plus qu'il n'importe ailleurs. L'étrange bande verte lorsqu'elle longe un couloir d'autobus, comme par exemple boulevard Saint-Germain, voire une file de voitures stationnées en parcimonie comme rue de Rivoli. Tentative de rouler entre les bus et le flot automobile est un défi qu'aucun cycliste, même acrobate, n'a envie de relever.

Quant aux couloirs cyclables qui longent les trottoirs — les seuls praticables, — ou bien ils sont occupés par des voitures-ventouses qui n'ont aucune raison de craindre d'y stationner, ou bien ils sont libres et n'ont pas besoin d'être balisés en vert. La courtoisie n'a pas cours sur les chaussées parisiennes qui demeurent des foires d'empoigne pour tout le monde, automobilistes, chauffeurs de bus, cyclistes ou piétons.

Cet échec, le premier adjoint au maire de Paris, Jean Tiberi, l'a admis le 18 septembre dans sa réponse à une question écrite de Jean-Louis Vidal, l'unique élu Vert au Conseil de Paris : les couloirs de courtoisie tracés pour les deux-roues n'ont apporté « ni augmentation ni diminution du nombre d'accidents impliquant les deux-roues et cette expérience n'a pas été éblouissante ». M. Tiberi précise que « la largeur des voies parisiennes ne permet pas de réserver une emprise de piste cyclable à l'usage exclusif des cyclistes ».

Les statistiques montrent que, en 1986 et 1987, aucun cycliste n'a été victime d'un accident mortel dans la capitale. En fait, le kilomètre de vélo à Paris n'est pas plus dangereux que le kilomètre de voiture dans le reste de l'Hexagone.

Il ne s'agit donc pas tant de préserver la vie des fous qui s'obstinent à pédaler dans Paris, que de permettre aux cyclistes de rouler en ville, sim-

plement. L'étroitesse des chaussées n'est pas un obstacle en soi, comme le montre la circulation dans les rues étroites d'Amsterdam. Et l'on peut concevoir d'autres facilités que la mise en place d'un « site propre », effectivement coûteux et, sans doute aussi, disproportionné par rapport au nombre de cyclistes toujours très faible à Paris, étant donné l'inconfort du vélo dans la circulation automobile.

Partager les trottoirs ?

La ville de Tokyo, par exemple, compte 5 640 000 vélos pour 9 millions d'habitants, soit 2 500 000 voitures. Et ces vélos, très nombreux, roulent. La plupart du temps, ils empruntent... les trottoirs, que la municipalité leur offre gratuitement, quitte à alourdir les piétons. Quelque 2 800 kilomètres de trottoirs (un peu plus de la moitié de la ville) ont été mis à leur disposition, moyennant quelques marques de peinture et des panneaux indicateurs.

La Ville de Paris, qui a déjà aménagé les bords de trottoir pour les poussettes et les fauteuils roulants, ne pourra-t-elle aménager aussi certains trottoirs notamment dans les avenues et boulevards disposant de contre-allées — et autoriser les piétons à y rouler ? Même les piétons en profiteraient, car chaque vélo qui roule dans Paris économise de l'espace, réduit le bruit, et surtout la pollution des gaz d'échappement. L'autre moyen de rendre la circulation à vélo moins pénible en ville serait justement de filtrer les gaz d'échappement de tous les véhicules à moteur. On en est loin, puisque le pot catalytique en France n'est pas encore obligatoire. Et cela ne dépend plus de la Ville de Paris...

ROGER CANS

Ces cours pratiques sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 OCTOBRE

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

10/10

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Engagem. Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Engagem. Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Engagem. Frais incl.	Rachet net	
Obligations																					
Euro 8,20 % 77	120 50	3 376	C.I.C. (France) de C.I. Maritime	228 80	75	Magasin S.A.	75	75	Viax	155	155	A.A.A.	1169 82	2131 53	France Inter	269 45	267 91	Paribas Revenu	91 78	90 88	
Euro 8,50 % 78/83	100 80	2 416	Châlon (S)	2080	735	Medias Paris	418 20	735	Waltersen S.A.	958	958	A.I. A.	250	2431 33	France Indus. Scav	117 40	114 02	Paribas Revenu	177 17	173 70	
10,80 % 78/84	922 30	1 065	Châlon (S)	2080	735	Méfil Display	140 50	735	Banc de Metz	155	155	Actions France	510 95	589 67	France Investiss.	483 93	472 43	Paribas	714	693 20	
12,25 % 80/90	102 08	4 083	Châlon (S)	2080	735	Navig. Dist. de	140 50	735	Adm. de Metz	155	155	Actions Industrielles	209 03	489 47	France Obligat.	459 98	452 13	Paribas Revenu	255 35	254 05	
15,25 % 82/90	101 70	11 864	Châlon (S)	2080	735	Neuf	295	735	Adm. de Metz	155	155	Adm. de Metz	689 62	633 78	France France	518 24	504 12	Paribas Revenu	91 78	90 88	
16 % 82/83	101 70	11 864	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
14,80 % 84/85	93 26	9 340	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
13,40 % 84/85	114 63	10 767	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
12,20 % oct. 84	107 67	10 767	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
11 % 85/86	112 80	8 862	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
10,28 % 85/86	105 81	5 869	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
OAT 12,75 % 83	108	8 728	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
OAT 10,50 % 1987	105 81	5 869	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
OAT 9,50 % 1989	104 28	8 733	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
Ch. France 3 %	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 82	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 83	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 84	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 85	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 86	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 87	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 88	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 89	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 90	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 91	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 92	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 93	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 94	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 95	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 96	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 97	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 98	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 99	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 00	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 01	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 02	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 03	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 04	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 05	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 06	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 07	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 08	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 09	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 10	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 11	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 12	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 13	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 14	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 15	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 16	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 17	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 18	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 19	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 20	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 21	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90 88	
CMR Revenu 3 % 22	100	2 418	Châlon (S)	2080	735	Châlon (S) C.I.	2280	2280	A.E.G.	860	876	A.B.F. Action Inc. CP	1294 94	1293 08	France France	123 08	120 27	Paribas Revenu	91 78	90	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

La visite de M. Mitterrand au Venezuela

Un accord de coopération dans la lutte contre la drogue a été conclu avec Caracas

Au terme de sa visite de deux jours au Venezuela, M. Mitterrand a annoncé, mardi 10 octobre, à Caracas, la signature d'un accord de coopération dans la lutte contre le trafic de drogue. Il a indiqué, en outre, que la France participerait, à hauteur de 100 millions de dollars, à un

prêt-relais de la Banque des règlements internationaux. La France a également décidé d'ouvrir immédiatement au Venezuela un crédit de 500 millions de francs sur dix-huit mois-deux ans destiné à l'achat de produits et d'équipements

français. M. Mitterrand a répondu favorablement à la proposition, faite lundi par le président vénézuélien, d'une conférence à laquelle la France serait associée pour « sortir Haiti du chaos ». M. Mitterrand devait se rendre en Equateur mer-

CARACAS

de notre envoyé spécial

Le développement des pays pauvres, la dette des pays dits « intermédiaires » et la drogue : ces sujets ont dominé la deuxième journée de la visite d'Etat de M. Mitterrand au Venezuela. Dans l'esprit du président français et de son hôte vénézuélien, M. Carlos Andrés Pérez, ils sont intimement liés.

Devant le Congrès vénézuélien, M. Mitterrand a parlé du sous-développement, qui risque de précipiter le monde dans les « pires désordres » et qui provoque « le désespoir et la violence ». Après avoir rappelé les propositions de la France pour la réduction de la dette des pays intermédiaires, dont le Venezuela fait partie, il a évoqué avec scepticisme les conclusions du

sommet de l'Arche, qui, au mois de juillet dernier, a réuni à Paris les sept pays les plus industrialisés du monde.

La stratégie nouvelle de réduction de la dette, adoptée en cette occasion, ne lui paraît pas être « la meilleure ». « C'est celle du cas par cas », a-t-il dit ; elle permet « aux plus puissants d'exercer plus qu'il ne convient la force dont ils disposent ». Et la France ne s'y est ralliée, a-t-il ajouté, qu'afin de ne pas être isolée. M. Mitterrand a exprimé le vœu que la France et le Venezuela « fassent leur imagination » pour présenter « au reste du monde des propositions qui amèneraient les banques privées à des modalités plus raisonnables ».

Le président vénézuélien, « Cap » comme on l'appelle, au

cours d'une conférence de presse réunie à 7 heures du matin (il adore s'exprimer au lever du soleil), n'a pas envoyé dire ce qu'il pense des pays les plus riches — notamment les Etats-Unis et la Grande-Bretagne — qui s'opposent à l'idée qu'il avait émise, en juillet à Paris, en compagnie du Sénégais, de l'Inde et de l'Egypte, de réunir un nouveau sommet Nord-Sud. « Les grands dirigeants pensent que le monde ne bouge pas, a-t-il affirmé ; or, il bouge. Ils croient qu'une telle réunion serait seulement une réédition de celle organisée par M. Giscard d'Estaing ou de celle de Cancun. Non ! »

M. Mitterrand qu'entre d'accord. Il a rappelé qu'à Cancun, juste après sa première élection, en 1981, il était « plein d'espoir » et qu'il avait dit « en rabattant avec le réel ». Devant le Congrès, il a mis en garde le Venezuela contre toute précipitation, puisque la plupart des pays industrialisés ne veulent pas d'une conférence Nord-Sud, et il se contentera donc, si possible, de « réunir ceux qui le veulent ».

Le chef de l'Etat affirme qu'il n'est pas pessimiste, mais le ton qu'il utilise paraît un rien désabusé. « Je plaide, dit-il, je suis un avocat. Mais le jury ou le tribunal est désolé ; ou bien il a d'autres soucis en tête. Et comme il faut, en plus, accorder de l'argent, prendre des risques, beaucoup sont réticents ».

L'offre et la demande

C'est d'un ton rageur, en revanche, que M. Carlos Andrés Pérez, à propos de la drogue, s'attaque aux discours évangéliques prononcés par les pays riches contre les pays producteurs. « Les économistes néo-libéraux devraient savoir que le problème de l'offre et de la demande est très important. Si on ne maîtrise pas la consommation, on ne maîtrisera jamais l'offre », il dénonce aussi l'hypocrisie de ces mêmes pays : « La Communauté européenne et les Etats-Unis font du dumping avec leurs produits agricoles, avec la viande, avec le sucre. Alors, les paysans préfèrent cultiver la coca ». Les Etats-Unis sont singulièrement la cible de sa colère. En réduisant arbitrairement leurs importations de café colombien, ils ont privé Bogota de 500 millions de dollars de ressources, somme sans comparaison avec les 60 millions de dollars

d'aide américaine à la Colombie pour sa lutte contre les trafiquants. Les Etats-Unis, a-t-il affirmé d'un ton moqueur, sont animés par « un sentiment de miséricorde, de charité, que Dieu doit bien aimer ».

Plus sobre dans la forme, M. Mitterrand a tenu, devant le Congrès, à peu près le même discours sur le fond. Un accord a été signé, mardi, entre le Venezuela et la France afin de coordonner la lutte contre la drogue. Cet accord concerne l'échange d'informations entre les deux pays sur le trafic, une assistance technique pour la formation de spécialistes de la lutte antidrogué et pour la surveillance des frontières. Une mission française, composée d'un ou de plusieurs fonctionnaires de police, sera installée au Venezuela.

JEAN-YVES LHOMEAU

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Ouvrez la grille !

A LORS là, mes enfants, je me marre, moi, aujourd'hui. Ça faisait des mois que je suppliais mes chers : Je veux faire un truc sur ce machin-là, tout grinçant, tout rouillé, qui date de l'après-guerre... Comment ça s'appelle, déjà, ah ! oui, la grille des salaires.

— Non, mais ça va pas ! C'est pas parce que tu fais pipette dans un journal où on s'occupe d'affaires sérieuses que tu vas t'en mêler. Tu sais ce que c'est, peut-être, le GVT soigné ou l'effet de la loi ? Bon, alors tu retournes bien gentiment dans ta loge bavasser avec tes copines et tu nous riches le paix.

Très bien. Et puis là, ce matin, qu'est-ce que j'entends à la radio ? Il y vient, mon Rocky, à cette fameuse grille destinée à garantir les avantages acquis dans la fonction publique. Enfin, il y vient, façon de parler, on l'y a poussé, acculé. Sous la menace. Qui on ? Ben, les agents de la fonction publique, justement.

Ils réclament quoi, les mecs des finances ? Ce qu'on a accordé aux fils et aux enseignants. Ouais, mais ça, on peut

pas le leur donner, parce qu'à ce moment-là faudrait augmenter aussi les gardiens de musée. Enuite, ils veulent que les informaticiens soient payés au prix du marché. Les informaticiens ? Voyons voir... Désolés, ils ont pas de case dans la grille. A l'époque, vous savez, une bécaune, c'était fait pour pédaler avec, pas pour tapoter dessus.

Oui, ben, débrouillez-vous comme vous voudrez, mais si vous refusez de casquer, on ferme le trois-caisses. C'est pas compliqué. Les députés, les militaires, les diplomates et autres pensionnés, sans oublier les ministres — t'entends, Béré ? — leur paye d'octobre, ils peuvent toujours se l'acrocher. Avouez que c'est fabuleux, les fonctionnaires qui se prennent en otage entre eux ! C'est vraiment cette chienne de grille qui se mord la queue.

Voyez à quoi tiennent les choses ? Si on m'avait laissé lui dire deux mots, dès l'an dernier, à mon Rocky — Tu vas me foutre en l'air ces vieux verrous verrouillés avant qu'on t'y oblige à grands coups de pied dans le cul, — on n'en serait pas arrivé là.

Pardon qui ? Pardon Bibi.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Juif, adjectif ou substantif », par Edgar Morin ; « L'économie contre l'exclusion », par Francis Baillou ; « Dissuasion : des armes ambiguës », par Claude Le Borgne ... 2

La contestation en RDA

Les groupes d'opposition se multiplient et s'organisent ... 3

Les résistances à la perestroïka en URSS

Exploitant un mécontentement croissant, les syndicats officiels lancent une offensive contre M. Gorbatchev ... 4

Le pape en Indonésie

Un message oecuménique avant la délicate étape de Timor-Orientale ... 6

Le code pénal devant les députés

Les députés ont commencé mardi 10 octobre l'examen de la réforme du code pénal. Un débat pour l'« éternité », mais qui n'exclut pas les joutes politiques ... 10

Le budget, le gouvernement et le PS

Le gouvernement et la commission des finances de l'Assemblée à la recherche d'un compromis sur le projet de budget. Une discussion qui oppose en coulisses M. Bérégovoy et le président de la commission, M. Dominique Strauss-Kahn ... 11

« Europe contre le cancer »

Objectif : sauver 150 000 vies chaque année ... 12

SECTION B

Nobel de médecine : la polémique

Tandis que les membres du comité Nobel maintiennent leur décision, M. Hubert Curien, ministre de la recherche, « regrette vivement » que le professeur Stehelin n'ait pas été couronné ... 14

« Karamazov » de La Rochelle à Paris

Brillante adaptation pour la scène de l'œuvre ultime de Dostoïevski, Karamazov est un spectacle ambitieux qui devrait connaître une belle carrière ... 17

L'Institut néerlandais menacé de fermeture

L'antenne culturelle des Pays-Bas à Paris va-t-elle devoir fermer ses portes ? Une augmentation brutale de ses charges et une situation légal compliquée menacent son existence ... 18

Ouverture à Cannes du MIPCOM 89

Les programmes de télévision européens et plus encore fran-

çais — s'exportent difficilement et la balance commerciale se creuse entre l'Ancien et le Nouveau Monde ... 23

Paris : sévérité pour la circulation

Des mesures plus sévères sont envisagées pour combattre les embouteillages à Paris. Elles pourraient aller jusqu'au retrait du permis de conduire pour stationnement dangereux ... 23

Hockeyeurs soviétiques en Amérique du Nord

Neuf joueurs olympiques soviétiques opèrent dans le championnat professionnel nord-américain de hockey sur glace. Une « invasion » qui suscite des réactions mitigées au pays de la libre concurrence ... 28

CAMPUS

Les ordinateurs en panne

La vogue pour l'ordinateur à l'école est bien retombée après le plan informatique pour tous de 1985. Pourtant, il y a toujours des passionnés ... 19

SECTION C

Le congrès de Blackpool

Certains conservateurs britanniques préconisent une autre politique économique ... 27

Les fonds propres des entreprises publiques

Malgré le « ni privatisation ni nationalisation » du président de la République, les nationalisées se portent bien et attaquent sur les marchés étrangers ... 28

Villages du bout de la crise

Han, dans la Mouze : le marasme silencieux ... 29

Travailleurs temporaires

82 % des intérimaires viennent du chômage ... 32

Flambée de Paribas

La cotation de la compagnie a été suspendue après une brusque montée à la suite de rumeurs sur des grandes manœuvres dans les banques et les assurances ... 34

Services

Abonnements ... 15
Carnet ... 24
Marchés financiers ... 34 et 35
Météorologie ... 25
Mots croisés ... 24
Radio-Télévision ... 26

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 11 octobre 1989 a été tiré à 548 124 exemplaires

Contre l'absentéisme au Sénat

Les admonestations de M. Poher

La lutte contre l'absentéisme est le cheval de bataille qu'a enfoncé M. Alain Poher dans le débat sur la réforme des méthodes de travail du Sénat. Il a eu l'occasion à plusieurs reprises de se plaindre du manque d'assiduité des sénateurs tant en séance publique qu'aux réunions de commission. Cette fois, le président du Sénat ne se contente pas d'en appeler aux bonnes volontés et de réclamer un effort de présence, il brandit des menaces. Les présidents de groupe et les présidents de l'hémicycle n'ont pas pu se passer de la date du 10 octobre, dans laquelle M. Poher indique que les secrétaires du bureau du Sénat sont chargés d'apprécier la présence de leurs collègues dans l'hémicycle et rappelle les termes du règlement qui disposent que, en commission, cette présence est obligatoire. L'article 15 dans son paragraphe 3 prévoit que, « en cas de trois absences consécutives non justifiées d'un commissaire dans une commission permanente, le

bureau de la commission en informe le président du Sénat, qui constate la démission de ce commissaire, lequel ne peut être remplacé en cours d'année et dont l'indemnité de fonction est réduite de moitié jusqu'à l'ouverture de la session ordinaire d'octobre ».

Ce rappel à l'ordre, ou plutôt à ce point du règlement qui jusqu'à présent n'est pas appliqué, est-il susceptible d'avoir des effets ? En tout état de cause, la désertion de l'hémicycle n'est pas passible de sanctions, selon le règlement. M. Poher, en tous les cas, prévient que, en fonction des constatations qui seront faites, il saisira le bureau du Sénat pour qu'il prenne des « mesures appropriées ».

Dans ce même courrier, le président du Sénat invite les présidents des groupes à lui faire parvenir leurs propositions en matière de « rénovation du fonctionnement » de leur Assemblée.

Selon la SOFRES

La moitié des Français se sentent « éloignés » de l'opposition

La moitié des Français se sentent éloignés de l'opposition et 46 % pensent que l'état de l'opposition s'est dégradé, selon un sondage SOFRES publié jeudi 12 octobre dans le Journal des Républicains.

Selon cette enquête, 36 % des personnes interrogées se déclarent « très proches » ou « assez proches » de l'opposition contre 50 % qui en sont « assez » ou « très éloignés ». Un précédent sondage, réalisé en juin 1985, indiquait que 45 % étaient proches de l'opposition et 42 % éloignés.

D'autre part, 46 % des personnes interrogées estiment que l'état de

l'opposition s'est dégradé depuis un an, contre 14 % pour qui cet état s'est amélioré et 24 % qui pensent qu'il est resté sans changement ; 16 % sont sans opinion.

« Ces chiffres ne cessent d'être alarmants », commente le journal du PR, qui écrit que « l'opposition suscite une vraie force de répulsion » et que « sa situation n'est pas mauvaise mais... très mauvaise ». (Sondage réalisé du 23 au 26 septembre auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 octobre

La hausse continue

Amorcée en début de semaine, la hausse des cours s'est poursuivie, mercredi matin rue Vivienne. De 0,19 % à l'ouverture, elle atteignait 0,57 % vers 11 heures.

Très demandé, l'action Paribas a monté de 9,4 %. Proximité également de Navigation mixte, Suez, Compagnie bancaire, Danat, ainsi que de tous les pétroles.

Recul de SAT, Rochette, Maisons Phénix, SCREG, Majorette, Dumeil Lebli, L'Air liquide.

■ Visite de M. Rakowski en URSS. — Le premier secrétaire du Parti communiste polonais (POUP) est arrivé, mardi 10 octobre, à Moscou. C'est la première visite officielle d'un haut responsable polonais depuis l'arrivée au pouvoir le mois dernier du nouveau gouvernement, dominé par Solidarité. — (Reuters.)

GLOBE
LES RAVAGES
DE LA COCAÏNE
ENQUÊTE ET
TÉMOIGNAGES

COPIES COULEURS
Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'À 84 x 120 CM
RANK XEROX 2080 3080
P.A.O.
AVEC VENTURA
ET ÉDITION LASER
ETRAVE REPRO
36, AV. DAUMESNIL - 43 47 21 32

36 15
LM

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

GLOBE
LES FRANCS-MAÇONS
À QUOI ÇA SERT ?
UNE INTERVIEW DU
GRAND-MAÎTRE
DU GRAND-ORIENT

Gagnez du temps !

Télémarket Caditel
supermarché
à domicile
pour femmes
pressées ...

Pour recevoir un
catalogue
Tel : 46.87.55.77

L'empreinte

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

Henri Cartier-Bresson, *Ulysse*, 1989.

LES 150 ANS DE LA PHOTOGRAPHIE

L'empreinte de la mémoire

C'est le 19 août 1839, lors d'une séance de l'Académie des sciences et de l'Académie des beaux-arts réunies, que fut solennellement annoncée, par Arago, astronome et député, l'invention de la photographie.

Ce procédé merveilleux, dont les origines mythiques remontent à la caverne de Platon et qui consiste à produire des images à l'aide de la lumière, allait immédiatement obtenir une reconnaissance internationale que n'imaginait aucun de ses inventeurs, fût-il aussi érudit que Nicéphore Niepce, aussi perfectionniste que Fox Talbot.

Don de la France au monde, la photographie est entrée dans le domaine public le jour même de sa naissance.

Le cent cinquantième anniversaire de la découverte de ce médium, dont les possibilités sont loin d'être épuisées, est célébré tous azimuts dans les principaux musées nationaux, à Paris, mais aussi en province et à l'étranger.

Si elle est un art universellement compréhensible, l'un des seuls dont on puisse suivre la progression depuis les origines, la photo est l'un des rares langages réellement populaires de notre époque. Elle est aussi une aventure esthétique dont cet anniversaire rappelle les étapes.

Née des connaissances acquises sur la projection de la lumière dans la *camera oscura* et sur la sensibilité des sels d'argent,

la photographie a modifié profondément notre façon d'appréhender le monde. En quête constante de perfectionnement, cette technologie moderne a permis de nouvelles conquêtes visuelles. De son chapeau haut-de-forme sont sortis, comme par enchantement, le cinéma, la télévision, la vidéo, la télématique, l'infographie.

En se penchant sur sa genèse, sur ses origines et son histoire, on ne cède pas à l'euphorie rétrospective d'une évocation nostalgique.

Voici un demi-siècle, Laszlo Moholy-Nagy le constatait déjà : « Il y a cent ans que la photographie est inventée, elle vient seulement d'être découverte. »

(Pages 42 à 44)

PATRICK ROEGERS

CINÉMA

Le voyeurisme selon Kieslowski

Lire notre sélection page 45

THÉÂTRE

Joël Jouanneau joue la comédie rurale

Lire notre sélection page 46

MUSIQUES

Chostakovitch en v.o. par les Borodine

Lire notre sélection page 47

ARTS

Saint-Germain-des-Prés, quarante ans déjà

Lire notre sélection page 48

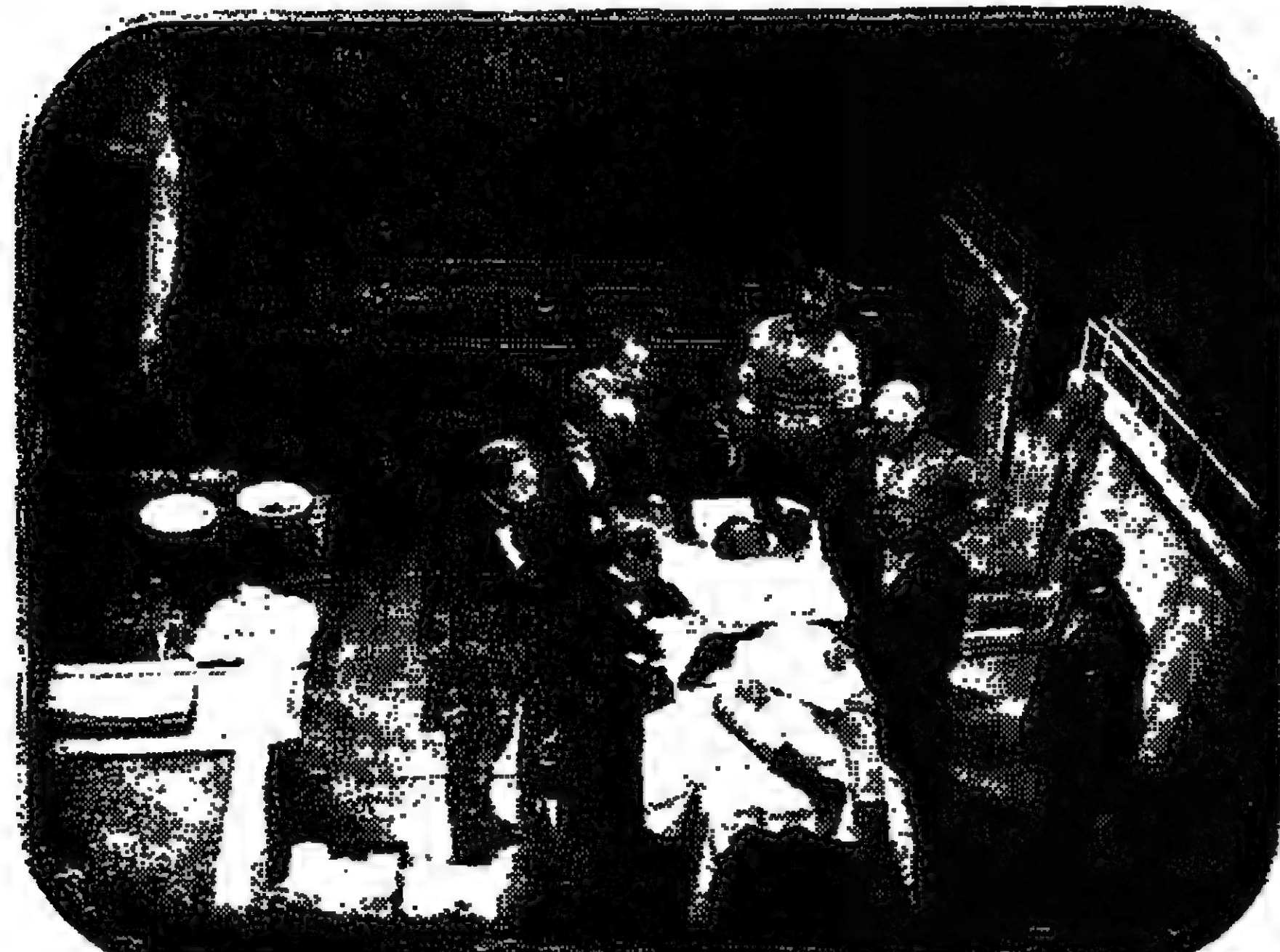
LES 150 ANS DU 8^e ART

Images d'un monde...

La photographie est un art jeune, dont l'aboutissement ne doit rien au hasard mais apparaît comme une nécessité historique. Il y a autant de manières de photographier que de photographes, autant de façons de flirter avec le réel que de photographies. Ces années d'aventure, nous avons tenté de les retracer en quatorze images drôles, singulières ou terrifiantes. Un puzzle que cette année de commémorations, en France et à l'étranger, incite à reconstituer.

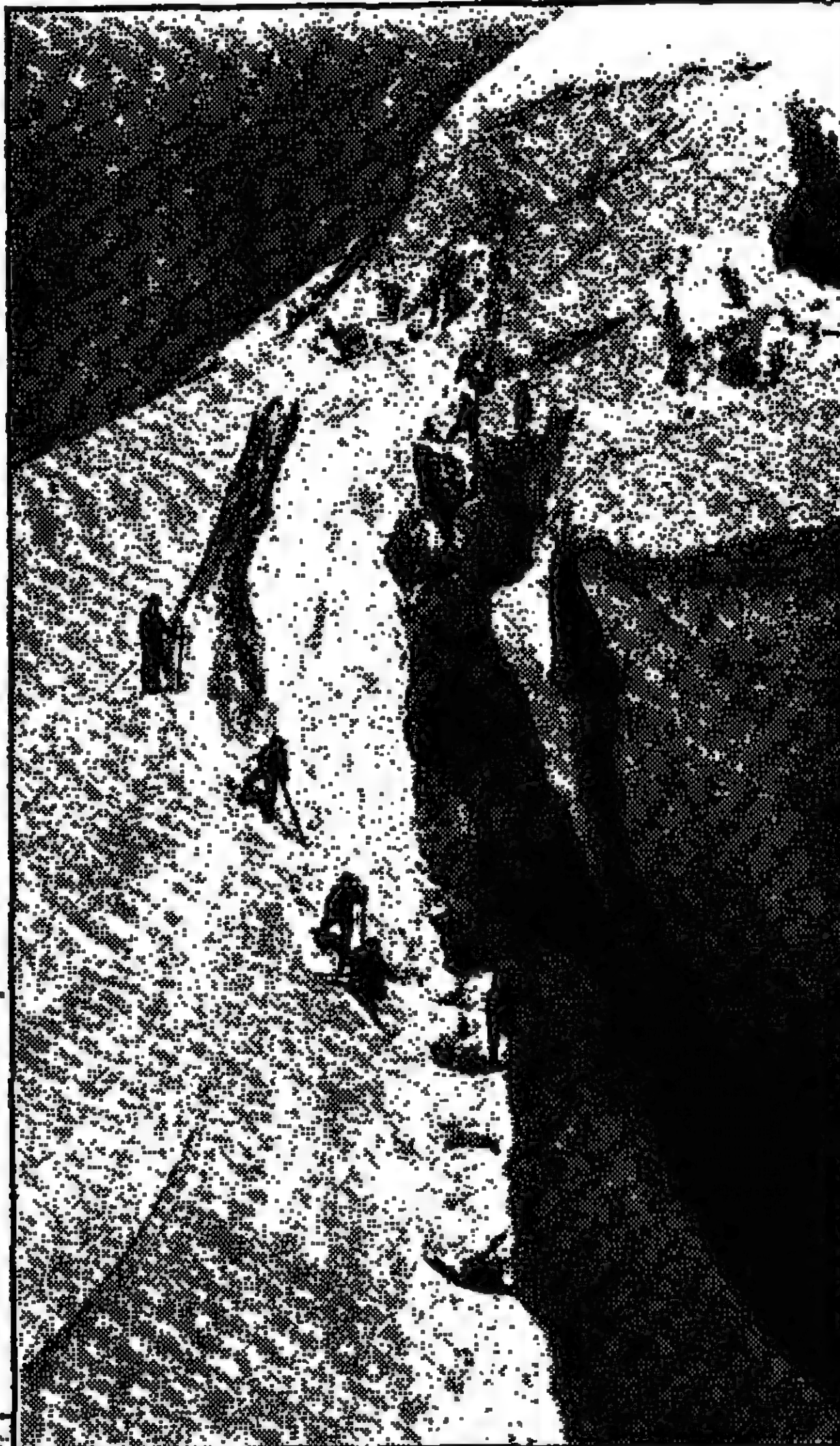


Hippolyte Bayard, Autoportrait en noyé, 18 octobre 1840. (Centre national de la photographie - CNP et Archives nationales). — Comme au ministère des Finances, Hippolyte Bayard était un savant ingénieux et un artiste novateur. Il fut le premier à réaliser directement sur papier des images positives, mais il eut de faire breveter sa découverte. Daguerrre et Niepce s'étant partagé la gloire de l'invention, il conçut par dépit cet autoportrait fétissant tragique et plein d'humour, destiné à attirer l'attention sur son cas. Interprétation allégorique de son échec, cette mise en scène d'un faux cadavre, dont il existe trois versions, est une des premières œuvres intimes de l'histoire de la photographie. Ironie du sort, elle vaut aujourd'hui à son auteur une notoriété universelle.

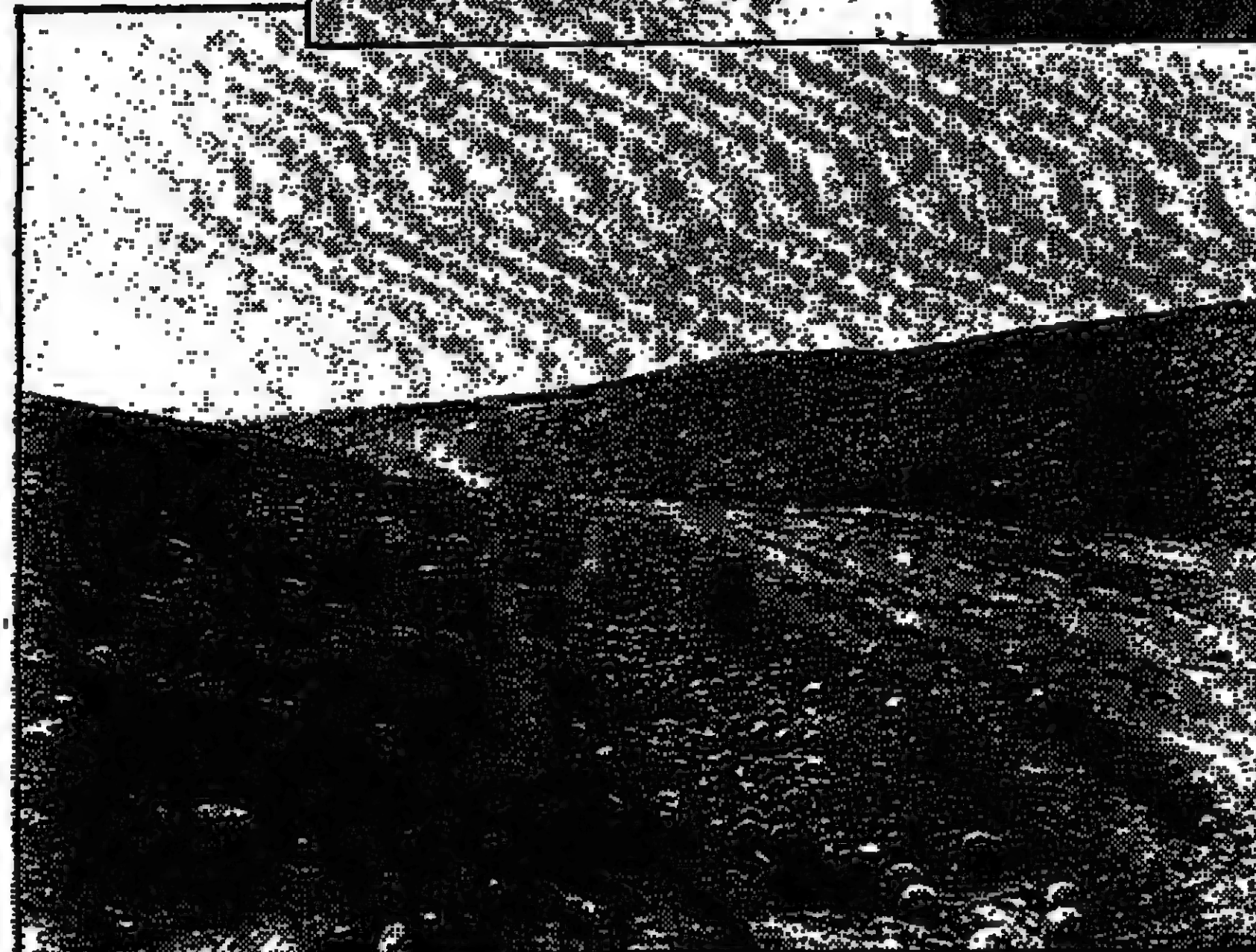


Albert Sands Southworth et Josiah Johnson Hawes, La salle d'opération du General Hospital du Massachusetts, vers 1847 (CNP). — Etabli à Boston, Southworth, un ancien pharmacien, et son beau-frère Hawes, qui exerça un temps le métier de miniaturiste, opérèrent en artistes. Maîtres du daguerrtype, ils archivent aussi bien les chutes de Niagara qu'une éclipse du soleil. Avec un appareil de leur fabrication, ces pionniers du reportage sur le vif enregistrèrent ici une des premières interventions chirurgicales par anesthésie à l'éther. Acte d'observation scientifique, ce tableau de genre, inspiré de Rembrandt, est aussi un portrait instructif du corps médical. Figures de cire à la mise guidée, ces dévoués praticiens confèrent à cet instantané l'étrangeté d'une vision rêvée.

Bisson frères, La traversée sur le chemin du grand plateau, Mont-Blanc, juillet 1861 (CNP). — La montagne n'a pas toujours été un paysage. Ingrate, sauvage, inaccessible, elle obsédait longtemps les seuls peintres, qui en donnaient une vision romantique, à l'image de Friedrich. L'amour des cimes vena. Les frères Louis-Auguste et Auguste-Rosalie Bisson à mettre sur pied de véritables expéditions. Escortés d'une caravane de vingt-cinq guides et porteurs, avec une cargaison d'appareils, par une température de moins huit degrés, ils s'élevèrent à six reprises à l'assaut des sommets. Traçant la question de la représentation humaine au sein du paysage, cette vue de panorama est le contraire d'un chrono. Elle traduit le goût de l'époque pour le grandiose, le sublime, l'héroïque.



Roger Fenton, La vallée de l'ombre de la mort, 1855 (CNP). — Membre fondateur de la Royal Photographic Society et brillant portraitiste de la famille royale britannique, Roger Fenton est mandaté, en mars et juin 1855, pour photographier la guerre de Crimée. Muni d'un véritable laboratoire de campagne, il procède dans des conditions techniques difficiles, avec des temps de pose de vingt secondes ; le chaleur est si forte qu'il ne peut travailler qu'entre 5 heures et 10 heures du matin. Il choisit d'évoquer le conflit sans en montrer l'horreur. Privilégiant l'aspect formel, cette composition exacte et minutieusement élaborée est autant un document militaire qu'un relevé géographique. Elle anticipe les relevés topographiques d'artistes contemporains comme Homish Fulton et Richard Long.



Un art en trompe-l'œil

Technique de la reproduction, la photographie a grandi avec les progrès de l'optique et la maîtrise de la lumière. Enregistrement du réel, miroir de la mémoire, le huitième art est aussi, on l'oublie trop souvent, un art de l'illusion qui traduit l'aptitude de l'œil humain à se tromper lui-même.

Il est curieux de constater que la photographie a été inventée par un audacieux idéaliste, chimiste et lithographe, amoureux du travail bien fait, à la vue si faible qu'il portait des lunettes aux verres teintés en bleu. Est-ce par compensation qu'il conçut cet art qui, dès sa divulgation, rencontra un écho international sans précédent ?

Délaissions l'histoire complexe des procédés mis au point vers 1825-1840 par toute une série de chercheurs en Angleterre et en France. Oublions les querelles agitant ses multiples pères. Et rappelons que la plus ancienne photographie conservée au monde a été prise en 1826. Elle n'est réapparue qu'en 1952 et représente la vue qu'avait Niépce depuis la chambre de sa maison de Gras, à Saint-Loup-de-Varenne, près de Chalon-sur-Saône. Comme l'écrit judicieusement Michel Frizot, il est révélateur que la photographie soit née du regard d'une fenêtre porté vers l'extérieur.

A peine assurée de sa technique, la photographie devient une pratique autonome. Loin d'être l'« hum-

ble servante des sciences et des arts » que proclamait Arago, elle investit tous les domaines susceptibles de requérir l'attention. Dressant l'inventaire du patrimoine architectural français, la mission héliographique que qu'animait Le Gray, Le Secq, Baldus et Mestral, date de 1851. Dès 1853, Disdéri dépose le brevet de la carte de visite ; il la commercialise l'année suivante. Reproductible à l'infini, le portrait photographique donne naissance à l'album de famille. Comme dit Barthes : « Le passé est désormais aussi sûr que le présent. »

En 1855, Roger Fenton prend les premières vues de la guerre de Crimée, et Nadar réalise, en 1856, la première vue aérienne en ballon au-dessus du Petit-Clamart. Seizième sous forme de documents par des aventuriers fougues, le monde apparaît sans limites, physiques, mentales, géographiques. Objectivant la réalité, ces expérimentateurs intrépides découvrent des choses jusqu'alors inaccessibles à l'œil.

Dès 1856, Auguste Adolphe Bertsch, constructeur opticien à Paris, enregistre une éclipse du Soleil. Avec une chambre noire spéciale qui agrandit six cents fois, il détaille des « stigmates de diptère » ou la trachée d'une chenille processionnaire. Par ces études d'une lumineuse précision, la photographie (liée à la science et au progrès) prévient l'invention du microscope, du télescope ou des rayons X qu'évoque la microphotographie de coquillage prise par le pictorialiste anglo-saxon Frederick Evans.

Instrument de connaissance accessible à tous, la photographie va passer à la vitesse de la lumière du stade artisanal au stade industriel. Dès 1868, le couleur est techniquement mise au point par Ducos du Hauron et Charles Cros ; le premier appareil à déclenchement instantané, au vingt-cinquième de seconde, apparaît en 1870. En 1888, Georges Eastman accélère son évolution en produisant l'appareil à main, suivi trois ans plus tard du film en rouleau, qui remplace la plaque de verre.

Si elle se lit comme une longue suite d'innovations, l'histoire du huitième art ne s'est pourtant pas faite en un jour. En 1839, Louis-Jacques-Mandé Daguerrre se réjouit d'avoir pu fixer le boulevard du Temple noir de monde, mais la surface sensible ne retient rien, hormis un quidam qui faisait crier ses bottes. Et encore ! Si ses pieds sont visibles, ni son corps ni sa tête n'apparaissent. Ainsi donc, comme par magie, la réalité se dérobe à sa prise. Preuve que l'image fixe est apte à stimuler l'imaginaire : le réel, par suite d'incidents techniques, révèle de bien troublantes anomalies.

Formes tremblées, évanouies ou inachevées, figures floues, fantomatiques, aux contours instables ou dédoublés hantent les vues d'Atget et de Larigue comme dans l'énigmatique « Zissou fantôme » (1905). Apparu très tôt, le panoramique, qui subvertit les normes du regard, cultive l'ubiquité. Il faudra près d'un siècle, et le génie d'ingénieurs de la vue comme Marey et Muybridge, pour réussir à capter

l'expression du mouvement et conquérir par là même, de haute lutte, la maîtrise du temps.

Trop souvent réduite à un usage domestique, la photographie excelle à suggérer l'irréel. Qu'elles décomposent le vol du héron, les positions successives du chat qui tombe ou la locomotion humaine, ces images frappent l'œil en le faisant douter de ce qu'il voit. Loin d'enterrer le réel, elles suggèrent une autre lecture de la réalité. Elles accréditent le caractère mental d'un art que sa faculté d'inversion rapproche de l'illusion.

Refusée au Salon de 1855, la photographie ne vise plus désormais à s'ingérer la peinture. Cet art que Baudelaire considérait comme « le refuge de tous les peintres ratés » éveille un nouvel écho chez des auteurs et plasticiens contemporains internationalement reconnus de Witkin à Boctanaki. Théâtre, rêve et fiction, création critique, interprétation scénographique, et jusqu'au retour aux procédés anciens (daguerrtype, calotype, sténopé), sont autant de façons d'interroger, d'explorer la spécificité du médium.

La fascination des origines, typique de notre époque, est le propre de tout art majeur. Plutôt qu'un pitinement, une régression qui rapprocherait de lointains précurseurs, il faut y voir un signe de maturité, de dynamisme et de modernité. La photographie actuelle n'est plus à la traîne des autres arts. Elle est un art en soi.

P.R.

Alfred Stieglitz, The New York Central Station, 1904. (Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris). — Cette œuvre, présentée à la galerie d'Art Moderne de la Ville de Paris, est une des plus importantes de la collection de Stieglitz. Elle représente la gare de New York, vue depuis la rue. Stieglitz, qui était un grand collectionneur d'art, a voulu montrer que la photographie pouvait être considérée comme une forme d'art à part entière. Cette œuvre est une photographie d'architecture, qui montre la gare de New York, vue depuis la rue. Stieglitz a utilisé une technique de photographie séquentielle, qui permet de capturer une série d'images d'un même sujet, ce qui permet de créer une impression de mouvement. Cette œuvre est une photographie d'architecture, qui montre la gare de New York, vue depuis la rue. Stieglitz a utilisé une technique de photographie séquentielle, qui permet de capturer une série d'images d'un même sujet, ce qui permet de créer une impression de mouvement.

هنا من الأصل

هكذا من انزل

PHOTO

LES 150 ANS DU 8^e ART

... complètement différent du nôtre...



Attribué à Noël-Marie Peyrol Lerebours, Terrasse de Lerebours, vers 1845-1850. (Musée Carnavalet). — Provenant des collections de l'Institut Lumière à Lyon, ce daguerrétype représente la famille et les employés de l'opticien Lerebours qui tenait boutique 13, place du Pont-Neuf. Mais il est plus probable qu'il a été pris sur le toit d'un autre atelier, près de l'Observatoire, au 23, rue de l'Est à Paris. Ce panorama, le seul connu réunissant tant de personnages (vingt-quatre), est animé par une série d'actions particulières (joueurs de cartes, enfants jouant, femmes cousant, hommes lisant) : mise en scène de la société où chacun joue son rôle. Sorti tout droit du Musée Grévin, Lerebours, en redingote, pose lui-même au centre (il tient la lunette à moins qu'il ne soit à côté de la fenêtre et ne serre la main d'un homme en blouse). Réalisée au mégascope, avec une seule prise, cette composition savoureuse figure en bonne place au Musée Carnavalet parmi les daguerrétypes présentés dans une mise en espace spécialement étudiée.

Alfred Stieglitz, In the New York Central Yard, 1904. (Beaubourg). — Propriétaire de la célèbre petite galerie « 291 », Cinquième Avenue, et fondateur de la luxueuse revue Camera Work, Stieglitz fut aux États-Unis un ardent défenseur du pictorialisme (la photographie considérée comme une des formes de l'art). Il ne s'agit pas d'imiter la peinture mais de s'élever à son niveau. Mélange de réalisme et d'abstraction, cette vue impressionniste en plongée exprime une façon moderne de cadrer et de structurer l'espace. Allégorie d'un siècle qui s'efface, elle puise sa puissance dans l'opposition formelle des rails — qui forment un fin réseau de lignes géométriques — et de la légèreté vaporeuse du panache de fumée — qui voile le sol au ciel. Désireux de mettre l'accent sur la sensation, Stieglitz tira parti de la neige pour obtenir le ton gris et doux propre à ses images.

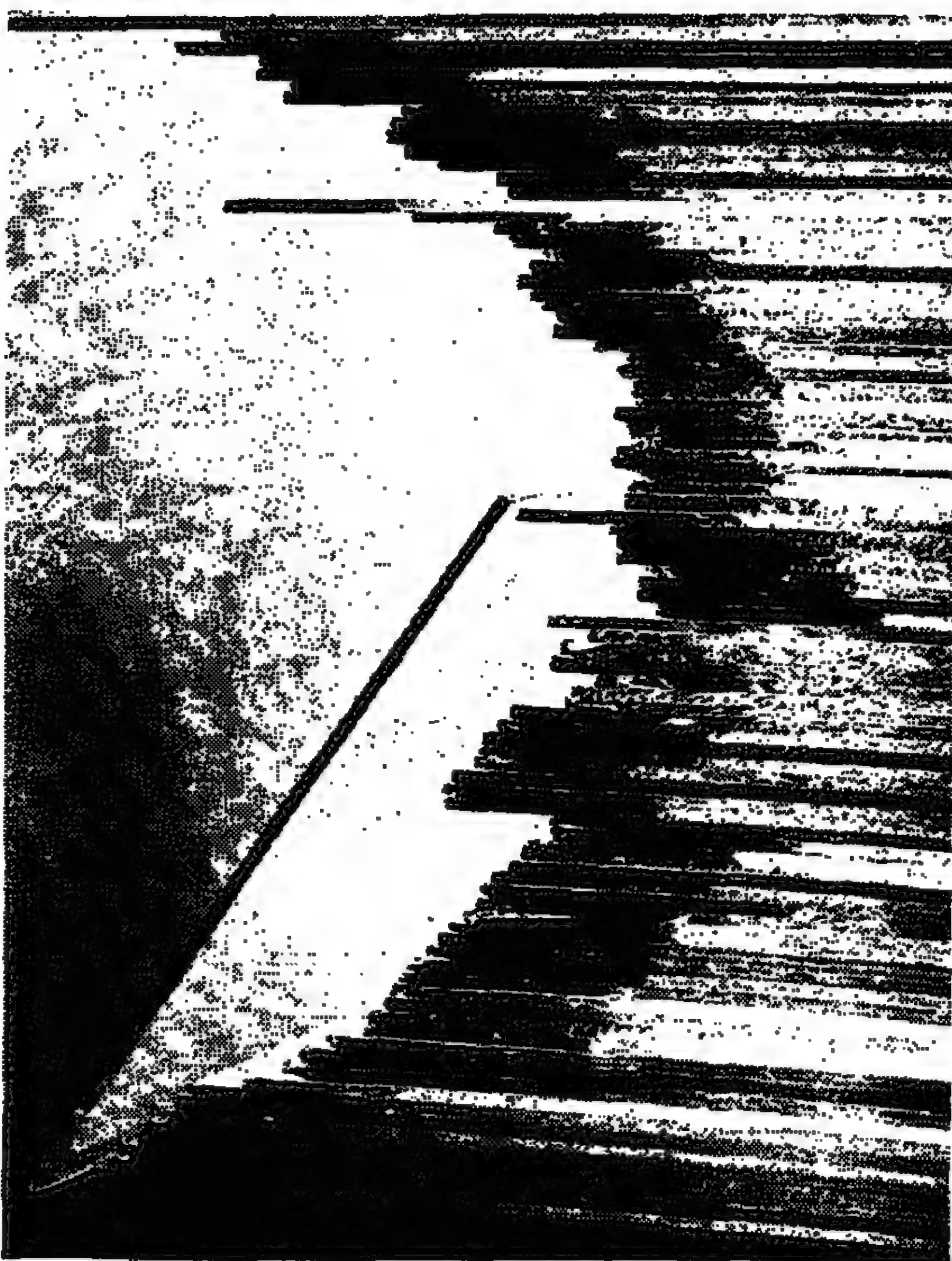


André Kertész, Moudon, 1926. (CNP). — Venu de sa Hongrie natale, André Kertész arrive à Paris en 1925. Il séjourne à Montparnasse, fréquente les milieux littéraires et artistiques et tire avec bonheur le portrait ensoleillé de cette ville qu'il adore. Réaliste poétique, cet explorateur à l'affût excelle à saisir au Leica l'âme et l'activité des hommes. « Je ne documente jamais : je donne une interprétation », disait-il. Petit chef-d'œuvre d'illusion optique, cette photo d'atmosphère suggère le charme, le rythme, la vie de la capitale. L'extrême précision du cadrage confère à ce quartier sans attrait l'aspect irréel d'un décor de théâtre. Surgie au bon moment, la locomotive suspendue dans le ciel donne sa dimension imaginaire au document. Là où Stieglitz valorise la forme pour véhiculer l'émotion, Kertész invente une métaphore visuelle pour créer l'illusion.

Pierre Bonnard, Marthe au tub, vers 1908. (Orsay et CNP). — Initié à l'image fixe en 1891 par Vuillard, Bonnard pratique la photographie durant un quart de siècle, sans se prendre au sérieux. Il laisse d'aucunes de ses épreuves perir ou s'effacer. L'ensemble de sa production ne fut révisé qu'en 1970. A la fois aide-mémoire et carnet de croquis, son Model Pocket Kodak (pour dames) était d'abord un outil qui l'aidait à préparer ses toiles. Saisie naturelle de la fragilité d'un instant, cette étude de mouvement, réalisée dans sa maison de campagne à Vernouillet, est d'une étonnante spontanéité. Elle servit de départ à une recherche sur « le nu au tub » que Bonnard développa de 1912 jusqu'en 1924 et qui lui inspira sept tableaux.



Willy Zielke, Entassement de plaques de verre, 1929. (CNP et Beaubourg). — D'origine polonaise, Willy Zielke s'installe à Munich en 1921. Auteur majeur de la « Nouvelle Vision », il s'attache à déceler la richesse expressive des objets communs (flacons, cristaux, porcelaine, pipette), qu'il analyse avec une précision médicale. Explorateur minimaliste, ce partisan de la pure expression utilise l'appareil comme une sorte de loupe. Son propos est une interrogation radicale sur ce qu'est véritablement « photographier ». Exaltant la clarté, la forme et la netteté, cette étude assidue d'éclairage en atelier émane par l'échelle dynamique de ses gris. Zielke fut l'opérateur de Leni Riefenstahl pour son fameux film sur les Jeux olympiques de 1936.



le...

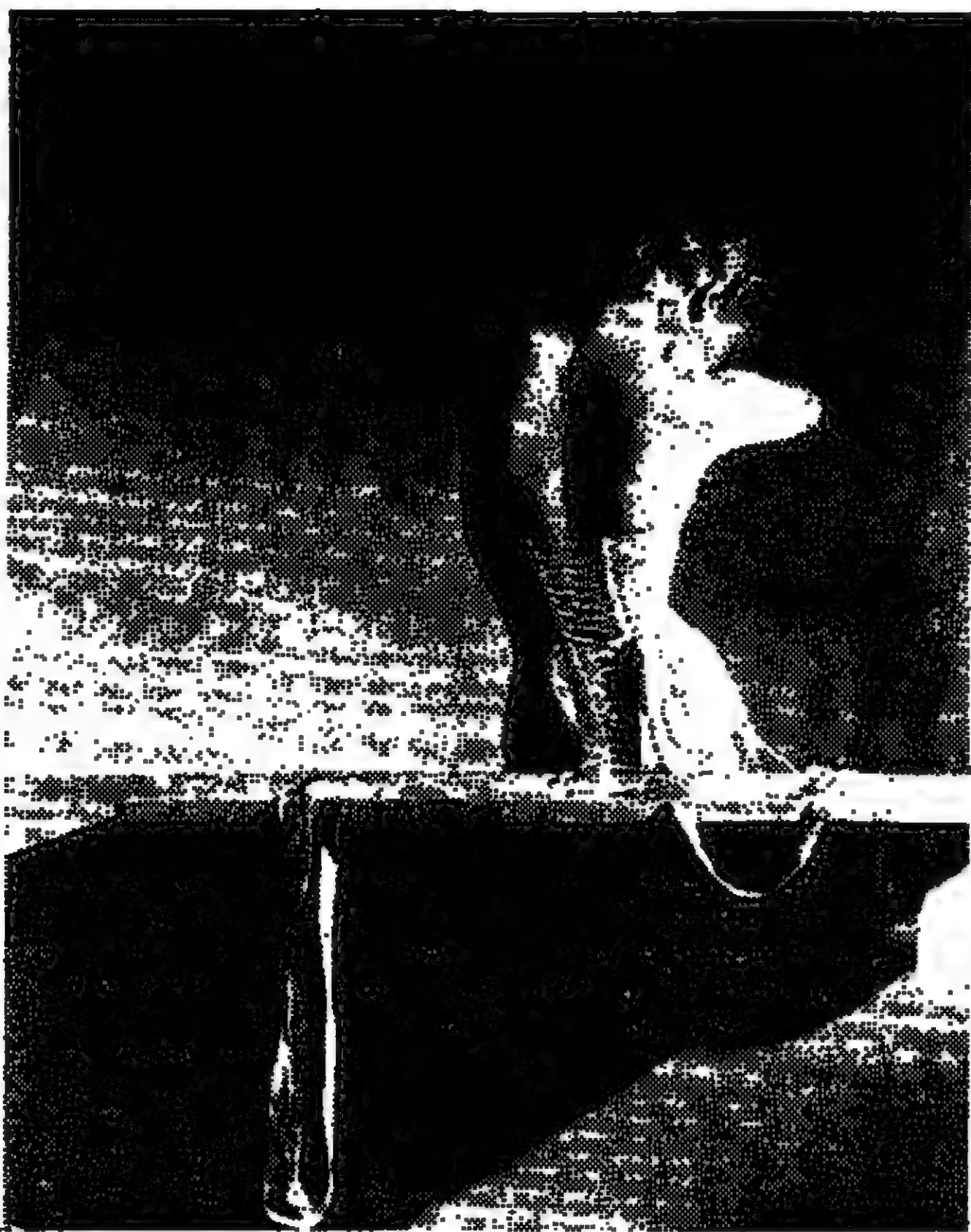
l'œil

LES 150 ANS DU 8^e ART

...mais parfaitement clair



Paul Outerbridge, Col empoisé, 1922. (CNP). — Pervers, raffiné, Paul Outerbridge était un adepte de la forme pure. Traitant des sujets analogues à ceux de Ziegler, ce virtuose de la couleur cultivait un sens spartiate de l'épure. Son premier essai est le célèbre « Col empoisé » posé sur un échiquier. Prenant le statisme comme base de la composition, son but, est de transcender la fonction des objets dont il étudie méthodiquement les aspects. Publié dans Vanity, ce « ready made » enchanta Duchamp, qui le pinçait au mur de son atelier.



Horst P. Horst, Corset, décembre 1939. (CNP). — Formé par Hoyningen-Huene, auquel il succède à Vogue en 1934, Horst P. Horst développe un style qualifié de « baroque » et de « néo-classique ». Ses compositions s'inspirent du culte grec de la beauté. Opérant à la chambre 18x24, (si lourde et si peu maniable que l'on prétendait qu'aucune femme ne pourrait être photographiée à Vogue), il exploite à plein les conventions du studio. Cet apologiste du chic traite la haute couture en esthétique. Ainsi de son image fétiche, quasi fétichiste, du corset De Tulle, ciselé par l'éclairage qui enveloppe, épouse et modifie les arêtes du sous-vêtement.



Eugène Atget, Magasin de vêtements pour hommes, 1925. (Orsay et CNP). — Ancien marin, ancien acteur, Atget était âgé de quarante deux ans lorsqu'il opta pour la photographie. Trébuchant sa vieille et lourde chambre d'atelier, il se prit, solitaire, un Paris peuplé de fantômes. Radiographie à l'encre comme une immense nature morte, la ville déserte acquiesce à la présence balnéaire. Archiviste des fonctions, Atget couvrait un archéologue. Entre 1898 et 1927, il prit environ dix mille photos de rues, façades et vitrines. On a longtemps cru que cette image, saisie au moment des Gobelins deux ans avant sa mort, résultait d'une erreur. Elle redonne à lire néanmoins, comme une métaphore de la comédie sociale jouée par des acteurs saisis comme des marionnettes.

Diane Arbus, Enfant avec une grenade en plastique dans Central Park, New-York 1962. (Beaubourg). — Ce jeune garçon évoque, par sa seule position, les horreurs de la guerre du Vietnam. Diane Arbus relate ainsi les circonstances au cours desquelles fut prise cette photo : « A l'époque, je songeais à retracer l'histoire d'un gosse de riches, ce que j'avais été moi-même plus ou moins. Je me promenais dans le parc lorsque je vis cet enfant que l'on avait visiblement habillé de manière démodée dans une boutique de luxe conventionnelle et qui était accompagné par sa gouvernante. L'enfant essayait de jouer avec les gamins du jardin public parce qu'il sentait vaguement qu'eux possédaient quelque chose qui lui manquait. Il semble irrité en voyant que je le photographie ».



Robert Mapplethorpe, autoportrait, 1988. (Beaubourg). — Veu à la photographie en 1972, Robert Mapplethorpe connaît un succès international quasi immédiat. Besu comme un jeune premier, au point de figurer en couverture de ses livres, il était obsédé par la perfection de la forme. Qu'il fixe un sexe mâle en gros plan, une tête ou des culottes, il s'agitait pour lui d'un acte de contemplation. Son style tranchant n'est pas si éloigné de la grande tradition des années 30, et même de Mader, qui était son portraitiste préféré. Echo lointain de celui mis en scène par Beyerl cent cinquante ans plus tôt, cet autoportrait, où il apparaît très amagré, figé dans un demi-sourire, est l'un des tout derniers Mapplethorpe est mort à quarante-deux ans, le 10 mars dernier.

L'invention de Niepce dans huit musées français et étrangers

MUSÉE D'ART MODERNE

La liaison peinture-photographie : six reconstitutions d'expositions internationales et un panorama inédit de la création en 1839 (de Cartier-Bresson à Sandy Skoglund), montrant que l'histoire du huitième art est indissociable des beaux-arts. Ce trajet spectaculaire, très public, est ponctué par un cabinet noir de clichés érotiques.

★ « L'invention d'un art », Centre Pompidou, grande galerie, 5^e étage, du 12 octobre au 1^{er} janvier 1990.

MUSÉE D'ORSAY

Réparties en huit sections, 280 œuvres originales de Stragitz à Caner, content la modernité du médium photographique. Révélateur de formes inédites (par le cadrage, la perspective ou le choix du motif), la photographie est un langage neuf qui bouleverse les façons de voir.

★ « L'invention d'un regard (1839-1918) », Musée d'Orsay, quai Anatole-France, jusqu'au 31 décembre.

ARCHIVES NATIONALES

La recherche des quatre pionniers (Niepce, Talbot, Bayard et Daguerre) en 80 documents rares, accompagnés d'appareils leur ayant appartenu : la genèse de l'invention.

★ « 1839 : la photographie révélée », Musée de l'Histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e, du 18 octobre au 19 décembre.

MUSÉE CARNAVALET

Dans une scénographie spécialement étudiée, 160 daguerréotypes (procédé photographique sur plaque argentée) ressuscitent les vues et les monuments de la capitale. Le jardin du Luxembourg pris à travers un sténopé par Jan Peterson complète cet ensemble magique.

★ « Paris et la daguerréotypie », Musée Carnavalet, 31, rue des Francs-Bourgeois, Paris 4^e, du 31 octobre au 28 février 1990.

CENTRE NATIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE

En 180 images exposées chronologiquement, les différentes manières de voir qui ont fait l'histoire de la photographie. Ce parcours initiatique et didactique, de Carroli à Newton, donne lieu à l'édition de trois volumes de la collection « Photo-Poche ».

★ « Histoire de voir », Centre National de la Photographie, Palais de Tokyo, 16, av. du Président-Wilson, Paris 16^e, du 23 novembre au 13 février 1990.

AUX PAYS-BAS

PHOTOGRAPHIC ART 19th CENTURY

De Charles Nègre à Cameron, un hommage aux pionniers à travers les collections du Musée de La Haye.

★ Rijksmuseum, Amsterdam, jusqu'au 28 novembre.

PHOTOGRAPHIC ART 20th CENTURY

Des pictorialistes à Cindy Sherman ou Dieter Appelt, un choix de la collection du Stedelijk Museum.

★ Stedelijk Museum, Amsterdam, jusqu'au 6 novembre.

EN GRANDE-BRETAGNE

THE ART OF PHOTOGRAPHY

480 photographes réalisées par 86 opérateurs européens et américains. La plus imposante rétrospective jamais présentée par cette illustre institution.

★ Royal Academy of Arts, Burlington House, Londres, jusqu'au 23 décembre.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

Breve histoire d'Europe

de Eric Morris

avec Sarah Adams

David Harris

Américain 2-13

Paris, 1900

de Eric Morris

avec Sarah Adams

David Harris

Américain 2-13

La liste complète des grandes rétrospectives du monde du cinéma, la plus importante de notre époque.

Abyss

de James Cameron

avec Ed Harris

Mary Elizabeth Mastrantonio

Michael Biehn

Américain 2-13

La liste complète des grandes rétrospectives du monde du cinéma, la plus importante de notre époque.

KATIA VOLODI

Merci à l'Europe

Affaires d'Europe

Aide à l'Europe

Des images de l'Europe

Au-delà de l'Europe

Cinéma VENDÔME-OPERA - 4743 91

صلى الله عليه وآله وسلم

CINÉMA

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

Breve histoire d'amour

de Krzysztof Kieslowski, avec Grazyna Szapolowska, Chef Lubaszewski, Stefania Iwicka, Polanski (1 h 7).

Le spectacle en général, le cinéma en particulier, sont affaire de voyeurisme. Nombreux sont les films qui traitent de ce plaisir obscur. D'autant que la vidéo permet à la fois de surprendre, de reproduire, de voir et de revoir — exemple : voir la Palme d'or 1989, ici, il s'agit simplement d'un homme qui, par la fenêtre espionne sa voisine d'en face. Comme dans le *Monieur Hire* de Patrice Leconte, dans *Patrice Leconte* dans *Patrice Leconte* sur cour de Hitchcock. Mais le film est de Kieslowski, le Polonais le plus sulfureux du siècle : c'est dire qu'il est pervers et fortement amer.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-80-33) ; Saint-Amand-les-Eaux, 3^e (43-25-45-18) ; Gaumont Champigny, 4^e (43-59-04-57) ; La Bastille, handicapés, 11^e (43-07-46-00) ; Gaumont Parnasse, handicapés, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 15^e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 19^e (48-28-42-27).

Le Dossier Adams

de Eric Morris, avec Randall Adams, David Harris, Américain (1 h 41).

Parti pour tourner un documentaire sur un psychopathe aux tribunaux, Eric Morris rencontre Randall Adams, condamné pour meurtre, qui clame son innocence. Il finit par convaincre le cinéaste, qui reprend l'enquête, filme les dépositions d'Adams et des témoins, grâce auxquelles il reconstruit les faits. Le véritable criminel est arrêté, l'Adams acquitté.

Mais après la sortie, il a intenté un procès à Eric Morris. Aujourd'hui, la question est : qui est l'auteur du film ?

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-52-36) ; Action Carleton, 6^e (43-25-11-30) ; U.G.C. Rotonde, 8^e (46-74-94-94).

Eric le Viking

de Terry Jones, avec Tim Robbins, Terry Jones, Sarah Kline, Mickey Rooney, Britannique (1 h 44).

Avantures, actions, barbarie contre humanisme. Enn par la beauté d'une de ses victimes, Eric le Viking tente d'introduire plus de civilisation dans les mœurs et les habitudes de ses compagnons. Mais rien n'est simple, et les pulsions mauvaises sont solides.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; U.G.C. Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 9^e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 10^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Saint-Germain, 11^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Opéra, 12^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Alésia, 13^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Convention, 14^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Parnasse, 15^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 16^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 17^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 18^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 19^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 20^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 21^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 22^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 23^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 24^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 25^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 26^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 27^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 28^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 29^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 30^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 31^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 32^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 33^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 34^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 35^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 36^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 37^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 38^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 39^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 40^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 41^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 42^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 43^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 44^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 45^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 46^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 47^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 48^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 49^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 50^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 51^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 52^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 53^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 54^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 55^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 56^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 57^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 58^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 59^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 60^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 61^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 62^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 63^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 64^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 65^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 66^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 67^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 68^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 69^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 70^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 71^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 72^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 73^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 74^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 75^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 76^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 77^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 78^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 79^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 80^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 81^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 82^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 83^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 84^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 85^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 86^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 87^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 88^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 89^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 90^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 91^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 92^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 93^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 94^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 95^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 96^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 97^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 98^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 99^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 100^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 101^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 102^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 103^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 104^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 105^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 106^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 107^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 108^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 109^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 110^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 111^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 112^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 113^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 114^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 115^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 116^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 117^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 118^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 119^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 120^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 121^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 122^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 123^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 124^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 125^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 126^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 127^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 128^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 129^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 130^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 131^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 132^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 133^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 134^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 135^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 136^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 137^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 138^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 139^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 140^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 141^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 142^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 143^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 144^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 145^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 146^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 147^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 148^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 149^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 150^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 151^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 152^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 153^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 154^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 155^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 156^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 157^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 158^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 159^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 160^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 161^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 162^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 163^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 164^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 165^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 166^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 167^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 168^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 169^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 170^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 171^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 172^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 173^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 174^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 175^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 176^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 177^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 178^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 179^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 180^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 181^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 182^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 183^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 184^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 185^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 186^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 187^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 188^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 189^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 190^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 191^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 192^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 193^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 194^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 195^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 196^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 197^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 198^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 199^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 200^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 201^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 202^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 203^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 204^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 205^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 206^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 207^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 208^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 209^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 210^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 211^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 212^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 213^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 214^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 215^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 216^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 217^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 218^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 219^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 220^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 221^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 222^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 223^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 224^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 225^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 226^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 227^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 228^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 229^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 230^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 231^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 232^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 233^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 234^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 235^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 236^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 237^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 238^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 239^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 240^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 241^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 242^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 243^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 244^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 245^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 246^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 247^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 248^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 249^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 250^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 251^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 252^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 253^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 254^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 255^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 256^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 257^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 258^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 259^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 260^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 261^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 262^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 263^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 264^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 265^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 266^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 267^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 268^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 269^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 270^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 271^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 272^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 273^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 274^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 275^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 276^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 277^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 278^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 279^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 280^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 281^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 282^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 283^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 284^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 285^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 286^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 287^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 288^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 289^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 290^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 291^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 292^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 293^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 294^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 295^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 296^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 297^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 298^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 299^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 300^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 301^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 302^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 303^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 304^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 305^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 306^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 307^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 308^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 309^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 310^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 311^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 312^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 313^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 314^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 315^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 316^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 317^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 318^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 319^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 320^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 321^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 322^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 323^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 324^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 325^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 326^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 327^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 328^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 329^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 330^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 331^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 332^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 333^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 334^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 335^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 336^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 337^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 338^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 339^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 340^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 341^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 342^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 343^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 344^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 345^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 346^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 347^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 348^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 349^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 350^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière, 351^e (43-59-04-57) ; U.G.C. Molière

MUSIQUES

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Taffanel
Quintette à vent
Ravel
Sonatine pour piano
Rimski-Korsakov
Quintette pour piano et vents
Philippe Cassard (piano),
Quintette Morignani.
Les Morignani jouent avec aisance, naturel, poésie un vaste répertoire d'œuvres originales ou transcrits (il faut absolument les entendre dans la transcription virtuose du *Quintet américain* de Dvorak, réalisée par David Walter, le hautboïste du groupe) de toutes les époques (y compris la musi-

que du vingtième siècle). Et pour les avoir entendus jouer le *Quintette avec piano* de Ravel, en compagnie de Christian Zacharias, on peut penser que ce concert avec Philippe Cassard devrait être un bon moment de musique.
Le 14 octobre, à 15 h 30, ils interpréteront seuls un programme Beethoven, Fauré, Mendelssohn, en l'église Sainte-Anne de Gassicourt, près de Mantes. Le bel après-midi !
Le 12. Musée d'Orsay, 18 h 30. Acoustique avec le talent d'entrée au musée.

SÉLECTION

Mardi 11
Schubert
Mozart
Alte et Heder
Barbara Hendricks (soprano),
Michele-Jean Rivin (piano).
Pines-Hendricks ? La rencontre à toutes les chances d'être mémorable. La fragilité conspuée de la pianiste yousaï bien donner à la jolie voix de la chanteuse des raisons de s'émouvoir comme ce fut le cas il y a quelques années, lorsque Barbara Hendricks donnait des concerts avec Radu Lupu et le regreté Yvry Egorov.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-38-37. De 50 F à 330 F.

Jeudi 12
Jancsek
Salle pour cordes
Haydn
Concerto en ré majeur pour piano et orchestre
Chopin
Audiens époustouffé et Grande Polonaise brillante pour piano et orchestre
Tchoukitch
Sérénade pour cordes op. 48
Jean-Marc Laisné (piano),
New American Chamber Orchestra,
Misha Rostovtsev (direction).
Comme toujours, et c'est un trait dominant chez cet artiste chanceux, Jean-Marc Laisné mettra le public

thoven), au même endroit, à la même heure (notre cascade).
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-38-37. De 30 F à 250 F.

Vendredi 13
Dvorak
Concerto pour violoncelle et orchestre op. 104
Ives
Symphonie n° 2
Lynn Harrell (violoncelle),
Orchestre philharmonique de Radio France,
John Nelson (direction).
Ce n'est pas pour Lynn Harrell, violoncelliste au jeu manquant par trop d'élégance, que l'on se rendra à ce concert, mais bien pour la *Deuxième symphonie*, de Charles Ives. Une œuvre composée au tournant du dix-neuvième siècle, qui tente de réaliser une synthèse entre la forme symphonique héritée de Beethoven et la musique populaire de son pays. Soixante-dix ans avant la *Sinfonia da Brío* et le *Ludwig van* de Kagel.
Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 43-30-15-18. 90 F.

Samedi 14
Schumann
Ravel
Beethoven
Triste pour piano, violon et violoncelle
Gérard Poullet (violin),
Elizabeth Wotenstein (piano),
Christoph Henkel (violoncelle).
Une pianiste au jeu clair, simple, satané, un violoniste à la sonorité transparente, à l'expression brillante, un violoncelliste solide comme un roc, ryth-

micien impeccable : tous les ingrédients pour un grand trio sont réunis. Le Trio Westendorp, Poullet, Henkel est une formation que l'on retrouvera le 19 au musée d'Orsay.
Maison. Espace Saint-Jean, 18 h 30. Tél. : 84-82-10-85. 50 F.

Mardi 17
Haydn
Le Crémator
Charlotte Margaron (soprano),
Thomas Moser (ténor),
Wolfgang Schöne (basse),
Chœur Victoria
d'Alsace-Strasbourg.
Armin Jordan s'est fait une spécialité des oratorios de Haydn, qu'il dirige avec ce mélange de dévotion et de ferveur qui caractérise si souvent ses prestations. Que son mariage d'amour avec l'Ensemble orchestral de Paris dure le plus longtemps possible !
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 50 F à 170 F.

Resplend
Dances antiques
Puccini
Cristoforo
Haydn
Concerto pour violon et orchestre en ut majeur
Vardi
Quatuor à cordes,
version pour orchestre à cordes
Orchestre d'Auvergne,
Jean-Jacques Kantorow (direction et violon).
L'Auvergne à Paris. Cette formation de cordes est l'un des fleurons de la décentralisation musicale. Par ses

qualités instrumentales bien davantage que par la qualité de sa programmation qui, cette année, ne brille pas par l'originalité.

Maisons-Alfort. Théâtre Claude-Debussy. 20 h 45. Tél. : 43-96-77-67. 80 F.

Lille
Xenakis
Ata
Tolra
Polydros
Brubaker
Symphonie n° 4
Orchestre national de France,
Michèle Mouton (direction).
Si l'Orchestre national ne fait pas grève comme le prévoyait le festival de Lille, la création française d'Ata, d'Iannis Xenakis, une des œuvres les plus récentes du compositeur, fruit de la commande de la Fondation Gulbenkian et de l'Orchestre du Südwestfunk, créée à Lisbonne le 3 mai 1988. Ata est une pièce pour grand orchestre, assez proche par son orchestration de *Horos*, sorte d'approche intuitive des mouvements et des transformations de la matière musicale. Au même programme, la *Quatrième symphonie* de Brubaker, dont l'agencement architectural (la chaconne variée du finale notamment) fascine Xenakis.
Le 12. Théâtre Sébastopol, 20 h 30. Tél. : 20-42-08-77. De 100 F à 250 F.

Nancy
Jimmy Giuffrè,
Paco de Lucía,
Jo Henderson
Soirée de jazz, soirée foisonnante au Nancy Jazz Pulsations, c'est le style de la maison. Cette fois, tout de même, on a le sentiment d'une exagération : faire succéder sur la même scène Jimmy Giuffrè (le plus fin, le plus intimiste des clarinettes modernes), Paco de Lucía (le plus brillant des guitaristes andalous) et Jo Henderson avec le trio Humait, cela tient du pari et de la provocation. A suivre absolument : 1) par curiosité ; 2) par chance ; 3) par calcul : il est impossible que l'inspiration ne vienne pas.
Nancy Jazz Pulsations, le 15, à 20 h 30. Tél. : 83-35-22-41. Minutal : 83-28-75-40.

Rock
Neville Brothers
Le concert du mois, de l'année, on l'espère. Les Neville Brothers, vétérans de la musique de la Nouvelle-Orléans, ont enfin réalisé le disque qui correspondait à leur stature quasi mythique. Et ce mythe, fait de jazz et de rythm'n'blues, de gospel et de vaudou, au-dessus duquel plane la voix angélique du colosse Aaron Neville, on pourra le voir, l'entendre, de près. On se ferait du tort en s'en privant.
Le 12. Elysée-Montmartre, 20 heures. 150 F.
Eurythmics
De toutes les superstars en activité, Annie Lennox et Dave Stewart sont sans doute celles qui maîtrisent le mieux l'art du rock en studio. Leur musique est assez massive pour atteindre les fonds de salle, assez riche pour ne pas donner une impression d'abrutissement. A Bercy, ils joueront les titres de leur nouvel album accompagné par un groupe impressionnant d'efficacité intelligente.
Les 14 et 15. Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures. Tél. : 43-46-12-21. 180 F.
10000 Maniacs
Avec REM, ils sont de ceux qui préservent l'honneur du rock américain. Rigoureux et audacieux, un peu trop sérieux peut-être, mais toujours enthousiasmant, Nathalie Merchant et les 9999 autres maniacs jouent un rock moins agressif que leur nom ne pourrait le laisser supposer.
Le 16. Batoulan, 20 heures. Tél. : 47-00-39-12. 100 F.
Montpellier
Ziggy Marley
Début de la tournée du prince héritier. De son père il a la voix, la beauté (en moins émancipée), le charme, mais pas l'intensité. Ses chansons sont légères, mais les Melody Makers, son groupe, d'une puissance et d'une complexité impressionnantes.

CHANSON

Alain Bashung
Alain Bashung occupe Le Cigale jusqu'à ce que tout le monde soit convaincu de la sincérité du novice, nouveau converti à l'empire des sentiments.
Du 11 au 17. Le Cigale, 20 h 30. Tél. : 42-23-39-00. Location : FNAC, Virgile Magastore, Minutal 2615 code LBB. 180 F.
Gérard Blanchard
A sa manière, Blanchard a été un précurseur : le premier à tenter (et souvent à réussir) le mélange de la tradition française (musette et music-hall) et du rock. Sur scène, ça donne un spectacle gai, robotisé.
Les 12, 13 et 14. Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 43-85-30-31. 150 F.

Alain Souchon
Revoilà Souchon à Paris, triste et réjouissant, drôle et émouvant, qui joue ses chansons au Casino. On n'a rien à lui reprocher en allant le voir.
Les 18 et 19. Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 42-85-30-31. Location Virgile Magastore. 180 F.
Festival de la chanson française en Val-de-Marne
Troisième édition de cette manifestation répartie sur plusieurs lieux du département. D'ici au 22 octobre, on pourra voir Alain Souchon (le 11 à Maisons-Alfort), Maxime Le Forestier (le 14 à Villejuif), Charline Courreau (le 14 à Ivry), le 15 à Fontenay-sous-Bois), ou Jean Guillon (le 18 à Ivry). Mais aussi des groupes qui montent : des VRP (le 21 à Ivry) qui ont porté le bricolage musical et textuel au stade du fou rire terminal, aux Négresses vertes (le 21 à Ivry) en passant par les Satellites (le 15 à Ivry). Et aussi des découvertes à faire comme Fin de siècle (le 20 à Villiers).
Jeudi 22 octobre au Val-de-Marne. De 30 F à 60 F. Renseignements, réservations, tél. : 48-70-86-78.

La sélection
« Musiques » a été établie par :
Alain Longuech
« Jazz » :
Francis Marmande
« Rock » :
Thomas Sotinel

Pour les abonnés du « Monde »

DES PRIX PRÉFÉRENTIELS POUR SEPT CONCERTS DE QUATUORS À CORDES AU THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Les abonnés du Monde ont la possibilité d'assister aux concerts de sept quatuors à cordes, dont le Quatuor Borodine, en bénéficiant d'une importante réduction sur le tarif habituel. Cent places en première catégorie leur sont réservées pour chacun des concerts suivants :
- Jeudi 12 octobre, 18 h 30, Berg et Beethoven, par le Quatuor Ludwig.
- Vendredi 13 octobre, 20 h 30, Beethoven, Chostakovitch, par le Quatuor Borodine ;
- Samedi 14 octobre, 18 heures, concert des lauréats des concours de Benoit et d'Evlam 1983, 20 h 30, Beethoven, Chostakovitch, par le Quatuor Borodine ;

- Mardi 17 octobre, 18 h 30, Schoenberg et Beethoven, par Liliane Mazaron (soprano) et le Quatuor Parisi ;
- Jeudi 19 octobre, 18 h 30, Webern et Beethoven, par le Quatuor Arpeggione. 20 h 30, Beethoven et Chostakovitch, par le Quatuor Borodine.
Cent places, pour chacun de ces concerts, aux prix préférentiels de 185 F (au lieu de 250 F) pour le Quatuor Borodine et de 50 F (au lieu de 100 F) pour les jeunes quatuors. Venir avec un justificatif de son abonnement (bande d'expédition ou cachet imprimé sur le journal) une demi-heure avant chaque concert aux caisses du Théâtre des Champs-Élysées. Les places seront délivrées immédiatement.

KAROLE ARMITAGE

Deux Ballets en Première à Paris
CONTEMPT* & GO-GO BALLERINA
jeudi 26, vendredi 27, samedi 28 octobre 1989 à 20 h 30
et dimanche 29 octobre 1989 à 17 h 00
A L'OPÉRA COMIQUE/SALLE FAVART
LOCATION OUVERTE
Location : FNAC, Virgin Megastore, 3615 Billeul
Réservation par téléphone et renseignements : 45 48 37 64
Réservation sur place : 14 jours avant, jour pour jour de 11h00 à 18h30
Prix des places 120 F, 90 F et 60 F
Avec le concours du Conseil Supérieur du Mécatronique Culturel de l'Amérique Center et des Fédérations NDA RBCI
* Coproduction le Quart de Brest

THÉÂTRE HÉBERTOT 43 87 23 23


MARIA CASARES

La vie que je t'ai donnée
PIRANDELLO

DIAPASON

1500
COMPACTS CLASSIQUES
JAZZ
LE CLUB DES CENT
OCTOBRE 89
HORS SERIE EN VENTE 35F

LIDO

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE!

20 h - dîner dansant, revue et champagne : à partir de 530 F
22 h et 24 h - revue et champagne : 365 F
Prix nets - Service compris.
116 bis, Champs-Élysées
Tél. (1) 45.63.11.61 et agences.

Dans le nouveau numéro de

Jazz

magazine

KEITH JARRETT
parle de ses publics et de toutes les musiques qu'il aime

MARTIAL SOLAL
juge la nouvelle vague des pianistes de jazz

MILES DAVIS
vous est raconté par Jacques Réda à la lueur du crépuscule.

Et dans ce numéro très spécial de

Jazz

magazine vous avez rendez-vous aussi avec toutes les vedettes (d'aujourd'hui et de demain) du Festival de Jazz de Paris

Jazz

magazine

Pour ceux qui aiment vraiment le jazz

ARTS

NOUVELLES
EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

L'invention
d'un art

Développant, entre autres, la relation de la photographie avec les beaux-arts, l'exposition organisée par Alain Sayag reconstitue particulièrement plusieurs grandes manifestations parisiennes qui ont marqué l'histoire de la photographie au vingtième siècle. Elle comporte aussi un vaste panorama de la création aujourd'hui. Et c'est la première fois que le cinquième étage du Centre Pompidou est consacré à l'image fixe.

Centre Georges Pompidou, musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris. 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Du 12 octobre au 1^{er} janvier 1990.

Marseille

Peinture
cinéma peinture

De l'influence du 7^e art sur la peinture du vingtième siècle, ses thèmes, son espace. Un beau sujet curieusement ignoré jusqu'ici, et que les Marseillais traitent en grand : quelque trois cents œuvres de Léger, Richter et Duchamp à aujourd'hui sont en effet réunies dans l'exposition, qui occupe tous les étages de la Vieille Charité. Des documents, des projections les accompagnent.

Centre de la Vieille Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 81-58-28-38. De 10 heures à 17 heures. Samedi et dimanche de 12 heures à 19 heures. Du 16 octobre au 14 janvier.



JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Cadot, Paris. 9. Tél. : 43-26-12-05. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 10 novembre.

Sculptures Polwan

La Maison des cultures du Monde a fait venir de Taiwan un remarquable ensemble de pièces de bois sculptées, totalement inconnues en Europe. Il s'agit d'un travail exécuté par des artisans locaux, appartenant aux ethnies Palwan et Rukai.

Galerie de l'Antenne 2, 8, rue de Valenciennes, Paris. 9. Tél. : 43-29-31-78. Tous les jours de 12 h à 20 h. Jusqu'au 10 décembre.

RÉGIONS

Beaumont-de-Lac

Toni Grand

Le Centre d'art contemporain de Vassivière prend tournure et inaugure cet automne la tour comique du bâtiment conçu par l'architecte Aldo Rossi. A l'intérieur, une demi-douzaine de sculptures de Toni Grand réalisées depuis 1974.

Centre d'art contemporain de Vassivière, 10, rue de Vassivière, 87120. Tél. : 58-88-27-27. De 14 heures à 18 h 30 les vendredis, samedis et dimanches. Jusqu'au 29 octobre.

Beauvais

Thomas Couture

Cela fait des décennies que l'on n'a pas organisé d'exposition autour de Thomas Couture, pompierissime peintre d'histoire, auteur des *Romains de la décadence*, qui trône au Musée d'Orsay. Le Biscuitier, le Musée de Beauvais expose une de ses œuvres majeures - 45 m² - *L'Enlèvement des Sabines* de 1792, et quatre-vingt tableaux de la même vaine célébrant la Patrie en danger.

Musée de Beauvais, ancien palais épiscopal, 60000. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 31 décembre.

Belfort

Holmut Federle

Esquisses, brouillons, préparations, à côté de ses grands tableaux sombres et chargés, ce jeune expressionniste allemand berlinois a exécuté une quantité de dessins et d'aquarelles. Ce sont ses œuvres sur papier qui sont exposées.

Musée d'art et d'histoire, Château, 90000. Octobre : de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Novembre : de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, fermé le mardi.

Calais

Pierre Petit

Cet artiste de quarante ans qui n'a rien d'une vedette est l'auteur de sculptures, objets aux couleurs vives, recouvertes parfois de paillettes, qui sont plutôt kitsch, plutôt drôles, et poétiques.

comme l'univers des enfants. Sous le titre « Tout pour rien », il expose les plus récentes à l'Antenne 2 de Calais.

Galerie de l'Antenne 2, 13, boulevard Gambetta, 62100. Tél. : 21-38-57-14. Jusqu'au 3 décembre.

Grenoble

Holmut Federle

Quelques grandes compositions fondées sur la droite, les horizontales, les verticales et les plans peints en jaune et gris de ce Suisse de quarante-cinq ans, très fortement marqué par les découvertes des pionniers de l'abstraction. Un « néo-géo » ?

Musée des beaux-arts, Place du Vercors, 38000. Tél. : 78-54-09-82. Jusqu'au 20 novembre.

Orléans

Judith Reigl

Peintre, très bon peintre de la génération d'Hantai, Depietre, Joan Mitchell, Judith Reigl n'a cessé d'allier au fil du temps couleurs et couleurs, accidentel et gestes déterminés, écriture automatique et matérialité des tableaux. Les grands formats ne lui ont jamais fait peur. Elle les affronte d'ailleurs très bien. A Orléans, elle présente ses peintures de 1986 à 1989.

Centre d'art contemporain, Carré Saint-Vincent, 45000. Tél. : 38-62-46-68. Du mardi au samedi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre.

Plozévet

Henri Lavière

Nichée dans le beau château de la Roche-Jagu, cette rétrospective accueille les constructions de bois et de métal, métalliques et équilibrées, de ce sculpteur originaire du Trégor, fortement inspiré par le littoral breton, ses grèves et ses casiers.

Château de la Roche-Jagu, 22260. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Saint-Etienne

Jochen Gerz

Bien que Jochen Gerz ne corresponde pas à l'image convenue du peintre d'expression germanique en vogue dans les années 80, son audience s'est beaucoup accrue ces dernières années. Cet artiste allemand finit à Paris est plutôt un conceptuel qui confronte froidement des images photographiques et des textes dont l'absence de rapport engendre inquiétude et insécurité.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-53-58-59. De 10 heures à 19 heures, la mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 novembre.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Breccette, Philippe Dagen, Frédéric Edelmann, Patrick Rempfer et Emmanuel de Roux.

SÉLECTION

Archéologie
de la France,
trois ans
de découvertes

Pour bien commencer l'année de l'archéologie, une grosse exposition que l'on préparait depuis cinq ans et qui mobilise tous les étages des galeries nationales du Grand Palais. Où 3 000 objets choisis parmi des millions de vestiges trouvés depuis les années 50 à travers l'Hexagone vont nous rappeler notre histoire, du paléolithique aux temps modernes.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Clemenceau, Paris. 8. Tél. : 42-58-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 22 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 décembre. 32 F. sur. : 21 F.

Daniel Deuzeux

Sans être une rétrospective, l'exposition, qui vient de Villeneuve-d'Ascq, réunit un important ensemble d'œuvres réalisées entre 1965 et 1989. Où Daniel Deuzeux, un ancien de Support/Surface, se montre toujours préoccupé par des problèmes d'espace, de perception des choses, de densité et de vide.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris. 9. Tél. : 46-83-80-85. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 19 h.

18 h. Jusqu'au 29 octobre. 10 F.

FIAC 1989

Encore quelques jours pour visiter les cent cinquante-six galeries rassemblées au Grand Palais.

Grand Palais, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Clemenceau, Paris. 8. Tél. : 42-25-59-00. Tous les jours de 12 h à 19 h 30, samedi et dimanche de 10 h à 18 h 30, nocturne jeudi 12 octobre jusqu'à 23 h. Jusqu'au 16 octobre. 46 F. visites commentées : 40 F.

« Je suis le cahier :
les carnets
de Picasso »

Les carnets de Picasso achèvent à Paris une tournée qui les a baladés à travers l'Europe et les États-Unis. Ils forment le journal de bord de l'artiste qui raconte, au crayon et à l'encre ses recherches et ses trouvailles. D'une inventivité à effrayer le plus blasé des amateurs.

Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris. 1^{er}. Tél. : 42-80-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 h, dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre. 20 F.

Les Amériques
de Claude
Lévi-Strauss

Jubilé pour Claude Lévi-Strauss. Le Musée de l'Homme organise une expo-

sition autour de « l'homme des Indiens ». La vie de l'ethnologue est en effet jalonnée de rencontres faites sur le continent américain, de la forêt amazonienne à la côte nord-ouest du Pacifique. Les pièces présentées ont été collectées ou choisies par lui. L'occasion de suivre l'itinéraire d'un chercheur et de découvrir des œuvres d'art capitales.

Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris. 16^e. Tél. : 46-53-70-60. Tous les jours sauf mardi et fête de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 avril 1990. 20 F. 25 F (comprendant la visite du musée).

Les Architectes
de la Liberté

La Révolution a peu bâti mais beaucoup imaginé : des pyramides, des arcs de triomphe, des colonnades, des cénotaphes. Pourtant, les grands architectes auxquels elle se réfère, Boullée, Ledoux ou Wailly, sont morts, trop âgés, ou en prison. C'est la génération suivante qui réalisera, en mineur, sous l'Empire, une partie des rêves ébauchés sous la Révolution.

École nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais, Paris. 6. Tél. : 42-60-34-57. De 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 janvier.

L'Europe
des grands maîtres

Signés Matisse, Boccioni, Mondrian, Kandinsky,

Magritte, Bacon, Hartung, Jorn, Mathieu ou Boussy... des œuvres choisies dans la période de jeunesse de cent trente artistes des douze pays de la Communauté européenne. Un accrochage de choses un peu rares sur lesquelles on a parfois du mal à mettre un nom.

Musée Jacquemart-André, 168, bd Haussmann, Paris. 8. Tél. : 46-82-38-94. Tous les jours de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 12 novembre. 35 F.

Liban : le regard
des peintres

De la fin du dix-huitième siècle à aujourd'hui, où des artistes, malgré tout, continuent à faire une œuvre, deux cents ans de peinture libanaise en quelque deux cent cinquante tableaux provenant de musées, de galeries, de collections particulières. L'exposition est l'aboutissement de trois années de préparation et d'efforts pour rassembler les œuvres en Europe. Elle vient de Londres.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris. 5. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours sauf lundi de 13 h à 20 h. Jusqu'au 5 novembre.

Magnelli

En 1988, après Florence, la ville natale du peintre, Avignon célébrait au Palais des papes le centenaire de Magnelli, un « classique du vingtième siècle » auquel le

Centre Georges-Pompidou a décidé de consacrer un important catalogue. C'est à l'occasion de sa publication, et pour les Fêtes d'automne de la mairie du cinquième arrondissement, qu'a lieu l'exposition de la chapelle de la Sorbonne.

Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne, Paris. 5. Tous les jours de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 29 octobre.

Saint-Germain-
des-Prés
1945-1950

(Voir photo légende.)

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris. 1^{er}. Tél. : 42-33-62-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 7 janvier.

Joël-Peter Witkin

« Mon travail reflète l'insanité de la vie », déclare Witkin, cet opérateur américain de cinquante ans, venu à la photographie après avoir vu la tête d'une petite fille décapitée rouler à ses pieds dans la rue. Spectacle de foire, tableaux mythiques ou rituel fétichiste, son œuvre sulfureuse, macabre et provocante vient d'un autre monde. C'est l'événement photographique de la rentrée.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris. 16^e. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 20 novembre. 25 F (entrée du musée).

« Il n'y a plus d'après à Saint-Germain-des-Prés ». Les nostalgiques pourront se recueillir devant les reliques ou les œuvres des peintres, sculpteurs, écrivains, poètes, cinéastes, comédiens, musiciens qui ont fréquenté les bistrotiers et arpenté les pavés de ce quartier aujourd'hui voué au tourisme.

GALERIES

Duchamp,
Men Roy, Picabia

Trois des pères fondateurs de l'avant-garde artistique du vingtième siècle parviennent cette nouvelle galerie qui vient d'ouvrir dans le huitième arrondissement.

Galerie Montaigne, 38, avenue Montaigne, Paris. 8. Tél. : 47-22-32-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 23 novembre.

Fers

De Gonzalez à Tony Cragg en passant par Calder, Caro, Chillida, Judd, Picasso, Stanclis, Tàka et bien d'autres, une démonstration convaincante de l'usage du fer comme matériau à combiner noble parfois de la sculpture au vingtième siècle.

KIMURA

Inédits II - 1956-1987
10 octobre
16 décembre 1989
Galerie
ART YOMIURI FRANCE
5, quai de Conti, Paris VI
43 26 15 35

PROSCENIUM

35, rue de Seine, 75006 Paris
43.54.92.01
JEAN COCTEAU
Centenaire

MUSÉE DE L'HOMME

Palais de Chaillot, 17 place du Trocadéro - 45 53 70 60
"LES AMÉRIQUES DE CLAUDE LEVI-STRAUSS"
tous les jours si mardi, de 9 h 45 à 17 h 15, 10 octobre 1989 - 24 avril 1990.

GALERIE DE L'ARCADE

2, place des Vosges - 75004 PARIS
Tél. : 40-27-82-34
FRED ZELLER
« L'homme dans la cité »
Œuvres récentes
Jusqu'au 4 novembre 1989

créteil Maison des Arts
Le Théâtre Contemporain de la Danse, la Maison des Arts de Créteil présentent
Insurrection
Chorégraphie
Odile DUBOC
"Une œuvre vibrante & belle"
Le Monde
13-14 octobre à 20 h 30
dimanche 15 octobre à 15 h 30
location 49 80 18 88

KRUGIER-DITESHEIM ART CONTEMPORAIN

29-31, GRAND-RUE, 1204 GENÈVE - TÉL. (022) 28-57-10
DE PICASSO A LUPERTZ :
1969-1989
Nous exposons à la FIAC du 7 au 15 octobre 1989
Grand-Palais, Paris stand BB, tél. 42-56-43-72

FONDATION CALOUSTE GULBENKIAN

Centre Culturel Portugais
51, avenue d'Éna - Paris 16^e - 47 20 86 84
MARIO BOTAS
Spleen
du 11 octobre au 15 décembre

Galerie RAMBERT

4, r. des Beaux-Arts, 75006 Paris
Tél. : 43 29 34 90
"dollar magique"
ISIA LEVIANT
Jusqu'au 28 octobre

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES

EXPOSITION
YVONNE CATHALAN
« FRANCE et OUTRE-FRANCE »
du jeudi 12 octobre au mardi 31 octobre
Vernissage le 12 octobre à 18 h 30
8, bd des Invalides, 75007 Paris

مكتبة الامم المتحدة